

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

VOL. XVII.



# JOURNAUX

DE

# L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

## PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 18 JANVIER JUSQU'AU 30 MARS 1883.

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT.

DANS LA QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

**LA REINE VICTORIA,**

ÉTANT LA SECONDE SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,

---

**SESSION 1883.**

---

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

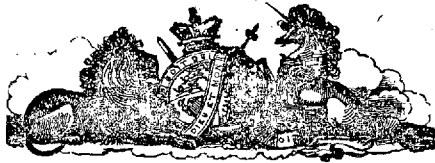
QUÉBEC:  
IMPRIMERIE LÉGER BROUSSEAU.

—  
1883.

VOL. XVII.







## PROCLAMATIONS.

---

CANADA, }  
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

*VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc, etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le dix-huitième jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et à chacun de vous—

SALUT :

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le dix-huitième jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le douzième jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce CINQUIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre Règne la quarante-sixième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA, }  
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

*VICTORIA*, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc, etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le douzième jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A** TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le douzième jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre Règne la quarante-sixième.

Par ordre,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

CANADA,  
Province de *Québec*. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MERCREDI, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre règne la quarante-sixième.

Par ordre,  
L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC

CANADA,  
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

[L. S.]

*VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE courant—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE courant : NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable THÉODORE ROBITAILLE, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-deux, et de Notre Règne la quarante-sixième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
QUÉBEC.

# JOURNAUX

DE

## L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

### PROVINCE DE QUEBEC.

---

SESSION 1883.

---

Jeudi, 18 Janvier 1883.

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire :

MONSIEUR L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil ;

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre, que, durant la vacance, il a adressé ses divers mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer des brefs d'élection pour l'élection des Membres devant servir dans le présent parlement en remplacement des Membres dont les sièges sont devenus vacants, savoir : le District Electoral de *Terrebonne*, le District Electoral des *Deux-Montagnes*, le District Electoral de *Jacques Cartier*, le District Electoral de *Laval*, le District Electoral de *Yaudreuil* et le District Electoral de *Bonaventure*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu copies des jugements et documents concernant les élections contestées pour le District Electoral des *Deux Montagnes* ; pour le District Electoral de *St Maurice* ; pour le District Electoral de *Kamouraska* et pour le District Electoral de *Nicolet*, lesquelles sont lues comme suit :

CANADA, } COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS CANADA.  
 PROVINCE DE QUÉBEC, }  
 District de Montréal. } EN RÉVISION.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, ET SES  
 AMENDEMENTS.

*In re.*

Election d'un Membre pour l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District Electoral des *Deux-Montagnes*, dans le District Judiciaire de *Terrebonne*.

Le vingt-troisième jour de Septembre mil huit cent quatre-vingt deux.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *MacKay*,  
 " " *Torrance*,  
 " " *Mathieu*.

*Damien Pilon*, de la Paroisse de *St Benoit*, Comté des *Deux-Montagnes*, District judiciaire de *Terrebonne*, cultivateur,

Demandeur,

vs.

*Charles L. Champagne*, du Village de *Saint-Eustache*, Ecuier, avocat,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties, par leur conseil, sur l'inscription du dit défendeur ; examiné les procédures en cette cause et délibéré ;

Considérant que le dit demandeur n'a pas procédé à la preuve de la pétition d'élection présentée en cette cause ;

Renvoie la dite pétition d'élection, avec dépens.

Vraie Copie,

(Signé) HUBERT, HONEY & GENDRON,  
 P. C. S.

CANADA, }  
 PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR SUPÉRIEURE.  
 District de Québec. }

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Election d'un Membre pour l'Assemblée Législative pour le District Electoral du Comté de *St-Maurice*.

Le neuvième jour d'Octobre mil huit cent quatre-vingt-deux.

## PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Nap. Casault*,  
 " " *L. B. Caron*,  
 " " *J. B. Bourgeois*.

*James Marchand et Charles Olivier Dugré*, fils, tous deux cultivateurs de la Paroisse de *St-Etienne*, dans le District des *Trois-Rivières*,

Pétitionnaires,

vs.

*François Sévère Lesieur Desaulniers*, Ecuyer, avocat, de la Paroisse de *Ste Anne Yamachiche*, District des *Trois-Rivières*,

Défendeur.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.  
 La Cour Supérieure, présidée comme dit ci-dessus, a l'honneur de faire rapport que les Pétitionnaires n'ont fait aucune preuve des obligations de leur requête.

Certifié vraie copie,

(Signé)

FISER, BURROUGHS & CAMPBELL,  
 P. C. S.

CANADA,  
 PROVINCE DE QUÉBEC, }  
 District de *Québec*.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

## ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Election d'un Membre pour l'Assemblée Législative pour le District Electoral du Comté de *St Maurice*.

Le neuvième jour d'Octobre mil huit cent quatre-vingt-deux.

## PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Nap. Casault*,  
 " " *L. B. Caron*,  
 " " *J. B. Bourgeois*.

*James Marchand et Charles Olivier Dugré*, fils, tous deux cultivateurs de la Paroisse de *St Etienne*, dans le District des *Trois-Rivières*,

Pétitionnaires,

vs.

*François Sévère Lesieur Desaulniers*, avocat, de la Paroisse de *Ste Anne d'Yamachiche*, dit District des *Trois-Rivières*,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties par leurs avocats, au mérite, sur la pétition d'élection produite et filée en cette cause.

Considérant que les pétitionnaires n'ont fait aucune preuve des allégations de leur pétition ; icelle dite pétition est renvoyée avec dépens, et il est, en consé-

quence, décidé que, *François Sévère Lesieur Desaulniers*, le défendeur, a été dûment élu à l'élection contestée par la dite pétition, savoir, à la dernière élection d'un Membre pour représenter la Division Electorale du Comté de *St-Maurice* dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Certifié vraie copie,

(Signé)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

### ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Le cinquième jour de Janvier mil huit cent quatre-vingt trois.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *A. B. Routhier*,  
" " *M. A. Plamondon*,  
" " *A. R. Angers*.

Election d'un Député à l'Assemblée Législative pour la Division Electorale de *Montmagny*.

*Nazaire Bernatchez*, du Village de *Montmagny*, Marchand,

Pétitionnaire,

vs.

*Louis Napoléon Fortin*, du *Cap St Ignace*, Ecuyer, Médecin, et *Joseph David Lépine*,  
du Village de *Montmagny*, Ecuyer, Shérif,

Intimés.

La Cour ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties, par leurs avocats, sur le mérite de la pétition d'élection en la présente cause ;

Considérant qu'il est établi, qu'à une élection d'un Membre de l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le District Electoral de *Montmagny*, terminée le deux Décembre mil huit cent quatre-vingt-un, le Pétitionnaire et le Défendeur *Louis Napoléon Fortin* ont été candidats, et que ce dernier a été déclaré élu par une majorité de quatre votes ;

Considérant que le dépôt de mille piastres fait par le Pétitionnaire en cette cause est un cautionnement suffisant et valide en ce qui concerne le Défendeur *Fortin* ;

Considérant que le Pétitionnaire a prouvé, dans la présente cause, qu'en réalité c'est lui (et non pas le dit Défendeur) qui, à la clôture de la votation et lors du dépouillement du scrutin avait obtenu la majorité des votes légalement donnés, savoir une majorité de vingt-trois votes ;

Adjugé et déclare :

Que le dit *Louis Napoléon Fortin* n'a pas été légalement élu et que le rapport de la dite élection est nul ;



Que le Pétitionnaire *Nazaire Bernatchez* a obtenu, à la dite élection, une majorité de vingt-trois votes légalement donnés, et qu'il a été et est dûment élu ;  
Et la Cour condamne le dit *Louis Napoléon Fortin* aux dépens de la pétition d'élection.

Certifié vraie copie,

(Signé)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

QUÉBEC, 5 Janvier 1883.

A l'Honorable L. O. Taillon, M. P. P., Orateur de l'Assemblée Législative de Québec, etc.

MONSIEUR L'ORATEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le jugement de la Cour Supérieure siégeant en révision, à Québec, dans la cause de l'élection contestée du District Electoral de *Montmagny*, lequel jugement déclare le Pétitionnaire, *Nazaire Bernatchez*, légalement élu, au lieu et place du Défendeur, *Louis Napoléon Fortin*, et nous vous faisons en même temps rapport :

1o Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par aucun des candidats à la dite élection, ou à leur connaissance ;

2o Que des manœuvres frauduleuses paraissent avoir été commises dans la dite élection par les personnes suivantes : *Hubert Hébert, Xavier Létourneau, Philéas Pelchat, Thomas Gaudreau, Phydime Langlois, Eusèbe Dion, Jean-Baptiste Laperrière, Xavier Laperrière, Majorique Dion, Johnny Létourneau, Hilaire Gaudreau, Honoré Boilard, Onésiphore Picard, Joseph Fortin* et *Jules Gaudreau*, mais qu'aucune d'elles n'a reçu avis de l'accusation conformément à la section 270 de l'Acte Electoral de Québec.

3o Que le nombre des personnes sus-nommées indique la mesure dans laquelle des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé)

A. B. ROUTHIER,  
M. A. PLAMONDON, J. C. S.  
A. R. ANGERS, J. C. S.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

No 4.

Le cinquième jour de Janvier mil huit cent quatre-vingt-trois.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Napoléon Casault*,  
" " *Jean-Baptiste Bourgeois*,  
" " *Richard Alleyn*.

Election d'un Député à l'Assemblée Législative pour la Division Electorale de *Kamouraska*.

*Gustave Dionne*, de la Cité de Québec, Ecuyer, Avocat,

Pétitionnaire,

vs.

*Charles Antoine Ernest Gagnon*, Ecuyer, Notaire, de la Paroisse de la *Rivière Ouelle*,  
dans le District Electoral de *Kamouraska*,

Défendeur.

La Cour ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties, par leurs avocats, sur le mérite de la Pétition d'Election, en la présente cause,—décide et déclare que *Charles Antoine Ernest Gagnon*, le Député dont l'élection est contestée, n'a pas été dûment élu membre pour représenter la Division Electorale de *Kamouraska* dans l'Assemblée Législative de Québec, et que l'élection qui a eu lieu dans la dite Division, le vingt-cinq Novembre et le deux Décembre, mil huit cent quatre-vingt-un, est nulle et chaque partie à la Pétition paiera ses frais : l'Honorable *Jean-Baptiste Bourgeois*, dissente.

Certifié vraie copie,

(Signé)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

No 4.

Le cinquième jour de Janvier mil huit cent quatre-vingt trois.

## PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Napoléon Casault*,  
" " *Jean-Baptiste Bourgeois*,  
" " *Richard Alleyn*.

Election d'un Deputé à l'Assemblée Législative pour la Division Electorale de *Kamouraska*.

*Gustave Dionne*, de la Cité de *Québec*, Ecuier, Avocat,

Pétitionnaire,

vs.

*Charles Antoine Ernest Gagnon*, Ecuyer, Notaire, de la Paroisse de la *Rivière Ouelle*, dans le District Electoral de *Kamouraska*,

Défendeur.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec*.

La Cour Supérieure, présidée comme dit est ci-dessus, a l'honneur de faire rapport, qu'aucune manœuvre frauduleuse ne paraît avoir été pratiquée à l'élection à laquelle se rapporte la pétition du Pétitionnaire, savoir : celle qui a eu lieu le vingt-cinq de Novembre et le deux Décembre, mil huit cent quatre-vingt-un, pour élire un Membre pour représenter la Division Electorale de *Kamouraska*, à l'Assemblée Législative de *Québec*.

N. CASULT,  
J. C. S.

R. ALLEYN,  
J. C. S.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

QUÉBEC, 8 Janvier 1883.

M. L. O. TAILLON, M. P. P.,

*Orateur de l'Assemblée Législative de Québec, etc.*

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le jugement de la Cour Supérieure siégeant en révision à *Québec*, dans la cause de l'élection contestée du District Electoral de *Nicolet*, et nous vous faisons en même temps rapport :

1o Que des manœuvres frauduleuses paraissent avoir été commises dans la dite élection par les personnes suivantes : *Oscar Rousseau* et *L. N. D. Darcy*, mais

qu'aucune d'elles n'a reçu avis de l'accusation conformément à la section 270 de l'Acte Electoral de *Québec*.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

L. B. CARON, J. C. S.

ERNEST CIMON, J. C. S.

J. B. BOURGEOIS, J. C. S.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Québec*.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Le cinquième jour de Janvier mil huit cent quatre-vingt-trois.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *L. B. Caron*,  
" " *J. B. Bourgeois*,  
" " *E. Cimon*.

Election d'un Député à l'Assemblée Législative pour la Division Electorale de *Nicolet*.

*Louis Tréflé Dorais*, de la Paroisse de *St-Grégoire-le-Grand*, dans le District Judiciaire des *Trois-Rivières*, négociant,

Pétitionnaire,

vs.

*Charles Edouard Houde*, de la Paroisse de *St Célestin*, dans le District Judiciaire des *Trois-Rivières*, commerçant,

Défendeur.

La Cour, ayant examiné la procédure et la preuve de Record et entendu les parties, par leurs avocats, sur le mérite de la Pétition d'Election en la présente cause ;

Considérant qu'il paraît, par la preuve au dossier, que le Défendeur s'est rendu coupable de manœuvres frauduleuses, par ses agents, dans sa dernière élection comme Député à l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le District Electoral de *Nicolet*, ainsi que mentionné dans la Pétition du dit *Louis Tréflé Dorais* ;

Considérant que le Défendeur n'a pas prouvé les allégations essentielles de sa réponse à la dite Pétition et que la preuve récriminatoire faite par le Défendeur n'est pas suffisante : Déclare que la dite preuve récriminatoire faite par le

Défendeur n'est pas fondée, renvoie la dite réponse du Défendeur et déclare que le dit *Charles Edouard Houde* n'a pas été dûment élu ni dûment rapporté élu Député à l'Assemblée Législative de *Québec* pour le District Electoral de *Nicolet*, le deux Décembre mil huit cent quatre-vingt-un, et que sa dite élection est nulle et de nul effet, et le dit Défendeur est en outre condamné à payer tous les frais du dit Pétitionnaire.

Certifié vraie copie,

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que conformément à l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 8, clause 118, il a adressé ses divers mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux Brefs d'Election pour les Districts Electoraux de *Kamouraska* et *Nicolet*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que conformément à l'Acte 38 *Victoria*, chapitre 8, clause 118, il a adressé son Mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de modifier le Rapport de l'Officier Rapporteur pour le District Electoral de *Montmagny*, en retranchant le nom de *Louis Napoléon Fortin* et lui substituant le nom de *Nazaire Bernatchez*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

CANADA, }  
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de *Jacques Cartier*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, au lieu et place de *Narcisse M. LeCavalier*, Ecuier, lequel a, depuis son élection, résigné son siège pour accepter une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de Régistrateur pour les Comtés d'*Hochelaga* et de *Jacques Cartier*; l'Honorable *J. A. Mousseau* a été rapporté comme dûment élu, ainsi qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce dix-huitième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. Deforme, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec*.

CANADA, }  
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de *Beauce*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'Honorable *Jean Blanchet*, lequel a, depuis son élection, accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la charge de Secrétaire de la Province de *Québec*, le dit Honorable *Jean Blanchet* a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce vingt huitième jour de Novembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,  
*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec.*

CANADA, }  
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de *Terrebonne*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, aux lieu et place de l'Honorable *J. A. Chapleau*, lequel a, depuis son élection, accepté la charge de Secrétaire d'Etat de la Puissance du *Canada*; *Gutllayme Alphonse Nantel*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce dix huitième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,  
*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr.,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec.*

CANADA,  
Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de *Laval*, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'Honorable *L. O. Loranger*, qui, depuis son élection, a accepté la charge de Juge de la Cour Supérieure; *Pierre Evariste Leblanc*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce vingt et unième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,  
*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
Québec.

CANADA,  
Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral des *Deux Montagnes* dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de *C. L. Champagne*, Ecuier, lequel a, depuis son élection, résigné son siège; *Benjamin Beauchamp*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce dix huitième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,  
*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
Québec.

CANADA, }  
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur pour l'élection d'un Membre pour représenter le

District Electoral de Vaudreuil, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Emery Lalonde, Ecuier, qui, depuis son élection, a accepté une charge à la nomination de la Couronne, savoir : la vente des timbres à la Cour de Montréal; François Xavier Archambault, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce seizième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
Québec

CANADA, }  
Province de Québec. }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de Bonaventure, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de L. J. Riopel, Ecuier, qui, depuis son élection, a été élu Membre de la Chambre des Communes du Canada; Henri Josué Martin, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce dix huitième jour de Décembre mil huit cent quatre vingt deux.

L. H. HUOT,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.*

A L. Delorme, Ecr,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
Québec.

L'Honorable J. A. Mousseau, Député du District Electoral de Jacques-Cartier; Benjamin Beauchamp, Ecuyer, Député du District Electoral des Deux-Montagnes; Pierre Evariste Leblanc, Ecuyer, Député du District Electoral de Laval; Henri Josué Martin, Ecuier, Député du District Electoral de Bonaventure; François-Xavier Archambault, Ecuier, Député du District Electoral de Vaudreuil; et Guillaume Alphonse Nantel, Ecuier, Député du District Electoral de Terrebonne, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mousseau ait la permission d'introduire un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.



M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un Discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale, et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je suis très-heureux, au commencement de l'année qui s'ouvre, de vous souhaiter la bienvenue au siège du gouvernement, où je vous ai convoqués pour la dépêche des affaires de la Province.

Je me flatte de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à vos patriotiques délibérations.

L'armée anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés vient de cueillir de nouveaux lauriers en *Egypte*. Félicitons en Notre Gracieuse Souveraine dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'*Angleterre* et assurer à son empire une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

J'ai le plaisir de vous annoncer que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et une portion considérable de ces travaux vous sera soumise bientôt.

Je suis également en mesure de dire que le public ne sera pas frustré dans l'expectative de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure. Mais, quoique ces études soient considérablement avancées, je crois qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre son caractère de stabilité, et mon gouvernement se bornera, durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

Il vous sera présenté un projet de loi sur l'organisation du jury dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

Les délibérations du congrès forestier tenu à *Montréal*, en Septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement. Mon gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat et il vous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

Nos ressources minières se développent rapidement, et c'est l'intention de mon gouvernement d'encourager et de stimuler l'initiative privée en mettant à la disposition du public les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possible.

Les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la Province de *Québec*, et spécialement à nos phosphates dans la Vallée de l'*Ottawa*. Dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, mon gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains. Son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie de formation, et elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

Mon gouvernement a lieu d'espérer que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation. Il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et il vous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'estimation de la dépense pour le prochain exercice financier vous seront soumis. Vous serez heureux de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquittement par la Cité de *Montréal*, de sa dette envers le Fond d'Emprunt Municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable. Le Commissaire chargé du règlement du Fonds d'Emprunt Municipal s'occupe activement de l'affaire, et mon gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'estimation.

La préparation du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public. Mon gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au Revenu Consolidé, en administrant avec soin les revenus de la Province et en surveillant les dépenses avec rigueur. Dans ce but, il vous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'Auditeur Provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

Il vous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la Province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au Fonds de Bâtisses et de Jurés.

Durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les Provinces d'*Ontario* et *Québec* et la Puissance a fait du progrès. Les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et il y a lieu de croire que vous serez bientôt informé que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

Il serait désirable que l'ajustement définitif du Fonds des Ecoles Élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte et il se poursuit d'actives négociations entre le gouvernement de la Province d'*Ontario* et mon gouvernement à ce sujet. Il vous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du service public, âgés ou malades, a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, que mon gouvernement croit devoir l'étendre au service civil extérieur. Il vous sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

J'ai autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics. Je suis convaincu que les travaux de cette commission qui vous seront soumis probablement dans le cours de la session auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

De récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures provinciales dans la Confédération Canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la Province de *Québec*, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

En conséquence de vues exprimées par le plus haut Tribunal d'Appel de l'Empire Britannique en rendant jugement au sujet de l'Acte du Parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes, (*The Canada Temperance Act, 1878*), mon Gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

Le tribunal du Conseil Privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures Provinciales le droit de réglementer l'émission des Polices d'Assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance. En conséquence, mon Gouvernement vous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

La Cour Suprême du *Canada*, ayant affirmé le droit des Provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du *Canada*, mon Gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la Province de *Québec*, et il vous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

Il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des Provinces de la Confédération Canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le Gouvernement au moyen de la pétition de droit ; mon Gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujettir le Gouvernement de cette Province aux mêmes obligations. Un projet de loi à cet effet vous sera soumis.

En vous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, mon Gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la Province de *Québec*. Il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui depuis dix années avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

Je suis heureux de vous exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la Province peut comporter, et de repartir d'une manière intelligente et équitable parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics. Je ne doute pas que vous ne poursuiviez dans cet esprit les travaux de la session.

Sur motion de l'Honorable M. Mousseau, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtele,

*Ordonné*, Que le Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération, demain.

*Ordonné*, Que les Votes et Délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et que M. l'Orateur nommera la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne se permette de les imprimer.

*Résolu*, Que, lorsqu'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un Membre, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et, si deux Membres sont élus pour le même collège électoral, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

*Résolu*, Que, s'il appert qu'une personne a été élue Membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être, par corruption, et au moyen d'intrigue ou de menée, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui ont pris une part volontaire à cette corruption ou à ces menées ou intrigues.

*Résolu*, Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un Membre de l'une ou l'autre Chambre, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépend du Parlement ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 19 Janvier 1883.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Hôpital St Joseph de Chambly,—de l'Hôpital de la Maternité de l'Université,—de l'Asile de la Providence,—du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur,—de l'Asile St Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum,—de l'Asile Ste Brigitte,—de l'Hôpital St Patrice,—et de l'Institut Ophtalmique, tous de Montréal,—de l'Asile Finlay, Québec,—de l'Asile de la Providence de Ste Elisabeth,—de l'Hôpital de St François du Lac,—du Couvent de Ste Ursule, comté de Maskinongé,—de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski,—de la Providence St Joseph des Trois-Rivières et de l'Hôpital des Ursulines, des Trois-Rivières, tous pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

Aussi,—Etat Général des Baptêmes, Mariages et Sépultures, dans le District de Montréal, pour l'année 1881. (Documents de la Session, No 7.)

M. l'Orateur communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

*A l'Honorable Assemblée Législative de la Province de Québec,*

Le conservateur de la Bibliothèque de la Législature a l'honneur de faire le rapport suivant :

Le nombre des ouvrages ajoutés à votre Bibliothèque, depuis la dernière Session, c'est-à-dire, depuis sept mois seulement, est de neuf cent cinquante six ; sous ce titre général d'ouvrages sont comprises toutes les branches. On compte 630 volumes reliés. Aujourd'hui la Bibliothèque Provinciale contient bien près de 30,000 volumes.

Avec une appropriation beaucoup moindre que celle de la Bibliothèque du Parlement Fédéral, elle s'est augmenté davantage, dans le même temps.

Trois cent vingt-six volumes prêtés, depuis la dernière Session, n'ont pas été remis, et cinquante au moins sont perdus. Le nombre total des livres dont nous pouvons constater la perte depuis 1868, et de sept cents.

Je regrette que des personnes dont on ignore les noms, aient abusé de la confiance des employés et du privilège qu'elles ont d'entrer dans votre Bibliothèque, en enlevant des journaux et des Statuts, surtout, dans ces derniers temps. Je regrette aussi que, à l'ouverture des Sessions, certains ouvrages que l'on espérait voir reparaître sur nos rayons soient oubliés dans les Bibliothèques Privées.

Le Bibliothécaire qui compte sur le retour de ces livres, se trouve exposé à des soupçons de négligence quand il n'a été que trop confiant. Votre Bibliothèque est visitée par plus de 800 personnes et n'a que trois employés. Celle du Parlement Fédéral l'est moins et compte cependant onze employés.

On comprendra ainsi toute l'attention qu'il faut apporter pour n'avoir pas à constater une plus grande perte de livres.

Ne serait-il pas opportun toutefois, de protéger d'avantage cette importante Bibliothèque ? La fermer au public serait fâcheux, car elle est d'une grande utilité ; la laisser se détériorer ou la renouveler sans cesse, est assez pénible aussi. Me serait-il permis de proposer, que toute personne en dehors des deux Chambres, qui désire y avoir accès régulièrement, dépose entre les mains du comptable la somme de quatre dollars, comme garantie du soin qu'elle prendra des livres ? Ces quatre dollars lui seraient rendus quand elle cesserait d'y venir, si toutefois, il n'y avait contre elle aucune réclamation pour livres gâtés ou perdus.

Je ne sais si j'ai raison d'appeler, dans ce rapport, votre attention sur la Bibliothèque du nouveau Palais Législatif ; je le fais dans tous les cas, pour servir les intérêts de la Législature ; cette Bibliothèque fort mal commencée, contiendra à peine les volumes que vous aurez à y placer dans trois ou quatre ans, et il vous faudra nécessairement l'agrandir.

En terminant je demanderai de nouveau que l'appropriation annuelle de la Bibliothèque soit portée à \$4,000 dollars.

Le tout respectueusement soumis,

PAMPHILE LEMAY,  
C. B. L. Q.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition des Sœurs de la Charité de la Paroisse de *St François du Lac*, Comté de *Yamaska*.

Par M. *Faucher de St Maurice*,—La Pétition de *Nazaire Levasseur* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. *McShane*,—La Pétition de l'*Asile de Ste Marie du Bon Pasteur*, rue *Fullum*, *Montréal* ; et la Pétition du *Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur*, *Montréal*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition des Commissaires d'Ecole de la Cité de *Hull*.

Par M. *Lavallée*,—La Pétition de l'Hospice de la Paroisse de *Sainte Elizabeth*, comté de *Joliette*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition des Dames Religieuses de *Jésus-Marie*, de la Paroisse de *St Colomban de Sillery*.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition de *Calixte Ladouceur*, et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame de Bon Secours*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de "*The Montreal Loan and Mortgage Company*."

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La Pétition de *Onézime Latulippe*, de la Paroisse de *St François*, Comté de *Beauce*.

L'Ordre du Jour pour prendre en considération le Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Discours en considération.

M. *Leblanc* propose, secondé par M. *Carbray*, qu'il soit résolu :

1. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux Discours, à l'ouverture de la Deuxième Session du Cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur qu'il exprime au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue au siège du Gouvernement, où il nous a convoqués pour la dépêche des affaires de la Province, et de plus, pour assurer Son Honneur :

2. Que nous nous flattons, avec Son Honneur, de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos patriotiques délibérations.

3. Que nous constatons avec Son Honneur, que l'armée anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés, vient de cueillir de nouveaux lauriers en Egypte, et que nous en félicitons, avec Son Honneur Notre Gracieuse Souveraine dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'Angleterre et assurer à son empire, une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et qu'une portion considérable de ces travaux nous sera soumise bientôt.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le public ne sera pas frustré dans l'expectative de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure ; que, quoique ces études soient considérablement avancées, nous croyons, avec Son Honneur, qu'une solution hâtive oterait à cette œuvre, son caractère de stabilité, et nous apprenons avec satisfaction, que le Gouvernement va se borner durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'un projet de loi nous sera présenté sur l'organisation du jury, dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

7. Que nous constatons avec Son Honneur, que les délibérations du congrès forestier tenu à *Montréal*, en Septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement ; que nous sommes heureux d'apprendre que le Gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat, et qu'il nous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

8. Que nous constatons également avec Son Honneur, que nos ressources minières se développent rapidement, et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que c'est l'intention du gouvernement, d'encourager et de stimuler l'initiative privée, en mettant à la disposition du public, les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possibles.

9. Que nous constatons encore avec Son Honneur, que les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la Province de *Québec*, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'*Ottawa* ; et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que, dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, le gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains, et que son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie de formation : que nous ne doutons pas avec Son Honneur, qu'elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

10. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement a lieu d'espérer, que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation ; qu'il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et qu'il nous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

11. Que nous examinerons avec soin, les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'estimation de la dépense pour le prochain exercice financier qui nous seront soumis ; Que nous serons heureux, avec Son Honneur, de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquiescement par la Cité de *Montréal*, de sa dette envers le Fonds d'Emprunt Municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable ; Que le Commissaire chargé du règlement du Fonds d'Emprunt Municipal s'occupe activement de l'affaire, et que le Gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'estimation.

12. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la préparation du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public ; Que le Gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au Revenu Consolidé, en administrant avec soin les revenus de la Province et en surveillant les dépenses avec rigueur et que, dans ce but, il nous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attri-

buts de l'Auditeur Provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

13. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il nous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la Province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au Fonds de Bâtisses et de Jurés.

14. Que nous apprenons aussi avec plaisir de Son Honneur, que durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les Provinces d'*Ontario* et *Québec* et la Puissance a fait du progrès ; que les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et qu'il y a lieu de croire que nous serons bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

15. Que nous admettons avec Son Honneur, qu'il serait désirable que l'ajustement des Fonds des Ecoles élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte ; que nous sommes heureux d'apprendre qu'il se poursuit d'actives négociations entre le Gouvernement de la Province d'*Ontario* et le Gouvernement de cette Province à ce sujet, et qu'il nous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

16. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le gouvernement croit devoir étendre au service civil extérieur, le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du service public, âgés ou malades, lequel système a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, et qu'il sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

17. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics, et que, avec Son Honneur, nous sommes convaincus que les travaux de cette commission, qui nous seront soumis probablement dans le cour de la session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

18. Que nous constatons, avec Son Honneur, que de récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures locales dans la Confédération Canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la Province de *Québec*, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

19. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire Britannique, en rendant jugement au sujet de l'Acte du Parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes (*The Canada Temperance Act, 1878*), le Gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

20. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le tribunal du Conseil Privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures Provinciales, le droit de réglementer l'émission des Polices d'Assurance et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance, et qu'en conséquence, le Gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

21. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que la Cour Suprême du Canada, ayant affirmé le droit des Provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du Canada, le Gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la Province de *Québec*, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

22. Que nous constatons avec Son Honneur, qu'il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des Provinces de la Confédération Canadienne, pour permettre aux sujets de Sa

Majesté, de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le Gouvernement au moyen de la pétition de droit, et que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le Gouvernement de cette Province aux mêmes obligations, et qu'à cet effet, un projet de loi nous sera soumis.

23. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en nous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, le Gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la Province de *Québec*; et qu'il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

24. Que nous sommes heureux de nous joindre à Son Honneur, pour exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la Province peut comporter et de répartir d'une manière intelligente et équitable, parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics, et que nous ne doutons pas que nous ne poursuivions dans cet esprit, les travaux de la session.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*, Ordonné. Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

### Lundi, 22 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—La Pétition du Synode du Diocèse de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de la Municipalité du Village d'*Hochélag*.

Par M. *Martel*,—La Pétition du Révérend G. D. *Lesage* et autres, de la Paroisse de *Chambly*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition de "*The Worsted Company of Canada*," de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Mousseau*,—La Pétition des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Marchand*,—Deux Pétitions des Sœurs de Charité de la Ville de *St Jean*.

Par M. *Bergevin*,—La Pétition du Révérend M. *Jasmin* et autres, de la Paroisse de *St Clément de Beauharnois*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Nazaire Levasseur* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de : "*La Presse Associée de la Province de Québec*."

Des Commissaires d'Ecole de la Cité de *Hull* ; demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite cité.

Des *Dames Religieuses de Jésus-Marie* ; demandant un amendement à leur Acte d'incorporation (24 Vict., chap. 118.)



De *Calixte Ladouceur* et autres, de la Paroisse de *Notre-Dame du Bon Secours* ; demandant un Acte pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de *Notre-Dame du Bon Secours*, dans le Comté d'*Ottawa*.

De "*The Montreal Loan and Mortgage Company*" ; demandant un Acte afin d'amender l'Acte de la Législature de cette Province, 39 Vict., chap. 63, et pour accorder des pouvoirs additionnels à cette compagnie.

De *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *St François*, Comté de *Beauce* ; demandant un Acte l'autorisant à construire un pont de péage sur la *Rivière Chaudière*, dans la Paroisse de *St François*.

De l'*Asile de Ste Marie du Bon Pasteur*, rue *Fullum* ;—et du *Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur*, tous de *Montréal*,—et de l'*Hospice de la Paroisse de Ste Elisabeth*, Comté de *Joliette* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

Des *Sœurs de la Charité*, de la Paroisse de *St François du Lac*, Comté d'*Yamaska* ; demandant de l'aide.

Sur motion de l'Honorable *M. Mousseau*, secondé par l'Honorable *Commissaire Lynch*,

*Résolu*, Que des Comités Permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :—1. Privilèges et Elections. 2. Ordres Permanents. 3. Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Mines et Corporations Manufacturières. 4. Bills Privés. 5. Lois Expirantes. 6. Impressions. 7. Comptes Publics. 8. Agriculture, Immigration et Colonisation. 9. Différentes branches d'Industrie en cette Province ; lesquels dits Comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'*Asile des orphelins de St Patrice*, de *Montréal*,—de *The Women's Christian Association*, *Québec*,—et de l'*Hospice Ste Anne*, *Yamachiche*, tous pour l'année 1882. (Documents de la Session, No 6.)

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la question proposée, Vendredi dernier,

1. Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la Deuxième Session du Cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur qu'il exprime au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue au siège du Gouvernement, où il nous a convoqués pour la dépêche des affaires de la Province, et de plus, pour assurer Son Honneur :

2. Que nous nous flattions, avec Son Honneur, de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos patriotiques délibérations.

3. Que nous constatons avec Son Honneur, que l'Armée Anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés, vient de cueillir de nouveaux lauriers en Egypte, et que nous en félicitons, avec Son Honneur notre Gracieuse Souveraine dont la haute sagesse a su grandir encore le prestige de l'*Angleterre* et assurer à son empire, une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que la refonte de nos lois statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et qu'une portion considérable de ces travaux nous sera soumise bientôt.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le public ne sera pas frustré dans l'expectative de réformes judiciaires et d'améliorations dans

notre code de procédure ; que, quoique ces études soient considérablement avancées, nous croyons avec Son Honneur, qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre, son caractère de stabilité, et nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement va se borner durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'un projet de loi nous sera présenté sur l'organisation du jury, dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

7. Que nous constatons avec Son Honneur, que les délibérations du Congrès Forestier tenu à *Montréal*, en Septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement ; que nous sommes heureux d'apprendre que le Gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat ; et qu'il nous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

8. Que nous constatons également avec Son Honneur, que nos ressources minières se développent rapidement, et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que c'est l'intention du Gouvernement, d'encourager et de stimuler l'initiative privée, en mettant à la disposition du public, les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possibles.

9. Que nous constatons encore avec Son Honneur, que les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la Province de *Québec*, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'*Ottawa* ; et qu'il nous fait plaisir d'apprendre que, dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, le gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains, et que son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie de formation : que nous ne doutons pas avec Son Honneur, qu'elles, de leur côté, nous aiderons de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

10. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le gouvernement a lieu d'espérer que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation ; qu'il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et qu'il nous fera connaître les nouvelles positions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

11. Que nous examinerons avec soin, les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'estimation de la dépense pour le prochain exercice financier qui nous seront soumis. Que nous serons heureux avec Son Honneur, de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquiescement par la Cité de *Montréal*, de sa dette envers le Fonds d'Emprunt Municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable ; Que le Commissaire chargé du règlement du Fonds d'Emprunt Municipal s'occupe activement de l'affaire, et que le gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'estimation.

12. Que nous apprenons avec satisfaction, de Son Honneur, que la préparation du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public ; Que le gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au Revenu Consolidé, en administrant avec soin les revenus de la Province et en surveillant les dépenses avec rigueur et que, dans ce but, il nous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'Auditeur Provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

13. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il nous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la Province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au Fonds de Bâtisses et de Jurés.

14. Que nous apprenons aussi avec plaisir de Son Honneur, que durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les Provinces d'*Ontario* et *Québec* et la Puissance a fait du progrès; que les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations et qu'il y a lieu de croire que nous serons bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

15. Que nous admettons avec Son Honneur, qu'il serait désirable que l'ajustement des Fonds des Ecoles Élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte; que nous sommes heureux d'apprendre qu'il se poursuit d'actives négociations entre le gouvernement de la Province d'*Ontario* et le gouvernement de cette Province à ce sujet, et qu'il nous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

16. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur que le gouvernement croit devoir étendre au Service Civil extérieur, le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du Service Public, âgés ou malades, lequel système a eu de si bons résultats pour l'efficacité du Service Public, et qu'il sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

17. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics, et que, avec Son Honneur, nous sommes convaincus que les travaux de cette commission, qui nous seront soumis probablement dans le cours de la Session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

18. Que nous constatons, avec Son Honneur, que de récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures Locales dans la Confédération Canadienne, ont, en ajoutant aux pouvoirs de la Province de *Québec*, ajouté également à ses devoirs et à ses représentants ou modifié sa position.

19. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire Britannique, en rendant jugement au sujet de l'Acte du Parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes (*The Canada Temperance Act*, 1878), le Gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

20. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le tribunal du Conseil Privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures Provinciales, le droit de réglementer l'émission des Polices d'Assurance et de légiférer sur les Compagnies faisant des affaires d'assurance, et qu'en conséquence, le Gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces Compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

21. Que nous apprenons également avec plaisir de Son Honneur, que la Cour Suprême du *Canada*, ayant affirmé le droit des Provinces sur les pêcheries dans les eaux intérieures du *Canada*, le Gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la Province de *Québec*, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

22. Que nous constatons avec Son Honneur, qu'il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des Provinces de la Confédération Canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté, de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le Gouvernement au moyen de la Pétition de Droit, et que nous sommes heureux d'apprendre de

Son Honneur, que le Gouvernement a cru, qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le Gouvernement de cette Province aux mêmes obligations, et qu'à cet effet, un projet de loi nous sera soumis.

23. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en nous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, le Gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la Province de *Québec*; et qu'il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

24. Que nous sommes heureux de nous joindre à Son Honneur, pour exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la Province peut comporter et de répartir d'une manière intelligente et équitable, parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics, et que nous ne doutons pas que nous ne poursuivions dans cet esprit, les travaux de la Session.

La Chambre reprend les dits Débats ajournés.

*Ordonné*, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe et les suivants jusqu'au vingt-quatrième inclusivement, étant lus de nouveau, et mis aux voix séparément, sont adoptés.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux Discours à l'ouverture de la présente Session.

*Résolu*, Que la dite Résolution soit renvoyée à un Comité Spécial composé de l'Honorable M. Mousseau, l'Honorable Trésorier Wurtel, l'Honorable Commissaire Lynch, l'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet, M. LeBlanc, M. Carbray, M. Martel et M. Owens, pour préparer et rapporter le projet d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable M. Mousseau, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*A Son Honneur l'Honorable Théodore Robitaille,*  
*Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.*

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux Discours, à l'ouverture de la seconde Session, du cinquième Parlement de la Province de *Québec*, et du bonheur que vous exprimez au commencement de l'année qui s'ouvre, de nous souhaiter la bienvenue au siège du Gouvernement, où vous nous avez convoqués, pour la dépêche des affaires de la Province.

Nous nous flattons, avec Votre Honneur, de l'espoir que l'harmonie, la bonne entente et le plus grand esprit de justice ne cesseront de présider à nos patriotiques délibérations.

Nous constatons avec Votre Honneur, que l'Armée Anglaise qui a tant de fois illustré le drapeau sous lequel se développent nos droits et nos libertés,

vient de cueillir de nouveaux lauriers en *Egypte*, et nous en félicitons, avec Votre Honneur, Notre Gracieuse Souveraine dont la haute sagesse a su grandir le prestige de l'Angleterre et assurer à son empire, une longue paix avec toute la prospérité qui en découle.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que la refonte de nos lois Statutaires, confiée à des mains habiles, progresse rapidement, et qu'une portion considérable de ces travaux nous sera soumise bientôt.

Nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le public ne sera pas frustré dans l'expectative de réformes judiciaires et d'améliorations dans notre code de procédure; que, quoique ces études soient considérablement avancées, nous croyons, avec Son Honneur, qu'une solution hâtive ôterait à cette œuvre, son caractère de stabilité, et nous apprenons avec satisfaction, que le Gouvernement va se borner durant cette session, à suggérer certains amendements pour l'accélération de la procédure et pour la simplification des appels.

Nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'un projet de loi nous sera présenté sur l'organisation du jury, dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.

Nous constatons, avec Son Honneur, que les délibérations du congrès forestier tenu à *Montréal*, en Septembre dernier, ont eu pour effet d'attirer, d'une façon bien marquée, l'attention publique sur l'important sujet de la conservation de nos forêts et du reboisement; et nous sommes heureux d'apprendre que le Gouvernement étudie quel est le mode le plus efficace pour atteindre un tel résultat, et qu'il nous sera soumis un projet de législation pour limiter la destruction de nos bois et forêts sans diminuer le revenu public.

Nous constatons également avec Son Honneur, que nos ressources minières se développent rapidement, et il nous fait plaisir d'apprendre que c'est l'intention du gouvernement, d'encourager et de stimuler l'initiative privée, en mettant à la disposition du public, les informations les plus complètes sur l'existence des gisements et la nature de ces mines qui renferment d'immenses richesses inexploitées, et en faisant en sorte que les explorations entraînent, pour les particuliers, le moins de dépenses possibles.

Nous constatons encore avec Son Honneur, que les capitalistes étrangers s'intéressent de plus en plus aux ressources de la Province de *Québec*, et spécialement à nos phosphates dans la vallée de l'*Ottawa*; et nous apprenons avec plaisir que, dans le but d'établir plus sûrement la qualité et la quantité de ces produits, le gouvernement fait faire actuellement un examen sérieux de ces terrains, et que son concours le plus complet sera toujours accordé aux compagnies étrangères ou locales actuellement établies ou en voie de formation; et nous reconnaissons avec Son Honneur, qu'elles, de leur côté, nous aideront de leurs connaissances spéciales et de leur expérience dans les diverses branches de l'industrie.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement a lieu d'espérer que ces entreprises nouvelles donneront un grand élan à l'agriculture et à la colonisation; qu'il s'est déjà occupé de rendre plus efficace l'encouragement dû à ces deux grandes sources de la prospérité publique, et qu'il nous fera connaître les nouvelles dispositions qu'il a prises pour que le domaine public soit ouvert plus facilement à l'activité du colon.

Nous examinerons avec soin, les comptes publics pour la dernière année fiscale et l'estimation de la dépense pour le prochain exercice financier qui nous seront soumis; et nous serons heureux, avec Son Honneur, de voir, par les derniers comptes publics, que, grâce à l'acquittement par la Cité de *Montréal*, de sa dette envers le Fonds d'Emprunt Municipal, les opérations de cette dernière année fiscale indiquent un surplus considérable; que le Commissaire chargé du règlement du Fonds d'Emprunt Municipal s'occupe activement de l'affaire, et que le Gouvernement a lieu d'espérer que la recette de cette source pour l'année courante, dépassera le montant de l'estimation.

Nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la préparation du prochain exercice financier a été basée sur la plus grande somme d'économie que puisse admettre l'efficacité du service public ; que le Gouvernement fera tous les efforts possibles pour établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses imputables au Revenu Consolidé, en administrant avec soin les revenus de la Province et en surveillant les dépenses avec rigueur ; et que, dans ce but, il nous sera soumis un projet de loi définissant la position et les attributs de l'Auditeur Provincial de telle manière que le peuple, par ses représentants, puisse contrôler les dépenses d'une manière absolue.

Nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il nous sera soumis aussi un projet de loi pour faciliter le remboursement des argents dus à la Province pour la garde des prisonniers et des aliénés, ainsi que des sommes dues au Fonds de Bâtisses et de Jurés.

Nous apprenons aussi avec plaisir de Son Honneur que, durant la vacance, le travail du règlement des comptes entre les Provinces d'*Ontario* et *Québec* et la Puissance a fait du progrès ; que les états sont maintenant à se préparer sur la base adoptée durant ces négociations, et qu'il y a lieu de croire que nous serons bientôt informés que ces comptes ont été réglés d'une manière satisfaisante.

Nous admettons avec Son Honneur, qu'il serait désirable que l'ajustement du Fonds des Ecoles élémentaires marchât de pair avec ces règlements de compte ; et nous sommes heureux d'apprendre qu'il se poursuit d'actives négociations entre le Gouvernement de la Province d'*Ontario* et le Gouvernement de cette Province à ce sujet, et qu'il nous sera présenté un projet de loi pour autoriser ces arrangements.

Nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le gouvernement croit devoir étendre au service civil extérieur, le système de pension qui met le gouvernement en mesure de pourvoir d'une manière juste à l'existence des officiers et employés du service public, âgés ou malades, lequel système a eu de si bons résultats pour l'efficacité du service public, et qu'il sera présenté un projet de loi pour accorder des pensions à certains officiers de l'administration de la justice et autres.

Nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a autorisé la nomination d'une commission chargée de faire une enquête générale et complète sur l'organisation de tous les départements publics, et avec Son Honneur, nous sommes convaincus que les travaux de cette commission, qui nous seront soumis probablement dans le cours de la session, auront pour résultat de diminuer les dépenses et d'augmenter l'efficacité du service.

Nous constatons, avec Son Honneur, que de récentes décisions judiciaires définissant mieux les attributions des Législatures locales dans la Confédération Canadienne ont, en ajoutant aux pouvoirs de la Province de *Québec*, ajouté également à ses devoirs et à ses responsabilités ou modifié sa position.

Nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en conséquence des vues exprimées par le plus haut tribunal d'appel de l'Empire Britannique, en rendant jugement au sujet de l'Acte du Parlement de la Puissance, établissant des dispositions pour la réglementation de la vente des liqueurs enivrantes (*The Canada Temperance Act, 1878*), le Gouvernement s'occupe sérieusement des modifications à faire à la législation actuelle.

Nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le tribunal du Conseil Privé de Sa Majesté a reconnu aux Législatures Provinciales, le droit de réglementer l'émission des Polices d'Assurance, et de légiférer sur les compagnies faisant des affaires d'assurance, et qu'en conséquence, le Gouvernement nous soumettra un projet de loi qui, tout en traitant ces compagnies avec justice, protégera plus efficacement le public.

Nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que la Cour Suprême du Canada, ayant affirmé le droit des Provinces sur les pêcheries dans les eaux

intérieures du Canada, le Gouvernement s'est occupé de cette importante accession de pouvoirs qui lui donne la propriété de la pêche dans les rivières de la Province de *Québec*, et qu'il nous sera présenté un projet de loi tendant à organiser cette nouvelle source de revenus.

Nous constatons avec Son Honneur, qu'il existe des dispositions législatives dans le Royaume-Uni, dans la Puissance et dans la plupart des Provinces de la Confédération Canadienne, pour permettre aux sujets de Sa Majesté de faire régler judiciairement leurs réclamations contre le Gouvernement, au moyen de la pétition de droit, et nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le Gouvernement a cru qu'aucune raison n'existait pour ne pas assujétir le Gouvernement de cette Province aux mêmes obligations, et qu'à cet effet, un projet de loi nous sera soumis.

Nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'en nous annonçant des projets sérieux d'économie et en cherchant à multiplier les sources de revenu, le Gouvernement n'a pas l'intention d'arrêter l'élan donné aux entreprises de toutes sortes dans la Province de *Québec*; et qu'il désire plutôt reporter sur nos ressources intimes et surtout sur la colonisation et les écoles primaires qui recevront une augmentation de subsides, une partie des efforts qui, depuis dix années, avaient été concentrés sur les entreprises de chemins de fer.

Nous sommes heureux de nous joindre à Son Honneur, pour exprimer la conviction que le besoin de nos finances n'est pas la seule cause de ces réformes, qui ont plutôt pour but de tirer le meilleur parti possible de nos sacrifices, de faire marcher de front tous les développements que la Province peut comporter et de répartir d'une manière intelligente et équitable, parmi les différentes sphères de la société, le bénéfice du patronage et de l'encouragement publics, et nous ne doutons pas que nous ne poursuivions dans cet esprit, les travaux de la session.

La dite Adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit grossyée.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wurtele*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Que, Vendredi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*, Que, Vendredi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par *M. Stephens*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des dépenses et des recettes de la Province, depuis le 30 Juin jusqu'au 31 Décembre derniers.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 23 Janvier 1883.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Société Littéraire et Historique, de *Québec*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—La Pétition de *The Women's Christian Association*, de *Québec*.

Par M. *Poupore*,—La Pétition de l'Honorable *George Bryson* et autres.

Par M. *Audet*,—La Pétition de *Laurent Gagnon*, de *Ste Hénédine*, Comté de *Dorchester*.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition du Révérend *F. A. Mathieu* et autres.

Par l'Honorable M. *Irvine*,—La Pétition de l'Asile des Orphelines Protestantes de *Québec*.

Par M. *Watts*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *St Laurent*.

Par M. *Désaulniers*,—La Pétition des Sœurs de la Providence de la Paroisse de *Ste Anne d'Yamachiche*, Comté de *St Maurice*.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de Onze Membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les Listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mousseau*, l'Honorable Trésorier *Wurtele*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Joly*, l'Honorable M. *Pâquet*, l'Honorable M. *Marchand* et M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. *Sawyer*, M. *Laberge* et M. *Gauthier*, composent le dit Comité.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Mousseau*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, l'Honorable M. *Flynn*, l'Honorable M. *Irvine*, l'Honorable M. *Marchand* et M. *Shehyn*, M. *Désaulniers*, M. *Faucher de Saint-Maurice* et M. *Desjardins* pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme Membres du Comité Conjoint de la Bibliothèque:

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs la Résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mousseau* porte le dit Message au Conseil Législatif.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirant le 30 Juin 1882. (Documents de la Session No 3.)

Ordonné, Que le dit Etat soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* met aussi devant la Chambre par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Opinions Légales, Rapports de Conseils et Mandats Spéciaux depuis le 1er Juillet 1882 jusqu'au 15 Janvier 1883, préparé par l'Auditeur, tel que requis par la clause 47, 31 *Victoria*, chap. 9, lequel est lu comme suit :



SERVICE	DETAILS	RAPPORTS DU CONSEIL			Montant des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balances non dépensées
		Nos	Dates	Montant			
			1882	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Chemin de fer de Québec, Mont- réal, Ottawa et Occidental, compte de construction .....	Pour suppléer à l'absence de ce crédit et payer H. J. Beemer .....	242	Juillet 25..	10,201 93	10,201 93	10,201 93	
do do .....	Pour suppléer à l'absence de crédit, pour payer St- Louis et frère et pour payer les frais de construc- tion pour avril, mai et juin 1882 .....	243	Juillet 25..	98,360 48	98,360 48	98,360 48	
Chemin de fer de Q., M., O. et O., compte d'exploitation .....	Pour couvrir l'absence de crédit et payer les comptes du mois de juin .....	245	Juillet 25..	48,817 10	48,817 10	48,817 10	
Ecoles Communales .....	Pour couvrir l'absence de crédit pour payer aux com- missaires d'école de Saint-Justin, leur subvention pour les derniers six mois de 1879 .....	283	Juillet 28..	102 00	102 00	102 00	
do .....	Pour remédier à l'absence d'un crédit et payer aux commissaires d'écoles de Saint-Bonaventure partie du montant payé à la municipalité scolaire de Cox depuis 1863, au lieu de celle de Saint-Bonaventure. Pour payer le traitement du député du lieutenant- gouverneur, pour lequel il n'y avait pas de crédit.	284	Juillet 28..	400 00	400 00	400 00	
Gouvernement civil, traitements.	Pour payer à M. Labelle et à M. Prince lors de leur sortie du service du gouvernement des gratifica- tions pour lesquelles il n'y avait pas de crédits .....	292	Août 15..	400 00	400 00	200 00	200 00
Chemin de fer de Q., M., O. et O., compte d'exploitation .....	Pour remédier à l'absence d'un crédit pour payer à St-Louis et frère la balance de toutes leurs récla- mations, et à H. J. Beemer la balance de toutes ses réclamations pour la construction du pont de Hull et à compte de réclamations pour le prolongement de la ligne jusque dans la cité de Montréal .....	302	Août 21..	1,000 00	1,000 00	1,000 00	
Chemin de fer de Q., M., O. et O., compte de construction .....		315	Août 21..	100,000 00	100,000 00	1 0,0 0 00	

SERVICE	DÉTAILS	RAPPORTS DU CONSEIL			Montant des mandats spéciaux	Montants dépensés	Balances non dépensées
		Nos	Dates	Montant			
				\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
do do .....	Pour remédier à l'insuffisance du crédit pour payer à H. J. Beemer la balance de toutes ses réclamations pour le prolongement de la ligne jusque dans la cité de Montréal, les frais dans les causes d'expropriation, et dans les affaires d'arbitrage de McDonald et McGreevey, les acquisitions de terrains, l'intérêt sur le prix d'achat de certains terrains et d'autres comptes .....	316	Avril 21.	49,165 78	49,165 78	49,165 78	
Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général.....	Pour payer à la corporation de Québec des arrérages de taxes pour l'eau et autres sur les propriétés du gouvernement depuis 1879, et pour lesquelles il n'y avait pas de crédit .....	323	Sept. 6.	9,471 90	9,471 90	9,471 00	90
Chemin de fer de Q., M., O. et O., compte d'exploitation.....	Pour payer des réclamations pour dommages, frais d'arbitrage et autres comptes.....	334	Sept. 6.	97,500 00	97,500 00	35,372 66	62,127 34
Impressions, etc., des statuts.....	Pour remédier à l'insuffisance du crédit .....	337	Sept. 6.	944 68	944 68	944 68	
Divers.....	Pour payer des provisions et la pension de 130 personnes sans ressources amenées de l'île d'Anticosti en novembre 1881 .....	364	Sept. 27.	923 10	923 10	923 10	
Instruction publique.....	Pour payer des montants dus sur achats de livres de prix .....	379	Sept. 27.	5,000 00	5,000 00	5,000 00	
Maison pour le géolier de Gaspé.	Pour remédier à l'insuffisance du crédit .....	386	Sept. 27.	643 00	643 00	492 00	151 00
Chemin de fer de Q., M., O. et O., compte de construction.....	Pour pourvoir aux mêmes fins que celles mentionnées au No 316 ci-haut .....	402	Sept. 28.	50,000 00	50,000 00	50,000 00	
Chemins de colonisation.....	Pour payer des ouvrages faits et pour lesquels il n'y avait pas de crédit .....	421	Oct. 18.	10,000 00	10,000 00	.....	10,000 00
				482,929 97	482,929 97	410,460 73	72,479 24

GASPARD DROLET,  
Auditeur de la Province.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,  
Québec, 15 janvier 1883.

Aussi, état des cautionnements donnés par les Officiers Publics du Gouvernement de la Province de *Québec*, depuis le 11 Mars, 1882, au 18 Janvier, 1883, en vertu de l'acte 32 *Victoria*, chap. 9, sec. 17. (Documents de la Session No 7½)

Aussi, Réponse à un Ordre de la Chambre du 22 Janvier 1883, pour un état des recettes et des dépenses de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet au 31 de décembre 1882, ces deux jours inclus. (Documents de la Session, No 8.)

*Ordonné*, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Et aussi, état des remises d'amendes, confiscations, taxes, droits, etc, du 8 Mars, 1882, au 18 Janvier, 1883, tel que requis par la 61e section de l'Acte du Département du Trésor. (Documents de la Session, No 8½.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirée le 30 Juin 1882. (Documents de la Session, No 2)

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Demers*,—Le Gouvernement a-t-il, depuis la dernière session, pris les moyens de se faire rembourser du montant de la pension de retraite pour l'année fiscale terminée le 30 Juin 1881, et payée au procureur de feu *Léon Kirouac*, instituteur, après la mort de ce dernier ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La pension payée au procureur de feu *Léon Kirouac*, instituteur, a été remboursée le premier Avril dernier.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, Copie des actes passés et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et la Cité de *Montréal*, relativement au règlement du montant dû au Fonds d'Emprunt Municipal, et de la souscription de la dite Cité, pour aider à la construction du Chemin de Fer de Colonisation du Nord et du Q., M., O. et O.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des actes passés et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et la Cité de *Québec*, relativement au règlement du montant dû au Fonds d'Emprunt Municipal, et de la souscription de la dite Cité pour aider à la construction du Chemin de Fer de la Rive Nord et du Q., M., O. et O.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présenté à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies de la Commission Royale nommée dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les départements publics, avec copies de tout ordre en conseil, des lettres contenant les instructions données aux commissaires et secrétaires, et de tous autres documents se rattachant à l'émanation de cette commission.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 24 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Duhamel,—La Pétition de Louis Duhamel et autres.

Par M. Robillard,—La Pétition des Sœurs de la Providence de *St-Joseph de Lanoraie*, Comté de *Berthier*.

Par M. Caron,—La Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge de la Paroisse de *St Paulin*, Comté de *Maskinongé*.

Par l'Honorable M. Garneau,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La Pétition de l'Hospice *St Julien de St Ferdinand d'Halifax*, Comté de *Mégantic*.

Par l'Honorable M. Mercier,—La Pétition de *L. Morisson* et autres, de *St Hyacinthe*.

Par M. Paradis,—La Pétition de *Chas. Arpin* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De "*The Canada Worsted Company*," de *Québec* ; demandant un acte spécial d'incorporation lui accordant le pouvoir d'augmenter son fonds social.

Du Synode du Diocèse de *Montréal* ; demandant l'autorisation de vendre un lot de terre situé en la Paroisse de *Ste Thérèse de Blainville*.

De la Municipalité du Village de *Hochelaga* ; demandant la passation d'un acte érigeant le dit Village en Ville sous le nom de : "*Ville de Hochelaga*."

Du Révérend *G. D. Lesage* et autres de la Paroisse de *Chambly* ; demandant de l'aide pour l'Asile des enfants, de *Saint-Joseph de Chambly*.

Du Révérend *M. Jasmin*, de la Paroisse de *Saint-Clément de Beauharnois* ; demandant que l'allocation en faveur de l'Hôpital de *Saint-Joseph de Beauharnois*, soit augmentée.

Des Sœurs de la Charité de la Ville de *St Jean* ; demandant de l'aide pour la Salle d'Asile de la Ville de *St Jean*.

Des Sœurs de la Charité de la Ville de *St Jean* ; demandant de l'aide pour l'Hôpital de la Ville de *St Jean*.

Des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, de *Montréal* ; demandant de l'aide.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé une liste des Membres pour le Comité suivant :

ORDRES PERMANENTS :—L'Honorable M. *Pâquet* et MM. *Archambault*, *Asselin*, *Beauchamp*, *Bernard*, *Bernatchez*, *Charlebois*, *Demers*, *Duckett*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Gauthier*, *Laberge*, *Leduc*, *McShane*, *Nantel*, *Owens* et *Paradis*.—17.

Et le Comité s'est ajourné à Lundi prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Würtele* ait la permission de présenter un Bill concernant l'Auditeur de la Province, le Bureau de la Trésorerie et les comptes publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Würtele* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Écoles Élémentaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill pour changer le titre de l'Officier du Revenu, appelé : " Inspecteur des licences."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill concernant la Perception des Contributions Municipales aux Fonds de Bâtisse et des Jurés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir à l'établissement des Bibliothèques publiques et gratuites.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Demers*.—Quand le Gouvernement se propose-t-il de faire les nominations des Juges de Paix dans le Comté d'*Iberville* ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau* :—Très prochainement.

Par M. *Stephens*.—Est ce l'intention du Gouvernement de prendre les mesures nécessaires, pour faire faire une inspection de tous les Bureaux de Notaires, afin de constater s'il y a, dans chacun de ces Bureaux, un endroit sûr pour la garde des documents ? Le Gouvernement a-t-il aucun rapport à ce sujet ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau* :—Non aucun ; il y aura, à cette effet, une disposition dans un Bill qui sera présenté.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—Le Gouvernement a-t-il donné un contrat pour la construction d'un Palais de Justice pour le District Judiciaire de *Québec*, conformément au vote de la Législature, durant la dernière Session ? Si non, quelle en est la raison ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau* :—Le Gouvernement s'est occupé activement de la question du Palais de Justice à *Québec*, et fera tout en son pouvoir pour demander des soumissions pour sa construction, dans le délai recommandé par le Barreau de *Québec*.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de toute correspondance *in re* la Reine contre le Canton de *Warwick*, montrant si l'exécution du jugement a été arrêtée par ordre du Gouvernement, et la raison pourquoi l'on est intervenu dans ces procédures.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Un état indiquant les noms et la résidence des Juges de Paix dont la commission a été annulée.

Et aussi un tableau indiquant le nom des Juges de Paix qui ont été nommés pour les remplacer.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de Saint-Maurice*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Faucher de Saint-Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Un état détaillé indiquant quel montant de l'emprunt de 3 millions de débetures autorisées par l'acte 45 *Victoria*, chap. 18, a été émis : en faveur de qui ces débetures ont été émises, le montant pris par chaque acheteur, et le prix de la vente.

Aussi un état détaillé de tous les sommes d'argent déboursées en vertu de la section 2 du dit acte.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Marchand* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, toutes correspondances, recommandations, ordres en Conseil et documents quelconques relativement au renouvellement de la commission de la paix, dans les différents Districts de la Province.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Piquet*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*, *Ordonné*, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 25 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Audet,—La Pétition de *Thomas Fitzgerald* et autres,—et la Pétition de *Michæl McDonohoe* et autres, tous de *Frampton*.

Par M. Faucher de *Saint-Maurice*.—La Pétition des Dames Religieuses de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*.

Par l'Honorable M. Mousseau,—La Pétition du Révérend R. Rousseau, directeur de l'Hôpital St Charles, *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Honorable *George Bryson* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de : " Compagnie du Chemin de fer du Lac Témiscamingue."

Du Révérend *F. A. Mathieu* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de : " Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de *Québec*."

De la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du *Lac Champlain* et du *Saint-Laurent* ; demandant des amendements à sa charte pour prolonger le temps pour l'achèvement de son chemin et pour d'autres fins.

De *Laurent Gagnon*, de *Sté Hénédine*, Comté de *Dorchester* ; demandant la permission de prélever des taux de péage sur un pont bâti sur la rivière *Etchemin*, dans la Paroisse de *Sté Claire*.

De l'Asilé des Orphelins Protestants de *Québec*,—et des Sœurs de la Providence de la Paroisse d'*Yamachiche*, Comté de *St Maurice* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De *The Women's Christian Association* de *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

M. Asselin, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité après avoir élu *L. N. Asselin*, écuyer, comme son président, est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. Picard ait la permission de présenter un Bill amendant les lois concernant l'Instruction Publique, en autant qu'elles se rapportent à la ville de *Richmond*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier *Wärtele* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir au maintien des prisons communes.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Picard,—Le Gouvernement a-t-il pris les moyens de faire constater par quelqu'un de ses employés, quel était, à la date du premier de Juin 1882, le nombre de familles amenées de l'*Europe* ou d'ailleurs, par la Compagnie de

Colonisation et des Terres de la Puissance, et placées à cette époque, comme colons de bonne foi, sur les terres que le Gouvernement lui a vendues ou données en réserve le 7 Avril 1881 ? Si oui, le Gouvernement voudra-t-il dire combien on a trouvé de familles ainsi établies de bonne foi par la compagnie, depuis le jour où la dite réserve de terres lui a été accordée ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Le Gouvernement a pris les moyens nécessaires pour faire constater quel est le nombre de colons établis par la Compagnie sur sa réserve ; et par les inspections qui ont été faites, on constate qu'il y a eu environ vingt familles d'établies jusqu'au 30 Juin dernier, quoique la compagnie prétende qu'il y en a eu un plus grand nombre.

Par M. *Picard*.—Est-il vrai que le Gouvernement a consenti de faire compter les colons, établis depuis plusieurs années dans *Whitton*, pour les colons de la compagnie qu'elle est tenue de fournir et d'établir sur ses terres, aux termes de sa charte avec le Gouvernement ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Le 30 Juin dernier, le Gouvernement informa la compagnie que les *squatters* qui étaient des colons de bonne foi, quand la réserve fut accordée, seraient seuls inclus dans la réserve que la compagnie était obligé d'établir aux termes de sa charte, sous certaines conditions contenues dans la lettre de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne.

Par M. *Demers*.—Le Gouvernement s'est-il occupé, depuis la dernière session, de réformer la rédaction du tarif des registrateurs, de façon à en réprimer les abus, et se propose-t-il de présenter un projet de loi à ce sujet durant la présente session ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le Gouvernement s'est occupé, depuis la dernière session, de réformer le tarif des registrateurs, et un nouveau tarif sera bientôt soumis au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour adoption ; il n'y aura pas de législation sur le sujet, parce que le Lieutenant-Gouverneur en conseil a le pouvoir de faire changer, modifier, etc, le tarif des registrateurs.

Par M. *Picard*.—Est-il à la connaissance du Gouvernement, que la Compagnie de Colonisation et des terres de la Puissance ait poursuivi en déguerpissement, vers le mois d'août dernier, quatorze colons qui sont établis de bonne foi, depuis plusieurs années, sur des terres de la Couronne, dans le Canton de *Whitton* ? Et le Gouvernement est-il intervenu pour aider à régler ces poursuites ? Si, oui, de quelle manière et à quelles conditions l'a-t-il fait ?

Réponse par l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Il est à la connaissance du Gouvernement, que certaines poursuites ont été intentées par la Compagnie. Le Gouvernement n'est pas intervenu dans ces poursuites.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un rapport faisant connaître le montant perçu jusqu'à ce jour, en vertu de la loi imposant une taxe sur les compagnies incorporées, et le nombre des poursuites intentées pour le recouvrement de cette taxe.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,



---

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tout ordre en conseil et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et le Conseil de l'Instruction Publique, ou aucun de ses comités, au sujet des lois sur l'Instruction Publique qui pourraient être soumises à l'avenir à la considération de la législature.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes les sommes d'argent payées au Gouvernement sur le Fonds d'Emprunt Municipal, depuis le premier Juillet 1880, avec la date de ces payments ; et copie de tout ordre en conseil au sujet de la collection de ce fonds et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement, les Commissaires préposés à la collection de ce fonds et les différentes Municipalités de cette Province.

Aussi un état détaillé de toutes les sommes payées au Commissaire actuel, soit comme dépenses de voyages, honoraires ou autrement.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes réclamations, requêtes, demandes d'indemnité, correspondances et documents quelconques relativement aux pertes et dommages soufferts par les commerçants de foin et d'autres produits agricoles, par suite de l'insuffisance des moyens de transport sur le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental* pendant la durée de l'administration de ce Chemin de Fer par le Gouvernement. Aussi un état indiquant les noms des personnes indemnisées et le montant à elles payé pour indemnité.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la motion proposée, hier,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances, recommandations, ordres en conseil et documents quelconques relativement au renouvellement de la Commission de la Paix, dans les différents Districts de la Province.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre :—Etat des nominations et promotions faites dans le Service Civil depuis la dernière Session. (40 *Victoria*, chapitre 9.) (Documents de la Session No 10.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 26 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—La Pétition de M. *Laliberté* et autres, de *Notre Dame de Buckland*, Comté de *Bellechasse*.

Par M. *Asselin*.—La Pétition du Chapitre de la Cathédrale de *St Germain de Rimouski*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Louis Duhamel* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie du Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*."

De *L. F. Morisson* et autres, de *Saint-Hyacinthe* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de : " La Compagnie du Chemin de Fer des Comtés Unis."

De *Charles Arpin* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de : " la Compagnie du Chemin de Fer de *Saint-Jean, Napierville* et *Huntingdon*."

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Des Sœurs de la Providence de *Saint-Joseph de Lanoraie*, Comté de *Berthier*, — et de l'Hospice *Saint-Julien*, de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, Comté de *Mégantic* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de la Paroisse de *St Paulin*, Comté de *Maskinongé* ; demandant de l'aide.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Des Dames Religieuses de *Jésus-Marie* ; demandant un amendement à leur charte.

Du Synode du Diocèse de *Montréal* ; demandant l'autorisation de vendre un certain terrain situé dans la Paroisse de *Sainte-Thérèse de Blainville*.

Du Village d'*Hochelaga* ; demandant la passation d'un Acte érigeant le dit Village en Ville.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Mousseau* ait la permission de présenter un Bill concernant la Pétition de Droit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Ville d'*Hochelaga*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser le Synode du Diocèse de *Montréal* à vendre certains biens-fonds.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte incorporant : " *Les Dames Religieuses de Jésus-Marie*," 24 Vict., chap. 118.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

---

Le Bill pour changer le titre de l'Officier du Revenu appelé : " Inspecteur des Licences, " est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour Lundi prochain.

---

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Saint-Hilaire*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de mettre à effet les suggestions faites, à la dernière Session, dans son Quatrième Rapport à cette Chambre, par le Comité de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, concernant l'organisation du Conseil d'Agriculture ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le Gouvernement a la chose sous considération.

---

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Poulin*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des sommes payées ou à être payées à la Compagnie de Sucre de Betteraves de *Coaticook*, appelée : " *The Pioneer Beet Root Sugar Company*."

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 29 Janvier 1883.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St Joseph de *Lachine* ; de *The Thistle Curling Club, Montréal*, jusqu'au 13 Août 1882, et *The Quebec Garrison Club*, tous pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Marion*.—La Pétition du Révérend M. *Tassé* et autres, de la Paroisse de *St Lin*,—la Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Lin*,—et la Pétition de *Jean Marie LeMerle* et autres, de la Paroisse de *St Lin*.

Par l'Honorable M. *Mousseau*.—Deux Pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal*.—la Pétition de *The Women's Hospital, Montreal*.

Par l'Honorable M. *Irvine*.—La Pétition de *Henry Talbot Walcot*, ci-devant de la Cité de *Québec* et maintenant de *Londres, Angleterre*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Chapitre de la Cathédrale de *St Germain de Rimouski* ; demandant un Acte d'incorporation.

De M. *Laliberté* et autres, de *Notre-Dame de Buckland*, comté de *Bellechasse* ;

demandant la passation d'un Acte érigeant civilement la Paroisse de *Notre Dame Auxiliatrice de Buckland*.

Des Dames Religieuses de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Québec* ; demandant la passation d'un Acte leur permettant de faire admettre à l'Asile de *Beauport*, sans autres formalités, les épileptiques devenus aliénés dans le dit Hôpital.

Du Révérend *R. Rousseau*, Directeur de l'Hospice *Saint-Charles*, *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De *Thomas Fitzgerald* et autres,—et de *Michael McDonohoe* et autres, tous de *Frampton* ; demandant respectivement de l'aide pour une route.

*M. Laberge*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *Saint-François* ; demandant un Acte l'autorisant à bâtir un pont de péage sur la rivière *Chaudière*, dans la Paroisse de *Saint-François*.

De la "*Canada Worsted Company* ; " demandant un Acte spécial d'incorporation, lui accordant le pouvoir d'augmenter son fonds social.

De *Laurent Gagnon* ; demandant la permission de prélever des taux de péage sur un pont bâti sur la rivière *Etchemin*, dans la Paroisse de *Sainte-Claire*.

De *Charles Arpin* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie de Chemin de Fer de Saint-Jean, Napierville et Huntingdon*."

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de "*La Presse Associée de la Province de Québec* ; demandant un Acte d'incorporation, et a trouvé que les avis avaient été omis dans la *Gazette Officielle*, mais comme votre Comité est d'opinion que les parties intéressées connaissent bien la nature de l'application, il recommande humblement à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition des Commissaires d'Ecole de la Cité de *Hull*, demandant des amendements à la charte de la dite Cité, et a trouvé que les avis publiés ne mentionnaient pas les amendements demandés ; mais comme la preuve a été faite devant Votre Comité que les parties ont été informées de la demande, Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé des listes des Membres pour les Comités suivants :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Flynn*, *Irvine*, *Joly*, *Lynch*, *Mercier*, *Mousseau* et *Wurtele*, et MM. *Faucher de Saint-Maurice*, *LeBlanc*, *Poulin*, *Spencer* et *Watts*.

2. CHEMINS DE FER, CANAUX, LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, COMPAGNIES MINIÈRES ET MANUFACTURIÈRES.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Garneau*, *Irvine*, *Lynch*, *Marchand*, *Pâquet*, *Robertson*, et MM. *Archambault*, *Bernard*, *Cameron*, *Caron*, *Carbray*, *Desautniers*, *Desjardins*, *Duhamel*, *Frégeau*, *Gauthier*, *Laberge*, *Leduc*, *Martin*, *McShane*, *Owens*, *Poulin*, *Poupore*, *Sawyer*, *Shehyn*, *Spencer*, *Saint-Hilaire*, *Rinfret dit Malouin*, *Trudel* et *Watts*.

3. BILLS PRIVÉS.—Les Honorables MM. *Beaubien*, *Blanchet*, *Joly*, *Lynch*, *Marchand*, *Mercier*, *Pâquet*, *Robertson* et *Wurtele*, et MM. *Archambault*, *Asselin*, *Bernard*, *Cameron*, *Dumoulin*, *Faucher de Saint-Maurice*, *LeBlanc*, *Marion*, *Martel*, *Nantel*, *Poupore*, *Rinfret dit Malouin*, *Shehyn*, *Stephens*, *Thornton* et *Watts*.

4. COMPTES PUBLICS :—L'Honorable M. Flynn, l'Honorable M. Garneau, l'Honorable M. Irvine, l'Honorable M. Joly, l'Honorable M. Mercier, l'Honorable M. Robertson et l'Honorable M. Wurlele, et MM. Audet, Brousseau, Carbray, Charlebois, Deschênes, Duckett, Lavallée, McShane, Marcotte, Picard, Shehyn, Spencer, Stephens et Thornton.

5. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—L'Honorable M. Beaubien, l'Honorable M. Joly et l'Honorable M. Lynch, et MM. Audet, Beauchamp, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Caron, Casavant, Demers, Deschênes, Duhamel, Frégeau, Gauthier, Laberge, Lavallée, Martel, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Sawyer, Saint-Hilaire, Spencer, Thornton et Trudel.

6. INDUSTRIES :—MM. Audet, Bergevin, Bernard, Casavant, Carbray, Charlebois, Demers, Deschênes, Desjardins, Frégeau, Lavallée, Leduc, Marion, Marcotte, Martin, Owens, Paradis, Poulin, Richard, Rinfret dit Malouin, Robillard, Sawyer, Saint-Hilaire et Spencer.

7. IMPRESSIONS :—L'Honorable M. Flynn, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier et l'Honorable M. Mousseau et MM. Brousseau, Desautniers, Dumoulin et Faucher de Saint-Maurice.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour autoriser Onésime Latulippe, de la Paroisse de Saint-François, dans le Comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la Rivière Chaudière.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte incorporant la Cité de Hull, 38 Victoria, chap. 79, et l'Acte 39 Victoria, chap. 49, amendant cet acte.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Paradis ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de St-Jean, Napierville et Huntingdon.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un Bill incorporant " La Presse Associée de la Province de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Garneau ait la permission de présenter un Bill pour accorder des pouvoirs additionnels à la Compagnie de lainages du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill pour autoriser Laurent Gagnon, de la Paroisse de Sainte-Hénédine, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière Etchemin, dans la Paroisse de Sainte-Claire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre pour demain :

Bill pour autoriser le Synode du diocèse de *Montréal* à vendre certains biens fonds.

Bill pour amender l'Acte incorporant les Dames Religieuses de Jésus-Marie, (24 Vict., chap. 118).

Sur motion de *M. Stephens*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Un état de toutes sommes d'argent payées à Messieurs *McGreevy* et *Macdonald*, entrepreneurs, pour certains ouvrages sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, en à compte et en sus du montant adjugé par les arbitres à *Ottawa*. Aussi, le montant adjugé aux dits entrepreneurs par les dits arbitres.

Sur motion de l'Honorable *M. Flynn*, secondé par l'Honorable *M. Garneau*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1o Copie du jugement, *in extenso*, rendu par la Cour Suprême du *Canada*, concernant le droit de pêche dans la Rivière *Miramichi* et dans les rivières non navigables des différentes Provinces.

2o Copie de la correspondance échangée entre le Commissaire des Terres de la Couronne et l'honorable ministre de la marine et des pêcheries à *Ottawa*, sur le même sujet, jusqu'au 30 juillet dernier et depuis ce jour.

3o Copie des règlements adoptés par le Commissaire des Terres de la Couronne, avant le 30 juillet dernier, concernant l'émission des licences et permis de pêche, en attendant le règlement final de cette question alors pendante, entre les Gouvernements de *Québec* et d'*Ottawa* ;

4o Un état faisant connaître le nombre de permis ou licences accordés, à qui, pour quelles rivières, les sommes d'argent payées, etc, jusqu'au 30 juillet dernier, et depuis cette date jusqu'à ce jour ;

5o Une liste des rivières de la Province de *Québec*, indiquant séparément autant qu'il peut être déterminé, les rivières navigables et non navigables, et celles sur les bords desquelles les lots n'appartiennent pas à la Couronne, attendu que ces lots forment partie des seigneuries ou qu'ils ont été autrement concédés par la Couronne ;

6o Copie de tous ordres en conseil, des règlements qui peuvent avoir été adoptés et de la correspondance qui peut avoir été échangée, depuis le 30 juillet dernier, concernant le règlement de ces droits, la perception du paiement des permis ou licences, ou le règlement de ces réclamations.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de *M. Martel*, secondé par *M. Richard*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie du rapport de *E. Racicot*, Ecr., concernant les emprunts faits au fonds d'emprunt municipal par les Municipalités de *Longueuil* et *Chambly*.

---

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

---

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de Saint-Maurice*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Faucher de Saint Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Sur motion de *M. Stephens*, secondé par l'Honorable *M. Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Une liste des entrepreneurs, le montant des soumissions, avec une copie des annonces et une liste des journaux dans lesquels les soumissions ont été annoncées, et à qui les contrats ont été accordés pour le parachèvement des édifices parlementaires ; ainsi qu'une copie de l'estimation du coût de ces édifices.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable Trésorier *Wurtel* propose, secondé par l'Honorable *M. Mousseau*, —Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées pourvoyant à la retraite et à la pension de certains officiers de justice et autres officiers publics du service extérieur.

L'Honorable Trésorier *Wurtel* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable *M. Joly*, secondé par l'Honorable *M. Mercier*,

*Ordonné*, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 30 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par *M. Faucher de Saint Maurice*,—La Pétition de *Elisée Beaudet* et autres, de la Province de *Québec* ; et la Pétition de l'Honorable *John Hearn* et autres.

Par *M. Deschênes*,—La Pétition de l'Honorable *F. Langelier* et autres ; et deux Pétitions du Conseil de Ville de la Ville de *Fraserville*.

Par *M. Duckett*,—La Pétition des Révérendes Sœurs de l'Asile du *Coteau du Lac*, Comté de *Soulanges*.

Par *M. Marion*,—La Pétition de *Jos. Léveillé* et autres du Village de *Hochelaga*.

Par M. Duhamel,—La Pétition de C. V. Casault et autres, du Canton de Oldfield.

Par M. Martel,—La Pétition de Napoléon Théoret, du Village de Saint-Jean-Baptiste, Comté d'Hochelaga.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un Comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature, et pour informer Leurs Honneurs que les Membres du Comité Permanent des Impressions, savoir : l'Honorable M. Mousseau, l'Honorable M. Flynn, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier, M. Brousseau, M. Desaulniers, M. Dumoulin et M. Faucher de Saint-Maurice, agiront comme Membres du dit Comité conjoint des Impressions.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mousseau porte le dit Message au Conseil Législatif.

L'Honorable Trésorier Wurtele propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'entretien des prisons communes.

Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable Trésorier Wurtele propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que les Débats soient ajournés.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour autoriser Onésime Latulippe, de la Paroisse de Saint-François, dans le Comté de Beauce, à construire un pont de péage, sur la Rivière Chaudière.

Bill pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de Hull, 38 Victoria, chap. 79 et l'Acte 39 Victoria, chap. 49, amendant cet Acte.

Bill incorporant la Presse Associée de la Province de Québec.

Bill pour accorder des pouvoirs additionnels à la Compagnie de lainages du Canada.

Bill pour autoriser Laurent Gagnon, de la Paroisse de Sainte-Hénédine, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière Etchemin, dans la Paroisse de Sainte-Clair.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion,—Que les Débats (sur la question qui a été proposée aujourd'hui, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'entretien des Prisons Communes) soient ajournés.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour changer le titre de l'Officier du Revenu appelé " Inspecteur des Licences ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.



*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles élémentaires ;

L'honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Mercier*, un des membres de cette Chambre, que le projet de loi dont on propose la 2e lecture, a pour objet d'autoriser le Gouvernement à transiger (to compound) sur des sommes dues à la Couronne. Par la règle 116e de cette Chambre, il est ordonné que, dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des Communes du Royaume-Uni, de la *Grande Bretagne* et d'*Irlande*, doivent être suivis.—Or nous n'avons aucune règle sur ce point ; la règle 88e ne s'appliquant qu'aux motions pour une aide public, ou charge sur le public, c'est-à-dire, imposition de taxes.

"*May*, Parliamentary Practice, Ed. de 1879 page 486, dit : Certain classes of "Bills are required to originate in a committee of the Whole House ; and, if by "mistake, this form has been omitted, all subsequent proceedings are vitiated, "and must be commenced again." Et il cite, à la page 487, l'ordre permanent suivant, du 20 Mars 1707 : "This House will not proceed upon any petition, "motion or Bill for granting any money, or for releasing, or compounding any "sum of money owing to the Crown, but in a committee of the Whole House."

L'objection est que ce Bill n'a pas été basé sur des résolutions, tel que requis par l'ordre permanent de la Chambre des Communes, de 1707. Toute la procédure est irrégulière (vitiated) et conséquemment, doit être recommencée.

La mention faite de cette mesure dans le Discours du Trône, peut bien remplacer le message nécessaire à une telle mesure, mais n'exempte pas de la nécessité de commencer par résolution et en comité général de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, M. le Surintendant de l'Instruction Publique et M. *Doran*, ancien membre du bureau des examinateurs des instituteurs des écoles catholiques, à Montréal, au sujet de sa démission, en avril dernier.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 31 Janvier 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Picard*,—la Pétition de *Evariste Bougie* et autres, du canton de *Brompton*, comté de *Richmond*,—et la Pétition du Collège *St-François*.

Par l'Honorable M. *Pâquet*,—la Pétition de *T. N. Couillard* et autres, de la Paroisse de *St-Joseph de Lévis*.

Par M. *Charlebois*,—La Pétition des Sœurs de la Providence de la Paroisse de *Laprairie*.

Par l'Honorable M. *Garneau*,—La Pétition de "The *Quebec City Mission*."

Par M. *Martel*,—La Pétition de *B. Normandin* et autres, de la Ville de *Longueuil*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de l'Association Homéopathique de *Montréal*; et la Pétition de *John Fraser*.

Par M. *Audet*,—La Pétition du Révérend *H. Gagnon* et autres, de *Ste Claire*.

Par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,—La Pétition de la Corporation de la Commune de la *Baie du Fevre*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *John Tiffin* et autres, de la Paroisse de la *Longue Pointe*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Henry Talbot Walcot*, ci-devant de la Cité de *Québec* et maintenant de *Londres, Angleterre*; demandant un Acte afin de le décharger de ses devoirs de Fidei-Commissaire de *Madame Isabella Young*.

Du Révérend M. *Tassé* et autres, de la Paroisse de *St Lin*; demandant un Acte érigeant une partie de la dite Paroisse en Ville, sous le nom de "Ville des *Laurentides*."

De la Municipalité de la Paroisse de *St Lin*; demandant que le Bill pour incorporer en Ville une certaine partie de la dite Municipalité, ne devienne pas loi.

De *Jean Marie Lemerle* et autres, de la Paroisse de *St Lin*; demandant que la Ville projetée des *Laurentides*, ait complètement charge des travaux à être faits dans son Territoire.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*; demandant de l'aide pour la Salle d'Asile de *St Vincent de Paul*, dans la dite Ville.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de la Cité de *Montréal*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De "The Women's Hospital, de *Montréal*"; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la "The Church Home", *Montréal*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6).

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre, le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité, après avoir choisi l'Honorable M. *Pâquet* comme son Président, est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre, que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept membres.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De la Compagnie de Chemin de Fer du *Lac Champlain* et de la Jonction du *St Laurent* ; demandant des amendements à sa Charte pour prolonger le temps pour l'achèvement de son chemin et pour d'autres fins ;

De *Calixte Ladouceur* et autres, de la Paroisse de *Notre Dame de Bon Secours* ; demandant la passation d'un Acte aux fins de légaliser et confirmer l'organisation Municipale de la dite Paroisse ;

De l'Honorable *George Brysan* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie de Chemin de Fer du *Lac Témiscamingue*."

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mousseau* ait la permission de présenter un Bill pour légaliser le dépôt du plan et du livre de renvoi de la Paroisse de *Saint-Louis*, dans le Comté de *Richelieu*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mousseau* ait la permission de présenter un Bill concernant le Département du Procureur Général.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction du *St Laurent* et du *Lac Champlain*, et pour étendre le délai accordé à la dite Compagnie pour l'achèvement du dit Chemin de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative le Rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaire des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Documents de la Session No 9½).

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Québec*, 31 Janvier 1883.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Martin*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un tableau des sommes payées ou à être payées au Comté de *Chambly*, pour l'érection de son bureau d'enregistrement, en vertu de la 23 *Victoria*, Chap. 59, Sect. 25.

Le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Trudel*, M. *Duhamel*, M. *Demers*, M. *Poupore*, M. *Marion*, M. *Watts*, M. *Picard*, M. *Asselin*, M. *Sawyer*, M. *Charlebois*, M. *Laberge*, M. *Nantel*, M. *Spencer*, M. *Martel*, M. *Beauchamp*, M. *Bernard*, M. *Gauthier*, M. *Deschénes*, M. *Owens* et M. *Bernatchez*.

Le Bill pour incorporer la Ville d'*Hochelaga*, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la question qui a été proposée, mardi dernier, à l'effet que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'entretien des Prisons Communes;

Et objection étant faite par M. *Faucher de Saint-Maurice*, un des Membres de cette Chambre,—Que ces résolutions ne sont pas dans l'Ordre et que l'item auquel elles se rapportent doit être déchargé, vu qu'il y a devant la Chambre un Bill attendant sa seconde lecture et se rapportant au même sujet; et que ces résolutions ne peuvent être soumises à la Chambre avant la décharge de l'Ordre pour la seconde lecture de ce Bill.

Cette question est soulevée en conformité de l'autorité de *May*, pages 496 et 497, édition de 1879.

"It has, however been deemed inadmissible for a Minister who had brought in a Bill, which was then standing for a second reading, to propose resolutions in a Committee, having the same legislative objects, until the order for the second reading of the Bill had been discharged."

M. l'Orateur décide que la question d'ordre est bien fondée, et que cet item ne peut pas être pris en considération.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant la perception des contributions municipales aux fonds de bâtisses et de jurés.

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé, et que les dites résolutions soient retirées; permission étant donné par la Chambre de présenter d'autres résolutions sur le même sujet.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la perception des contributions municipales aux fonds de bâtisses et de jurés.

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré; permission étant donnée par la Chambre de présenter un autre Bill sur le même sujet.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour pourvoir au maintien des prisons communes.

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré; permission étant donné par la Chambre de présenter un autre Bill sur le même sujet.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 1er Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Commissaire *Lynch*,—la Pétition de la Faculté Médicale de l'Université McGill ; et la Pétition des Dames Directrices de l'Hôpital de la Maternité de l'Université, *Montréal*.

Par M. *Poulin*,—la Pétition des Filles de la Charité de l'Orphelinat de *Marieville*.

Par l'Honorable M. *Joly*,—la Pétition de l'Asile des Dames Protestantes, de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Mousseau*,—la Pétition du Dispensaire Ophthalmique, établi à l'Asile Nazareth, *Montréal*.

Par M. *St-Hilaire*,—la Pétition de l'Honorable Thos. *McGreevy* et autres.

Par M. *Marion*,—La Pétition de *Paul Lussier* et autres, du Village d'*Hochelaga*.

Par M. *Nantel*,—La Pétition de *John Rankin* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Honorable F. *Langelier* et autres ; demandant l'incorporation d'un Chemin de Fer de *Fraserville* à *Ste-Rose du Déglé*.

De l'Honorable *John Hearn* et autres ; demandant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et *Pontiac*.

De *Elizée Beaudet* et autres, de la Province de *Québec* ; demandant la passation d'un Acte incorporant la Compagnie de la Grande Excursion en *France*, par voie de tirage au sort.

Du Conseil de Ville de la Ville de *Fraserville* ; demandant la passation d'un Acte pour refondre et amender l'Acte d'incorporation de la dite Ville, (37 *Vict.*, chap. 47).

De *Joseph Léveillé* et autres, du Village d'*Hochelaga* ; demandant à être détachés de la Municipalité du Village d'*Hochelaga* et à être érigés en Municipalité séparée.

De C. V. *Casault* et autres, du Canton *Oldfield* ; demandant à être détachés du Comté de *Pontiac* et à être annexés au Comté d'*Ottawa*.

De N. *Théoret*, du Village de *St Jean-Baptiste*, Comté d'*Hochelaga* ; demandant un Acte pour autoriser la Chambre des Notaires à l'admettre à la pratique de la profession de Notaire.

Du Conseil de Ville de la Ville de *Fraserville* ; demandant de l'aide pour la construction du Palais de Justice.

Des Révérendes Sœurs de l'Asile de *St-Ignace du Côteau du Lac*, Comté de *Soulanges* ; demandant que leur octroi soit continué.

M. *Asselin*, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis suffisants avaient été donnés dans chaque cas :

Du Révd M. *Tassé* et autres, de la Paroisse de *St Lin* ; demandant un Acte érigeant une partie de la dite Paroisse, en ville, sous le nom de " Ville des *Laurentides*."

Du Révd F. A. *Mathieu* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de *Québec*."

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St-Jean* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal* ; demandant un Acte afin d'amender l'acte de la législature de cette Province, 39 *Vict.*, chap. 63 ; et pour accorder des pouvoirs additionnels à la dite Compagnie ; et a trouvé que les avis requis sont conformes à la Pétition qui ne mentionne pas les amendements demandés par la dite Compagnie.

*Ordonné*, Que M. *Marion* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Ville des *Laurentides*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Trudel* secondé par M. *Desaulniers*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du mémoire soumis à l'Honorable Premier Ministre, en décembre dernier, par le Comité de Législation de la Chambre des Notaires, à la suite d'une entrevue avec lui, au sujets des amendements et changements aux lois intéressant la profession du Notaire.

Le Bill concernant l'Auditeur Provincial, le Bureau du Trésor et les Comptes Publics, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 2 Février 1883

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Mousseau*,—La Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de la Société de Numismatique et d'Archéologie, de *Montréal* ; et la Pétition de la Faculté Médicale de l'Université de Bishop's College.

Par M. *Spencer*,—la Pétition de *Jackson Rae* et autres.

Par M. *Martel*,—La Pétition du Révérend L. *Rousseau* et autres, du Village de *Montmagny*.

Par M. *LeBlanc*,—La Pétition de l'Asile des Orphelins de *St Patrice*, et des Sœurs de Charité de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; la Pétition de *Ant. St Denis* et autres, de la Paroisse de *Ste Anne du Bout de l'Isle* ; et la Pétition de la Compagnie de Prêt et Crédit foncier, *Montréal*.

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition des Dames Religieuses de la Paroisse de la *Baie du Fevre*, Comté d'*Yamaska* ; et la Pétition de *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *St Léonard*, dans le Comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. Flynn,—La Pétition de MM. *Chs Robin & Cie*, et autres, du District de *Gaspé*.

Par M. Marion,—La Pétition de *C. F. Painchaud* et autres, de la Paroisse de *Varennnes* ; la Pétition de *W. Lynch* et autres de la Paroisse de l'*Epiphanie* ; et la Pétition de *F. X. O'Brien* et autres, de la Paroisse de *Repentigny*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues

De *The Quebec City Mission* ; demandant un Acte d'incorporation.

De la Corporation de la Commune de la Seigneurie de la *Baie Saint-Antoine*, communément appelée *Baie du Febvre* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De l'Association Homeopathique de *Montréal* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De *T. N. Couillard* et autres, de la Paroisse de *St-Joseph de Lévis* ; demandant que le Bill pour amender l'Acte incorporant les Dames Religieuses de *Jésus Marie*, ne devienne pas loi.

Du Révérend *H. Gagnon* et autres de *Ste-Claire* ; demandant que le Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Ste Hénédine*, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la *Rivière Etchemin*, dans la Paroisse de *Ste-Claire*, " ne devienne pas loi.

De *B. Normandin* et autres, de la ville de *Longueuil* ; demandant le droit de vendre, sur les marchés de *Montréal*, la viande des animaux abattus en dehors des limites de la cité.

De *John Fraser* ; demandant que les premier, deuxième et neuvième articles de l'Edit du Roi de France, *Louis XV* (1743) soient déclarés comme formant partie de la loi en force dans cette Province, lors du décès de feu *Hugh Fraser*, le quinzième jour de Mai 1870, telle qu'elle déclarée être la loi en cette Province par un jugement de la Cour du Banc de la Reine, pour le Bas-Canada.

De *John Tiffin* et autres, de la Paroisse de la *Longue Pointe* ; demandant certains amendements à la loi des licences.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour autoriser " le Synode du diocèse de *Montréal* " à vendre certains biens-fonds ; auquel il a fait deux amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre Comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la présentation des Pétitions, soit prolongé jusqu'au 15<sup>me</sup> jour de Février courant, et que celui pour la présentation des divers Bills Privés, soit étendu jusqu'au 20<sup>me</sup> jour du dit mois.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Garneau*, du Comité permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi l'Honorable M. *Garneau* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept membres.

M. *Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans tous les cas :

De *Elizée Beaudet, J. B. Renaud* et autres, de la Province de Québec ; demandant la passation d'un Acte incorporant la Compagnie de la Grande Excursion en *France*, par voie de tirage au sort.

Du Conseil de ville de la ville de *Fraserville* ; demandant la passation d'un Acte pour refondre et amender l'Acte d'incorporation de la dite ville, (37 Vict., chap. 47).

De *N. Théoret*, du village de *St-Jean-Baptiste*, comté d'*Hochelaga* ; demandant un Acte pour autoriser la Chambre des Notaires à l'admettre à la pratique de la profession de Notaire.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Beaubien* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des Pétitions pour les Bills Privés soit étendu au quinze Février courant, et que le délai pour la présentation des Bills Privés soit prolongé au vingt Février courant.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*M. Marion*, du Comité Spécial nommé sur le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *M. Marion* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Ordonné*, Que le quorum du dit Comité soit réduit à cinq membres.

*Ordonné*, Que *M. Deschênes* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant la Ville de *Fraserville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Dumoulin* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 34 *Victoria*, chapitre 4, section 10 ; de manière à ce que cette section s'applique à tous les Districts Judiciaires de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer "*La Compagnie de la Grande Excursion en France*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois sur l'Instruction Publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

*Ordonné*, Que la Pétition de *B. Normandin* et autres, de la Ville de *Longueuil* ; demandant le droit de vendre, sur les marchés de *Montréal*, la viande des animaux abattus en dehors des limites de la Cité, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.



L'Honorable Trésorier *Wärtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant l'entretien des prisons Communes.

L'Honorable Trésorier *Wärtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Duhamel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Duhamel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Société St-Jean-Baptiste de *Lachine*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables MM. *Archambault*, *De Boucherville*, *Gérin*, *Lacoste*, *Ross*, *Remillard*, *Savage* et *Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Et aussi, le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables MM. *De Boucherville*, *Beaudry*, *Couture*, *Dionne*, *Ferrier*, *Laviolette*, *Prud'homme*, *Ross*, *Webb* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité Conjoint des Impressions, tel que demandé par le message de l'Assemblée Législative, en date du 30 Janvier dernier.

*Ordonné*, Que l'entrée faite dans les journaux de cette Chambre, de ce jour, ordonnant que la Pétition de *B. Normandin* et autres, de la Ville de *Longueuil*, soit imprimée pour l'usage des Membres, soit rescindée.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction du *St Laurent* et du *Lac Champlain*, et pour étendre le délai accordé à la dite Compagnie pour l'achèvement du dit Chemin de Fer.

Bill pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Le Bill pour incorporer la Ville des *Laurentides*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relativement à l'entretien des prisons communes.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. N. Asselin* Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Rimouski*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Asselin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que les Corporations de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale dans les limites desquels il aura été commis une offense, punissable en vertu de l'acte du *Canada*, 32-33 *Victoria*, chap. 28, relatif aux vagabonds, en vertu des cinq premiers paragraphes de la section 11 du chapitre 102 des Statuts refondus du *Bas-Canada*, dans les endroits où ces paragraphes s'appliquent, ou toute contravention aux règlements du Conseil de ces cité, ville, village ou municipalité rurale, soient tenues, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un District quelconque, de payer au Gouvernement, quinze centins pour chaque jour durant lequel ce délinquant sera ainsi détenu en prison.

*Résolu*, 2. Que les sommes qui pourront devenir dues en vertu de la résolution précédente, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et soient payables, de la part des cités et villes, par trimestre, le premier jour juridique de chacun des mois de Juillet, Octobre, Janvier et Avril, et de la part des autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de Juillet.

*Résolu*, 3. Que le Shérif de chaque District, au commencement de chaque mois, soit tenu de préparer et transmettre au percepteur du revenu provincial qu'il appartient, un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues, durant le mois précédent, par chacune des différentes corporations municipales, dans son district; et que le percepteur du revenu provincial soit tenu, en recevant cet état, d'envoyer, sans délai, au Greffier ou Secrétaire-Trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état, par lui certifié, des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû, le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de Juillet alors prochain, suivant le cas.

*Résolu*, 4. Qu'à défaut de paiement par une corporation municipale, du montant dû par elle, aux jours ci-haut spécifiés, ce montant puisse être recouvré avec les frais, par action intentée, en son propre nom, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu provincial, devant toute cour de juridiction compétente.

*Résolu*, 5. Qu'il soit loisible à toute telle corporation qui aura payé une somme quelconque au Gouvernement, pour la détention d'un délinquant, de se faire rembourser, par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens meubles ou immeubles de tel délinquant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi, de subvenir à sa subsistance ou à son entretien.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que les corporations de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale dans les limites desquels il aura été commis une offense, punissable en vertu de l'Acte du Canada, 32-33 Victoria, chap. 28, relatif aux vagabonds, en vertu des cinq premiers paragraphes de la section 11 du chapitre 102 des Statuts refondus du Bas-Canada, dans les endroits où ces paragraphes s'appliquent, ou toute contravention aux règlements du conseil de ces cité, ville, village ou municipalité rurale, soient tenues, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district quelconque, de payer au Gouvernement, quinze centins pour chaque jour durant lequel ce délinquant sera ainsi détenu en prison.

*Résolu*, 2. Que les sommes qui pourront devenir dues en vertu de la résolution précédente, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et soient payables, de la part des cités et villes, par trimestre, le premier jour juridique de chacun des mois de Juillet, Octobre, Janvier et Avril, et de la part des autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de Juillet.

*Résolu*, 3. Que le Shérif de chaque district, au commencement de chaque mois, soit tenu de préparer et transmettre au percepteur du revenu provincial qu'il appartient, un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues, durant le mois précédent, par chacune des différentes corporations municipales, dans son district; et que le percepteur du revenu provincial soit tenu, en recevant cet état, d'envoyer, sans délai, au Greffier ou Secrétaire-Trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état, par lui certifié, des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû, le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de Juillet prochain, suivant le cas.

*Résolu*, 4. Qu'à défaut de paiement par une corporation municipale, du montant dû par elle, aux jours ci-haut spécifiés, ce montant puisse être recouvré avec les frais, par action intentée, en son propre nom, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu provincial, devant toute cour de juridiction compétente.

*Résolu*, 5. Qu'il soit loisible à toute telle corporation qui aura payé une somme quelconque au Gouvernement, pour la détention d'un délinquant, de se faire rembourser, par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens meubles ou immeubles de tel délinquant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi, de subvenir à sa subsistance ou à son entretien.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que l'Honorable Trésorier Wurtele ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir au maintien des prisons communes; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant la perception des contributions Municipales aux fonds de Bâtisse et des Jurés.

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu, 1.* Que, à l'avenir, les contributions annuelles des Municipalités locales aux fonds de Bâtisse et des Jurés soient payées par ces Municipalités respectivement, au Percepteur du Revenu Provincial, pour le District de revenu dans lequel elles sont respectivement situées, le premier jour juridique du mois de Juillet de chaque année ; et qu'à défaut de paiement par une Municipalité, du montant dû par elle, le jour ci-dessus spécifié, chaque année, ces contributions puissent être recouvrées, avec les frais, par une action intentée, en son propre nom, pour Sa Majesté, par le Percepteur du Revenu Provincial, devant toute Cour de juridiction compétente.

*Résolu, 2.* Que chaque Percepteur du Revenu Provincial soit tenu de remettre les montants qu'il percevra, au Shérif du District auquel ils appartiendront respectivement ; et qu'il soit tenu, en même temps, de transmettre un état de ces paiements au Trésorier de la Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

*Ordonné,* Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport des dites Résolutions lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu, 1.* Que, à l'avenir, les contributions annuelles des Municipalités locales aux fonds de Bâtisse et des Jurés soient payées par ces Municipalités respectivement, au Percepteur du Revenu Provincial, pour le District de revenu dans lequel elles sont respectivement situées, le premier jour juridique du mois de Juillet de chaque année ; et qu'à défaut de paiement par une Municipalité, du montant dû par elle, le jour ci-dessus spécifié, chaque année, ces contributions puissent être recouvrées, avec les frais, par une action intentée, en son propre nom, pour Sa Majesté, par le Percepteur du Revenu Provincial, devant toute Cour de juridiction compétente.

*Résolu, 2.* Que chaque Percepteur du Revenu Provincial soit tenu de remettre les montants qu'il percevra, au Shérif du District auquel ils appartiendront respectivement ; et qu'il soit tenu, en même temps, de transmettre un état de ces paiements au Trésorier de la Province.

Les dites Résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné,* Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill concernant la perception des contributions municipales aux fonds de Bâtisse et des Jurés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant l'Auditeur de la Province, le Bureau de la Trésorerie et les Comptes Publics, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour Lundi prochain.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'Honorable M. Garneau,—Le Gouvernement a-t-il pris des mesures, depuis la dernière session, pour faire exécuter, dans la Cité de *Québec* et ailleurs, par la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, certains travaux, conformément aux engagements de cette Compagnie envers la Province? Ces travaux étant énumérés dans les cédules A et B, du contrat de vente du dit Chemin. Partie de ces travaux formant partie d'un engagement du Gouvernement envers la Cité de *Québec* et assumé par la Compagnie?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Gouvernement a déjà attiré l'attention de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, sur les travaux qu'elle a à faire, en vertu de son contrat, et est fermement décidé à faire exécuter les conventions à ce sujet, entre le Gouvernement et la Compagnie.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Marchand,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en Conseil nommant D. Tassé et L. L. L. Desaulniers, Ecuyers, Inspecteurs des Bureaux Publics ou à toute autre charge, passé durant les deux dernières années; de toutes correspondances échangées, de toutes requêtes ou applications à ce sujet, et aussi copies des instructions écrites données aux dits Tassé et Desaulniers.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances depuis 1876, au sujet du tarif des Registrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copies du jugement, Re No 7, Cour Supérieure, *Terrebonne, Prévost et Lachaine*, rendu le 24 Juin 1882, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies des Ordres en Conseil No 140, en date du 14 Juin, 1870 et No 260, en date du 3 août 1877, passés en vertu de la section 10 de la 32 *Victoria*, chapitre 25, et de toutes correspondances, instructions et autres documents s'y rattachant.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant, année par année, les sommes payées ou dues jusqu'à ce jour, au Gouvernement, par la Compagnie des Chemins à barrières de Québec, relativement au prêt de \$15,000 fait par le Gouvernement à la dite Compagnie, pour réparer ou reconstruire le Pont *Dorchester*.

Le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Saint-Jean, Napierville et Huntingdon* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

### Lundi, 5 Février 1883.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'*Union St-Joseph* de la Ville de *Lévis* ; et de l'Hôpital de *Sorel*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier avait reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA,  
Province de Québec. }

#### BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un Bref d'Election, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour l'élection d'un Membre pour représenter le District Electoral de *Kamouraska* dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de *Charles Antoine Ernest Gagnon*, Ecuier, dont le siège a été déclaré vacant ; le dit *Charles Antoine Ernest Gagnon* a été rapporté comme dûment élu, ainsi qu'il appert par le Rapport du dit Bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné à Québec, ce deuxième jour de Février mil huit cent quatre-vingt trois.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. Delorme, Ecuier,

Greffier de l'Assemblée Législative, Québec.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Poupore,—la Pétition du Révérendissime Evêque anglican de *Montréal* et autres.

Par M. Spencer,—la Pétition de John Yule, de *Chambly*, et autres, de *Montréal*.

Par M. Thornton,—la Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*, et la Pétition de l'Honorable J. G. Robertson et autres.

Par l'Honorable M. Irvine,—la Pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Québec*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—la Pétition de Ant. Brien et autres, de la Paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De John Rankin et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie de Chemin de Fer " Le Grand Nord. "

De l'Honorable Thos. McGreevy et autres ; demandant un Acte d'incorporation pour construire un Chemin de Fer de *Chicoutimi* au *Lac St-Jean*.

De Jackson Rae et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " The Pinnacle Mining Company " (Limitée).

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte autorisant la construction d'une nouvelle église dans la Paroisse de *St-Charles Borromée*, de *Joliette*.

Du Révérend L. Rousseau et autres, du village de *Montmagny* ; demandant l'incorporation du dit village en ville, sous le nom de " Ville de *Montmagny*. "

De Léon Montplaisir, de la Paroisse de *Saint-Léonard*, comté de *Nicolet* ; demandant la passation d'un Acte l'autorisant à construire un pont de péage sur la Rivière *Bécancour*.

De la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier, *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte lui permettant une réduction du capital de son fonds permanent.

De l'Asile St-Patrice, des Orphelins et des Sœurs de la Charité de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à vendre l'usufruit et la jouissance d'une maison à eux léguée par feu John McClosky.

De Paul Lussier et autres, du village de *Hochelaga* ; demandant que le Bill pour incorporer la ville de *Hochelaga* ne devienne pas loi.

De MM. C. Robin et Cie, et autres, du district de *Gaspé* ; demandant la passation d'un Acte donnant juridiction concurrente en matières civiles, aux tribunaux du district de *Gaspé*, avec ceux du district du *Saguenay*, sur la *Côte du Nord*, entre le *Blanc Sablon* et *Moisie*.

De C. F. Painchaud et autres, de la Paroisse de *Varennnes* ; demandant des amendements à l'article 523 du Code Municipal, de manière à protéger efficacement nos bois et forêts.

De Ant St-Penis et autres, de la Paroisse de *Ste Anne du Bout de l'Ile*,—de W. Lynch et autres, de la Paroisse de *l'Epiphanie*,—et de F. X. O'Brien et autres de la Paroisse de *Repentigny* ; demandant respectivement des amendements à la Loi des Licences.

L'Honorable M. Pâquet, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer la " Presse Associée de la Province de *Québec*, " auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

En examinant le Bill accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de Lainages du *Canada*, votre Comité a trouvé que la majeure partie de ses disposi-

tions se rapportaient strictement aux sujets qui sont du ressort du Comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Compagnies Minières et Manufacturières ; en conséquence, votre Comité renvoie ce Bill à votre Honorable Chambre, et suggère humblement qu'il soit référé au Comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Compagnies Minières et Manufacturières, sans cependant qu'il soit nécessaire de l'afficher de nouveau.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De Joseph Leveillé et autres, du Village d'*Hochelaga* ; demandant à être détachés de la Municipalité du Village d'*Hochelaga* et à être érigés en Municipalité séparée.

De la Mission de la Cité de *Québec* ; demandant un Acte d'incorporation.

De la corporation de la commune de la Seigneurie de la *Baie St-Antoine*, communément appelée *Baie du Febvre*, demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Du Chapitre de la Cathédrale de *Saint-Germain de Rimouski* ; demandant un Acte d'incorporation.

Ordonné, Que M. Gauthier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Marion ait la permission de présenter un Bill pour ériger une partie du Territoire de la Municipalité du Village d'*Hochelaga*, District de *Montréal*, en Municipalité distincte.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Garneau ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Mission de la Cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable Trésorier Württele ait la permission de présenter un Bill pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la *Baie Saint-Antoine* ou *Baie du Febvre*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Asselin ait la permission de présenter un Bill pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *Saint-Germain de Rimouski*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*, dans le Comté d'*Ottawa*, dans le District d'*Ottawa*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative copie d'un ordre en Conseil daté du six Septembre mil huit cent quatre-vingt-deux, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'Acte trente-neuf *Victoria*, chapitre douze.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, Janvier 1883. }

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 30 Août 1882, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 6 Septembre 1882.

No 328.

Sur la nomination des Commissaires de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

L'Honorable Trésorier Provincial, dans un mémoire en date du trente Août courant, (1882), recommande que l'Honorable *Joseph Alfred Mousseau*, Procureur-Général, l'Honorable *Jonathan S. C. Würtel*, Trésorier de la Province, et l'Honorable *Jean Blanchet*, Secrétaire de la Province, soient nommés Commissaires, aux fins de mettre à l'exécution l'Acte 31 *Vict.*, chap. 12, concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative.

(Signé)

Jos. A. DEFOY,  
*Greff. Con. Ex.*

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 30 Janvier 1883, demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. le Surintendant de l'Instruction Publique et M. *Doran*, ancien membre du Bureau des Examineurs des Instituteurs des Ecoles Catholiques, à *Montréal*, au sujet de sa démission en Avril dernier. (Documents de la Session No 11.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 23 Janvier 1883, demandant copies de la Commission Royale, nommée dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les Départements Publics, avec copies de tout ordre en Conseil, des lettres contenant les instructions données aux Commissaires et Secrétares, et de tous autres documents se rattachant à l'émanation de cette Commission. (Documents de la Session No 12.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Janvier 1883, demandant un état des sommes payées ou à être payées à la Compagnie de Sucre de Betteraves de *Coaticook*, appelée "The Pioneer Root Sugar Company." (Documents de la Session No 13.)

Et aussi,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 29 Janvier 1883, pour un état de toutes sommes d'argent payées à Messieurs *McGreevy* et *Macdonald*, entrepreneurs pour certains ouvrages, sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en à-compte et en sus du montant adjugé par les arbitres à *Ottawa*. Aussi, le montant adjugé aux dits entrepreneurs par les dits arbitres. (Documents de la Session No 14.)

Le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant la Ville de *Fraserville* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills Privés.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Bergevin*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de tous ordres en Conseil passés pendant les trois dernières années, au sujet du Chemin Maritime de la Rive Sud.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement de la Province de *Québec* et le Gouvernement de la Puissance, par l'entremise du Secrétaire de la Province et du Secrétaire d'Etat du *Canada*, ou autrement, au sujet de l'obligation de réparer le dit Chemin.

3. Copie de tous rapports et lettres adressés à l'Honorable Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics, faisant connaître l'état du dit chemin ; la nécessité de le réparer et le coût probable des dites réparations.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *P. E. LeBlanc*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeBlanc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Garneau*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie d'un rapport ou d'une lettre de l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique à l'Honorable Secrétaire de la Province, au sujet de la formation du bureau des Examineurs pour l'admission des aspirants à la charge d'instituteurs dans et pour les *Iles de la Madeleine* ;

2. Copie de l'Ordre en Conseil basé sur le rapport ou la dite lettre.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

---

Le Bill concernant la Pétition de droit est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre pour demain :

Bill concernant le Département du Procureur-Général.

Bill relativement à l'entretien des Prisons Communes.

Bill concernant la perception des contributions Municipales aux Fonds de Bâtisse et des Jurys.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 6 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable *M. Beaubien*,—La Pétition de *L. D. Duvernay* et autres.

Par *M. Marion*,—La Pétition de *François Prud'homme* et autres, de la Paroisse de *St Charles de Lachenaie*.

*M. Duckett*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas :

De *L. F. Morrison* et autres, de *Saint-Hyacinthe*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de Chemin de Fer des Comtés-Unis;" de l'Honorable *F. Langelier* et autres, demandant l'incorporation d'un Chemin de Fer de *Fraserville* à *Sainte-Rose du Dégel*; de l'Honorable *John Hearn* et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et *Pontiac*; de l'Honorable *Thos McGreevy* et autres, demandant un acte d'incorporation pour construire un Chemin de Fer de *Chicoutimi* au *Lac Saint-Jean*; du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*, demandant la passation d'un acte autorisant la construction d'une nouvelle Eglise dans la Paroisse de *St Charles Baromée de Joliette*.

*M. Gauthier*, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi *Onésime Gauthier*, Ecuier, pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept Membres.

Votre Comité ayant pris communication du Rapport du Conseil d'Agriculture en date du 31 Janvier dernier, et des délibérations du dit Conseil de la même date et du 1er Février courant, sans vouloir se prononcer pour le moment sur le mérite des suggestions contenues dans ce Rapport, croit néanmoins devoir le soumettre, ainsi que les délibérations susdites à la considération de Votre Honorable Chambre, et en recommander l'impression pour l'usage des Membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que *M. Poupore* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Lac Témiscamingue*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable *M. Mousseau* ait la permission de présenter un Bill pour étendre les dispositions de l'acte 32 *Victoria*, chap. 73, aux vicariats et préfectures apostoliques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable *M. Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Gauthier* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et *Pontiac*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac Saint Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Lavallée* ait la permission de présenter un Bill pour faciliter la construction d'une église et d'une sacristie dans la Paroisse de *Saint-Charles Barronée*, de *Joliette*, dans le Diocèse de *Montréal*.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Deschênes* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et *Témiscouata*.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Jeudi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill concernant la Pétition de Droit ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Flynn fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu Jeudi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill concernant le Département du Procureur-Général ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Asselin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill relativement à l'entretien des Prisons Communes, étant lu ;

L'Honorable Trésorier Wurtele propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Jeudi prochain.

Alors, sur motion de l'Honorable M. Mousseau, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtele,

La Chambre s'ajourne jusqu'à Jeudi prochain.

---

Jeudi, 8 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Bernatchez, —La Pétition de la Compagnie du Pont de *St François*.

Par M. Stephens, —La Pétition de *George Cadieux* et autres, de *St François*, — la Pétition de la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal*, —la Pétition de *The Church Home, Montréal*, —et la Pétition de l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*.

Par M. Carbray, —La Pétition de la Société Littéraire et Historique de *Québec*.

Par l'Honorable M. Garneau, —La Pétition de l'Honorable *Antoine Juchereau Duchesnay* et autres.

Par l'Honorable M. Mercier,—La Pétition du Révérend M. Godard et autres, —la Pétition de Alexis Larivière et autres, la Pétition du Révérend J. O. Pinsonnault et autres,—la Pétition de Paul Larivière et autres,—la Pétition du Révérend M. Decelles et autres,—la Pétition du Révérend J. E. Germain et autres,—la Pétition du Révérend J. B. Veronneau et autres, la Pétition de J. O. Pion et autres, —la Pétition de L. N. Gauthier et autres,—la Pétition du Révérend C. W. Raymond et autres,—la Pétition de Marc Normandin et autres,—et la Pétition de E. Chabot et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Honorable J. G. Robertson et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie du Chemin de Fer de Massawippi et Magog. "

De John Yule, de Chambly, et autres, de Montréal ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie des Usines à Papier, Richelieu. "

De L. D. Duvernay et autres ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de " Compagnie du Monument National. "

De la Compagnie du Chemin de Fer de Waterloo et Magog ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Du Révérendissime Evêque Anglican de Québec ; demandant un Acte autorisant la vente de la propriété de l'Ecole Nationale, en la cité de Québec.

Du Révérendissime Evêque Anglican de Montréal ; demandant la passation d'un Acte autorisant la vente d'une propriété dans le canton de Hull.

De Antoine Brien et autres, de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles,—et de François Prudhomme et autres, de la Paroisse de St Charles de Lachenaie ; demandant respectivement des amendements à la loi des licences.

M. l'Orateur met devant la Chambre le Rapport annuel de l'Association Littéraire et de Bienfaisance des Jeunes Irlandais, Montréal, pour l'année expirée au 31 décembre 1882. (Documents de la Session No 6.)

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de Louis Duhamel et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de, " Compagnie du Chemin de Fer de la Seigneurie Papineau, " et a trouvé que les avis publiés ne sont pas réguliers, mais la preuve ayant été faite, devant votre Comité, que les parties intéressées connaissent bien la mesure demandée, votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre, la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de Jackson Rae et autres ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de " The Pinacle Mining Company " (Limitée,) et a trouvé que les avis requis avaient été publiés.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. Flynn, du Comité permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. Flynn, pour son président.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. Beaubien, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à votre Honorable Chambre ;

Bill amendant les actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer du *Lac Champlain* et de la Jonction du *St Laurent*, et prolongeant le délai accordé à la dite Compagnie pour l'achèvement de ce Chemin de Fer.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 45 *Vict.*, chap. 16, intitulé : " Acte concernant les Arpenteurs de la Province de *Québec* et les arpentages."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill incorporant " La Compagnie Minière *Pinacle*." (Limitée.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill pour amender la 32e *Vict.*, chap. 23, concernant les Magistrats de District en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Martel* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la pratique de la profession de Notaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer " La Compagnie du Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Spécial sur le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal.

L'Honorable Commissaire *Lynch* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 Juin 1882. (Documents de la Session No 4.)

Sur motion de M. *Faucher de Saint Maurice*, secondé par l'Honorable M *Pâquet*,

*Ordonné*, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. *Emile Bonnement*, Chevalier de la Légion

---

d'Honneur, au sujet de la création d'une Compagnie destinée à établir une manufacture d'engrais artificiels, en employant les déchets de poisson.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Bernard,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances, Ordres en Conseil, Rapports et Documents quelconques, ayant rapport à la nomination de conseillers du Village de *Montmagny*, pour la présente année.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Chs. Marcotte*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de l'*Islet*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marcotte* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport indiquant les noms de tous les employés du service civil qui ont été nommés depuis le 1er juin 1881 ; la date de leur nomination ; la date de leur examen la classe à laquelle leur examen leur donne droit ; les noms des employés du Service Civil dont le salaire a été augmenté, depuis le 1er Juin 1881 ; et le chiffre de l'augmentation, accordée à chacun d'eux.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un compte détaillé, avec la date de chaque payement et du nom de la personne à laquelle il a été fait, de l'item, Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, dépenses de construction et d'équipement \$837,391.73 qui se trouve aux pages 11 et 109 des comptes publics, pour l'année financière expirée, le 30 juin 1882, et de l'item, chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, construction \$580,865.16, qui se trouve à la page 9 de l'état des recettes et des payements de la Province de *Québec*, du 1er Juillet au 31 Décembre 1882.

Sur motion de l'Honorable M. *Joly*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport constatant les montants encore dûs, pour acquitter complètement les obligations contractées par la Province, pour le Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par l'Honorable M. *Flynn*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—



Copie de la correspondance entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, touchant les travaux à être faits par la dite Compagnie, conformément au contrat de vente du dit chemin.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

Ordonné, Que la Pétition de *N. Laliberté* et autres ; demandant l'érection civile de la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*, soit renvoyée au Comité Permanent des Ordres Permanents.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour ériger une partie du Territoire de la Municipalité du Village d'*Hochelaga*, District de *Montréal*, en Municipalité distincte.

Bill pour incorporer la Mission de la Cité de *Québec*.

Bill pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la *Baie St Antoine* ou *Baie du Febvre*.

Bill pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *St Germain de Rimouski*.

Bill pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de *Notre-Dame du Bon Secours*, dans le Comté d'*Ottawa*, dans le District d'*Ottawa*.

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*.

Bill pour faciliter la construction d'une Eglise et d'une Sacristie dans la Paroisse de *St Charles Barronée de Joliette*, dans le Diocèse de *Montréal*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Lac Temiscamingue*

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des *Comtés-Unis*.

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Québec* et *Pontiac*.

Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac St Jean*.

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et *Témiscouata*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 9 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par *M. Archambault*, — La Pétition du Révérend *A. Labelle* et autres ; la Pétition de *L. A. Sénécal* et autres ; la Pétition de *John McDougall* et autres ; la Pétition de

La Compagnie Canadienne de Lumière Electrique ; la Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer l'*Union Jacques-Cartier* ; et la Pétition de *Charles Legault* et autres, de la Paroisse de *St-Lazare*, Comté de *Vaudreuil*.

Par M. *Asselin*,—La Pétition du Révérend *L. Rouleau* et autres.

*Charles Antoine Ernest Gagnon*, Ecuier, Député du District Electoral de *Kamou-raska*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, et le soumet à votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de Lainages du *Canada*.

M. *Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De *John Yule* et autres de *Montréal* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des usines à papier *Richelieu*."

De l'Asile *St-Patrice* des Orphelins et des Sœurs de Charité de l'Asile de la Providence, *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à vendre l'usufruit et la jouissance d'une maison, à eux léguée, par feu *John McClosky*.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de M. *Laliberté* et autres, de *Notre-Dame de Buckland*, Comté de *Bellechasse* ; demandant la passation d'un Acte érigeant civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés ; mais la preuve ayant été faite, devant votre Comité, que toutes les parties intéressées ont été instruites de la demande, et que nulle opposition n'a été faite, votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendement, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser *Onézime Latulippe*, de la Paroisse de *Saint-François*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Et Bill pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Sainte-Hénédiène*, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière *Etchemin*, dans la Paroisse de *Sainte-Claire*.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

---

Ordonné, que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie des Usines à Papier Richelieu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité général de la Chambre sur le Bill concernant la Pétition de droit;

L'Honorable M. *Mousseau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*, Que le Rapport soit maintenant reçu ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts, de la Province de *Québec*, appelle H. J. *Martin*, Ecuier, Membre pour le District Electoral de *Bonaventure*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

M. *Picard* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, en y ajoutant la clause suivante :

Que les dispositions du présent Acte ne s'appliqueront qu'aux réclamations qui prendront naissance après la mise en force du présent Acte.

Et des Débats s'en suivant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle S. *Dumoulin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Trois-Rivières*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Dumoulin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser le Synode de *Montréal* à vendre certains biens-fonds ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Archambault* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Archambault* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Presse Associée de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Nantel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction du *St Laurent* et du *Lac Champlain*, et pour étendre le délai accordé à la dite Compagnie pour l'achèvement du dit Chemin de Fer ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Shehyn* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie Minière "Pinacle" (Limitée).

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui, que le Rapport (du Comité de toute la Chambre sur le Bill concernant la Pétition de droit,) soit maintenant reçu ; lequel amendement comporte que tous les mots

après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante :

" Que les dispositions du présent acte ne s'appliqueront qu'aux réclamations qui prendront naissance après la mise en force du présent acte."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Flynn* fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour aider à l'entretien des Prisons Communes ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Desjardins* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill concernant la perception des contributions municipales aux Fonds de Bâtisse et des Jurés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Flynn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 12 Février 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. *Beauchamp*,—La Pétition de *Alfred Pinsonnault*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend A. *Labelle* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Grande Loterie Nationale de Québec "

De L. A. *Sénécal* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie Française Canadienne de Colonisation et d'Exploitation Minérale et Forestière. "

De *John McDougall* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine* et *Hochelaga*."

Du Révérend *L. Rouleau* et autres ; demandant un Acte d'incorporation en faveur de " La Compagnie du Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*."

De *Antoine Juchereau Duchesnay* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie de chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*."

De la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique,—de la Compagnie du Pont de *Saint-François de Monimagny*,—et de la Compagnie du Chemin de Fer *Union Jacques-Cartier* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De *Georges Cadieux* et autres, de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte afin de protéger les intérêts des héritiers et des mineurs.

Du Révérend *M. Godard* et autres,—de *Alexis Larivière* et autres,—du Révérend *S. O. Pinsonnault* et autres,—de *Paul Larivière* et autres,—du Révérend *M. Decelles* et autres,—du Révérend *J. E. Germain* et autres,—du Révérend *J. B. Verronneau* et autres,—de *J. O. Pion* et autres,—du Révérend *L. N. Gauthier* et autres,—du Révérend *C. W. Raymond* et autres,—de *Marc Normandin* et autres,—de *E. Chabot* et autres ; demandans respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis, devienne loi.

De *Charles Legault* et autres, de la Paroisse de *Saint-Lazare de Vaudreuil* ; demandant des amendements à la loi des licences.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas :

De l'Honorable *J. G. Robertson* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie du Chemin de Fer *Mossawippi* et *Magog* ; de la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'Honorable *M. Pâquet*, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer la " Mission de la Cité de *Québec*," auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour amender l'Acte incorporant les Dames Religieuses de Jésus-Marie, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

*M. l'Orateur* met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital Notre-Dame, de *Montréal* ; de l'Asile des Dames Protestantes, de *Québec* ; et de l'Hospice du Sacré-Cœur, de *Sherbrooke* ; tous pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

Ordonné, Que l'Honorable *M. Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 80 des Statuts refondus du *Bas-Canada*, relativement à l'administration de la justice dans le District de *Gaspé*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Joly* ait la permission de présenter un Bill pour étendre et régulariser l'obligation des patrons d'indemniser les ouvriers pour les dommages à eux causés, par des accidents arrivés pendant qu'ils sont à leur service.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Chapitre 15 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*, relativement à l'Instruction Publique, en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les lois relatives aux jurés et jurys.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel* et *Saint-Frédéric*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clotilde* et au Comté d'*Arthabaska*, pour les fins civiles, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Demers* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi des Licences de Québec, 1578, 41 *Victoria*, chap. 3, en soumettant les licences pour hôtels de tempérance, aux formalités prescrites par la section 48, de la dit loi, pour l'obtention de licences de magasins de liqueurs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 299 du Code Civil, et l'article 925 du Code de Procédure Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 33 *Victoria*, Chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 5 Février 1883, demandant :

1. Copie d'un rapport ou d'une lettre de l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique à l'Honorable Secrétaire de la Province, au sujet de la formation du Bureau des Examineurs pour l'admission des aspirants à la charge d'instituteurs dans et pour les *Iles de la Madeleine* ;

2. Copie de l'Ordre en Conseil basé sur le dit rapport ou la dite lettre. (Documents de la Session No 16.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 5 Février 1883, demandant :

1. Copie de tous Ordres en Conseil passés pendant les trois dernières années, au sujet du Chemin Maritime de la Rive Sud.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement de la Province de Québec et le Gouvernement de la Puissance, par l'entremise du Secrétaire de la Province et du Secrétaire d'Etat du *Canada*, ou autrement, au sujet de l'obligation de réparer le dit chemin.

3. Copie de tous rapports et lettres adressés à l'Honorable ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics, faisant connaître l'état du dit chemin, la nécessité de le réparer et le coût probable des dites réparations. (Documents de la Session No 17.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, du 1er Février 1883, demandant : Copie du mémoire soumis à l'Honorable Premier Ministre, en Décembre dernier, par le Comité de Législation de la Chambre des Notaires, à la suite d'une entrevue avec lui, au sujet des amendements et changements aux lois intéressant la profession de Notaire. (Documents de la Session No 18.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 24 Janvier 1883, demandant : copie de toute correspondance *in re* la Reine contre le canton de Warwick, montrant si l'exécution du jugement a été arrêtée par ordre du Gouvernement, et la raison pourquoi l'on est intervenu dans ces procédures. (Documents de la Session No 19.)

Et aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 24 Janvier 1883, demandant : un état indiquant le nom et la résidence des Juges de Paix dont la commission a été annulée ; et aussi un tableau indiquant le nom des Juges de Paix qui ont été nommés pour les remplacer. (Documents de la Session No 20.)

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Desautniers*,

*Ordonné*, Que la Réponse à un Ordre de cette Chambre du 1er Février 1883, pour copie du mémoire soumis à l'Honorable Premier-Ministre, en Décembre dernier, par le Comité de Législation de la Chambre des Notaires, à la suite d'une entrevue avec lui, au sujet des amendements et changement aux lois intéressant la profession de Notaire, soit imprimée pour l'usage des Membres.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour accorder des pouvoirs additionnels à la Compagnie de lainage du *Canada* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Flynn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Ste Hénédine*, à prélever des taux de



péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière *Etchemin*, dans la Paroisse et près de l'Eglise de *Ste Claire*, dans le Comté de *Dorchester* et pour d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Flynn*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre part à la Grande Exposition des Pêcheries qui s'ouvrira à *Londres*, (*Angleterre*), au mois de Mai prochain ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Ce n'est pas l'intention du Gouvernement. La collection pour l'exposition, préparée sous la direction du Gouvernement Fédéral, comprendra des échantillons de la plupart des poissons de la Province de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Flynn*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre part à la Grande Exposition de Mines, Minéraux, etc, qui aura lieu à *Madrid*, (*Espagne*), du 1er Avril au 30 Juin prochain ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Ce n'est pas l'intention du Gouvernement.

Par M. *Dumoulin*.—Le Gouvernement se propose-t-il de faire adopter une loi, pendant la présente session, qui obligera les propriétaires d'hôtels, théâtres, manufactures, maisons d'éducation, etc, etc, de pourvoir à des moyens de sauvetage, en cas d'incendie ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Non, le Gouvernement n'a pas telle intention, puisqu'il croit que la législation en force, chap. 22, de la 29-30 *Victoria*, est suffisante et couvre les cas mentionnés dans l'interpellation de l'Honorable Député des *Trois Rivières*, à l'exception, peut-être, des manufactures qui, sous ce rapport, doivent être réglées par les règlements des corporations municipales.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie des contrats actuellement en vigueur entre le Gouvernement et les propriétaires des Asiles de *Beauport*, de *Saint-Jean de Dieu* et de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, relativement à la garde, à la pension et à l'entretien des aliénés.

2. De tous Ordres en Conseil, Rapports et Correspondances au sujet de ces contrats, des modifications à leur faire ou de leur renouvellement.

3. Un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement détenus dans chacun de ces asiles.

4. La liste des Municipalités qui ont payé pour la garde des aliénés, depuis la mise en force de la 43-44 *Victoria*, chap. 14, et le montant payé chaque année, depuis cette époque, par les Municipalités, et les noms des aliénés pour lesquels ces sommes ont été payées.

5. Le nombre des détenus dans chaque asile, pour lesquels les parents payent en partie la pension, et le montant payé dans chaque cas, par la famille.

Sur motion de M. *Faucher de Saint Maurice*, secondé par M. *Marcotte*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun membre du Gouvernement, au sujet de l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers et servitudes, dans certains cas non prévus par la loi.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Garneau*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copie de toute correspondance entre le Gouvernement de la Puissance et celui de la Province de *Québec*, ou entre ce dernier Gouvernement, ou aucun de ses Membres, ou aucune autre personne, au sujet : 1. de la Grande Exposition des Pêcheries qui s'ouvrira à *Londres*, au mois de Mai prochain ; 2. de la Grande Exposition Nationale de Mines, Minéraux, etc, qui se tiendra à *Madrid*, (*Espagne*) du 1er Avril au 30 Juin 1883.

Sur motion de M. *Gauthier*, secondé par M. *Picard*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre l'Honorable Premier-Ministre et l'Honorable B. de la *Bruyère*, au sujet de la Société d'Industrie Laitière de la Province de *Québec*.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Gagnon*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tout Bill relativement à l'Instruction Publique ou au Fonds de retraite des Instituteurs, soumis par le Gouvernement au Conseil de l'Instruction Publique, depuis le 1er Janvier dernier, et de toutes Correspondances et de tous Documents échangés à ce sujet, entre le Gouvernement, le dit Conseil ou aucun Membre ou Secrétaire de tel Conseil ou d'aucun Comité d'icelui.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre 1. Un état détaillé, pour chaque cause criminelle, des sommes payées par le Greffier de la Couronne et de la Paix, ou par le Shérif du District de *Beauharnois*, durant les six dernières années ; le dernier terme de la Cour Criminelle, y étant compris, ainsi que le nombre de jours de chaque terme.

2. Copie des comptes des avocats de la Couronne, les noms des dits avocats, pour le dit District et pour la même période de temps,—le dit état montrant la durée de chaque terme de la Cour Criminelle, les montants payés, ceux non payés et les raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits ou refusés.

3. Copie des comptes des médecins assignés par la Couronne, comme témoins, dans les différentes causes criminelles, devant la dite Cour, les noms de ces

médecins, le nombre de jour qu'a duré leur assignation, toujours durant les six dernières années.

4. Copie de toutes correspondances échangées, durant le même temps, entre le Gouvernement, le dit Greffier et les dits avocats de la Couronne.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et *Félix Fortier*, écuyer, ci-devant Greffier du Conseil Exécutif, au sujet des charges illégales faites par les registrateurs sur les avis de renouvellement d'hypothèques, et ce, depuis 1876 jusqu'à ce jour.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 13 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La Pétition du Révérend *Oct. Monet* et autres,—et la Pétition de *Joseph Dauphinais* et autres.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *Andrew Allan* et autres, de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *L. Cuillerrier* et autres, du Canton de *Blake*,—et deux Pétitions de *Louis Cuillerrier* et autres, des Cantons de *Blake* et *Bigelow*.

Par M. *Deschênes*,—La Pétition de *Polyc. Nadeau* et autres, de la Paroisse de *St-Patrice* de la *Rivière du Loup*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA }  
Province de Québec }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le District Electoral de *Nicolet*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, au lieu et place de *Charles Edouard Houde*, dont le siège a été déclaré vacant ; *Louis Trefflé Dorais*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu ainsi qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon Bureau.

Donné à *Québec*, ce douzième jour de Février, mil huit cent quatre-vingt-trois.

L. H. HUOT,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L. Delorme, Ecuier,  
Greffier de l'Assemblée Législative,  
*Québec*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6).

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour faciliter la construction d'une Eglise et d'une Sacristie dans la Paroisse de *St Charles Borromée*, de *Joliette*, dans le Diocèse de *Montréal*, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse* ; et le Bill pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *Saint-Germain de Rimouski*, et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendement.

M. *Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De *Henry Talbot Walcot*, ci-devant de la Cité de *Québec* et maintenant de *Londres, Angleterre* ; demandant un acte afin de le décharger de ses devoirs de Fidélité-Commissaire à *Madame Isabella Young*.

De *John Rankin* et autres ; demandant un Acte d'incorporation d'une Compagnie de Chemin de Fer appelée "Le Grand Nord."

De *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *St Léonard*, Comté de *Nicolet*, demandant la passation d'un Acte l'autorisant à construire un pont de péage sur la rivière *Bécancour*.

De la Compagnie de Prêt et Crédit-Foncier, *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte lui permettant une réduction du capital de son Fonds Permanent.

Du Révérendissime Evêque Anglican de *Québec* ; demandant un Acte autorisant la vente de la propriété de l'Ecole Nationale, en la Cité de *Québec*.

De *L. A. Sénécal* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie Française Canadienne de Colonisation et d'Exploitation Minérale et Forestière."

Du Rév. *L. Rouleau* et autres ; demandant un Acte d'incorporation en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer *Rimouski et Gaspé*.

De la Compagnie du Pont de *St François*, de *Montmagny* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De la Compagnie du Chemin de Fer "Union Jacques-Cartier" ; demandant des amendements à sa Charte.

*Louis Trefflé Dorais*, Ecuier, Député pour le District Electoral de *Nicolet*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

M. *Owens*, du Comité Permanent des Industries, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Owens* pour son Président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Mousseau* ait la permission de présenter un Bill relatif aux Compagnies d'Assurance.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* soit ajouté aux Comités Permanents des Divers Bills Privés, des Comptes Publics et d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation ; et au Comité Spécial sur le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal.

*Ordonné*, Que M. *Dorais* soit ajouté aux Comités Permanents de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation et des Comptes Publics ; et au Comité Spécial sur le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal.

*Ordonné*, Que M. *Carbray* soit ajouté au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

*Ordonné*, Que MM. *Audet* et *Demers* soient ajoutés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

*Ordonné*, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes et lui octroyer certains pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer *Le Grand Nord*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Bernatchez* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Pont de *Saint-François*, de *Montmagny*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission de présenter un Bill pour décharger *Henri Talbot Walcot* de ses devoirs de fidéi-commissaire à Dame *Isabella Abbott Young*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Asselin* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—La Réponse à un Ordre de la Chambre du 8 Février 1883, pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. *Emile Bonnement*, Chevalier de la Légion d'Honneur, au sujet de la création d'une compagnie destinée à établir une manufacture d'engrais artificiels, en employant les déchets de poisson. (Documents de la Session No 21.)

Et aussi,—La Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 29 Janvier 1883, demandant une liste des entrepreneurs, le montant des soumissions, avec une copie des annonces et une liste des journaux, dans lesquels les soumissions ont été annoncées, et à qui les contrats ont été accordés pour le parachèvement des Edifices Parlementaires ; ainsi qu'une copie de l'estimation du coût de ces édifices. (Documents de la Session No 22.)

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill concernant la Pétition de Droit ;

L'Honorable M. Mousseau propose, secondé par l'Honorable Commissaire Lynch, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'Honorable M. Mercier propose sous forme d'amendement, secondé par M. Stephens, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, comme suit :

1. En ajoutant au premier paragraphe de la section 5, les mots suivants :

" Si telle ordonnance n'est pas donnée par le Lieutenant-Gouverneur dans les deux mois de la production de la requête comme susdit, le requérant, après avis de quinze jours, donné au Procureur-Général, pourra s'adresser à tous juges de la Cour Supérieure du District où la Pétition doit être jugée ; et si le juge est satisfait, par les pièces et les affidavits produits, qu'une cause *prima facie* a été faite, il pourra ordonner que la requête soit admise et que le Procureur-Général produise sa défense dans le délai fixé.

2. " Amender la clause 6, de manière à pourvoir à ce que l'instruction de la Pétition se fasse dans le District dans lequel la cause de la poursuite a pris naissance, ou dans lequel se trouve situé l'immeuble en dispute."

Et l'attention de M. l'Orateur étant appelée sur le fait que les journaux de cette Chambre ne montrent pas qu'il ait été donné avis de cette motion, et que telle motion ne peut être présentée sans avis préalable.

M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre, avis en ayant été donné.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Alors la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte concernant la pétition de Droit ; " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour étendre les dispositions de l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 73, aux vicariats et préfectures apostoliques, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Saint-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre pour demain :

Bill pour amender l'Instruction Publique en autant qu'elle concerne la ville de *Richmond* ;

Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.

Et Bill pour amender la loi de l'Instruction Publique.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'Honorable M. *Marchand*.—Le Gouvernement a-t-il fait faire l'audition des comptes de l'administration du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, avant ou après la vente et livraison de ce Chemin de Fer à la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien et à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord ?

Cette audition a-t-elle été faite par l'Auditeur de la Province ? Si non, qui a fait l'audition de ces comptes ?

Réponse de l'Honorable M. *Blanchet*.—Le règlement des comptes de l'administration du ci-devant Chemin de Fer Provincial, qui n'étaient pas encore clos, lors de la vente et livraison de ce Chemin de Fer, en Juin dernier, a été confié aux officiers supérieurs de cette administration ; et pour activer ce règlement, le Commissaire des Chemins de Fer a mis deux de ses employés au service de ces officiers, avec instructions de terminer au plus tôt les opérations de la comptabilité, afin de faire faire l'audition des comptes dans le plus bref délai possible.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour incorporer la Compagnie de la Grande Excursion en France, par voie de tirage au sort ;

Et la question étant mise aux voix ; que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la profession de Notaire ;

M. *Martel* propose, secondé par M. *Martin*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Trudel* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Desaulniers*, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Casavant,  
Desaulniers,  
Dorais,  
Duckett,*

*Flynn,  
Gagnon,  
Irvine,  
Joly,  
Laberge,  
Leduc,*

*Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,  
Marion,  
Mercier,*

*Picard,  
Richard,  
Rinfret dit Malouin,  
Trudel et  
Watts.—22.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,*

*Carbray,  
Demers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,*

*Gauthier,  
Leblanc,  
Martel,  
Martin,*

*Owens,  
Pâquet,  
Paradis,  
Robillard et  
Spencer.—22.*

Et les voix étant également partagées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Alors, la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* présente,—La Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 24 Janvier 1883, demandant un état détaillé indiquant quel montant de l'emprunt de 3 millions de débentures autorisées par l'Acte 45 *Victoria*, chap. 18, a été émis ; en faveur de qui ces débentures ont été émises ; le montant pris par chaque acheteur, et le prix de la vente.

Aussi un état détaillé de toutes les sommes d'argent déboursées en vertu de la section 2 du dit Acte. (Documents de la Session No 23.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

### Mercredi, 14 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—La Pétition de *R. Préfontaine* et autres, du Village de *Hochelaga*.

Par M. *Demers*,—La Pétition du Révérend *T. St-Aubin* et autres.

Par M. *Thornton*,—La Pétition du "The Stanstead Wesleyan College."

Par l'Honorable M. *Robertson*,—La Pétition de "The Orford Nickel and Copper Company," et la Pétition de *Willis Russell* et autres.

Par l'Honorable M. *Flynn*,—La Pétition de *J. I. Létourneau* et autres, de l'Agence du Bassin de *Gaspé* (Section Ouest.)

Par l'Honorable M. *Marchand*,—La Pétition de *Thos. Roy* et autres, de la Paroisse de *St-Jean*, Comté de *St-Jean*.

Par M. *Archambault*,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de la Rive Nord.

Par M. *Dumoulin*,—La Pétition de *T. E. Normand* et autres.

Par M. *Martel*,—La Pétition de la Compagnie des Quais et Elévateurs de *Richelieu* et *Longueuil*.

Ordonné, Que la Pétition de *R. Préfontaine* et autres, du Village d'*Hochelaga*, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour ériger une partie du Territoire de la Municipalité du Village d'*Hochelaga*, en Municipalité distincte ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la Pétition de la Compagnie de Nickel et de Cuivre, d'*Orford*, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite Compagnie.

Ordonné, Que la Pétition de *Willis Russell* et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "The Russell Chateau St Louis Hotel Company."



Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *Alfred Pinsonneault* ; demandant un Acte pour lever tous doutes quant à la nature du legs de certains immeubles, situés à la *Tortue*, que lui a fait son père *Alfred Pinsonneault*.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chapitre 79 et l'Acte 39 *Victoria*, chapitre 49, amendant cet Acte, et il y a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des Pétitions pour Bills Privés qui expire demain, soit étendu jusqu'au vingt courant, et que celui pour la présentation des Bills Privés soit prolongé jusqu'au vingt-huit courant.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que M. *Thornton* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral (45 *Vict.*, chap. 102) intitulé : “ Acte pour amender et amplifier “ l'Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance de *Stadacona* contre le feu et sur la vie à renoncer à sa Charte et établir un mode de liquider ses affaires ” ; et pour valider les dispositions du dit Acte et leur donner effet.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour protéger plus efficacement les Mineurs et les Héritiers, en amendant les articles 291, 309, 319 et 910 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte des Notaires, 39 *Vict.*, chap. 33, 43 et 44 *Vict.*, chap. 32.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte d'incorporation de l'Association Homéopathique de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte concernant le Département du Procureur Général,” sans amendement.

---

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Salle d'Asile de Saint-Vincent de Paul, pour l'année 1881. (Documents de la Session No 6.)

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Pâquet*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de prendre part à la grande exposition de produits étrangers qui aura lieu à *Boston*, au mois de Septembre prochain ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* :—Non.

Par l'Honorable M. *Pâquet*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire terminer les travaux du Chemin de Colonisation, entre *Saint-Etienne* et *Saint-Lambert*, dans le Comté de *Lévis*, commencés depuis 1877, et aussi d'approprier la somme nécessaire, pour la construction d'un pont, sur la rivière *Beaurivage*, dans la dite Paroisse de *Saint-Etienne de Lauzon*, ce pont étant la continuation de la dite route de Colonisation ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Chemin de *Saint-Etienne* et *Saint-Lambert* et le pont sur la Rivière *Beaurivage*, dans *Saint-Etienne*, sont des travaux qui doivent être exécutés par les Municipalités intéressées et qui ne peuvent être rangés parmi les travaux de Colonisation.

Par l'Honorable M. *Marchand*.—Est-il vrai que certains employés du Chemin de Fer *Q. M. O.* et *O.* ont obtenu, soit avant, soit après la vente et livraison du dit Chemin de Fer aux Compagnies qui en sont actuellement propriétaires, des *bonus*, en sus de leurs traitements réguliers ?

Si oui, quels sont les employés qui ont été ainsi indemnisés et pourquoi ces *bonus* leur ont-ils été accordés ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Certains employés ont reçu une indemnité pour services rendus ; un état détaillé sera produit indiquant les noms de ces employés, et sera déposé sur le Bureau de la Chambre, conformément à l'ordre dont avis a été donné.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du Gouvernement, vu qu'il n'existe plus de Loi de Faillite, de soumettre, pendant cette session, une mesure à l'effet de pourvoir à la répartition des biens des débiteurs insolubles d'une manière plus prompte et plus économique que celle décrétée par le Code de Procédure Civile ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Non.

Par l'Honorable M. *Pâquet*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre dans les estimés, un montant additionnel à celui qui a été voté l'an dernier, pour la construction du pont sur la Rivière *Chaudière*, entre *Saint-Nicolas* et *Saint-Romuald*, Comté de *Lévis* ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le même montant doit être voté de nouveau aux mêmes conditions.

---

Sur motion de l'Honorable M. Joly, secondé par l'Honorable M. Marchand,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des résolutions du Congrès Forestier Américain, récemment soumises à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et de tous rapports faits par les représentants du Gouvernement de la Province de Québec, à ce Congrès.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état détaillé de tous les octrois de terres faits en vertu de l'Acte de la dernière Session (45 Victoria, chapitre 23); ainsi que copie de la correspondance échangée avec toute Compagnie de Chemin de Fer au sujet des octrois autorisés par le dit Acte.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Casavant propose, secondé par M. Audet, qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie

1. De tous les ordres en Conseil, s'il y en a, relatifs aux écoles de beurrerie et de fromagerie de *Sainte-Marie*, Comté de *Beauce* et de *Saint-Denis*, Comté de *Kamouraska* ;

2. De toutes les instructions qui ont été données aux professeurs payés par le Gouvernement et chargés de l'enseignement, dans ces écoles, soit par le commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics lui-même, soit par son député, soit par le directeur de l'Agriculture, soit par toute autre personne autorisée à donner ces instructions ;

3. Un état du nombre des élèves qui ont fréquenté ces écoles et suivi les cours, depuis l'organisation de ces mêmes écoles.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 49 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la mission de la cité de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Faucher de *St-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour faciliter la construction d'une église et d'une sacristie dans la Paroisse de *Saint-Charles Borromée* de *Joliette*, dans le diocèse de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Paradis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Irvine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer le Chapitre de la cathédrale de *Saint-Germain de Rimouski*; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie des usines à Papier, *Richelieu*.

Et Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer "Le Grand Nord."

Le Bill pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanents et lui octroyer certains pouvoirs, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie

1. De tous les Ordres en Conseil, s'il y en a, relatifs aux écoles de Beurrerie et de Fromagerie de *Sainte-Marie*, Comté de *Beauce*, et de *Saint-Denis*, Comté de *Kamouraska*;

2. De toutes les instructions qui ont été données aux professeurs payés par le Gouvernement et chargés de l'enseignement dans ces écoles, soit par le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics lui-même, soit par son Député, soit par le Directeur de l'Agriculture, soit par toute autre personne autorisée à donner ces instructions;

3. Un état du nombre des Elèves qui ont fréquenté ces Ecoles et suivi les cours, depuis l'organisation de ces mêmes écoles.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Onésime Gauthier*, Ecuyer, Membre pour

le District Electoral de *Charlevoix*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Gauthier* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.  
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre, 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *W. J. Poupore*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Pontiac*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Poupore* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.  
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Les noms de toutes les personnes inscrites sur la liste du Fonds de Pension, en vertu des dispositions du chapitre 10 de la 40<sup>ème</sup> *Victoria* et ses amendements ; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondée par l'Honorable M. *Joly*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un Rapport donnant, avec ordre de dates, les noms des employés de l'administration du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, qui ont été gratifiés de *bonus*, en sus de leurs traitements réguliers, soit avant, soit après la vente et la livraison du dit Chemin de Fer aux Compagnies qui en sont actuellement les propriétaires, avec indication du montant de chacun de ces *bonus* et des raisons pour lesquelles ils ont été accordés.

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Etat indiquant, séparément, année par année, depuis le 1<sup>er</sup> Août 1880, jusqu'au 1<sup>er</sup> Février de cette année, le nombre d'aliénés établis dans nos asiles, le nombre d'aliénés qui payent toute leur pension, soit par eux-mêmes, soit par leur obligé ; le nombre de ceux qui n'en payent qu'une partie ; le nombre de ceux dont la pension est payée, soit par les Municipalités ou par le Gouvernement. Le montant des sommes payées et celui des sommes non payées par les particuliers ou leur obligé et par les Municipalités. Aussi toutes correspondances échangées entre les particuliers, les Municipalités et le Gouvernement, relatives à l'introduction des aliénés dans nos asiles.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.  
Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 15 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Carbray,—La Pétition de Sa Grâce l'Archevêque de Québec et autres, tous porteurs de débentures des Syndics des Chemins à Barrières de Québec.

Par M. Shehyn,—La Pétition de la Municipalité de la Paroisse de *St Sauveur de Québec*.

Par M. Archambault,—La Pétition du Curé et des Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de *Saint Polycarpe* ; et la Pétition de *Benedix Boas*, de *Montréal*.

Par M. Stephens,—La Pétition de l'Institut *Trafalgar*, de *Montréal* ; et la Pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

Par M. Watts,—La Pétition de *L. A. Champagne* et autres.

Par M. Martel,—La Pétition de *Charles P. Hébert* et autres ; et la Pétition de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière *Richelieu*.

Par l'Honorable Trésorier *Würtele*,—La Pétition du Révérend *L. Trahan* et autres.

Par M. Leduc,—La Pétition du Révérend *L. L. Dupré* et autres, du Comté de *Richelieu*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Andrew Allan* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de *The Citizen's Gas Company*.

Du Révérend *Oct. Monet* et autres ; et de *Joseph Dauphinais* et autres ; demandant respectivement que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis, devienne loi.

De *Polyc. Nadeau* et autres, de la Paroisse de *St Patrice* de la Rivière-du-Loup ; demandant que le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant la Ville de *Fraserville*, ne devienne pas loi.

M. Duhamel, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des Pétitions pour Bills Privés soit étendu au 20 Février courant, et que le délai, pour la présentation des Bills Privés, soit prolongé au 28 Février courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis suffisants avaient été donnés dans chaque cas :

Pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* ; demandant la passation d'un Acte autorisant la vente d'une propriété, dans le Canton de *Hull*, et la Pétition de la Compagnie dit *Orford Nickel and Copper Mining Company* ; demandant des amendements à sa charte.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition de *Willis Russell* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de *Russell Chateau Saint Louis Hotel Company* et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés, mais la preuve ayant été faite devant Votre Comité, que le public a été suffisamment informé de

la nature de la demande, Votre Comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que M. *Poupore* ait la permission de présenter un Bill pour permettre au titulaire et aux custodes de l'Eglise *St James, Hull*, de disposer d'une certaine propriété immobilière, et d'en placer les produits.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

*Ordonné*, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour prolonger le délai pour l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill pour changer le nom de "The Orford Nickel and Copper Company."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Pâquet* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Société Général de colonisation et des exploitations industrielles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Watts* ait la permission de présenter un Bill pour diviser le District Electoral de *Drummond* et *Arthabaska* en deux Districts Electoraux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie appelée "Russell Château Saint-Louis Hotel Company."

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill pour changer le titre de l'officier du revenu appelé "Inspecteur des licences ;"

Et Bill concernant l'Auditeur de la Province, le Bureau de la Trésorier et les Comptes Publics.

Sur motion de M. *Marion*, secondé par M. *Duhamel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances

relatives à l'accomplissement des conditions énoncées dans le contrat de vente passé entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique.

Sur motion de M. *Richard*, secondé par M. *Leblanc*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre de cette Chambre,—copie de la correspondance, documents, etc., concernant la promesse d'un octroi de certains lots de terre faite à *Régis Coutu*, de *Saint-Donat*, Comté de *Montcalm*.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*,

Que le 22 Janvier dernier, cette Chambre a voté une Adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, en réponse au Discours du Trône qu'il a plu à Son Honneur de prononcer à l'ouverture de la présente Session ;

Que le même jour, cette Chambre a ordonné que cette Adresse fut grossoyée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par les membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif ;

Que cette Chambre n'a pas été informée si cet Ordre a été exécuté par le dit Comité ;

Que d'après les usages constitutionnels et la pratique parlementaire, le dit Comité du Conseil Exécutif aurait dû communiquer, avant ce jour, la réponse qu'il a plu à Son Honneur de faire à la dite Adresse ou les graves raisons pour lesquelles il n'a pas plu à Son Honneur de faire telle réponse. si telles raisons sont de nature à être communiquées.

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Flynn*, Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les suivants leur soient substitués : " cette Chambre satisfaite des explications de l'Honorable Premier Ministre, passe à l'Ordre du Jour. "

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. B. A. Charlebois*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laprairie*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Charlebois* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Marchand* propose, comme sous amendement secondé par M. *Laberge*, que les mots " cette Chambre satisfaite des explications de l'Honorable Premier Ministre passe à l'Ordre du Jour, " soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Que les explications offertes par les ministres ne peuvent être acceptées ;

" Que par ces explications, il est admis que l'Ordre de la Chambre n'a pas été exécuté ;

" Que la dite Adresse n'a pas encore été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, vu la maladie et l'absence de celui-ci ;

" Que, cependant, il appert par les journaux de cette chambre, que le 31 janvier dernier, neuf jours après et le cinq février courant, quatorze jours après que la



“Chambre eut voté la dite Adresse, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur transmit à cette Chambre des messages signés de sa main, ce qui prouve que ces jours-là Son Honneur n'était pas absent de *Québec*, ni incapable, pour cause de maladie, de signer des messages ;

“Qu'il appert d'ailleurs, par les Procès Verbaux de l'Honorable Conseil Législatif, que Son Honneur lui aurait fait transmettre un message signé de sa main le 2 février courant, remerciant l'Honorable Conseil de l'Adresse, par lui votée, en réponse au Discours du Trône.”

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu Négativement.

Et l'amendement à la motion principale étant mis aux voix, — la Chambre se divise, et il est résolu Affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée étant mise aux voix. — Que cette Chambre satisfaite des explications de l'Honorable Premier Ministre passe à l'Ordre du Jour ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue Affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chap. 79 et l'Acte 39 *Victoria*, chap. 49, amendant cet Acte ; M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duckett* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*,

*Résolu*, Qu'à compter de Jeudi prochain inclusivement, les Ordres du Gouvernement auront la priorité les Jeudis pendant le reste de la Session.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour aider à l'entretien des Prisons Communes ;

L'Honorable M. *Mousseau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Et objection étant faite par M. *Gagnon*, que ce Bill aurait dû être présenté par Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur donnant son assentiment à cette mesure, — M. l'Orateur décide, Que l'Honorable Trésorier Provincial, en présentant à cette Chambre les résolutions sur lesquelles ce Bill est basé, ayant alors déclaré qu'il avait l'assentiment de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour cette mesure, la Chambre peut prendre la troisième lecture de ce Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix, — Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

---

Ordonné, Que l'état des Rapports de Conseil, et Mandats Spéciaux, émanés sous l'autorité de la 31 Vict., chap. 9, clause 47, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, soit imprimé pour l'usage des Membres de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 16 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. Mercier,—La Pétition de A. Germain et autres, de la Ville de Sorel.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—La Pétition du Révérend Théop. Houde et autres, du Rang St Jean-Baptiste, Canton de Buckland.

Par M. Robillard,—La Pétition de George Champagne et autres, du Comté du Berthier.

Par M. Stephens,—La Pétition de la Chambre de Commerce, de Montréal.

Par M. Asselin,—La Pétition du Révérend L. Desjardins et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie des Quais et Elévateurs de Richelieu et Longueuil ; demandant d'être autorisée à construire un Chemin de Fer.

De T. E. Normand et autres ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie de Chemin de Fer du Saint-Maurice et du Lac Saint-Jean.

Du Révérend T. St Aubin et autres ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à construire un Chemin de Fer dans le Comté de Missisquoi.

Du Stanstead Wesleyan College ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De la Compagnie du Chemin de Fer du Nord ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De Thos Roy et autres, de la Paroisse de Saint-Jean, Comté de Saint-Jean ; demandant des amendements au Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Saint-Jean, Napierville et Huntingdon.

De J. I. Létourneau et autres, de la Section Ouest de l'Agence de Gaspé ; demandant que le Gouvernement leur vienne en aide.

L'Honorable M. Paquet, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour ériger une partie du Territoire de la Municipalité du Village d'Hochelaga, District de Montréal en Municipalité distincte, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, les raisons données en faveur n'ayant pas paru suffisantes à votre Comité.

M. Desjardins, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes

Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *St Jean, Napierville* et *Huntingdon*.

Et Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés Unis.

*Ordonné*, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2160 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

*Ordonné*, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill suivant auquel il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender les différents actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte, sous le titre de "Code du Notariat."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte concernant la perception des contributions municipales aux Fonds de Bâtisse et des Jurés" sans amendement.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par l'Honorable *M. Mousseau*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les différents actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte, sous le titre de "Code du Notariat," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative un état détaillé de certains services pour l'année financière expirant le 30 Juin 1884, le Budget supplémentaire pour l'année courante et celui pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884 ; et conformément aux dispositions de la 54<sup>e</sup> clause de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, 13 Février 1883. }

---

Québec, 12 Février 1883.

(Par ligne télégraphique d'Ottawa, Ont.)

A l'Honorable J. S. C. Wurtèle,  
Trésorier de la Province, Québec.

"Je vous autorise à présenter vos estimés.—Ce télégramme équivaut pour vous à un Message."

THÉODORE ROBITAILLE.

L'Honorable Trésorier Wurtèle propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité des Subsidés.

Et objection étant faite par l'Honorable M. Beaubien, que le Budget, n'étant pas accompagné d'un Message signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ne peut être pris en considération.

Et des Débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Victoria, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle S. Dumoulin, Ecuyer, Membre pour le District Electoral des Trois-Rivières, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Dumoulin prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de Waterloo et Magog.

Bill pour changer le nom de "The Orford Nickel and Copper Company."

Et Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles.

La Chambre reprend la considération ultérieure de l'objection faite aujourd'hui à la motion,—Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité des Subsidés, laquelle objection était “ que le Budget, n'étant pas accompagné d'un Message signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ne peut être pris en considération.

L'Honorable Trésorier *Wartle* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ce Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative un état détaillé de certains services pour l'année financière expirant le 30 Juin 1884, le Budget Supplémentaire pour l'année courante et celui pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884 ; Et conformément aux dispositions de la 51<sup>e</sup> clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce Budget à l'Assemblée Législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, 16 Février 1883. }

Ordonné, Que le dit Message et le Budget qui l'accompagne soient renvoyés au Comité des Subsidés.

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée par l'Honorable M. *Beaubien*, “ que le Budget, n'étant pas accompagné d'un Message signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ne peut être pris en considération, ”) décide comme suit :

Le Message mis en premier lieu, devant cette Chambre, n'étant pas signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, mais seulement accompagné d'une dépêche télégraphique, adressée, par Son Honneur, au Trésorier de la Province, ce document ne peut être reconnu comme étant mis régulièrement devant cette Chambre.

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *P. E. LeBlanc*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. LeBlanc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre se forme alors en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cent vingt-six piastres et quatre-vingt seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : Commission  $\frac{1}{2}$  par cent sur sept cent quatre-vingt dix-huit mille sept cent vingt-six piastres, la somme de trois mille neuf cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-trois centins ; Assurances, timbres, etc., deux mille quatre cent trente-trois piastres et trente-trois centins pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur Suppléant reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé une Résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu Mardi prochain.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, Mardi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 19 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Caron*,—La Pétition de *Jean Lafrenière* et autres, du Comté de *Maskinongé*.

Par M. *Dorais*,—La Pétition de *Philippe Larivière* et autres, du Comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. *Mousseau*,—La Pétition du Dispensaire de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Benedix Boas* et autres, de *Montréal* ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "La Congrégation Religieuse appelée "Temple Emmanuel-El."

De la Corporation de la Cité de *Montréal*,—de la Municipalité de *St-Sauveur de Québec*,—et de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière *Richelieu* ; demandant respectivement des amendements à leur Acte d'incorporation.

De *Charles P. Hébert* et autres ; demandant certains amendements à l'Acte d'incorporation de l'Hôpital de Notre-Dame de *Montréal*.

De "The Trafalgar Institute" de *Montréal* ; demandant un Acte pour mieux définir les intentions de feu *Donald Ross*, telles que mentionnées dans son testament, pour être autorisé à prendre possession des biens légués au dit Institut et les administrer, et pour commencer les travaux et les opérations du dit Institut, et pour d'autres fins.

De *L. A. Champagne* et autres ; demandant que le Bill pour annexer certaines parties des Comtés de *Nicolet* et de *Drummond* au Comté d'*Arthabaska* devienne loi.

Du Bureau de Commerce de *Montréal* ; demandant des amendements à l'Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul Acte, sous le titre de " Code du Notariat."

Du Curé et des Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de *Saint-Polycarpe* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à vendre certaines propriétés.

De Sa Grâce l'Archevêque Catholique Romain de *Québec* et autres, tous porteurs de débentures des Syndics des Chemins à Barrières de *Québec* ; demandant que la Législature prenne les mesures nécessaires pour leur faire rendre justice.

De *A. Germain* et autres, de *Sorel* ; demandant que le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés Unis devienne loi.

De *George Champagne* et autres, du Comté de *Berthier*,—du Révérend *L. L. Dupré* et autres, du Comté de *Richelieu*,—et de *L. Trahan* et autres, du Comté de *Yamaska* ; demandant respectivement des amendements à la Loi de Chasse.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Sixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Bill pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Et Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*.

L'Honorable *M. Pâquet*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité désire exprimer à votre Honorable Chambre le regret de voir que les promoteurs de certains Bills, après avoir obtenu de votre Comité un jour spécial pour la considération de leurs Bills, négligent de se rendre aux réunions de votre Comité aux jours ainsi fixés, et retardent par là même les travaux de votre Comité.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes, et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas :

De *L. D. Duvernay* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie du Monument National."

De l'Honorable *Antoine Juchereau Duchesnay* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie de Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *St-Laurent*."

Du *Wesleyan College*, de *Stanstead* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition du Rév. *T. Saint-Aubin* et autres ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à construire un Chemin de Fer dans les Comtés de *Iberville* et de *Missisquoi* et a trouvé que les avis n'étaient pas suffisants, mais la preuve ayant été faite, devant votre Comité, que les parties intéressées étaient bien informées de la nature de la demande, votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. Mousseau remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

J'ai reçu, avec beaucoup de satisfaction la loyale Adresse que vous avez votée en réponse au Discours du Trône, et je n'ai aucun doute que vous ne donniez l'attention la plus sérieuse, aux mesures qui sont soumises à votre examen.

THÉODORE ROBITAILLE.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }  
Québec, 17 février 1883. }

M. l'Orateur met devant la Chambre les Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 23.)

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie du Monument National.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Massawippi* et Jonction de *Magog*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Trudel ait la permission de présenter un Bill relatif aux notifications, protêts et significations.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Demers ait la permission de présenter un Bill pour incorporer "La Compagnie de Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et *Missisquoi*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la vente de la propriété de l'Ecole Nationale à *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte concernant les enquêtes des coroners.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois de la chasse, en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Thornton ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte incorporant le *Wesleyan College* de *Stanstead*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Thornton ait la permission de présenter un Bill pour donner droit de vote aux fils de cultivateurs dans certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Février 1883, demandant : copie de tous Bills relativement à l'Instruction Publique ou au fonds de retraite des instituteurs, soumis par le Gouvernement au Conseil de l'Instruction Publique, depuis le 1er janvier dernier, et de toutes correspondances et de tous documents échangés à ce sujet, entre le Gouvernement, le dit Conseil ou aucun de ses membres ou secrétaire de tel Conseil ou d'aucun comité d'icelui. (Documents de la Session No 24.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 8 Février 1883, demandant copie de la correspondance entre le Gouvernement et la compagnie du Chemin de Fer du Nord, touchant les travaux à être faits, par la dite Compagnie, conformément au contrat de vente du dit chemin. (Documents de la Session No 25.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 8 Février 1883, demandant copie de toutes correspondances, Ordres en Conseil, rapports et documents quelconques, ayant rapport à la nomination de conseillers municipaux du village de *Montmagny*, pour la présente année. (Documents de la Session No 26.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, du 25 Janvier 1883, pour copie de tous Ordres en Conseil et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et le Conseil de l'Instruction Publique, ou aucun de ses comités, au sujet des lois sur l'Instruction Publique qui pourraient être soumises à l'avenir à la considération de la Législature. (Documents de la Session No 27.)

Aussi, réponse à un Ordre de la Chambre du 12 Février 1883, pour :

1. Un état détaillé pour chaque cause criminelle, des sommes payées par le Greffier de la Couronne et de la Paix, ou par le Shérif du District de *Beauharnois*, durant les six dernières années ; le dernier terme de la Cour Criminelle, y étant compris, ainsi que le nombre de jours de chaque terme.
2. Copie des comptes des avocats de la Couronne, les noms des dits avocats, pour le dit District et pour la même période de temps,—le dit état montrant la durée de chaque terme de la Cour Criminelle, les montants payés, ceux non payés et les raisons pour lesquelles ces payments ont été faits ou refusés.
3. Copie des comptes des médecins assignés par la Couronne, comme témoins, dans les différentes causes criminelles devant la dite Cour, les noms de ces médecins, le nombre de jour qu'a duré leur assignation, toujours durant les six dernières années.

4. Copie de toutes correspondances échangées, durant le même temps, entre le Gouvernement, le dit Greffier et les dits avocats de la Couronne. (Documents de la Session No 28.)

Et aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 8 Février 1883, pour un rapport indiquant les noms de tous les employés du Service Civil qui ont été nommés, depuis le 1er Juin 1881 ; la date de leur nomination ; la date de leur examen ; la classe à laquelle leur examen leur donne droit ; les noms des employés du Service Civil dont le salaire a été augmenté, depuis le 1er Juin 1881, et le chiffre de l'augmentation accordée à chacun d'eux. (Documents de la Session No 29.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *Saint-François*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un Pont de péage sur la Rivière *Chaudière* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés-Unis ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*.—La Compagnie du Chemin à Barrières de *Terrebonne*, a-t-elle fait, à la Législature, les Rapports que cette Compagnie est obligée de faire tous les ans, conformément à 31e Section de son Acte constitutif (25 *Victoria*, chap. 76, section 31). Si non, depuis combien de temps a-t-elle négligé de le faire ?

Réponse de l'Honorable M. *Blanchet*.—La Compagnie du Chemin à Barrières de *Terrebonne* ne paraît pas avoir fait rapport.

Par M. *LeBlanc*.—La Compagnie des Chemins de péage de l'*Ile Jésus*, dans le Comté de *Laval*, a-t-elle fait, à la Législature, les Rapports que cette Compagnie est obligée de faire annuellement, selon la 29e section de son Acte constitutif (25 *Victoria*, chapitre 77, section 29) ? Si non, depuis combien de temps a-t-elle négligé de le faire ?

Réponse de l'Honorable M. *Blanchet*.—La Compagnie des Chemins de péage de l'*Ile Jésus* n'a fait des rapports que pour les années 1880 et 1882.

M. Picard propose, secondé par M. Gauthier,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copie de toute correspondance entre les officiers ou gérants de la Compagnie de Colonisation et des terres de la Puissance et le Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le 18 Mars 1882, et aussi copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et les Colons du Canton de *Whitton* ou autres personnes pour eux, depuis la même date.

2. Copie de tous Documents ou Rapports faits et transmis par la dite Compagnie se rapportant aux opérations générales de la Compagnie et spécialement au nombre de familles qu'elle pourrait avoir établies *bonâ fide*, sur ses terres, le ou vers le 1er du mois de Juin dernier (1882); et aussi copie de tous autres rapports qui auraient pu être faits par ordre du Gouvernement ou autrement.

3. Copie de tous Ordres en Conseil, de tous arrangements ou de toute décision ou ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne, concernant les anciens Colons de *Whitton* et les terres qu'ils occupaient, depuis plusieurs années, et aussi les poursuites en déguerpissement faites contre eux en Août dernier par la dite Compagnie.

4. De plus, une liste certifiée et assermentée par le Secrétaire ou autres officiers de la Compagnie, de tous les actionnaires de cette Compagnie, depuis son organisation, jusqu'à ce jour, ou de toutes les personnes qui se sont inscrites comme actionnaires de cette Compagnie, et le montant pour lequel chacune s'est inscrite.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. D. Brousseau, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Portneuf*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Brousseau prend, en conséquence le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gauthier, secondé par M. Deschênes,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copie de la correspondance échangée entre le Procureur Général pour la Province de *Québec*, et L. A. Billy, Ecuyer, Magistrat de District, pour le District de *Rimouski*, au sujet de sa démission, avant et depuis son élection, comme membre de la Chambre des Communes du *Canada* ;

2. Copie de la correspondance entre l'Honorable Procureur Général et le dit L. A. Billy par laquelle le dit L. A. Billy a été continué dans ses fonctions de Magistrat, jusqu'à la session fédérale commençant le 8 Février courant.

Sur motion de l'Honorable M. Pâquet, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre le Gouvernement de la Province de *Québec* et aucun des Membres du Gouvernement d'*Ottawa*, au sujet de la cession des grèves situées à *Lévis*, le long du parcours de la nouvelle voie de l'Intercolonial, depuis un certain point dans la Paroisse de *St Charles* jusqu'à *Lévis*.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *Desaulniers*, qu'il soit :

*Résolu*, Que le contrat fait entre le Gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport, pour la garde et l'entretien des aliénés, fait en 1871, expirera le 1<sup>er</sup> Mai 1883 ;

Qu'en vertu de ce contrat, le Gouvernement a payé annuellement, depuis dix ans, \$143 pour les premiers 650 aliénés, et \$132 pour chaque aliéné au-dessus de ce chiffre, le minimum des détenus devant être de 650 ;

Que le Gouvernement a payé près d'un million et demi pour l'exécution de ce contrat ;

Que le Gouvernement ne paye actuellement que \$100 par année pour la garde des aliénés à l'Asile de *St Jean de Dieu*, et \$80 à l'Asile de *St Ferdinand d'Halifax* ;

Qu'il importe que des mesures immédiates soient prises pour pourvoir à la garde des aliénés détenus à l'Asile de Beauport, à l'expiration du dit contrat, le 1<sup>er</sup> Mai 1883 ;

Que cette Chambre espère, que le Gouvernement la consultera durant la présente session, sur ce qui doit être fait dans ces circonstances, après le 1<sup>er</sup> Mai prochain (1883), quant à la garde et à l'entretien des aliénés, détenus à l'Asile de Beauport.

Et des débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *P. E. LeBlanc*, Ecuyer, Député pour le District Electoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeBlanc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Chs. Marcotte*, Ecuyer, Député pour le District Electoral de *l'Islet*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marcotte* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 20 Février 1882.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Garneau*, Que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre a confiance, qu'en faisant un nouveau contrat pour la garde et l'entretien des aliénés actuellement internés dans l'Asile de Beauport, contrat qui devra être soumis à l'approbation et à la confirmation de cette Chambre, d'après la déclaration même de l'Honorable Premier Ministre, le Gouvernement sera guidé par une juste et sage appréciation des intérêts de la Province."

Et des Débats s'élevant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle *G. A. Nantel*, Ecuyer, député pour le District Electoral de *Terrebonne*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Nantel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle *N. H. Faucher de Saint-Maurice*, Ecuyer, député pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Faucher de Saint-Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Irvine* propose comme sous amendement, secondé par M. *Watts* : Que les " mots durant la présente Session " soient ajoutés, après le mot " soumis ", dans le dit amendement.

Et des Débats s'en suivant ;

L'Honorable M. *Marchand* propose, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que les Débats soient ajournés.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *Stephens*, que cette Chambre s'ajourne maintenant ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la question—Que les Débats soient ajournés, étant mise aux voix ; elle est résolue négativement.

Et le sous amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,*  
*Beaubien,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*

*Cameron,*  
*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Irvine,*

*Joly,*  
*Laberge,*  
*Marchand,*  
*Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,*  
*Shehyn,*  
*Stephens et*  
*Watts.—16.*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Carbray,*  
*Caron,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*  
*Desautniers,*  
*Deschênes,*

*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Dumoulin,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Frégeau,*  
*Garneau,*  
*Gauthier,*  
*Lavallée,*  
*Leblanc,*

*Leduc,*  
*Lynch,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*  
*Nantel,*  
*Owens,*  
*Pâquet,*  
*Paradis,*

*Picard,*  
*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robillard,*  
*Sawyer,*  
*Spencer,*  
*St-Hilaire,*  
*Thornton,*  
*Trudel et*  
*Wurtele.—45.*

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question principale étant alors mis aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Archambault  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,  
Leblanc,*

*Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,  
Paradis,*

*Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire  
Thornton,  
Trudel et  
Wartele.—46.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Beaubien,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,*

*Demers,  
Gagnon,  
Irvine,  
Joly,*

*Laberge,  
Marchand,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin*

*Shehyn,  
Stephens et  
Watts.—15.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et objection étant faite par *M. Gagnon*, que les noms des Honorables *MM. Mousseau* et *Lynch*, devraient être inscrits avec les Non ; vu que ces Honorables Députés ont demandé l'enregistrement des voix, lorsque *M. l'Orateur* s'était prononcé sur la division, en déclarant que les Oui l'emportaient.

*M. l'Orateur* décide " que cette objection ne peut être maintenue, et il cite la 84<sup>e</sup> Règle de cette Chambre, ainsi qu'une décision de l'Honorable *M. Anglin*, Orateur de la Chambre des Communes du *Canada*, donnée le 23 Mars 1875. (*Hansard*, page 861 de la version anglaise et page 913 de la version française.)

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Que cette Chambre a confiance, qu'en faisant un nouveau contrat pour la garde et l'entretien des aliénés actuellement internés dans l'asile de *Beauport*, contrat qui devra être soumis à l'approbation et à la confirmation de cette Chambre, d'après la déclaration même de l'Honorable Premier Ministre, le Gouvernement sera guidé par une juste et sage appréciation des intérêts de la Province ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mardi, 20 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La Pétition de la Compagnie de Chemin de Fer de *Leeds* et des Cantons de l'Est,—et la Pétition du Révd *J. O. Soucy* et autres, de *St Ephrem de Tring*.

L'Honorable *M. Paquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Ville des *Laurentides*.

Bill pour incorporer la Ville d'*Hochelaga*.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

Du Révérend *L. M. Rousseau* et autres du Village de *Montmagny* ; demandant l'incorporation du dit Village en Ville, sous le nom de " Ville de *Montmagny*."

Du Révérend *Ant. Labelle* et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " La Grande Loterie Nationale de *Québec*."

De *Benedix Boas* et autres, de *Montréal* ; demandant l'incorporation de la Congrégation Religieuse appelée : " *Temple Emmanu-El*."

De la Corporation de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite Cité.

De la Municipalité de *St Sauveur de Québec* ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

Du Curé et des Marguilliers de l'OEuvre et Fabrique de la Paroisse de *Saint-Polycarpe* ; demandant la passation d'un Acte les autorisant à vendre certaines propriétés.

*M. Gauthier*, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le second Rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en sérieuse considération, la proposition faite au Gouvernement par *M. George Whytfield*, de *Rougemont*, offrant d'établir une école d'agriculture sur sa ferme modèle à *Rougemont*, aux termes et conditions mentionnés dans une lettre, adressée par ce monsieur à l'Honorable Premier Ministre, en date du vingt-trois janvier dernier, laquelle a été soumise à Votre Comité par l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, ainsi que les propositions de même nature, faites au Gouvernement, par *M. Casavant*, *M. P. P.*, et de *M. James Barr*, de *Covey Hill*, comté de *Huntingdon*.

Que Votre Comité, considérant les immenses avantages que retirerait les province, de l'établissement d'une école d'agriculture, sur une ferme modèle de l'étendue et des ressources de celle de *M. Whytfield* et à des conditions aussi avantageuses que celles offertes par ce monsieur, croit de son devoir de recommander instamment que la proposition de *M. Whytfield*, telle que soumise à Votre Comité, soit acceptée par le Gouvernement.

Votre Comité a l'Honneur de recommander qu'une somme de cinq cents piastres [\$500.00] soit déduite de l'octroi accordé par le Gouvernement pour la publication du *Journal d'Agriculture*, publié sous les auspices du Département de l'Agriculture, et que cette somme soit ajoutée à l'allocation que reçoit actuellement le journal agricole, la *Gazette des Campagnes*, attendu que Votre Comité est d'opinion que le "*Journal d'Agriculture*" officiel ne rend pas à la cause agricole les services qu'on a le droit d'en attendre, eu égard aux sacrifices que fait le Gouvernement pour son maintien.

Votre Comité croit devoir aussi recommander que deux mille exemplaires de l'excellent ouvrage de M. J. A. Couture, intitulé : "Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux" soient achetés par le Gouvernement, pour être distribués dans les différentes parties de la Province, par l'entremise des députés.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte concernant la fiducie et l'Acte concernant les placements que les administrateurs sont tenus de faire, 42-43 *Victoria*, chap. 29-30.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Brousseau, du Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature présente à la Chambre le premier rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi J. D. Brousseau, écr. pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

*Ordonné*, Que le quorum du dit Comité soit réduit à sept membres.

*Ordonné*. Que M. Martel ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la ville de *Montmagny*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer la ville de *St-Sauveur de Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer "La Grande Loterie Nationale de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousséau*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des Débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.



---

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état général des affaires de la Compagnie du Chemin macadamisé de Laprairie, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 30.)

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer Québec et du Lac St-Jean ;

L'Honorable M. Garneau propose, secondé par M. Desjardins,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et des Débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Desaulniers, secondé par M. Trudel,  
Ordonné, Que les Débats soient ajournés à demain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés.)

Et la question étant proposée de nouveau,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par M. Shehyn, Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " tout en étant prêt à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et, de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement se propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel par des moyens réellement efficaces. "

Et des Débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'Honorable M. Mousseau,  
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 21 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. Richard.—La Pétition de J. E. Dugas et autres, du Canton de Chertsey.

Par M. Bernard.—La Pétition du Révérend J. S. Thérberge et autres, de Varennes.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie de Chemin de Fer de Leeds et des Cantons de l'Est ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Jean Lafrenière* et autres, du Comté de *Maskinongé*.

De *Philippe Larivière* et autres, du Comté de *Nicolet* ; demandant des amendements aux lois de la chasse.

*M. Archambault*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la *Baie Saint-Antoine* ou *Baie du Febvre*, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Aussi, le Bill pour permettre au titulaire et aux custodes de l'Eglise *St James de Hull*, de disposer de certaine propriété immobilière et d'en placer les produits, et Votre Comité a l'honneur de rapporter le dit Bill, sans amendement.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Seizième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants, dans chaque cas :

De *John McDougall* et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie pour construire un Chemin de Fer, partant de *Lachine* et allant à *Hochelaga* ;

De la Compagnie Canadienne de l'éclairage électrique ; demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie des Quais et Elévateurs de *Longueuil* ; demandant à être autorisée à construire un Chemin de Fer.

De la Compagnie du Chemin de Fer du Nord ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De *Charles P. Hébert* et autres ; demandant certains amendements à la charte de l'hôpital Notre-Dame, *Montréal* ;

De l'Institut "Trafalgar" de *Montréal* ; demandant un Acte pour mieux définir les intentions de feu *Donald Ross*, telles que mentionnées dans son testament, pour être autorisé à prendre possession des biens légués au dit Institut et de les administrer, et pour commencer les travaux et les opérations du dit Institut et pour d'autres fins.

*M. Gauthier* du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Septième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du St-Laurent et de *Témiscouata*.

Bill incorporant la Compagnie Minière *Pinacle* (Limitée.)

Bill incorporant la Compagnie des usines à Papier *Richelieu*.

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*.

*M. l'Orateur* informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte incorporant la Presse Associée de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Synode du diocèse de *Montréal* à vendre certains Biens-fonds."

Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction du St-Laurent et du *Lac Champlain* et prolongeant le délai accordé pour l'achèvement de ce Chemin de Fer."

Aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour étendre les dispositions de l'Acte 32 *Victoria* chapitre 73, aux Vicariats et Préfectures Apostoliques."

Bill intitulé : " Acte concernant la Pétition de Droit."

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la Presse Associée de la Province de *Québec*, lequel est lu comme suit :

Après les noms mentionnés dans la seconde clause, ajouter les noms suivants : " *P. J. A. Voyer, Paul de Cazes, Louis Pelletier et Louis Fortier.*"

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

*Ordonné*, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender les Actes incorporant la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant les Actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction du Saint-Laurent et du lac Champlain, et prolongeant le délai accordé à la dite Compagnie, pour l'achèvement du dit Chemin de Fer" lesquels sont lus comme suit :

Dans le Préambule, ligne 8, après le mot " Nord " ajouter les mots " et à son terminus Sud, à *Philipsburg.*"

Clause 2, ligne 5, après le mot " Nord " insérer les mots " à son terminus Sud, à *Philipsburg.*"

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser le Synode du diocèse de *Montréal* à vendre certains biens-fonds." lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la Clause 2, ajouter les mots suivants " ailleurs dans un terrain consacré."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

*Ordonné*, Que *M. Leblanc* ait la permission de présenter un Bill concernant les clôtures para-neiges.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que *M. Martel* ait la permission de présenter un Bill amendant les actes concernant l'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame, à *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* présente,—La Réponse à un Ordre de la Chambre du 2 Février 1883, pour un état indiquant, année par année, les sommes payées ou dues jusqu'à ce jour, au Gouvernement, par la Compagnie des

Chemins à Barrières de *Québec*, relativement au prêt de \$15,000, fait par le Gouvernement à la dite Compagnie, pour réparer ou reconstruire le pont *Dorchester*. (Documents de la Session No 31.)

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Asselin*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, cette année, une certaine somme pour parachever le chemin de colonisation, dit : "Chemin Maritime," traversant les cantons *St-Denis*, *Cherbourg*, *Dalibaire* et *Romieux*, dans le comté de *Rimouski*?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—C'est l'intention du Gouvernement d'accorder cette année, à même l'octroi général qui sera voté pour la colonisation, une somme proportionnée aux besoins de la colonisation dans ce comté.

Par M. *Asselin*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, cette année, une certaine somme pour continuer les travaux sur le chemin de colonisation dit "Chemin Taché," dans le comté de *Rimouski*?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Même réponse qu'à la question précédente.

Par M. *Martin*.—Est-ce l'intention du Gouvernement, après qu'il en aura reçu le plan, de demander les soumissions pour la construction du pont projeté, sur la rivière *Petit Cascapédia*, à son embouchure, dans le comté de *Bonaventure*?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Gouvernement ne peut prendre d'engagement formel relativement à ce pont, tant qu'il n'aura pas reçu le plan en question.

Par M. *Martin*.—Le Gouvernement a-t-il en sa possession, les plans des deux ponts projetés sur la rivière *Petit Cascapédia*, dans le comté de *Bonaventure*, et dont M. *Rosa* a été chargé de faire l'exploration? Si non, le Gouvernement a-t-il l'intention de se les faire donner?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Gouvernement n'a pas encore en sa possession les plans des deux ponts projetés, mais il a l'intention de se les procurer.

Par M. *Richard*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, cette année, aux cantons de *Wexford*, de *Chertsey* et de *Rawdon*, pour promouvoir la colonisation, un octroi plus considérable que ceux des années précédentes?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—C'est l'intention du Gouvernement de faire visiter ces cantons par l'Inspecteur de la Colonisation, afin de constater quels sont les travaux qui doivent y être exécutés, aux frais du Gouvernement, dans l'intérêt de la colonisation.

---

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernard*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie

de la correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de Québec, au sujet de l'avance de bonus, permise par la 45 Victoria, chap. 24, avec copies de tous les arrêtés en conseil à ce sujet.

Sur motion de l'Honorable M. Flynn, secondé par M. Archambault,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copies de tous Ordres en Conseil, passés depuis le 30 juillet, concernant le tarif des droits sur les bois, et la vente et l'administration des bois sur les Terres de la Couronne, et tous rapports ayant trait à cette question.

2. Copie de tous Ordres en Conseil, passés depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet.

Sur motion de l'Honorable M. Flynn, secondé par l'Honorable M. Garneau,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—  
Copie de tous Ordres en Conseil et de toutes proclamations touchant la mise en force de l'Acte pour encourager la culture des arbres forestiers.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Deschênes,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement, l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et le Comité de l'Instruction Publique, au sujet de la mise à la retraite de M. Tanguay, Inspecteur d'Ecole, et de la nomination de M. Célestin Bouchard, son remplaçant.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernard,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste, par comté, des municipalités qui ont acquitté la taxe directe de \$12 imposée par la sect. 1. du chap. 25, 45 Victoria.

M. Martin propose, secondé par M. Martel, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous les rapports et de toutes les correspondances du secrétaire de la Société d'Agriculture des trois Paroisses de Maria, Carleton et Nouvelle, dans le comté de Bonaventure, avec le Conseil d'Agriculture de la Province de Québec, pendant les années 1881 et 1882.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de St-Jean, Napierville et Huntingdon ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée hier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme maintenant en Comité, sur le Bill pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour copie de tous les rapports et de toutes les correspondances du Secrétaire de la Société d'Agriculture des trois Paroisses de *Maria*, *Carteton* et *Nouvelle*, dans le Comté de *Bonaventure*, avec le Conseil d'Agriculture de la Province de *Québec*, pendant les années 1881 et 1882.

Et la dite motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. *Stephens* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de la somme de \$410,450.73 dépensée, par mandats spéciaux, conformément à la section 47 du chapitre 9 de la 31<sup>e</sup> *Victoria*, d'après l'état préparé par l'Auditeur de la Province et déposé sur le Bureau de cette Chambre, le 23 janvier 1883.

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 22 Février 1882.*

Et la dite motion étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes d'argent payées à l'Honorable A. *Lacoste* et autres avocats, durant les années 1881 et 1882, pour service professionnels, et déterminant pour quel service.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du factum de l'Honorable G. *O'Kill Stuart*, produit au Bureau des Terres de la Couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la Seigneurie de *Mingan*, connue sous le nom de *Terra firma*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

*Jeudi, 22 Février 1883.*

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de W. *Withall* et autres, de *St Sauveur de Québec*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition de *Henriette Morissette*, veuve de feu *Jean-Baptiste Morissette*.

Par M. Bernatchez,—La Pétition de J. B. Gagnon et autres, de la Paroisse de St François de la Rivière du Sud:

M. Asselin, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Dix-septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition d'Andrew Allan et autres, de la Cité de Montréal ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de "The Citizens Gas Company" de Montréal, et a trouvé que les avis suffisants avaient été donnés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de Lainages, du Canada," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de Lainages, du Canada," lequel est lu comme suit :

Clause 13 dans la version française, retrancher le mot "élection" à la fin de la ligne 4 et remplacer par le mot "réunion."

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte incorporant l'Institut Trafalgar, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour incorporer "The Citizens Gas Company," de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour détacher du Comté de Dorchester et annexer au Comté de Beauce, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, d'enregistrement et de représentation parlementaire, les Cantons de Watford et de Metgermette Nord.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier Württele présente,—La réponse à un ordre de la Chambre du 25 Janvier 1883, pour un rapport faisant connaître le montant perçu, jusqu'au 25 Janvier 1883, en vertu de la loi imposant une taxe sur les Compagnies incorporées, et le nombre des poursuites intentées. (Documents de la Session No 32.)

L'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 29 janvier 1883, demandant :

1. Copie du jugement, *in extenso*, rendu par la Cour Suprême du Canada, concernant le droit de pêche dans la Rivière Miramichi et dans les Rivières non navigables des différentes Provinces.

2. Copie de la correspondance échangée entre le Commissaire des Terres de la Couronne et l'Honorable Ministre de la Marine et des Pêcheries, à *Ottawa*, sur le même sujet, jusqu'au 30 Juillet dernier et depuis ce jour.

3. Copie des règlements adoptés par le Commissaire des Terres de la Couronne, avant le 30 Juillet dernier, concernant l'émission des licences et permis de pêche en attendant le règlement final de cette question, alors pendante, entre les Gouvernements de *Québec* et d'*Ottawa*.

4. Un état faisant connaître le nombre de permis ou licences accordés ; à qui, pour qu'elles Rivières, les sommes d'argent payées, etc., jusqu'au 30 Juillet dernier, et depuis cette date jusqu'à ce jour.

5. Une liste des Rivières de la Province de *Québec*, indiquant séparément, autant qu'il peut être déterminé, les Rivières navigables et non navigables, et celles sur les bords desquelles les lots n'appartiennent pas à la Couronne, attendu que ces lots forment partie des Seigneuries ou qu'ils ont été autrement concédés par la Couronne.

6. Copie de tous Ordres en Conseil, des règlements qui peuvent avoir été adoptés et de la correspondance qui peut avoir été échangée, depuis le 30 Juillet dernier, concernant le règlement de ces droits, la perception du paiement des permis ou licences ou le règlement de ces réclamations. (Documents de la Session No 33.)

Aussi,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 12 Février 1883, pour copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et *Félix Fortier*, Ecuyer, ci-devant Greffier du Conseil Exécutif, au sujet des charges illégales faites par les Régistrateurs, sur les avis de renouvellement d'hypothèques, et ce, depuis 1876 jusqu'à ce jour. (Documents de la Session No 34.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 14 Février 1883, demandant un état détaillé de tous les octrois de terres faits en vertu de l'Acte de la dernière Session 45 *Victoria*, chapitre 23 ; ainsi que copie de la correspondance échangée, avec les Compagnies de Chemin de Fer, au sujet des octrois autorisés par le dit Acte. (Documents de la Session No 35.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 2 Février 1883, demandant copie de l'ordre en Conseil nommant *D. Tassé* et *L. L. L. Desaulniers*, Ecuyers, Inspecteurs des Bureaux Publics ou à toute autre charge, passé durant les deux dernières années ; de toutes correspondances échangées, de toutes requêtes ou applications à ce sujets, et aussi copies des instructions écrites données aux dits *Tassé* et *Desaulniers*. (Documents de la Session No 36.)

Et aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 14 Février 1883, demandant copie :

1. De tous les Ordres en Conseil, s'il y en a, relatifs aux Ecoles de Beurrerie et de Fromagerie de *Sainte-Marie*, Comté de *Beauce*, et de *Saint-Denis*, Comté de *Kamouraska*.

2. De toutes les instructions qui ont été données aux professeurs payés par le Gouvernement et chargés de l'enseignement, dans ces Ecoles, soit par le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics lui-même, soit par son Député, soit par le Directeur de l'Agriculture, soit par toute autre personne autorisée à donner ces instructions.

3. Un état du nombre des élèves qui ont fréquenté ces Ecoles et suivi les cours, depuis l'organisation de ces mêmes Ecoles. (Documents de la Session No 37.)

Sur motion de l'Honorable *M. Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wartele*,

Ordonné, Que le Rapport, fait à cette Chambre, par le Comité des Lois expirantes, le 27 Juin 1881, et adopté le 28 Juin de la même année, puis modifié par



le Comité de Législation, dont le Rapport a été adopté le 22 Mars 1882, ne soit plus mis à effet ; que le Comité de Législation soit aboli, et que le Comité des Lois expirantes lui soit substitué.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés,) lequel amendement était : " Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " tout en étant prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel, par des moyens réellement efficaces. "

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *F. S. L. Desaulniers*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *St-Maurice*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Desaulniers* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité Général de la Chambre sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Saint-Jean, Napierville et Huntingdon* ;

M. *Beauchamp* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie de Prêt et d'hypothèque de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la ville des *Laurentides*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Paradis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill pour incorporer la ville d'*Hochelaga*;

L'Honorable M. *Beaubien* propose, secondé par M. *Desautniers*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des débats s'ensuivant;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle N. H. E. *Faucher de Saint-Maurice*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Faucher de Saint-Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre. Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend la considération ultérieure de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte pour accorder de nouveaux pouvoirs à la Compagnie de Lainages du *Canada*.

Et le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés).

Lequel amendement était : " Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette " que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel par des moyens réellement efficaces."

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*, Ordonné, Que les débats soient ajournés.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *P. E. LeBlanc*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeBlanc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur (sur l'objection faite le 30 janvier dernier, à la deuxième lecture du Bill pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires, que le projet de loi dont on propose la 2e lecture, a pour objet d'autoriser le Gouvernement à transiger (to compound) sur des sommes dues à la Couronne. Par la règle 116e de cette Chambre, il est ordonné, que dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des Communes du Royaume-Uni, de la *Grande-Bretagne* et d'*Irlande*, doivent être suivis.—Or nous n'avons aucune règle sur ce point ; la règle 88e ne s'appliquant qu'aux motions pour une *aide publique*, ou *charge sur le public*, c'est-à-dire, imposition de taxes.

" *May*, parliamentary practice, Ed. de 1879 page 486, dit : " certain classes of Bills are required to originate in a committee of the whole house ; and, if by mistake, this form has been omitted, all subsequent proceedings are vitiated, and must be commenced again." Et il cite, à la page 487, l'ordre permanent suivant du 20 mars 1707 : " This House will not proceed upon any petition, motion or Bill for granting any money, or for releasing, or compounding any sum of money owing to the Crown, but in a committee of the whole house."

L'objection est que ce Bill n'a pas été basé sur des résolutions, tel que requis, par l'ordre permanent de la Chambre des Communes, de 1707. Toute la Procédure est irrégulière (vitiated) et conséquemment, doit être recommencée.

La mention faite à cette mesure dans le discours du trône, peut bien remplacer le message nécessaire à une telle mesure, mais n'exempte pas de la nécessité de commencer par résolution et en comité général de la Chambre,) décide comme suit :

Il apparaît, tant par le Bill lui-même que par les explications données par l'Honorable Membre qui l'a présenté, que le Fonds des Ecoles Élémentaires comprend aujourd'hui :

1. Une somme provenant du prix des terres qui était perçue avant la date de la Confédération, et qui est restée en fidéi-commis, entre les mains du Gouvernement de la Puissance du *Canada* ;

2. Une somme perçue par le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, depuis la date de la Confédération ;

3. Une somme considérable à être perçue ;

4. Environ trois mille acres de terre à vendre.

Le Gouvernement de la Province de *Québec* veut maintenant sortir de l'indivis, et à des droits certains quant à leur existence, mais incertains quant à leur valeur (pour la partie du moins qui consiste en sommes à percevoir et terres à vendre) le Gouvernement veut substituer une somme fixe.

Pour cela, le Bill propose d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, en conseil :

1. A convenir avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario* d'un montant qui devra être payé par ce dernier Gouvernement pour l'acquisition, par lui, de la balance non perçue du prix des terres ;

2. A conclure un arrangement avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario* à l'effet de diviser définitivement ce fonds entre les deux Provinces, d'après le recensement de 1881.

Les autres dispositions du Bill ne sont pas sujettes à l'objection soulevée.

Je ne trouve rien dans les règles de pratique de cette Chambre qui s'applique directement à la question.

On a bien cité la Règle 88, mais elle ne parle que d'une motion pour une aide publique, ou charge sur le public. Nous restons avec la Règle 116 qui dit :

" Dans tous les cas imprévus, les règles, usages et formalités de la Chambre des Communes du Royaume-Uni de la *Grande Bretagne* et d'*Irlande*, doivent être suivis."

Référant aux Règles de la Chambre des Communes du Royaume-Uni, je trouve qu'un Bill ne peut pas être présenté à la Chambre, sans que la législation dont il est l'objet ait été d'abord soumise à un Comité Général de la Chambre, dans les cas suivants :

Religion, (*Standing Order* du 30 Avril 1772 ;)

Commerce, (*Standing Order* du 9 Avril 1772 ;)

Aide, octroi ou charge sur le Revenu Public, (*Standing Order* du 20 Mars 1866.)

*Releasing or compounding any some of money owing to the Crown* : (*Standing Order* du 20 Mars 1707.)

C'est sur cette dernière Règle qu'est basée l'objection.

A première vue, ni cette Règle, ni les autres que je viens de citer, n'atteignent le Bill ; car il propose de vendre les intérêts de la Province dans certaines créances et terres. Or aucune de ces Règles ne parle de la vente.

Mais je trouve dans un ouvrage intitulé : "*The practice and privileges of the two House of Parliament*," par *Alpheus Todd*, publié à *Toronto* en 1840. "*No motion for public money will be received, unless recommended from the Crown, and if no such recommendation be signified, the Speaker must decline to put the question. The Standing Order of the 11th June, 1713, requiring this in terms, extends only to petitions ; but in its spirit and practice it applies to all application for public money or for alienating any estate or the revenues of the Crown.*"

Ne peut-on pas raisonner *à pari*, pour les cas où il s'agit de savoir si certains Bills doivent commencer en Comité Général de la Chambre.

Une autre considération qui me paraît d'un certain poids, c'est que comme dans toute vente de créances, le prix ne sera pas fixé sans examiner quelles sont celles qui sont bonnes, douteuses ou mauvaises. S'il y a des débiteurs insolubles, le Gouvernement de notre Province ne composera pas directement avec eux ; c'est vrai, mais le prix de vente sera fixé en vue de cette éventualité. L'idée de composition n'est donc pas étrangère à cette affaire.

L'Honorable Membre qui a présenté le Bill, a déclaré qu'il y insérerait une clause pour rendre sujets à ratification par cette Chambre, les arrangements qui seront faits entre les deux Provinces.

Cette clause réduirait-elle le Bill à une simple expression d'opinion, à un *abstract principle*, comme on dit ?

Je ne crois pas.

Je suis donc porté à croire qu'il eût été plus conforme à l'esprit de nos règles de pratique de commencer cette législation en Comité Général de la Chambre.

M'appuyant maintenant sur ce que dit *May*, Ed. de 1879, page 486 :

"Certain classes of Bills are required to originate in a committee of the Whole House, and if by mistake, this form has been omitted, all subsequent proceedings are vitiated and must be commenced again." Je suggérerais à l'Honorable Député qui a présenté ce Bill de le retirer et de commencer en Comité Général de la Chambre. J'avouerai franchement que j'ai encore des doutes sur la question de savoir si cette législation devait être commencée en Comité Général de la Chambre ; c'est pourquoi je m'en tiens à une simple suggestion.

L'Ordre du Jour étant lu pour la considération ultérieure de la question proposée, Mardi, le 30 Janvier dernier, à l'effet que le Bill pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles Élémentaires soit maintenant lu la seconde fois ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le Bill soit retiré ; permission étant donnée par la Chambre d'en présenter un autre sur le même sujet, originé en Comité Général de la Chambre.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés, savoir :

Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Pont de *St-François de Montmagny*.

Bill pour incorporer la Compagnie appelée *Russell Chateau Saint-Louis Hotel Company*.

Bill incorporant la Compagnie du Monument National.

Bill pour autoriser la vente de la propriété de l'Ecole Nationale, *Québec*.

Bill pour amender l'Acte incorporant le "*Wesleyan College*" de *Stantead*.

Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*.

Bill amendant les Actes concernant l'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame, à *Montréal*.

Et Bill pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral, 45 *Victoria*, chapitre 101, intitulé : "Acte pour amender et amplifier l'Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance de *Siadacona* contre le Feu et sur la Vie, à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires ;" et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Massawippi* et *Magog*.

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et de *Missisquoi*.

Et Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 23 Février 1883.

Les Pétitions-suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—La Pétition de *Nazaire Tanguay* et autres, du Comté de *Montmagny*.

Par M. *Duhamel*.—La Pétition de *Michael Lovell* et autres.

Par M. *Rinfret dit Malouin*.—La Pétition du Maire, des Echevins et des Citoyens de la Cité de *Québec*.

M. *Archambault*, du Comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de rapporter les dits Bills avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes et lui octroyer certains pouvoirs.

Bill pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*, dans le Comté d'*Ottawa*, dans le District d'*Ottawa*.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à votre Honorable Chambre ;

Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du Lac *Témiscamingue*.

Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac St Jean*.

Bill pour amender de nouveau le Statut incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*.

M. *Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Dix-Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière et de la Rivière *Richelieu*, et a trouvé que les avis publiés n'étaient pas suffisants, mais la preuve ayant été faite devant votre Comité que les parties intéressées étaient bien informées de la nature de la demande, votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> Règle.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de *Québec*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour aider à l'entretien des Prisons Communes," sans amendement.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : Acte pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Ste Hénédine*, à prélever certains taux de péage,

sur un pont qu'il a construit sur la Rivière Etchemin, dans la Paroisse et près de l'Eglise *Ste Claire*, dans le Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins," avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Joly* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal, en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes Municipales, à défaut de paiement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Ste Hénédine*, à prélever certains taux de péage, sur un pont qu'il a construit sur la Rivière Etchemin, dans la Paroisse et près de l'Eglise de *Ste Claire*, dans le Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins," lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 7, après le mot " chevaux," retrancher les chiffres " 15 " et les remplacer par les chiffres " 10."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

*Ordonné*, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières :

*Ordonné*, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill autorisant les Sœurs de la Providence et l'Asile St Patrice des Orphelins, de *Montréal*, à vendre certaine propriété.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

*Ordonné*, Que M. *Martel* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie hydraulique et manufacturière de la Rivière *Richelieu*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

---

Ordonné, Que M. Archambault ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine* et *Hochelaga*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Ordonné, Que M. Archambault ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer de l'Union Jacques-Cartier.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de *La Congrégation des Sœurs des Petites Ecoles, de St-Germain de Rimouski*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 2 Février 1883 ; demandant copies des Ordres en Conseil No 140, en date du 14 Juin 1870, et No 260, en date du 3 Août 1877, passés en vertu de la section 10 de la 32 *Victoria*, chap. 25, et de toutes correspondances, instructions et autres documents s'y rattachant. (Documents de la Session No 38.)

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides) ; lequel amendement était : “ Que tous les mots après “ que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ tout en étant prêt à voter les Subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement au lieu de pratiquer le plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel, par des moyens réellement efficaces. ”

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et étant six heures P. M. M. l'Orateur suppléant quitte le Fauteuil.

---

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau Comité sur le Bill pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St-Jean*, étant lu ;

L'Honorable *M. Garneau* propose, secondé par *M. St-Hilaire*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.



La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements. Ordonné, Que le Rapport soit reçu Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Ville d'*Hochelaga* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Lundi prochain.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme maintenant en comité des Subsidés) ; lequel amendement était : “ Que tous les mots après “ que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin au déficit annuel par des moyens réellement efficaces. ”

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *P. E. LeBlanc*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *LeBlanc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et des Débats se continuant ;

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 26 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Lavallée*,—La Pétition du Révérend *L. F. Bonin* et autres, de la Paroisse de *Saint-Côme*, Comté de *Joliette*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition de *Joseph Raymond* et autres, de *Saint-Charles*,—la Pétition du Révérend *Ant. Campeau* et autres, de *Beaumont*, tous du Comté de *Bellechasse*.

Par M. *Bernatchez*,—La Pétition de *L. H. Blais* et autres, du Village de *Montmagny*.

Par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—La Pétition du Révérend *P. Lavoie* et autres, de *Brompton*.

Par l'Honorable *M. Beaubien*,—La Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Sainte-Cunégonde*.

Par l'Honorable *M. Garneau*,—La Pétition du Curé et des Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Maire, des Echevins et des Citoyens de la Cité de *Québec*; demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite Cité.

De Veuve *Henriette Morissette*, de *St-Paul, Minnesota*; demandant la prolongation des délais pour l'enregistrement des douaires.

De *Nazaire Tanguay* et autres, du Canton de *Montminy*, Comté de *Montmagny*; demandant à être annexés au Canton *Mailloux*, Comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

De *J. B. Gagnon* et autres, de la Paroisse de *Saint-François*, de la Rivière du Sud; demandant que le Bill pour amender l'acte 45 *Victoria*, chapitre 107, ne devienne pas loi.

De *W. Withall* et autres, de *Saint-Sauveur de Québec*; demandant que le Bill pour ériger la Municipalité de *Saint-Sauveur de Québec*, en ville, ne devienne pas loi.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer le "Grand Nord."

Et Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et de *Missisquoi*.

L'Honorable *M. Piquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill pour amender l'Acte incorporant "*The Wesleyan College*," de *Stantead*.

Bill amendant les actes concernant l'incorporation de l'Hopital Notre-Dame à *Montréal*.

Votre Comité a aussi examiné le Bill incorporant "*The Russell Chateau St-Louis Hotel Company*" et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre Comité, au sujet de ce Bill, désire faire observer à Votre Honorable Chambre, que du consentement unanime des Membres de Votre Comité et de celui de *Willis Russell*, Ecuier, le principal intéressé dans ce Bill, il est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre, que le nom de la Compagnie soit changé en celui de "*La Compagnie de l'Hôtel Château Saint-Louis*."

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral (45 *Vict.*, chap. 101), intitulé : "Acte pour amender et amplifier l'Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance *Stadacona* contre le Feu et sur la Vie à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires" et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés et que la Pétition n'avait pas été présentée, mais que le dépôt ordinaire avait été fait; cependant votre Comité désire recommander la suspension des Règles 51 et 56, se rapportant à ce Bill, qu'il a adopté avec certains amendements qu'il soumet respectueusement à l'approbation de votre Honorable Chambre.

Votre Comité a aussi examiné le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant la Ville de *Fraserville* et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec différents amendements.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 février 1883, demandant copie de la correspondance entre l'Honorable Premier Ministre et l'Honorable *B. de la Bruère*, au sujet de la Société d'Industrie Laitière de la Province du Québec. (Documents de la Session No 39.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 21 février 1883, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et le Comité de l'Instruction Publique, au sujet de la mise à la retraite de *M. Tanguay*, Inspecteur d'Ecole, et de la nomination de *M. Célestin Bouchard*, son remplaçant. (Documents de la Session No 40.)

Et aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 15 février 1883, demandant copie de la correspondance, documents, etc., concernant la promesse d'un octroi de certains lots de terre faite à *Régis Coutu* de *Saint-Donat*, Comité de *Montcalm*. (Documents de la Session No 41.)

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité Général de la Chambre sur le Bill pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean* ;

*M. Faucher de Saint-Maurice* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Ville d'*Hochelaga* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et l'Honorable *M. Flynn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et de *Témiscouata*, étant lu ;

*M. Deschênes* propose, secondé par *M. Bergevin*,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill incorporer la Compagnie Minière *Pinacle (Limitée)* ; et après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie des Usines à Papier, *Richelieu* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Frégeau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la *Baie St Antoine* ou *Baie du Febvre* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Saint-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre au Titulaire et aux Custodes de l'Eglise St James, *Hull*, de disposer d'une certaine propriété immobilière et d'en placer les produits ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Carbray* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bil soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

*Ordonné*, Que la Pétition de l'Œuvre et Fabrique de la Pâroisse de *Notre-Dame de Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition, est reçue et lue, demandant la passation d'un Acte les autorisant à hypothéquer la propriété de la Fabrique.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Lac Témiscamingue*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la Compagnie de Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac St-Jean*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Gauthier* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant reçu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour lever tout doute sur l'existence légale de la municipalité de la paroisse de *Notre-Dame de Bon Secours*, dans le comté d'*Ottawa*, dans le Disrict d'*Ottawa*; et après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Marchand* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses

actions permanentes, et lui octroyer certains pouvoirs; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de St-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour décharger *Henri Talbot Walcot* de ses devoirs de fidéi-commissaire de Madame *Isabella Abbott Young*.

Bill pour incorporer la Ville de *Saint-Sauveur de Québec*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny*;

M. *Martel* propose, secondé par M. *Gauthier*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Le Bill pour amender de nouveau l'Acte d'incorporation de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière *Richelieu*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Cameron*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder un subside à la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Montréal* et de *Champlain*? Si oui, combien sera-il accordé par mille, et quelles seront les conditions?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Ce n'est pas l'intention du Gouvernement d'accorder un subside à ce Chemin de Fer.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—La Commission des Chemins à Barrières de la Rive Sud a-t-elle fait des rapports, tel qu'elle l'avait promis? Tous les Chemins qu'elle avait été chargée de macadamiser, en vertu de la 16 *Victoria*, chap. 235, section 8, section 12 et section 13, et la 20 *Victoria*, chap. 125, ont-ils été terminés sur tout le parcours voulu, conformément aux obligations imposées par ces deux statuts, et à la satisfaction de toutes les paroisses intéressées?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—La Commission des Chemins à Barrières de la Rive Sud a fait les rapports qu'elle est tenue de faire.

Le Gouvernement n'est pas actuellement en état de déclarer si cette Commission a fait tous les travaux qu'elle était tenue de faire en 1853 et 1857, mais il a donné ordre de s'enquérir à ce sujet et d'obtenir les renseignements nécessaires pour rendre justice aux intéressés.

Sur motion de M. Gauthier, secondé par M. Saint-Hilaire,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre du 10 Mai 1882, concernant le Quatrième Rapport du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, soit maintenant lue :

Et la dite entrée est comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport que son attention ayant été attirée sur le fait, que certaines difficultés et malentendus regrettables existaient dans les relations du Conseil d'Agriculture et aussi entre le Directeur de l'Agriculture et quelques-uns des officiers du dit Conseil d'Agriculture, difficultés et malentendus qui sont une entrave au bon fonctionnement du dit Conseil ; Votre Comité a cru de son devoir d'assigner devant lui le Secrétaire du Conseil, M. George Leclerc et M. E. A. Bernard, Directeur de l'Agriculture et Rédacteur du Journal d'Agriculture, afin de se renseigner sur la nature de ces difficultés et y chercher un remède.

Qu'après avoir entendu les explications données par ces Messieurs, et celles qu'ont bien voulu lui donner l'Honorable Commissaire de l'Agriculture et son Député M. Lesage ;

Considérant que, dans un pays aussi vaste que le nôtre, présentant des contrastes aussi frappants que ceux qui existent entre le climat de la Gaspésie et celui des Cantons de l'Est, la culture du sol doit se faire dans des conditions trop différentes, et en suivant des systèmes trop variés pour qu'il soit possible d'appliquer un seul et même système d'Agriculture à toute Province ;

Que, pour aider le Conseil d'Agriculture à rendre justice à toutes les parties, et pour rendre plus efficaces les mesures adoptées par lui pour l'encouragement de l'Agriculture, le Conseil devrait être composé de manière à représenter toutes les régions agricoles de la Province, et que la sub-division de la Province en Districts Judiciaires pourrait servir de base pour fixer la représentation de nos différents intérêts agricoles ;

Que, pour ces raisons, Votre Comité exprime respectueusement l'opinion qu'il est désirable :

1. Que le Conseil d'Agriculture soit réorganisé de manière à ce qu'il contienne un représentant pour chacun des Districts Judiciaires de cette Province, résidant dans le dit District, à être nommé par le Gouvernement, et Dix Membres au moins, choisis parmi les Agronomes les plus distingués de la Province.

2. Que le Siège du Conseil soit fixé à Québec, et que le Bureau du dit Conseil soit aussi transféré à Québec.

3. Que le Commissaire et le Député Commissaire de l'Agriculture soient *ex-officio* Membres du dit Conseil.

4. Qu'aucun des règlements du dit Conseil d'Agriculture ne soit mis à exécution avant qu'il ait été approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Votre Comité est aussi d'opinion que le système d'exposition régionale ayant pour effet de mettre en contact les cultivateurs de plusieurs Comtés, aura d'excellents résultats, et il en recommande l'adoption dans les cas où la distance ne le rendra pas impraticable.

Votre Comité a aussi étudié l'importante question des meilleurs moyens à adopter pour promouvoir l'Industrie Laitière en cette Province. Sur demande de Votre Comité, M. S. M. Barré, Directeur de l'Ecole de Laiterie de Ste Marie de la Beauce, lui a donné d'intéressants détails sur cette industrie, et a soumis en même temps au Comité un mémoire contenant un résumé des suggestions qu'il croit les plus propres à faire progresser cette importante industrie.

Votre Comité, sans vouloir se prononcer sur le mérite de toutes les suggestions contenues dans ce Rapport, croit néanmoins devoir les soumettre avec le présent Rapport à la considération de votre Honorable Chambre.

*Ste Marie, Beauce, 1er Mai 1882.*

A l'Honorable Comité d'Agriculture de l'Assemblée Législative de Québec.

Messieurs,

Dans le but de promouvoir l'amélioration et le progrès de l'Industrie Laitière en cette Province, j'ai l'honneur de vous soumettre les suggestions suivantes :

1. Prendre les moyens d'améliorer les constructions utilisées comme Beureries et Fromageries en les rendant plus efficaces contre les changements atmosphériques.

2. Propager les connaissances utiles et nécessaires à l'établissement de Beureries et Fromageries par des publications et des conférences publiques.

3. S'assurer des services d'un professeur ambulant pour enseigner la fabrication du Fromage par le procédé *Cheddar*, dans nos Fromageries actuelles et en même temps faire l'inspection et un rapport sur l'état de chacune.

4. Recommander au Département de l'Agriculture et des Travaux Publics l'impression de Cédules ou Formules de comptabilité faciles à remplir et de faire la distribution gratuite d'un exemplaire, à chaque Fabrique de Beurre et de Fromage.

5. Le Comité pourrait aussi recommander à la Législature l'adoption d'une loi obligeant les propriétaires d'exploitation de ce genre à faire au Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, un rapport annuel, basé sur les Cédules ci-dessus mentionnées, sous peine d'une amende suffisante pour assurer l'exécution de la loi.

6. Subventionner l'Association des Fabricants de Beurre et de Fromage de cette Province. Cette subvention aura pour but de fournir à l'Association ci-haut mentionnée, les moyens de déléguer des Commissaires aux expositions et conventions étrangères, et publier des rapports, etc.

7. Subventionner l'Ecole de Laiterie de *Ste Marie, Beauce*. Cette dernière subvention aura pour but d'établir à l'Ecole de Laiterie une station expérimentale ; permettra de faire des recherches sur les meilleurs procédés de fabrication de produits de laiterie, de faire l'acquisition d'appareils, ustensils et instruments de construction différente, d'en connaître la valeur réelle et l'efficacité auparavant que d'en introduire et recommander l'usage dans les nouvelles fabriques.

8. Provoquer une exposition spéciale et générale de produits de laiterie dans la Province, et en même temps une convention générale des Fabricants de Beurre et de Fromage et des Agriculteurs de ce pays.

9. Former un musée d'appareils, d'ustensils et d'instruments de laiterie.

(Signé)

S. M. BARRÉ.

M. Gauthier propose, secondé par M. Saint-Hilaire,—Que le dit Rapport soit adopté.

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle W. J. Poupore, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de Pontiac, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Poupore prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. Flynn, secondé par M. Bergevin, Ordonné, Que les Débats soient ajournés à demain.



Sur motion de M. Gauthier, secondé par M. Saint-Hilaire,

Ordonné, Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre du 20 courant concernant le Deuxième Rapport du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, soit maintenant lue :

Et elle l'est comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en sérieuse considération, la proposition fait au Gouvernement par M. George Whytfield, de Rougemont, offrant d'établir une Ecole d'Agriculture sur sa ferme modèle à Rougemont, aux termes et conditions mentionnés dans une lettre adressée par ce Monsieur à l'Honorable Premier-Ministre, en date du 23 Janvier dernier, laquelle a été soumise à Votre Comité par l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, ainsi que les propositions de même nature, faites au Gouvernement, par M. Casavant, M. P. P., et par M. James Barr, de Covey Hill, Comté de Huntingdon.

Que Votre Comité, considérant les immenses avantages que retirerait la Province de l'établissement d'une Ecole d'Agriculture, sur une ferme modèle de l'étendue et des ressources de celle de M. Whytfield, et à des conditions aussi avantageuses que celles offertes par ce Monsieur, croit de son devoir de recommander instamment que la proposition de M. Whytfield, telle que soumise à Votre Comité, soit acceptée par le Gouvernement.

Votre Comité a l'honneur de recommander, qu'une somme de cinq cents piastre (\$500.00) soit déduite de l'octroi accordé par le Gouvernement, pour la publication du *Journal d'Agriculture*, publié sous les auspices du Département de l'Agriculture, et que cette somme soit ajoutée à l'allocation que reçoit actuellement le journal agricole, la *Gazette des Campagnes* ; attendu que Votre Comité est d'opinion que le *Journal d'Agriculture* officiel ne rend pas à la cause agricole les services qu'on a le droit d'en attendre, eu égard aux sacrifices que fait le Gouvernement pour son maintien.

Votre Comité croit devoir aussi recommander que deux mille exemplaires de l'excellent ouvrage de M. J. A. Couture, intitulé : "Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux" soient achetés par le Gouvernement, pour être distribués dans les différentes parties de la Province, par l'entremise des députés.

M. Gauthier propose, secondé par M. Saint-Hilaire, Que le dit Rapport soit adopté.

Et des débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 Vict., chap. 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle F. X. Archambault, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de Vaudreuil, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Archambault prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. Deschênes, secondé par l'Honorable M. Beaubien, Ordonné, Que les Débats soient ajournés à demain.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les différents actes concernant le notariat et les refondre en un seul acte sous le titre de "Code du Notariat," est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par M. Gagnon,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies des Ordres en Conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 Juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentation d'appointements ; aussi copies des rapports des sous chefs de départements, recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par la section 21, de l'Acte 40 *Victoria*, Chap. 9.

Sur motion de M. Gauthier, secondé par M. Saint-Hilaire,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de tous Ordres en Conseil, correspondances et rapports, au sujet du transfert du terrain de l'Ecole Normale, sur lequel doit être construit l'Hôtel du Château St-Louis.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Marchand,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et *Alexander Denistoun* et autres, au sujet de la propriété de " *La Terre Ferme de Mingan*," avec copie des titres transmis au Gouvernement à l'appui de leur réclamation.

2. Copie du Rapport de l'Ordre en Conseil, accordant à *Alexander Denistoun* et autres, le privilège d'exploiter pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite " *Terre Ferme de Mingan*."

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par M. Gagnon,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport indiquant les noms des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis le 30 Octobre 1879 ; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés.

Sur motion de M. Trudel, secondé par M. Desaulniers,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, les noms des propriétaires des limites, sises et situées sur le parcours de la ligne projetée du Chemin de Fer de Québec au Lac St-Jean, et de plus, les noms des propriétaires des limites sises et situées dans les quinze milles de chaque côté de la ligne du dit Chemin de Fer.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mardi, 27 Février 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Bernatchez,—La Pétition de *Ludger Martineau* et autres,—et la Pétition de *J. B. Gagnon* et autres, tous de la Paroisse de *St-François*, Comté de *Montmagny*.

*Ordonné*, Que la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Ste-Cunégonde*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant des amendements au Bill pour amender les actes concernant la Cité de *Montréal*.

L'Honorable Commissaire *Lynch*, du Comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé une liste des Membres pour le Comité suivant :

LOIS EXPIRANTES :—*M. Asselin, M. Desaulniers, M. Desjardins, M. Dumoulin, M. Gagnon, M. Nantel et M. Watts*,—7.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*M. Asselin*, du Comité Permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Dix-neuvième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la Pétition de *Charles Alfred Pinsonnault*, demandant un Bill pour lever tous doutes quant à la nature du legs de certains immeubles, situés à la "Tortue", que lui a fait son père *Alfred Pinsonnault*, et a trouvé que les avis requis avaient été publiés.

Votre Comité a aussi examiné la Pétition du Curé et des Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de *Notre-Dame de Québec*, demandant la passation d'un acte les autorisant à hypothéquer les propriétés de la dite fabrique, et a trouvé que la demande était de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

L'Honorable *M. Pâquet*, du Comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill autorisant les sœurs de la Providence et l'Asile Saint-Patrice des orphelins de *Montréal*, à vendre certaine propriété, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Aussi, le Bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la pratique de la profession de notaire, et il lui a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité, en rapportant à votre Honorable Chambre ce dernier Bill, croit devoir lui recommander d'adopter, comme règles permanentes de la Chambre, les suivantes :

Qu'à l'avenir, aucun Bill pour autoriser l'admission à la pratique de la profession d'avocat, notaire, médecin ou arpenteur, ne sera lu une seconde fois, à moins qu'il n'apparaisse, par le préambule, que tel Bill a obtenu l'assentiment du bureau ou conseil d'admiration de la profession dans laquelle le pétitionnaire désire entrer.

Qu'il sera du devoir impératif du Comité des Bills Privés, de s'enquérir tout particulièrement de la vérité de tout tel allégué dans un Bill qui lui aura été référé, et de rapporter comme non prouvé le préambule de tout tel bill quand la preuve de tel assentiment n'aura pas été faite.

L'Honorable *M. Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Dixième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*.

Bill pour changer le nom de *The Oxford Nickel and Copper Company*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *Saint-Germain de Rimouski*."

Bill intitulé : " Acte pour faciliter la construction d'une Eglise et d'une Sacristie dans la Paroisse de *Saint-Charles Barromée de Joliette*, dans le Diocèse de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour ériger civilement la Paroisse de *Notre Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte pour incorporer la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chap. 79 et l'Acte 39 *Victoria*, chap. 49, amendant cet Acte."

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la Miséricorde, de l'Asile du Bon Pasteur et de l'Ecole de Réforme, Hospice *Saint-Charles*, tous de la Cité de *Québec*, tous pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill pour permettre à *Alfred Pinsonnault* de vendre certains biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Mousseau*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable Trésorier *Würtele*, l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, l'Honorable M. *Joly* et l'Honorable M. *Pâquet*, M. *Archambault*, M. *Watts*, M. *Desjardins*, M. *Gagnon* et M. *Faucher de Saint-Maurice*, pour aider M. l'Orateur à reviser les Règlements et Ordres Permanents pour la régie de cette Chambre, et faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le Quatorzième Rapport du Comité Permanent des Bills Privés, et que le dernier paragraphe du dit Rapport soit référé au Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règlements et Ordres Permanents pour la régie de cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la Fabrique de Notre-Dame de *Québec* à hypothéquer ses propriétés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 Février 1883, demandant les noms de toutes les personnes inscrites sur la Liste du Fonds de pension, en vertu des dispositions du chap. 10, de la 40ème *Victoria* et ses amendements ; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes. (Documents de la Session No 42.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 29 Janvier 1883, demandant copie du rapport de *E. Racicot*, Ecr, concernant les emprunts faits au fonds d'emprunt municipal par les municipalités de *Longueuil* et de *Chambly*. (Documents de la Session No 43.)

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1881-82. (Documents de la Session No 7.)

*Ordonné*, Que le dit rapport soit imprimé.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi le 20 du courant, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés); et lequel amendement était: "Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin aux déficits annuels par des moyens réellement efficaces."

Et de nouveaux Débats s'ensuivant;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité général de la Chambre sur le Bill pour incorporer la ville de *Hochelaga*;

L'Honorable M. *Beaubien* propose, secondé par M. *Deschênes* que le Rapport soit maintenant reçu;

M. *Marion* propose comme amendement, secondé par M. *Lavallée*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instruction de faire au dit Bill l'amendement suivant: "Que la clause 15 du dit Bill soit rayée et remplacée par la suivante: "Les propriétés rurales et en culture renfermées dans les limites de la ville ne devront être taxées qu'au prorata de la moitié de leur évaluation, telles que "portées au rôle d'évaluation de la dite ville."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Blanchet,*

*Demers,*  
*Duckett,*  
*Lavallée,*

*Leblanc,*  
*Marion,*  
*Martel,*

*Nantel,*  
*Paradis et*  
*Stephens.—13*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault*  
*Beaubien,*  
*Bergevin,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Cameron,*  
*Caron,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*

*Desaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Dorais,*  
*Frégeau,*  
*Gagnon,*  
*Garneau,*  
*Joly,*  
*Laberge,*

*Leduc,*  
*Lynch,*  
*Marchand,*  
*Marcotte,*  
*Martin,*  
*Mercier,*  
*Owens,*  
*Pâquet,*

*Poulin,*  
*Powpore,*  
*Richard,*  
*Spencer,*  
*St-Hilaire*  
*Thornton,*  
*Trudel et*  
*Watts.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. *Flynn* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité Général de la Chambre sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et de *Témiscouata* ;

M. *Deschênes* propose, secondé par M. *Bergevin*, Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Bergevin* fait rapport du Bill, en conséquence.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Bernard*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit de nouveau référé au Comité général de toute la Chambre, avec instruction ; " 1. D'amender la section 1, de manière à ce que le terminus Nord-Ouest du Chemin soit à un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, ou dans le voisinage de l'une ou de l'autre de ces deux localités ; 2. De remplacer la section 2, par la suivante : "Le bureau principal de la Compagnie sera à l'endroit où elle aura son terminus à l'extrémité Nord-Ouest du Chemin ; 3. D'amender la section 7, de manière à enlever aux directeurs de la Compagnie le pouvoir de se répartir du stock ou capital payé, sans paiement *bonâ fide* ; 4. D'amender la section 11, de manière à ce que la Compagnie ne soit pas constituée, si la Compagnie de Chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau Brunswick* construit son Chemin, et à cette fin, qu'il soit accordé à cette dernière Compagnie, un délai de cinq ans, à compter de la passation du présent Acte, pour compléter le Chemin suivant sa Charte, et que la Compagnie constituée par le présent Acte ne puisse pas commencer les travaux de terrassement, avant l'expiration de ce délai."

Et des débats s'ensuivant ;

Et objection étant faite par M. *Deschênes*, que la quatrième partie du dit amendement n'est pas dans l'ordre, attendu que cette Chambre n'a pas le droit de législater pour une Compagnie incorporée par le Parlement Fédéral et d'accorder à cette Compagnie des délais pour compléter son Chemin, et que cette Compagnie n'est pas devant cette Chambre ;

M. l'Orateur décide comme suit :

Si cette partie de l'amendement de l'Honorable député de *Kamouraska* disait : "4. D'amender la section 11, de manière à ce que la Compagnie ne soit pas constituée, si la Compagnie de Chemin de Fer de *Québec* et du *Nouveau Brunswick* construit son Chemin dans cinq ans," elle serait certainement dans l'ordre. Mais telle qu'elle est rédigée, je la trouve sujette à objection et je la déclare hors d'ordre.

Et les débats se continuant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle L. N. *Asselin* Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Rimouski*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Asselin*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et l'heure fixée par la 19<sup>e</sup> règle pour la considération des Bills Privés étant expirée, les autres Ordres du Jour sont appelés.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi le 20 du courant, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés) ; lequel amendement était : “ Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin aux déficits annuels par des moyens réellement efficaces. ”

Et les Débats se continuant ;

Sur motion de M. Asselin, secondé par M. Nantel,  
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 28 Février 1883.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De L. H. Blais et autres ; demandant que le Bill pour incorporer la ville de Montmagny, ne devienne pas loi.

Du Révérend Ant. Campeau et autres ; demandant que le chemin macadamisé conduisant à Beaumont, soit complété tel que convenu par la 16<sup>ème</sup> Vict., chap. 235, section 8.

L'Honorable M. Beaubien, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Onzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

“ Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles. ”

L'Honorable M. Piquet, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer la Compagnie de la Grande Excursion en France, par voie de tirage au sort, et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. Archambault ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 7 de l'Acte concernant l'Anatomie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Archambault ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant la vente des Propriétés de Ville, de manière à les assimiler aux Propriétés de Campagne et les rendre rachetables comme celles-ci.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Sawyer.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire imprimer en anglais, un nombre suffisant d'exemplaires de la loi d'éducation, pour les distribuer dans les Municipalités où la population parle la langue anglaise ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet,—Il y a encore quelques exemplaires du dit acte à distribuer, et aussitôt que la loi d'éducation aura été codifiée, c'est l'intention du Gouvernement de la faire imprimer séparément pour être distribuée aux Députés.

Par M. Archambault.—Est-ce l'intention du Gouvernement de changer le site de la Prison Commune de Montréal, vu la prise de possession du terrain y acheté, pour les ateliers du Chemin de Fer du Nord ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau,—Ce n'est pas l'intention du Gouvernement de changer le site de la Prison de Montréal.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement de distribuer, ou dans le cas où il n'y en aurait pas, de faire frapper pour les Bureaux d'Enregistrement, des timbres de dix cents, de vingt cents et de cinquante cents ?

Réponse de l'Honorable Trésorier Wurtel,—Le Gouvernement distribue actuellement des Timbres d'Enregistrement de 5 cents, de 15 cents et de 30 cents. En vue des frais considérables qu'entraînerait la gravure d'autres planches, il ne se propose pas d'en faire faire pour le moment, pour des timbres de 10 cents, de 20 cents et de 50 cents.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement de se prévaloir de la clause 8, chapitre 52, 32 Victoria, l'autorisant à prendre possession de tout Chemin de Fer, ayant obtenu un subside de la Province de Québec, qui a cessé de faire le service et de faire circuler ses trains ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet,—Cette question est sous la sérieuse considération du Gouvernement.

Par M. Gagnon.—Le Gouvernement se propose-t-il de renouveler et de soumettre à la Chambre, le contrat pour la garde des aliénés à Beauport, avant de lui demander de voter les \$232,625, entrées au Budget pour 1883-84, pour les asiles d'aliénés ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau,—Oui, si le Gouvernement passe et signe le contrat à temps.

---



Sur motion de M. Martel, secondé par M. Martin,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, — Un état des dépenses de voyage, pension, etc, des Membres des Conseils d'Agriculture et des Arts et Métiers et du Comité Permanent d'Exposition, depuis les cinq dernières années.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Paradis,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie de l'Ordre en Conseil destituant A. Pilon, Ecr, comme inspecteur d'école ; des plaintes portées contre lui et de toutes correspondances échangées à ce sujet ; aussi, copies de l'Ordre en Conseil nommant son successeur, N. Nantel, des lettres le recommandant, et de toutes correspondances échangées à ce sujet.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Stephens,

*Ordonné*, Que les Documents suivants soient renvoyés au Comité Conjoint des Deux Chambres sur les impressions de la Législature, savoir :

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 12 Février 1883, pour copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et Félix Fortier, Ecuyer, ci-devant Greffier du Conseil Exécutif, au sujet des charges illégales faites par les Régistrateurs, sur les avis de renouvellement d'hypothèques, et ce, depuis 1876 jusqu'à ce jour.

Et réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 2 Février 1883, demandant copies des Ordres en Conseil No 140, en date du 14 Juin 1870, et No 260, en date du 3 Août 1877, passés en vertu de la section 10 de la 32 Victoria, chap. 25, et de toutes correspondances, instructions et autres Documents s'y rattachant.

L'Honorable M. Garneau propose, secondé par l'Honorable M. Flynn,

Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral, relativement à la construction de bâtisses convenables pouvant servir pour les Exhibitions Provinciales, et pour Drill Shed, à Québec.

Et des Débats s'ensuivant ;

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

A sept heures et demie P. M.

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

Le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Rimouski et Gaspé, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé hier à la motion, Que le Bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer du Saint-Laurent et de Témiscouata, soit maintenant lu la troisième fois. Lequel amendement était :

“ Que tous les mots après “ que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le dit Bill soit de nouveau référé au Comité Général de toute la Chambre, avec instruction ; 1o. D'amender la section 1, de manière à ce que le terminus Nord-Ouest du chemin soit à

"un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, ou dans le voisinage de l'une ou de l'autre de ces deux localités ; 2o. De remplacer la section 2, par la suivante : " Le bureau principal de la Compagnie sera à l'endroit où elle aura son terminus à l'extrémité Nord-Ouest du chemin ; 3o. D'amender la section 7, de manière à enlever aux directeurs de la Compagnie le pouvoir de se répartir du stock ou capital payé, sans paiement *bonâ fide* ; "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Et la question étant proposée de nouveau,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Laberge, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la section 11, de manière à ce que la Compagnie ne soit pas constituée, si la Compagnie de chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick* construit son chemin, et à cette fin, que la Compagnie constituée par le présent acte ne puisse pas commencer les travaux de terrassement avant l'expiration du délai de 5 ans, à compter de la sanction du présent acte."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,

Laberge,  
Marchand,

Mercier et  
Watts.—8.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Cameron,  
Caron,  
Casavant,

Charlebois,  
Desautniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Leblanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,

Paradis,  
Poulin,  
Pouppore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
Thornton,  
Trudel et  
Wärtele.—40

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer du *St-Laurent* et de *Témiscouata*," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer le "Grand Nord" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Archambault fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Archambault fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés d'Iberville et de Missisquoi; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Bernard fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte incorporant "*The Stanstead Wesleyan College*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Sawyer fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender les Actes concernant l'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer *The Russell Chateau St Louis Hotel Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Rinfret dit Malouin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret dit Malouin fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour incorporer la Compagnie appelée "Compagnie de l'Hotel Chateau St-Louis."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral (45 *Vict.*, chap. 101) intitulé : "Acte pour amender et amplifier "l'Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance de Stadacona" contre le Feu et sur la Vie à renoncer à sa Charte et établir un mode de liquider ses affaires"; et pour valider les dispositions du dit Acte et leur donner effet"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bil soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en tant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu, demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul Acte, sous le titre de "Code du Notariat";

M. *Gagnon* propose, secondé par M. *Trudel*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil;

M. *Owens* propose comme amendement, secondé par M. *Duhamel*,—Que tous les mots après "Que" dans la dite motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit référé à un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Lynch*, l'Honorable M. *Robertson*, et M. *Gagnon*, M. *Trudel*, M. *Desaulniers*, M. *Owens* et M. *Duhamel* pour considération et rapport;

Et objection étant faite par M. *Gagnon*, que cette motion n'est point dans l'ordre, parce que la motion en amendement ne se borne pas à demander un Comité Spécial, mais indique les noms des membres qui devront le composer, sans qu'avis d'un jour ait été donné du nom des membres proposés;

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une autre période de cette séance.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée, Lundi dernier, portant,—Que le Deuxième Rapport du Comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, soit adopté.

Et de nouveaux débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Léon Leduc*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Richelieu*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Leduc* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, Jeudi matin.

*Jeudi, 1 Mars 1883.*

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

M. l'Orateur (sur l'objection faite aujourd'hui par M. *Gagnon* à l'amendement proposé à la motion portant que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender les différents actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte, sous le titre de "Code du Notariat" ; lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" dans la dite motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit référé à un Comité Spécial composé des Honorables MM. *Lynch* et *Robertson*, et de MM. *Gagnon*, *Trudel*, *Desaulniers*, *Owens* et *Duhamel* pour considération et rapport ;" et laquelle objection était que cette motion n'est point dans l'ordre, parce que la motion en amendement ne se borne pas à demander un Comité Spécial, mais indique les noms des membres qui devront le composer, sans qu'avis d'un jour ait été donné du nom des membres proposés) ; décide comme suit :

Si la motion de M. *Owens* proposait seulement de référer le Bill à un Comité Spécial, elle serait dans l'ordre ; mais elle contient aussi les noms des membres devant former ce Comité. Pour cela, il faudrait qu'avis en eût été donné, au moins la veille. *May*, éd. de 1879, page 411, cite un *standing order* qui veut que tout membre qui entend proposer la nomination d'un Comité Spécial donne avis, un jour avant la nomination du Comité, des noms des membres qu'il entend proposer pour être membres de ce Comité.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *Spencer* propose comme amendement secondé par M. *Owens* que tous les mots après "Que" dans la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit renvoyé à un Comité Spécial.

Le dit amendement, du consentement de la Chambre, est retiré.

La Chambre, se forme alors en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

---

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à un ordre de la Chambre du 23 Janvier 1883, pour copie des actes passés et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et la Cité de *Québec*, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite Cité pour aider à la construction du Chemin de Fer de la Rive Nord et du *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*. (Documents de la Session No 44.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jendredi, 1 Mars 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,—La Pétition de *Jos. Laurent* et autres, membres de la Tribu des *Abénakis*, de *St-François*, comté d'*Yamaska*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Ludger Martineau* et autres,—et de *J. B. Gagnon* et autres ; demandant respectivement que le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du pont *St-François, Montmagny*, ne devienne pas loi.

*M. Desjardins*, du Comité Permanent des Lois Expirantes, présente à la Chambre le Premier Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *M. Dumoulin* pour son président, et qu'il recommande que son quorum soit réduit à trois membres.  
*Ordonné*, Que le quorum du dit Comité soit réduit à trois membres.

*M. Laberge*, du Comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Vingtième rapport du dit Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition du Maire, des échevins et citoyens de la Cité de *Québec*, demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de la dite Cité, et a trouvé que les avis avaient été insérés le 17 Février dernier ; mais attendu que le mois sera à peu près expiré avant que le Comité des Bills Privés s'occupe du Bill, votre Comité est convenu de recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

*Ordonné*, Que *M. Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que les 51 et 56 règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la Fabrique de la Paroisse de *St Polycarpe*.

*Ordonné*, Que *M. Archambault* ait la permission de présenter le Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que les 51e et 56e règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill incorporant le Temple *Emmanu-El*.

*Ordonné*, Que *M. Archambault* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*M. l'Orateur* met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'institution "*Children's distributing Home*" de *Knowlton*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6).

*L'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet* présente à la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 février 1883, demandant :  
1. Copie de tous ordres en Conseil passés depuis le 30 juillet, concernant le tarif des droits sur les bois, et la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne et tous rapports ayant trait à cette question.

2. Copie de tous ordres en Conseil, passés depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet. (Documents de la Session No 45).

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, *Mardi* dernier, à la motion portant,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides); lequel amendement était : "Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "tout en étant prête à voter les Subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau, recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin aux déficits annuels, par des moyens réellement efficaces."

---

*M. l'Orateur*, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Louis Duhamel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Duhamel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil.

---

Et les débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., *M. l'Orateur* quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Fraserville*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Martin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *St-Laurent*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour changer le nom de *The Orford Nickel and Copper Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Spencer* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill autorisant les Sœurs de la Providence et l'Asile Saint-Patrice des Orphelins, de *Montréal*, à vendre certaine propriété; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de la Grande Excursion en *France*, par voie de tirage au sort;



M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par l'Honorable M. *Pâquet*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*  
*Desaulniers,*

*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Frégeau,*  
*Gauthier,*

*Lavallée,*  
*LeBlanc,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*

*Nantel,*  
*Pâquet,*  
*Paradis,*  
*Poulin,*  
*Richard,*  
*Trudel et*  
*Wartele.*—28

CONTRE :

Messieurs.

*Beaubien,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Cameron,*  
*Carbray,*  
*Caron,*

*Demers,*  
*Flynn,*  
*Gagnon,*  
*Joly,*  
*Laberge,*  
*Leduc,*

*Lynch,*  
*Mercier,*  
*Owens,*  
*Poupore,*  
*Rinfret dit Malouin,*

*Robillard,*  
*Spencer,*  
*Stephens*  
*St Hilaire et*  
*Watts.*—22.

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. *Pâquet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi, le 20 du courant, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsides) ; lequel amendement était : “ Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ tout en étant prête à voter les Subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celles du Gouvernement Civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et qu'elle regrette aussi, que le Gouvernement propose d'avoir, de nouveau recours à l'emprunt, au lieu de chercher à mettre fin aux déficits annuels par des moyens réellement efficaces.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,*

*Demers,  
Gagnon,  
Joly,*

*Laberge,  
Marchand,  
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin  
Stephens et  
Watts.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,  
Lavallée,*

*LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,*

*Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartelle.—41.*

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il appert par l'exposé financier fait à cette Chambre, le seize Février, par l'Honorable Trésorier.

" 1. Que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice financier de 1881-82, ont été de \$2,780,349.62 ; que ces dépenses se sont élevées à \$2,919,653.65 ou à \$139,304.03 de plus que l'appropriation, malgré que le service de la dette ait été de \$56,253.96 au-dessous de l'estimation.

" 2. Que les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice courant 1882-83 sont de \$2,923,213.53 et que le Gouvernement se propose de dépenser \$2,984,594.21 ou \$61,380.68 de plus et sans qu'il y ait d'augmentation dans le service de la dette pour cet exercice.

" Que par un état soumis à cette Chambre, au désir de la loi, il appert qu'il a été émis depuis le 1<sup>er</sup> Juillet dernier, des mandats spéciaux, pour un montant de \$482,929, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.

" Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur, que l'état de nos finances devient plus inquiétant.

" Que, dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les Subsidés nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la législature."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle D. *Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Vendredi matin ;

Vendredi, 2 Mars 1883.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle G. H. Deschênes, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Témiscouata*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Deschênes, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs :

Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,

Demers,  
Gagnon,  
Joly,

Laberge,  
Marchand,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin,  
Stephens et  
Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,

Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,

Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,  
Paradis,  
Picard,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Thornton,  
Trudel et  
Wurtele.—42.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au crédit de la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Vendredi, 2 Mars 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. *LeBlanc*,—La Pétition des Sœurs de la Providence de la Paroisse de *St Vincent de Paul*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes, savoir : du Dispensaire de *Montréal*, de l'Asile des Orphelines de *Québec* et du Couvent de *St Vincent de Paul*, tous pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *St-François*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la mission de la Cité de *Québec*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *St-François*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière* "; lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 1, retrancher les chiffres " 30 " et les remplacer par les chiffres " 25. "

Ligne 2, retrancher les chiffres " 20 " et les remplacer par les chiffres " 15. "

Ligne 6, retrancher les chiffres " 05 " et les remplacer par les chiffres " 03. "

Ligne 7, retrancher les chiffres " 02 " et les remplacer par les chiffres " 01. "

Ligne 8, après le mot " mouton " ajouter les mots " et chaque cochon. "

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, Lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Archambault* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Association des dentistes de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le Seizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill du Conseil Législatif, pour incorporer " Les Dominicains ou Frères Prêcheurs " de la Province de *Québec*.

Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec*.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la mission de la Cité de *Québec*, " lequel est lu comme suit :

Clause 3, ligne 10,—Retrancher les deux derniers mots de cette ligne et tous les mots des lignes 11, 12, 13 et les huit premiers mots de la ligne 14.

*Ordonné*, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, Lundi prochain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La Réponse Supplémentaire à un Ordre de la Chambre, en date du 23 Janvier 1883, pour copie des Actes passés et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et la Cité de *Québec*, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite Cité, pour aider à la construction du Chemin de Fer de colonisation du Nord et du *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*. (Documents de la Session No 44.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle D. *Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Et les Débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur suppléant quitte le Fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la pratique de la profession de Notaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desaulniers* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Société Générale de Colonisation et des Exploitations Industrielles ;

L'Honorable M. Pâquet propose, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,  
Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;  
Et des Débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *F. S. L. Desaulniers*, Ecr. Membre pour le District Electoral de *St-Maurice*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.  
M. *Desaulniers* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.  
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et les Débats se continuant ;  
Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Gagnon*,  
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

---

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui,  
—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsides.)

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *N. H. E. Faucher de Saint-Maurice*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bellechasse*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Faucher de St-Maurice* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.  
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et la Question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Le 13 Février dernier, l'Honorable Trésorier de cette Province déclara devant cette Chambre, qu'il était porteur d'un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, transmettant un état détaillé de certains services pour l'année financière expirant le 30 Juin 1884, le Budget pour l'année courante et celui pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884, et recommandant le Budget à l'Assemblée Législative conformément aux dispositions de la 54e clause de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867.

Que l'Honorable Trésorier remit alors un document à l'Honorable Orateur de cette Chambre, que celui-ci crut de bonne foi, s'en rapportant à la déclaration susdite d'un Honorable Ministre, être un Message véritable de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province et signé de sa main.

Que le dit prétendu Message fut alors lu par l'Honorable Orateur, les Membres étant découverts et se tenant debout.

Que les dits états et estimés n'ayant pas été préalablement imprimés et distribués, la Chambre ne procéda pas à la considération de la motion d'usage, à l'effet de se former en Comité des Subsides, et que l'Honorable Trésorier demanda et obtint la permission de retirer le dit prétendu Message.

Que le 16 Février dernier, le dit Trésorier transmet de nouveau ce document à l'Honorable Orateur de cette Chambre, déclarant en même temps, qu'il n'était pas signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, mais qu'il avait plu à ce dernier de lui envoyer d'*Ottawa* un télégramme conçu comme suit :

Par télégramme d'*Ottawa, Ontario,*

*Québec, 12 Février 1883.*

A l'Honorable *J. S. C. Warteke,*  
Trésorier de la Province,  
*Québec.*

Je vous autorise à présenter vos estimés,—ce télégramme équivalant pour vous à un Message.

THÉODORE ROBITAILLE.

Que ce document fut alors déposé sur le Bureau de cette Chambre, sans être lu par l'Honorable Orateur, et qu'objection ayant été faite, que le Budget n'était pas accompagné d'un Message signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et ne devait pas être pris en considération.

Que durant les Débats qui s'en suivirent, un Message signé de la main de Son Honneur, transmettant régulièrement les dits états et budgets, fut transmis par l'Honorable Trésorier à l'Honorable Orateur qui le lut, les Membres de la Chambre étant debout.

Que l'Honorable Orateur décida alors, comme suit, la susdite objection :

Le Message mis en premier lieu devant cette Chambre, n'étant pas signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, mais seulement accompagné d'une dépêche télégraphique adressée par Son Honneur, au Trésorier de la Province, ce Document ne peut être reconnu comme étant mis régulièrement devant cette Chambre.

Que cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais ne peut s'empêcher de regretter profondément le malheureux incident qui vient d'être relaté, et que les aviseurs de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aient trompé l'Orateur et la Chambre, en leur laissant croire que le premier Document était un Message réellement signé de la main de Son Honneur, et aient compromis la dignité et l'autorité du représentant de Sa Majesté, en cette Province, en lui conseillant de transmettre et recommander à l'Assemblée Législative les dits estimés d'une manière aussi irrégulière et inconstitutionnelle.

Et des Débats s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Samedi matin.

*Samedi, 3 Mars 1883.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,*

*Demers,  
Gagnon,  
Joly,*

*Laberge,  
Marchand,  
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin  
Stephens et  
Watts.—12.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,*

*Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Owens,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—.36*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la division précédente, prise inversement.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu Lundi prochain.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, Lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 5 Mars 1883.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *Jos. Laurent* et autres, membres de la Tribu des *Abenakis*, de *St François*, comté d'*Yamaska* ; demandant des amendements aux lois de la Chasse.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-septième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill concernant l'Institut *Trafalgar* et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.



Votre Comité a aussi examiné le Bill pour incorporer la ville de *Montmagny*, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre Comité, conformément à la Règle 64 de cette Chambre, désire attirer l'attention de Votre Honorable Chambre, sur le fait que les avis et la pétition sur lesquels ce Bill est basé ne demandaient seulement que l'incorporation en ville du village de *Montmagny*, et que le Bill contient d'autres dispositions que ne paraissent pas comporter les avis et la pétition, entre autres, la division en quartiers, le changement du sens électoral municipal et l'élection du Maire par les conseillers, etc, contrairement à l'Acte Général d'Incorporation des Villes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *St-Léonard*, dans le comté de *Nicolet*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Béancourt*, près de l'église de la Paroisse de *Béancourt*, dans le comté de *Nicolet*, et à recevoir certains taux de péage sur le dit pont ", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill pour changer le nom de la municipalité de la partie Est du canton de *Tingwick*, en celui de la municipalité de *St-Rémi de Tingwick*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Dorais*, secondé par M. *Picard*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *St Léonard*, dans le comté de *Nicolet*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Béancourt*, près de l'église de la Paroisse de *Béancourt*, dans le comté de *Nicolet*, et à recevoir certains taux de péage sur le dit pont, " soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill pour détacher le canton de *Doncaster*, situé dans le comté de *Montcalm*, et l'annexer au comté de *Terrebonne*, pour les fins parlementaires, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Faucher de Saint-Maurice* ait la permission de présenter un Bill pour détacher certaine partie du canton de *Montminy*, dans le comté de *Montmagny* et l'annexer au canton de *Mailloux*, dans le comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 Février 1883, demandant copie des

résolutions du Congrès Forestier Américain, récemment soumises à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et de tous rapports faits par les représentants du Gouvernement de la Province de Québec, à ce Congrès. (Documents de la Session No 48.)

Aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 28 février 1883, demandant copie de l'Ordre en Conseil destituant *A. Pilon*, écri., comme inspecteur d'école ; des plaintes portées contre lui et de toutes correspondances échangées à ce sujet ; aussi, copies de l'ordre en Conseil nommant son successeur, *N. Nantel*, des lettres le recommandant, et de toutes correspondances échangées à ce sujet. (Documents de la Session No 46.)

Et aussi,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 26 Février 1883, pour production des noms des propriétaires des limites, sises et situées sur le parcours de la ligne projetée du Chemin de Fer de Québec au Lac St-Jean, et de plus, les noms des propriétaires des limites sises et situées dans les quinze milles de chaque côté de la ligne du dit Chemin de Fer. (Documents de la Session No 47.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour incorporer les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de Québec"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières :

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine* et *Hochelaga*.

Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer de l'Union *Jacques-Cartier* ;

Le Bill pour autoriser la Fabrique de *Notre-Dame de Québec* à hypothéquer ses propriétés, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'exiger l'accomplissement des obligations exprimées dans la clause 15 du contrat de vente de la Section Ouest du Chemin de Fer *Q. M. O. & O.* passé le 4 Mars 1882, entre le Gouvernement de cette Province et "La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique ;" laquelle clause se lit comme suit : "Que dans le but de relier le Chemin de Fer avec les hangars à fret sur la dite Propriété *Macdonald* et avec les hangars de la Compagnie en arrière de la prison de *Montréal*, la Compagnie établira et construira une branche ou ligne d'évitement, depuis la ligne principale à *Hochelaga*, jusqu'à la dite propriété, avec double voie, l'une pour le hangar à fret du Gouvernement et l'autre pour le hangar à fret de la Compagnie, etc., etc. ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—Oui, c'est l'intention du Gouvernement d'exiger l'accomplissement de ces obligations, que, du reste, la Compagnie du Pacifique a déjà commencé à remplir, en faisant application au Gouvernement pour obtenir le droit de passage sur ses terrains, en arrière de la prison, dans le but évident, comme le contrat oblige la compagnie, de se rendre à ses boutiques projetées, par la rue Mignonne.

Par l'Honorable M. Mercier.—Quel salaire le Gouvernement se propose-t-il de donner, chaque jour, aux membres et Secrétaires de la Commission du Service Civil qui vient d'être créée ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—Dix piastres (\$10.00) par jour et les dépenses, en cas de déplacement, pour les commissaires, et \$5.00 par jour, et les dépenses, en cas de déplacement, pour les Secrétaires.

Le Commissaire et le Secrétaire de la Commission, qui sont en même temps employés du Gouvernement, recevront un salaire nécessairement moins élevé, mais qui n'est pas encore déterminé.

Par M. Gagnon.—Quand le Gouvernement a-t-il nommé G. F. Maguire, Ecuyer, agent des Terres de la Couronne, pour la division *Bonaventure*, en remplacement de L. J. Riopel, ex-résignataire ?

Réponse de l'Honorable Commissaire Lynch.—Il a été temporairement nommé le 31 Décembre 1881.

Par M. Bergevin.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'ordonner un relevé des Terres de la Couronne, de manière à en faire connaître les ressources naturelles, en bois, en sol, en eaux et en minéraux ?

Réponse de l'Honorable Commissaire Lynch.—Telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Par M. Bergevin.—Est-ce l'intention du Gouvernement de fixer une région ou une part du territoire de la Couronne où devront être prises les subventions en terres accordées aux divers Chemins de Fer, depuis 1867 jusqu'à ce jour ?

Réponse de l'Honorable Commissaire Lynch.—L'Acte passé à la dernière Session est le seul actuellement en force, faisant des concessions territoriales aux Compagnies de Chemins de Fer. Comme aucune de ces Compagnies ne s'est conformée aux exigences de l'Acte en question, aucun octroi de terre n'a, en conséquence, été fait jusqu'à présent.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par l'Honorable M. Pâquet,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'Ordre en Conseil autorisant l'achat, à *New-York*, de livres concernant l'Histoire de l'Amérique et du Canada, vendus à l'enchère de la bibliothèque de feu M. le Dr O'Callaghan, ancien député d'*Yamaska*, ainsi que la liste des livres achetés, et le prix payée pour iceux.

Sur motion de l'Honorable M. Pâquet, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

Correspondance entre le Gouvernement ou aucun de ses membres et le Conseil Municipal et les électeurs de *Saint-Etienne de Lauzon*, au sujet de la continuation des travaux sur le chemin de colonisation entre *Saint-Etienne de Lauzon* et *Saint-Lambert*, comté de *Lévis*.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Beaubien* propose, secondé par M. *Trudel*, qu'un Comité Spécial composé de l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Marchand*, M. *Stephens*, M. *Asselin* et M. *Picard* soit formé, avec instruction de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des comptes de l'administration du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport, de temps à autre à cette Chambre.

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Robert Trudel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Champlain*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Trudel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Martel* prend, en conséquence le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. *Gagnon* propose, secondé par M. *McShane*, Que la question préalable soit maintenant mise aux voix.

Et des Débats s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Mardi matin.

Mardi, 6 Mars 1883.

Et la question préalable étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beaubien,*  
*Beauchamp,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Cameron,*

*Demers,*  
*Dorais,*  
*Gagnon,*  
*Irvine,*  
*Joly,*

*Laberge,*  
*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*  
*Richard,*

*Rinfret dit Malouin,*  
*Shehyn,*  
*Stephens et*  
*Trudel.*—19

## CONTRE :

## Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,

Gauthier,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,

Nantel,  
Owens,  
Pâquet,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Robillard,  
St-Hilaire,  
Thornton et  
Wärtele.—40.

Ainsi elle est résolue négativement.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant le nombre d'élèves qui ont fréquenté chacune de nos Ecoles d'Agriculture, depuis leur fondation jusqu'à ce jour, les noms de ces élèves, leur résidence et le nombre d'années qu'ils ont résidé à ces écoles ; de plus le nombre de ces élèves qui se sont livrés à l'agriculture et qui cultivent actuellement comme Agronomes dans cette Province, les noms des Paroisses et Comtés où ces cultivateurs sont établis.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par l'Honorable M. Joly,

*Ordonné*, Qu'instruction soit donné au Comité Permanent d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation, de s'enquérir des moyens d'harmoniser les intérêts du Colon avec ceux du Propriétaire de Limites à Bois, et de régulariser et promouvoir l'établissement de nos Terres Publiques, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer " La Mission de la Cité de Québec ; "

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au Comité Permanent des Divers Bills Privés :

Bill confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la Fabrique de la Paroisse de Saint-Polycarpe.

Bill incorporant " Le Temple Emmanu-El."

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 6 Mars 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par M. *Stephens*.—La Pétition de *John Kearns* et autres, de *Montréal*.

Par M. *McShane*.—La Pétition de l'Honorable *J. L. Beaudry* et autres, Membres du Conseil-de-Ville de la Cité de *Montréal*.

L'Honorable M. *Beaubien*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, et Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Douzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Massawippi* et de la Jonction de *Magog*.

Bill pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière *Richelieu*.

L'Honorable M. *Piquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-Huitième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender l'Acte de cette Province, 45 *Victoria*, chap. 107, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé ; les raisons données en faveur du dit Bill n'ayant pas paru suffisantes à Votre Comité pour accorder aux promoteurs certains privilèges demandés, lesquels privilèges leur ont été refusés à la dernière session.

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le dépôt de \$100.00, payé pour ce Bill, soit remis aux promoteurs du dit Bill, moins les frais d'impression et de traduction.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

*Ordonné*, Que la Pétition de l'Honorable *J. L. Beaudry* et autres, Membres du Conseil-de-Ville de la Cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite Pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour incorporer *The Citizens Gas Company, of Montreal*, devienne loi.

L'Honorable M. *Garneau*, du Comité Permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre le Deuxième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'à une assemblée de Votre Comité tenue ce Sixième Jour de Mars courant,

M. *Stephens* a proposé, Qu'un rapport soit présenté à la Chambre, recommandant respectueusement que tous les livres de compte, pièces justificatives et autres documents de toutes sortes, appartenant à l'administration du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, soient obtenus et déposés au Département des Chemins de Fer, et qu'alors l'Auditeur de la Province reçoive instruction de faire une audition complète des dits livres de comptes et documents.

M. *Picard* propose en amendement, Que le Comité, après avoir entendu la déclaration de l'Honorable Commissaire des Chemins de Fer, que les livres de comptes, les pièces justificatives (*vouchers*) et les autres documents appartenant à l'administration du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, ont été déposés dans le Bureau de son Département ; et la déclaration de l'Honorable Trésorier, que c'est l'intention du Gouvernement de faire faire immédiatement

une audition complète des livres de comptes et documents de l'administration et des comptes par l'auditeur de la Province, déclare qu'il a confiance que cette audition sera faite en temps opportun, pour que ce rapport de l'auditeur puisse être placé devant la Chambre au commencement de la prochaine session.

Que l'amendement de M. Picard a été adopté unanimement par votre Comité.

L'Honorable M. Mousseau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Württele, Que les mesures du Gouvernement aient la priorité, le Mercredi, pendant le reste de la session.

L'Honorable M. Irvine propose comme amendement, secondé par M. Cameron, Que tous les mots après "Que" dans la dite motion soient retranchés et que les suivants leur soient substitués : "comme il y a un montant considérable d'affaires publiques entre les mains des Membres, sur l'Ordre du Jour, dépassant de beaucoup le nombre des Ordres du Gouvernement, il n'est pas à propos de prendre le seul jour laissé pour ces affaires."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR

## Messieurs :

Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,  
Laberge,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin,  
Shehyn et  
Stephens.—14

## CONTRE :

## Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,

LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcolte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,

Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robertson,  
Robillard,  
Sawyer,  
St-Hilaire  
Thornton,  
Trudel et  
Württele.—46

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—Que les mesures du Gouvernement aient la priorité, le Mercredi, pendant le reste de la session ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la division précédente, prise inversement.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

L'Honorable Trésorier Württele propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur la question proposée, Vendredi dernier,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme maintenant en Comité sur le Bill pour incorporer la Société Général de la Colonisation et des Exploitations industrielles) ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre se formera en Comité Général d'aujourd'hui en six mois. ”

Et des débats s'ensuivant ;

L'Honorable M. Marchand, membre pour le District Electoral de *Saint-Jean*, se lève de son siège, et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par l'Honorable membre pour *Vaudreuil* soient entrées dans les journaux de cette Chambre.

Et ces paroles sont inscrites comme suit : “ Certains délateurs de cet homme se mettent à l'abri des privilèges de cette Chambre pour l'attaquer lâchement. ”

Et demande étant faite à M. l'Orateur, si l'expression “ lâchement ” est parlementaire ou non ; M. l'Orateur décide comme suit :

Je trouve l'expression un peu vive ; mais depuis le commencement de cette Session, elle a déjà été employée plusieurs fois ici, sans protestation.

Dans la circonstance actuelle, elle ne me paraît pas avoir un caractère assez reprehensible pour m'obliger à rappeler l'Honorable député de *Vaudreuil* à l'ordre. Je profiterai néanmoins de cette occasion, pour recommander aux honorables membres de cette Chambre, d'éviter, autant que possible, des paroles de ce genre, qui ont l'inconvénient d'entraîner des débats assez long quelquefois et presque toujours désagréables.

Et les Débats se continuant ;

Sur motion de M. Archambault, secondé par M. Nantel,  
Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que cette Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés.)

---

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. Frégeau, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Shefford*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Frégeau prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.



L'Honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Joly, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants " cette Chambre est prête à accorder les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le règlement final et l'audition des comptes de l'administration du Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, n'aient pas encore eu lieu, malgré le long espace de temps qui s'est écoulé depuis la vente et la livraison du dit Chemin de Fer, et malgré l'importance, pour cette Chambre, de connaître exactement ce qui reviendrait à la Province après le règlement final de ces comptes. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,  
Laberge,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin,  
Shehyn et  
Stephens.—14.

## CONTRE :

## Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desautniers,

Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,

LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,

Pâquet,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
St Hilaire  
Trudel et  
Wartele.—42

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement sur la division précédente, prise inversement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille soixante et treize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et trois mille dix-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12.000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit Mercredi matin ;

*Mercredi, 7 Mars 1883.*

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par *G. A. Desjardins*, à la condition que 400 exemplaires soient fournis pour distribution officielle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Lois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris l'employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Garneau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Mercredi, 7 Mars 1883.*

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Flynn*,—La Pétition de *Télesphore Roy* et autres, de la Section Ouest de l'Agence du Bassin de *Gaspé*.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Février 1883, demandant copie de tous Ordres en Conseil, correspondances et rapports, au sujet du transfert du terrain de l'Ecole Normale, sur lequel doit être construit l'Hotel du Château St-Louis. (Documents de la Session No 49.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative du 17 Avril 1882, demandant une liste des actionnaires de la Compagnie du Chemin de Fer des Laurentides, communément appelée " Branche de *St-Lin*. " (Documents de la Session No 50.)

Et aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 5 Mars 1883, demandant copie de l'Ordre en Conseil autorisant l'achat, à *New-York*, de livres concernant l'Histoire de l'*Amérique* et du *Canada*, vendus à l'enchère de la

bibliothèque de feu M. le Dr O'Callaghan, ancien député d'*Yamaska*, ainsi que la liste des livres achetés, et le prix payé pour iceux. (Documents de la Session No 51.)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *McShane*.—Combien la Cité de *Montréal* a-t-elle payé, sur la somme de \$21,331.94 entrée à la page 4 des comptes publics, pour l'année financière expirée le 30 juin 1882, sous le titre : "Revenu sous l'autorité de l'Acte 39 *Vict.*, chap. 8," étant le montant payé pour l'entretien des prisonniers ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—La Cité de *Montréal* a payé, le 6 Septembre 1881, la somme de \$20,853.17, acceptée par le Gouvernement pour solde de tout compte dû par la dite Cité, d'après les dispositions de l'Acte 39 *Vict.*, chap. 8, comme suit :

Pour l'année 1877.....	\$3,281 25
" " 1878.....	8,990 75
" " 1879.....	7,674 00
" " 1880.....	8,726 50
" " 1881 (premier quartier).....	2,607 25
	<hr/>
	\$31,279 75
à déduire : $\frac{1}{2}$ .....	10,426 58
	<hr/>
	\$20,853 17

MÉMOIRE :—La Balance de \$478.77, a été payée par les municipalités suivantes, savoir :

<i>Hochelaga</i> .....	\$ 4 75
<i>Village St-Jean-Baptiste</i> .....	3 50
<i>Outremont</i> .....	3 75
<i>Lachine</i> .....	158 50
<i>Longueuil</i> .....	2 00
<i>Pointe aux Trembles</i> .....	11 25
<i>Ste-Geneviève</i> .....	2 00
<i>Sorel</i> .....	50 25
<i>St-Sauveur</i> .....	18 00
<i>Lévis</i> .....	8 75
<i>St-Jean</i> .....	5 70
<i>Rimouski</i> .....	31 90
<i>St Joachim d'Argenteuil</i> .....	30 25
<i>Hull</i> .....	136 55
<i>Clarendon</i> .....	8 67
<i>Drummondville</i> .....	2 95
	<hr/>
	\$478 77

Par l'Honorable M. *Garneau*.—L'entrepreneur pour les Edifices du Parlement a-t-il commencé l'exécution de son contrat ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Oui.

Par M. *Faucher de Saint Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de payer à M. *Tanguay*, ancien inspecteur d'école, certaine somme qui lui est due ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—Oui.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le Syndicat du Pacifique a-t-il, le 1er Mars courant, payé les \$100,000 échues en vertu de la clause 5 du contrat de vente de la Section Ouest du Chemin de Fer, *Q. M. O. et O.*

2. Le même Syndicat a-t-il payé le 1er Septembre courant, les \$90,000 échues ce jour là, sur les \$3,600,000 du dit prix de vente ?

3. A-t-il payé, le 1er Mars courant, les \$90,000 d'intérêt échues ce jour-là sur la dite somme de \$3,600,000 ?

4. Si ces sommes n'ont pas été payées, quelles raisons le Syndicat a-t-il données pour justifier cette négligence ?

5. Si ces sommes ont été payées, dans quelles institutions ont-elles été déposées et à quelles conditions ce dépôt a-t-il été fait ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—La Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique a payé le 1er Mars courant, le versement de \$100,000 dû ce jour, et elle a aussi payé la somme de \$90,000 pour un semestre d'intérêt sur la somme de \$3,600,000 échue le même jour.

Le versement de \$100,000 a été prêté le 1er Mars courant, à la Banque d'Union du Bas-Canada, pour un terme de six mois, à cinq pour cent d'intérêt. La somme de \$90,000, montant du semestre d'intérêt, a été déposée à la Banque d'Union du Bas-Canada, et sera retirée sous peu et appliquée au paiement des intérêts auquel elle a été affectée par la Législature.

La Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique a aussi payé, le 1er Septembre dernier, la somme échue ce jour là, pour intérêt sur la somme de \$3,600,000, et cette somme a été employée au paiement des intérêts auquel elle était affectée.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le Syndicat du Chemin de Fer du Nord a-t-il payé, le 1er Mars courant, les \$87,500 pour six mois d'intérêt, sur la somme de \$3,500,000, balance du prix de vente de la Section Est du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* ?

2. Pourquoi ce Syndicat n'a-t-il pas payé la même somme pour intérêt échu le 1er Septembre ?

3. Si le dit Syndicat n'a pas payé la dite somme de \$87,500, le 1er Mars courant, a-t-il donné quelques raisons pour justifier cette négligence ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—La Compagnie du Chemin de Fer du Nord a payé le 1er Mars courant, la somme de \$87,500 pour un semestre d'intérêt sur la somme de \$3,500,000. Cette somme a été déposée en compte spécial à la Banque de Montréal et sera employée au paiement des intérêts auquel elle a été affectée par la Législature.

La Compagnie a payé la somme échue le 1er Septembre dernier pour deux mois d'intérêt à compter du 1er Juillet dernier, et cette somme a été employée au paiement des intérêts auquel elle a été affectée par la Législature.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement se propose-t-il de mettre dans les *Estimés Supplémentaires*, un montant additionnel, pour l'indemnité des membres, ou se propose-t-il de maintenir désormais le chiffre de \$500.00 fixé par le Gouvernement *Joly* ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau* :—Non.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Les préliminaires du contrat avec les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, pour la garde des aliénés, sont-ils terminés ; si, non, quand le Gouvernement espère-t-il les terminer et soumettre à cette Chambre le contrat qui sera fait ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—A la première partie, Non. A la seconde partie, le Gouvernement espère être en état de répondre d'ici à quelques jours, probablement cette semaine même.

Par l'Honorable M. Mercier.—Le Gouvernement a-t-il reçu pour la garde des aliénés actuellement à l'Asile de *Beauport*, des propositions tendant à diminuer les prix du contrat actuel ; si oui, quelles sont ces propositions ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—Non.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. Le Gouvernement a-t-il renouvelé, le 1er courant, le placement des \$500,000 provenant de la vente de la Section Est du Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et déposé le 1er Juillet 1882, pour huit mois, à 5 o/o comme suit : 1. \$150,000 Banque de *Québec* ; 2. \$150,000 Banque d'Echange du *Canada* ; 3. \$100,000 Banque du Peuple ; 4. \$100,000 Banque *Jacques-Cartier* ?

2. Si, non, pourquoi ce renouvellement de placement n'a pas été fait, et à quel intérêt et pour quel temps cet argent restera-t-il dans les institutions ci dessus nommées ?

3. Si le placement a été renouvelé, à quelles conditions l'a-t-il été et dans quelle institution a-t-il été fait ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—Le terme du placement de huit mois des \$500,000, payées à compte du prix de la vente de la Section Est du Chemin de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* est expiré le 3 Mars courant, cette somme a été placée comme suit :

Banque de <i>Québec</i> .....	\$150,000
Banque <i>Jacques-Cartier</i> .....	150,000
Banque du Peuple.....	100,000
Banque d'Echange du <i>Canada</i> .....	100,000
	<hr/>
	\$500,000

Ces placements ont été renouvelés le 3 Mars courant pour six mois, à cinq pour cent d'intérêt.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. Le prix du contrat avec M. *Charlebois*, pour les Edifices du Parlement, est-il de \$185,000 ?

2. S'il est de ce montant, pourquoi l'Honorable Trésorier a-t-il avoué dans son exposé financier que ces Edifices coûteraient \$300,000 ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—Le prix du contrat avec M. *Charlebois* est de \$185,000.

Lorsque ce contrat, qui n'est que pour la construction de l'Edifice du Parlement, aura été exécuté, il restera à faire les statues de la façade, l'appareil de chauffage, le dallage des corridors, l'ameublement fixe des deux Chambres, les approches et l'ornementation du terrain, ce qui portera la dépense totale à environ \$300,000, tel qu'estimé et mentionné dans l'exposé financier.

Par l'Honorable M. Mercier.—Le Gouvernement va-t-il soumettre, durant la présente session, et à temps utile pour être discutée et étudiée soigneusement et votée sans trop de hâte, la mesure annoncée dans le Discours du Trône, contenant des réformes judiciaires et à l'effet de faire certains amendements pour l'accélération de la procédure et la simplification des appels ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Probablement non. J'ai préparé un Bill conforme à la déclaration faite dans le Discours du Trône, mais j'ai cru mieux d'attendre à la prochaine session pour présenter une mesure complète sur la réforme judiciaire ; il y a le projet de l'Honorable T. J. J. *Loranger*, celui du Conseil Général du Barreau de la Province de *Québec* et la réforme partielle dont mention a été faite. En outre, plusieurs Honorables Juges de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour Supérieure ont promis des suggestions qu'ils doivent me donner dans le cours de l'été. Dans ces circonstances, il vaut mieux attendre à la prochaine session, afin de présenter une seule mesure, mais une mesure aussi complète que possible.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Quand le Gouvernement se propose-t-il de faire imprimer et distribuer le Bill relatif aux Compagnies d'Assurance, introduit par le Premier-Ministre, le 13 Février, et promis dans le Discours du Trône ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le Bill est imprimé et il sera distribué probablement demain, ou après demain, en anglais et en français. Il n'y a pas d'intérêt pressant à ce que ce Bill devienne loi à cette session.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il pris quelques mesures pour déplacer l'Ecole de Réforme de *Montréal* et utiliser le travail des jeunes gens qui y sont détenus, de manière à rendre leur réforme plus certaine et diminuer le coût de leur entretien et de leur garde ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Aussitôt après l'incendie de la partie des Ateliers de l'Ecole de Réforme de *Montréal*, le Gouvernement s'est mis en communication avec le directeur de cette école pour savoir s'il serait plus avantageux de transporter cet établissement à la campagne. Ce monsieur y voit plusieurs objections, entre autres celle-ci : Que ce transport serait très dispendieux, attendu que la partie des bâties détruite par l'incendie n'est pas relativement très considérable, et que les jeunes gens qui sont transférés à cette école, venant pour la plupart des villes, ne sont pas généralement disposés à s'adonner à l'agriculture.

Par M. *Saint-Hilaire*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention d'encourager, par l'octroi d'une certaine somme d'argent, M. *Siméon Fortin*, à fabriquer du fromage de *Gruyère*, dans sa fromagerie de *Saint-Alphonse* ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Gouvernement n'est pas encore suffisamment renseigné sur la possibilité de fabriquer, avec profit, du fromage de *Gruyère* en cette Province.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement se propose-t-il de se faire représenter, auprès de la Cour d'Appel ou toute autre Cour, au sujet de la cause de *Prevost et Lachaine*, concernant le tarif des registrateurs, afin d'y défendre et surveiller les intérêts publics qui sont en jeu dans cette cause ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le Gouvernement y verra.

L'Ordre du Jour étant lu pour que le Rapport du Comité Général de la Chambre sur le Bill pour amender l'Acte Electoral de *Québec*, soit maintenant reçu ;

Et la question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;  
Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que le Rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité Général de la Chambre pour y être amendé.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Saint-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Saint-Hilaire* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Marion*, du Comité Spécial sur le Bill pour amender l'article 1048, du Code Municipal, présente à la Chambre le Deuxième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport : Qu'il a pris en considération les amendements proposés par le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal et le Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal, ainsi que les autres amendements qui lui ont été référés.

Que de ces amendements, au nombre de vingt-et-un, huit ont été adoptés et treize rejetés.

Qu'il a réuni au Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal, les amendements adoptés.

Quant à l'amendement à l'article 1048, demandé par le Bill No 43, Votre Comité, tout en admettant son importance, n'a pas cru néanmoins devoir l'adopter, mais est convenu de rapporter le Bill à Votre Honorable Chambre afin qu'elle prenne à son sujet l'action qu'elle jugera à propos d'adopter.

*Ordonné*, Que le Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal soit réimprimé, tel que rapporté par le susdit Comité Spécial.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender la loi de l'Instruction Publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

---

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé hier à la motion,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles), lequel amendement était : " Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se formera en Comité Général d'aujourd'hui en six mois. "

Et l'heure fixée par la 19e Règle de cette Chambre pour la considération des Bills Privés, étant expirée, les autres Ordres du Jour sont appelés.

La Chambre, en Conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, Jeudi matin.

*Jeudi, 8 Mars 1883.*

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, au sujet des Sociétés d'Agriculture. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte refondu des Chemins de Fer de Québec, 1880, (43-44 *Vict.*, chap. 43.) "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie des usines à Papier *Richelieu*. "

Et Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Saint-Jean, Napierville et Huntingdon*. "

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie des usines à Papier *Richelieu*, " lequel est lu comme suit :

Après le dernier mot de la Section 3, ajouter les mots suivants : " pourvu toujours que dix pour cent sur le capital souscrit aient été payés avant que la Compagnie puisse entrer en opération. "

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *St-Jean, Napierville et Huntingdon* " lesquels sont lus comme suit :

Clause 5, ligne 13, retranchez les mots " ou sous contrat. "

Après le dernier mot de la Clause 5 " ajoutez les mots " et tel pourcentage déposé dans une banque incorporée. "

Après le dernier mot de la clause 11 ajoutez les mots " pourvu que la majorité des directeurs soient des sujets Britanniques. "

A la fin du Bill ajouter les mots suivants qui formeront la clause 14.

" 14. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent Acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, aujourd'hui.



---

Sur motion de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chap. 15, au sujet des Sociétés d'Agriculture," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wurtele*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte refondu des Chemins de Fer de *Québec*, 1880, (43-44 *Victoria*, chapitre 43)," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Jeudi, 8 Mars 1883.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *John Kearns* et autres, de *Montréal*; demandant des amendements à l'Acte concernant les Sociétés de Construction.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Dix-Neuvième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer la Ville de *Saint-Sauveur*, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé ; la majorité en nombre et en valeur des contribuables de la dite Municipalité étant opposée au Bill.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires du "*Protestant Home for Friendless Women*," de *Montréal*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de Notre-Dame de Bon Secours, dans le Comté d'*Ottawa*."

Bill intitulé : "Acte pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la Baie *Saint-Antoine* ou Baie du *Febvre*."

Bill intitulé : "Acte pour permettre au Titulaire et aux Marguilliers de l'Eglise *Saint-James*, à *Hull*, de disposer de certaines propriétés immobilières, et d'en placer les produits."

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 14 Février 1883, pour un rapport donnant, avec ordre de dates, les noms des employés de l'administration du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, qui ont été gratifiés de *bonus*, en sus de leurs traitement réguliers, soit avant, soit après la vente et livraison du dit Chemin de Fer aux Compagnies qui sont actuellement propriétaires, avec indication du montant de chacun de ces *bonus* et des raisons pour lesquelles ils ont été accordés. (Documents de la Session No 52.)

Et aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, du 15 Février 1883, pour copie de toute correspondance relative à l'accomplissement des conditions énoncées dans le contrat de vente, passé entre le Gouvernement et la Compagnie de Chemin de Fer du Pacifique. (Documents de la Session No 53.)

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant les moyens à être adoptés pour prévenir d'une manière plus efficace, les incendies des forêts

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et des Débats s'ensuivant ;

---

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *H. J. Martin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bonaventure*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Martin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que le Commissaire des Terres de la Couronne pourra employer, entre le premier Avril et le premier Novembre de toute année, pour prévenir d'une manière plus efficace l'incendie des forêts, tel nombre d'hommes qu'il jugera à propos pour cette fin, et il pourra nommer pour toute partie de la Province de *Québec*, un officier préposé à cette fin, qui sera connu et désigné sous le nom de " Surintendant des incendies. "

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Sawyer* fait, en conséquence, rapport de la dite résolution laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, 1. Que le Commissaire des Terres de la Couronne pourra employer, entre le premier Avril et le premier Novembre de toute année, pour prévenir d'une manière plus efficace l'incendie des forêts, tel nombre d'hommes qu'il jugera à propos pour cette fin, et il pourra nommer pour toute partie de la Province de *Québec*, un officier préposé à cette fin, qui sera connu et désigné sous le nom de " Surintendant des incendies."

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux de forêts.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.*

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles; lequel amendement était, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se fermera en Comité Général d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant proposé de nouveau ;

Et de nouveaux Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*; Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beaubien,*  
*Beauchamp,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Brousseau,*  
*Cameron,*  
*Charlebois,*

*Demers,*  
*Dorais,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*Gagnon,*  
*Joly,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*  
*Owens,*  
*Picard,*  
*Poupore,*  
*Rinfret dit Malouin*

*Shehyn,*  
*Spencer,*  
*Stephens*  
*Thornton,*  
*Trudel et*  
*Watts.—27.*

## CONTRE :

## Messieurs.

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Desaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,*

*Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Pâquet,  
Paradis,  
Poulin,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire et  
Würtele.—30*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Desaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,*

*Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Pâquet,  
Paradis,  
Poulin,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire et  
Würtele.—30*

## CONTRE :

## Messieurs

*Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Brousseau,  
Cameron,  
Charlebois,*

*Demers,  
Dorais,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gagnon,  
Joly,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Owens,  
Picard,  
Poupore,  
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn,  
Spencer,  
Stephens  
Thornton,  
Trudel et  
Watts.—27.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, Vendredi matin ;

*Vendredi, 9 Mars 1883.*

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. Mousseau, secondé par l'Honorable Trésorier Würtele,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à sa prochaine séance, elle soit ajournée à samedi (le lendemain), pour siéger ce jour-là de deux heures P. M.,

à six heures P. M., et que les Ordres du Gouvernement aient la priorité ce jour-là, après les affaires de routine ; avec l'entente, toutefois, que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte sous le titre de Code du Notariat, " sera le premier Ordre du Jour, après les avis de motions du Gouvernement.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité général de la Chambre, pour aujourd'hui :

Bill pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel et Saint-Frédéric*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clotilde* et au comté d'*Arthabaska*, pour les fins civiles, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Bill pour détacher le canton de *Doncaster*, situé dans le comté de *Montcalm*, et l'annexer au comté de *Terrebonne*, pour les fins parlementaires, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

Bill pour détacher une partie du canton de *Montminy*, dans le comté de *Montmagny*, et l'annexer au canton de *Mailloux*, dans le comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Et Bill pour détacher les cantons de *Watford* et *Metgermette* nord du comté de *Dorchester* et les annexer au comté de *Beauce*, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chap 23, concernant les Magistrats de Districts en cette Province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit retiré.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *Saint-François*, dans le comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière* ; "

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Vendredi, 9 Mars 1883.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De *Télesphore Roy* et autres, de l'Agence de *Gaspé*, Section Ouest ; demandant la remise des intérêts dûs au Gouvernement par les Colons sur leurs lots de terre.

M. l'Orateur met devant la Chambre le Rapport du Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règles et Règlements et Ordres Permanents pour la Régie de cette Chambre, lequel est lu comme suit :

Le Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les Règles et Règlements et les Ordres Permanents pour la Régie de cette Chambre, a tenu une séance le 7 Mars 1883, à laquelle assistaient l'Honorable M. Mousseau, l'Honorable M. Taillon, l'Honorable M. Pâquet, M. Gagnon, M. Desjardins, M. Faucher de Saint-Maurice et M. Archambault, et a l'honneur de faire le Rapport suivant :

1. Conformément à la suggestion faite par le Comité des Bills Privés, dans son Rapport du 27 Février 1883, Votre Comité suggère d'ajouter, après la Règle 59, la suivante :

59a. Aucun Bill Privé pour autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'Avocat, Notaire, Médecin, Arpenteur, Pharmacien, Dentiste, ne sera lu une deuxième fois, à moins qu'il n'apparaisse, par le préambule, que tel Bill a obtenu l'assentiment du Bureau ou Conseil d'administration de la profession dans laquelle le pétitionnaire désire entrer.

Le Comité des Bills Privés devra s'enquérir tout particulièrement de la vérité de telle allégation, dans un Bill qui lui aura été référé, et rapporter comme non prouvé, le préambule de tout tel Bill, quand la preuve de tel assentiment n'aura pas été faite.

2. Le paragraphe 2 de la Règle 66 devrait être amendé de manière à se lire comme suit :

Tout Bill Privé autrement rapporté à la Chambre, par tel Comité, sera placé sur les Ordres du Jour conformément à la Règle 22.

3. Votre Comité soumet respectueusement qu'il serait désirable de confier à une Commission Spéciale le soin de faire une codification aussi complète que possible des Règles de Votre Honorable Chambre.

Cette Commission devrait être composée de M. l'Orateur, du Greffier et de quelques Membres de Votre Honorable Chambre.

Les frais de voyage des Commissaires, et autres dépenses nécessaires pour les fins de la Commission pourraient leur être payés par le comptable de l'Assemblée Législative.

L'Honorable M. Beaubien, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Treizième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Bill incorporant "*The Citizens Gas Company*," de Montréal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie Minière "Pinnacle" (Limitée)."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville des *Laurentides*."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau les Actes incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*."

Bill intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St Jean*."

L'Honorable M. Pâquet, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingtième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendement :

Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour autoriser *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *Saint-Léonard*, dans le Comté de *Nicolet*, à construire un pont de péage sur la Rivière Bécancourt, près de l'église de la Paroisse de *Bécancourt*, dans le Comté de *Nicolet*, et à recevoir certains taux de péage sur le dit pont."

Bill confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la Fabrique de la Paroisse de *Saint-Polycarpe*.

Bill pour incorporer la Congrégation Religieuse appelée "Temple Emma-nu-El."

Votre Comité a aussi examiné le Bill, pour autoriser le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre de la Fabrique de la Paroisse *Notre-Dame de Québec*, à emprunter certaine somme d'argent, en affectant à sa sûreté les biens de la Fabrique, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mousseau ait la permission d'introduire un Bill pour expliquer l'Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill : "Acte pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo et Magog*," lequel est lu comme suit :

A la fin du Bill ajouter les mots suivants qui forment la Cédule A.

#### CÉDULE A

Sachez par ces présentes que je, A. B. en considération de la somme de à moi payée par la Compagnie du Chemin de Fer de *Waterloo et Magog*, dont quittance par les présentes, cède, livre, vends et transporte à cette Compagnie, ses successeurs et ayans cause tout ce lot ou lopin de terrain (*Décrivez le terrain*) qui a été choisi et mis de côté par la Compagnie pour les fins de son Chemin de Fer, pour elle, la dite Compagnie, ses successeurs et ayans cause avoir et posséder ce terrain pour toujours.

En foi de quoi j'ai apposé aux présentes mes seing et sceau,  
ce jour de mil huit cent quatre-vingt

Fait, signé et scellé en présence de } (L. S.) A. B.

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 27, concernant le Barreau de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Irvine ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chap. 11, concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Irvine* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'Acte général des mines de *Québec*, de 1880.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la ville des *Laurentides*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 19, ligne 22.—Effacer les neuf premiers mots de cette ligne.

Clause 20.—Effacer les huit derniers mots de la ligne 8, tous les mots de la ligne 9 et les mots de la ligne 10 jusqu'au mot "pour" inclusivement et les remplacer par les mots suivants : "Sous peine d'une amende de pas plus de vingt piastres et à défaut de paiement de telle amende, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours."

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Lac St-Jean*," lesquels sont lus comme suit :

Section 16, ligne 1,—Retranchez les chiffres "23" et remplacez-les par "22."

A la fin de la section 19 ajoutez les mots "pourvu que la majorité des directeurs soit des sujets Britanniques."

Ajoutez à la fin du Bill les mots suivants qui formeront la Cédule A.

#### CÉDULE A.

Sachez par ces présentes, que je A. B. en considération de la somme de \_\_\_\_\_, à moi payée par la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et du *Sac St-Jean*, dont quittance par les présentes, cède, livre, vend et transporte à cette Compagnie, ses successeurs et ayans cause, tout ce lot ou lopin de terrain (*décrivez ce terrain*) qui a été choisi et mis de côté par la Compagnie pour les fins de son Chemin de Fer, pour elle, la dite Compagnie, ses successeurs et ayans cause, avoir et posséder ce terrain pour toujours.

En foi de quoi, j'ai apposé aux présentes mes seing et sceau ce jour de \_\_\_\_\_, mil huit cent quatre-vingt.

Fait, signé et scellé en présence de } L. S. . A. B.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie Minière "Pinacle" (Limitée)" lequel est lu comme suit :

Ajouter après la clause 3, les mots suivants qui feront partie de la clause :

Pourvu aussi que la dite Compagnie ne puisse pas entrer en opération avant qu'au moins dix pour cent sur le capital souscrit aient été payés.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.



*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la Section 7 de l'Acte concernant l'Anatomie, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 19 Février 1883, demandant : 1. Copie de toute Correspondance entre les Officiers ou Gérants de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance et le Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le 18 Mars 1882 ; et aussi Copie de toutes Correspondances échangées entre le Gouvernement et les Colons du Canton de *Whitton*, ou autres personnes pour eux, depuis la même date.

2. Copie de tous Documents ou Rapports faits et transmis par la dite Compagnie, se rapportant aux opérations générales de la Compagnie et spécialement au nombre de familles qu'elle pourrait avoir établies *bonâ fide*, sur ses terres, le ou vers le premier de Juin dernier (1882) ; et aussi Copie de tous autres Rapports qui auraient pu être faits par ordre du Gouvernement ou autrement.

3. Copie de tous Ordres en Conseil, de tous Arrangements ou de toute Décision ou Ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne, concernant les Anciens Colons de *Whitton* et les terres qu'ils occupaient, depuis plusieurs années, et aussi les poursuites en déguerpissement faites contre eux, en Août dernier, par la dite Compagnie.

4. De plus, une liste certifiée et assermentée par le Secrétaire ou autres officiers de la Compagnie, de tous les actionnaires de cette Compagnie, depuis son organisation jusqu'à ce jour, ou de toutes les personnes qui se sont inscrites comme actionnaires de cette Compagnie, et le montant pour lequel chacune s'est inscrite. (Documents de la Session No 54.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'étude de l'anatomie.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que, pour les fins de l'étude de l'anatomie, la Province de Québec soit divisée en deux sections qui seront nommées "Section de Québec" et "Section de Montréal," lesquelles sections comprendront respectivement, les Districts Judiciaires qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer ;

Et qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de nommer, sous bon plaisir, un inspecteur d'anatomie pour chacune de ces Sections et un sous-inspecteur d'anatomie pour chaque District Judiciaire, excepté pour ceux de Québec et Montréal, où cette charge sera remplie par l'Inspecteur ; mais les personnes ainsi nommées ne pourront être liées à aucune Université ou Ecole de Médecine, ni être Médecins pratiquants.

*Résolu*, 2. Que chaque Université ou Ecole de Médecine paiera à l'Inspecteur d'anatomie, en sus des frais de transport et d'inhumation, une somme de dix piastres pour chaque cadavre livré, et que l'Inspecteur paiera au Sous-Inspecteur pour chaque cadavre que ce dernier lui livrera, une somme de cinq piastres, en sus des frais de transport.

*Résolu*, 3. Que tout Surintendant ou administrateur d'une institution publique, recevant une subvention du Gouvernement, ou tout coroner qui omettra

sciemment, ou négligera ou refusera de se conformer aux dispositions de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, ou toute Université ou Ecole de Médecine qui recevra des cadavres dans ses chambres de dissection, ou qui laissera disséquer dans son établissement des cadavres qui ne lui auront pas été fournis par l'Inspecteur d'anatomie, sera passible, sur plainte portée à cet effet devant un juge de paix, par l'Inspecteur ou le Sous-Inspecteur d'anatomie, d'une pénalité de pas moins de cent piastres et de pas plus de deux cents piastres pour chaque infraction; et le montant de ces pénalités et les frais d'action seront retenues par le Trésorier de la Province, sur la subvention la plus prochaine que devra recevoir telle Institution, Université ou Ecole de Médecine; ou seront retenus sur les émoluments qui deviendront dus à tel coroner, suivant le cas.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, pour les fins de l'Etude de l'Anatomie, la Province de *Québec* soit divisée en deux Sections qui seront nommées "Section de *Québec*" et "Section de *Montréal*," lesquelles sections comprendront respectivement, les Districts Judiciaires qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer ;

Et qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de nommer, sous bon plaisir, un Inspecteur d'Anatomie pour chacune de ces Sections et un Sous-Inspecteur d'Anatomie pour chaque District Judiciaire, excepté pour ceux de *Québec* et *Montréal*, où cette charge sera remplie par l'Inspecteur; mais les personnes ainsi nommées ne pourront être liées à aucune Université ou Ecole de Médecine, ni être Médecins pratiquants.

*Résolu*, 2. Que chaque Université ou Ecole de Médecine paiera à l'Inspecteur d'Anatomie, en sus des frais de transport et d'inhumation, une somme de dix piastres pour chaque cadavre livré, et que l'Inspecteur paiera au Sous-Inspecteur pour chaque cadavre que ce dernier lui livrera, une somme de cinq piastres, en sus des frais de transport.

*Résolu*, 3. Que tout Surintendant ou Administrateur d'une institution publique, recevant une subvention du Gouvernement, ou tout coroner qui omettra sciemment, ou négligera ou refusera de se conformer aux dispositions de l'acte qui sera basé sur les présentes Résolutions, ou toute Université ou Ecole de Médecine qui recevra des cadavres dans ses chambres de dissection, ou qui laissera disséquer dans son établissement des cadavres qui ne lui auront pas été fournis par l'Inspecteur d'Anatomie, sera passible, sur plainte portée à cet effet devant un juge de paix, par l'Inspecteur ou le Sous-Inspecteur d'Anatomie, d'une pénalité de pas moins de cent piastres et de pas plus de deux cents piastres pour chaque infraction; et le montant de ces pénalités et les frais d'action seront retenues par le Trésorier de la Province, sur la subvention la plus prochaine que devra recevoir telle institution, université ou école de médecine; ou seront retenus sur les émoluments qui deviendront dus à tel coroner, suivant le cas.

Et la question étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "la deuxième

des dites résolutions ne soit pas maintenant lue une seconde fois, mais qu'il soit résolu : " Que la deuxième des dites résolutions en légalisant le trafic des cadavres, consacre un principe immoral. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*A sept heures et demie P. M. l'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles ;

Et la Question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernard,

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de ce Bill soit remise à Mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte incorporant " l'Institut Trafalgar, de Montréal " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Watts fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Jonction de Massawippi et Magog ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Owens fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Hydraulique, et Manufacturière de la Rivière Richelieu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps,

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Saint-Jean, Napierreville* et *Huntingdon*."

M. *Paradis* propose, secondé par M. *Cameron*, Que le dit Ordre soit déchargé et qu'il lui soit permis de retirer le dit Bill.

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. N. Asselin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Rimouski*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Asselin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. N. Asselin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Rimouski*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Asselin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

Le Bill pour permettre à *Alfred Pinsonneault* de vendre certains biens substitués, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'administration des terres publiques, avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs, dans la Province de *Québec*, et l'exercice des droits de pêche s'y rapportant.

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu 1.* Que le Commissaire des Terres de la Couronne ou tout Officier ou Agent sous son contrôle, autorisé à cette fin, pourra consentir des Baux annuels de celles des Terres de la Couronne qui se trouvent situées sur les bords des lacs et des rivières de la Province de Québec, dans lesquels le droit exclusif de faire la pêche appartient à la Couronne, en sa qualité de propriétaire riverain, aux prix, et sujet aux conditions, règlements et restrictions qui pourront, de temps à autre, être établis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et que ces conditions, règlements et restrictions soient publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*.

*Résolu, 2.* Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, s'il juge à propos de le faire, dans le but de mieux protéger les pêcheries de la Province, pourra diviser la Province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chaque circonscription, un garde pêche, dont les devoirs seront définis dans les règlements qui seront faits, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

*Résolu, 3.* Que la rémunération des gardes pêche et de toutes les autres personnes employées pour accomplir un devoir quelconque, imposé par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou par les règlements qui seront faits en vertu de cette loi, sera fixé par le Commissaire des Terres de la Couronne, par commission ou autrement, et dans l'un ou l'autre cas, sera payée à même les revenus provenant de l'opération de cette loi.

*Résolu, 4.* Que le Commissaire des Terres de la Couronne ou tout Officier, par lui autorisé à cette fin, pourra accorder, pour une période n'excédant pas un mois, des permis de pêcher dans des eaux quelconques, avoisinant des terrains qui ne seront pas sous bail, aux termes, et sujet aux restrictions et conditions qui seront prescrites par un Ordre en Conseil à cet effet.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné,* Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Asselin fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu, 1.* Que le Commissaire des Terres de la Couronne ou tout officier ou Agent sous son contrôle, autorisé à cette fin, pourra consentir des Baux annuels de celles des Terres de la Couronne qui se trouvent situées sur les bords des lacs et des rivières de la Province de Québec, dans lesquels le droit exclusif de faire la pêche appartient à la Couronne, en sa qualité de propriétaire riverain, aux prix, et sujet aux conditions, règlements et restrictions qui pourront, de temps à autre, être établis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et que ces conditions, règlements et restrictions soient publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*.

*Résolu, 2.* Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, s'il juge à propos de le faire, dans le but de mieux protéger les pêcheries de la province, pourra diviser la province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chaque circonscription, un garde pêche, dont les devoirs seront définis dans les règlements qui seront faits, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

*Résolu, 3.* Que la rémunération des gardes pêche et de toutes les autres personnes employées pour accomplir un devoir quelconque, imposé par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou par les règlements qui seront faits en vertu de cette loi, sera fixé par le commissaire des Terres de la Couronne, par commission ou autrement, et dans l'un ou l'autre cas, sera payée à même les revenus provenant de l'opération de cette loi.

*Résolu*, 4. Que le Commissaire des Terres de la Couronne, ou tout officier, par lui autorisé à cette fin, pourra accorder, pour une période n'excédant pas un mois, des permis de pêcher dans des eaux quelconques, avoisinant des terrains qui ne seront pas sous bail, aux termes, et sujet aux restrictions et conditions qui seront prescrites par un Ordre en Conseil à cet effet.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de *Québec* et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Education Supérieure proprement dite, dont \$6000 pour l'école polytechnique ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux High Schools, *Québec* et *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines pour l'octroi accordé aux High Schools, dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université Laval à *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Samedi matin ;

*Samedi, 10 Mars 1883.*

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles Normales ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille six cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles pour les sourds-muets, comprenant \$200.00 pour l'institution de *Ste-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Sourds-Muets, au *Mile-End, Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication du *Journal de l'Instruction Publique*, en français; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication du *Journal de l'Instruction Publique*, en anglais; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication de l'*Enseignement Primaire*, à *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Varennnes*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie Commerciale, à *Ste-Geneviève, Jacques-Cartier*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Collège McGill *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université-Laval, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, (Bishop's College), *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais, de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'*Institut Canadien, Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire St-Patrice, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de Navigation, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions de la Cour d'Appel; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de *La Revue Légale*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de *La Thémis*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Legal News*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la transcription, impression et publication des Archives Canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour sauvegarder d'anciens documents notariés importants et autres archives, et la confection d'index de ces documents, à *Sorel*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Brousseau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Brousseau informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre, se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 10 Mars 1883.

L'Honorable Trésorier Würtel propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant la perception des sommes payables pour l'entretien des aliénés ;



L'honorable Trésorier *Wurtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil : la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les listes que le propriétaire ou surintendant de chaque asile d'aliénés, dans la Province de *Québec*, est tenu de transmettre au Shérif du District où se trouve situé tel asile, soient transmises au trésorier de la Province.

2. *Résolu*, Que, sur réception de ces listes, le trésorier de la Province fasse préparer un état détaillé pour chaque municipalité qui se trouve indiquée dans telles listes, comme dernier domicile de tout aliéné y mentionné, des sommes d'argent dues par elle pour sa moitié du coût de l'entretien de tels aliénés pour l'année précédente, et qu'il fasse transmettre à chaque percepteur du revenu de la province, les états qui concernent les municipalités situées dans son district de revenu ; et que, sur réception de ces états, le percepteur du revenu de la province transmette au Secrétaire Trésorier de chaque telle municipalité une copie dûment certifiée par lui, de l'état qui la concerne, avec un avis de verser entre ses mains le ou avant le premier jour de Mars prochain, le montant dû par elle.

3. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les actions pour le recouvrement des montants dus par les municipalités, pour contribution au coût de l'entretien des aliénés, soient intentées par le percepteur du revenu de la Province, au lieu de l'être par le Shérif, et que le droit qu'a le Gouvernement de poursuivre le curateur ou le tuteur de tout aliéné, ou toute autre personne obligée à son entretien, pour le recouvrement de la moitié du coût de l'entretien de tel aliéné, soit révoqué.

4. *Résolu*, Que ces changements ne s'appliquent pas aux contributions pour les années antérieures à mil huit cent quatre-vingt trois.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, M. *Poulin* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Poulin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les listes que le propriétaire ou surintendant de chaque asile d'aliénés, dans la province de *Québec*, est tenu de transmettre au Shérif du district où se trouve situé tel asile, soient transmises au trésorier de la Province.

2. *Résolu*, Que, sur réception de ces listes, le trésorier de la Province fasse préparer un état détaillé pour chaque municipalité qui se trouve indiquée dans telles listes, comme dernier domicile de tout aliéné y mentionné, des sommes d'argent dues par elle pour sa moitié du coût de l'entretien de tels aliénés pour l'année précédente, et qu'il fasse transmettre à chaque percepteur du revenu de la Province, les états qui concernent les municipalités situées dans son district de revenu ; et que, sur réception de ces états, le percepteur du revenu de la Province transmette au Secrétaire Trésorier de chaque telle municipalité une

copie dûment certifiée par lui, de l'état qui la concerne, avec un avis de verser entre ses mains le ou avant le premier jour de Mars prochain, le montant dû par elle.

3. *Résolu*, Qu'à l'avenir, les actions pour le recouvrement des montants dus par les municipalités, pour contribution au coût de l'entretien des aliénés, soient intentées par le percepteur du revenu de la province, au lieu de l'être par le Shérif, et que le droit qu'a le gouvernement de poursuivre le curateur ou le tuteur de tout aliéné, ou toute autre personne obligée à son entretien, pour le recouvrement de la moitié du coût de l'entretien de tel aliéné, soit révoqué.

4. *Résolu*, Que ces changements ne s'appliquent pas aux contributions pour les années antérieures à mil huit cent quatre-vingt-trois.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, Mardi prochain.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines Résolutions proposées concernant le règlement définitif du fonds des Ecoles Élémentaires.

L'Honorable Trésorier *Wurtele* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Qu'il soit loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de s'entendre avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, et de convenir avec lui, d'un montant qui devra être payé par ce gouvernement, pour l'acquisition par lui de la balance non perçue du prix des terres affectées au fonds des Ecoles Élémentaires, distinguant le montant dû pour des terres vendues entre le 14 Juin 1853 et le 6 mars 1861, du montant dû pour des terres vendues avant ou après cette période, et aussi pour l'acquisition, par ce gouvernement, des terres non vendues appartenant au fonds ci-dessus mentionné.

*Résolu*, 2. Qu'il soit de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de conclure un arrangement avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, à l'effet de diviser définitivement le fonds des écoles élémentaires entre les deux Provinces.

*Résolu*, 3. Que les arrangements ainsi conclus devront être approuvés et confirmés par la Législature.

*Résolu*, 4. Que la somme qui reviendra à la Province de *Québec*, d'après la convention pour la division du fonds des écoles élémentaires, dans le montant collecté par le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, et dans la somme dont il pourra être convenue pour l'achat, par ce Gouvernement, du montant non perçu et des terres non vendues, soit payée par ce dernier au Gouvernement de la Puissance du *Canada*, pour être placée par lui conformément à la section 3 du chapitre 26 des Statuts Refondus du *Canada*, pour le compte de la Province de *Québec*, avec sa part de la somme qui, lors de la confédération, est restée en fidéi-commis entre les mains du Gouvernement de la Puissance du *Canada*.

*Résolu*, 5. Que la partie du fonds des écoles élémentaires appartenant à la Province de *Québec*, restera en fidéi-commis entre les mains du Gouvernement du *Canada*, pour former un fonds perpétuel, tel que pourvu par le 2<sup>me</sup> paragraphe de la section 3 du chapitre 26 des Statuts Refondus du *Canada*, et par la sentence rendue dans l'arbitrage entre les Provinces d'*Ontario* et de *Québec*, pour le

soutien des écoles élémentaires et pour l'établissement de bibliothèques cantonales et paroissiales.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Duhamel fait, en conséquence, rapport des Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Qu'il soit loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de s'entendre avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, et de convenir avec lui d'un montant qui devra être payé par ce Gouvernement, pour l'acquisition par lui de la balance non perçue du prix des terres affectées au fonds des écoles élémentaires, distinguant le montant dû pour des terres vendues entre le 14 Juin, 1853 et le 6 Mars 1861, du montant dû pour des terres vendues avant ou après cette période, et aussi pour l'acquisition, par ce Gouvernement, des terres non vendues appartenant au fonds ci-dessus mentionné.

*Résolu*, 2. Qu'il soit de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de conclure un arrangement avec le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, à l'effet de diviser définitivement le fonds des écoles élémentaires entre les deux Provinces.

*Résolu*, 3. Que les arrangements ainsi conclus devront être approuvés et confirmés par la Législature.

*Résolu*, 4. Que la somme qui reviendra à la Province de *Québec*, d'après la convention pour la division du fonds des écoles élémentaires, dans le montant collecté par le Gouvernement de la Province d'*Ontario*, et dans la somme dont il pourra être convenue pour l'achat, par ce Gouvernement, du montant non perçu et des terres non vendues, soit payée par ce dernier au Gouvernement de la Puissance du *Canada*, pour être placée par lui conformément à la section 3 du chapitre 26 des Statuts Refondus du *Canada*, pour le compte de la Province de *Québec*, avec sa part de la somme qui, lors de la confédération, est restée en fidéi-commis entre les mains du Gouvernement de la Puissance du *Canada*.

*Résolu*, 5. Que la partie du fonds des écoles élémentaires appartenant à la Province de *Québec*, restera en fidéi-commis entre les mains du Gouvernement du *Canada*, pour former un fonds perpétuel tel que pourvu par le 2me paragraphe de la section 3 du chapitre 26 des Statuts Refondus du *Canada*, et par la sentence rendue dans l'arbitrage entre les Provinces d'*Ontario* et de *Québec*, pour le soutien des écoles élémentaires et pour l'établissement de bibliothèques cantonales et paroissiales.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, Mardi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Joly,

*Ordonné*, Que les documents suivants soient imprimés, savoir :

Etat des nominations et promotions faites dans le Service Civil, depuis la dernière Session (40 *Victoria*, chapitre 9.)

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 23 Janvier 1883, pour un état de toutes sommes d'argent payées à Messieurs *McGreevy* et *Macdonald*, entrepreneurs pour certains ouvrages, sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en à-compte et en sus du montant adjugé par les arbitres à *Ottawa*. Aussi, le montant adjugé aux dits entrepreneurs par les dits arbitres.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative en date du 8 Février 1883, demandant copie de la correspondance entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, touchant les travaux à être faits, par la dite Compagnie, conformément au contrat de vente du dit Chemin.

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 8 Février 1883, pour un Rapport indiquant les noms de tous les employés du Service Civil qui ont été nommés, depuis le 1er Juin 1881 ; la date de leur nomination ; la date de leur examen ; la classe à laquelle leur examen leur donne droit ; les noms des employés du Service Civil dont le salaire a été augmenté, depuis le 1er Juin 1881, et le chiffre de l'augmentation accordée à chacun d'eux.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 2 Février 1883, demandant Copie de l'Ordre en Conseil nommant *D. Tassé* et *L. L. L. Desaulniers*, écuyers, inspecteurs des Bureaux Publics ou à toute autre charge, de toute requête ou application à ce sujet, et aussi copies des instructions écrites données aux dits *Tassé* et *Desaulniers*.

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 14 Février 1883, demandant les noms de toutes les personnes inscrites sur la Liste du fonds de pension, en vertu des dispositions du chap. 10, de la 40ème *Victoria* et ses amendements ; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes.

Et aussi, réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 14 Février 1883, pour un Rapport donnant, avec ordre de dates, les noms des employés de l'administration du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, qui ont été gratifiés de *bonus*, en sus de leurs traitements réguliers, soit avant, soit après la vente et livraison du dit Chemin de Fer aux Compagnies qui sont actuellement propriétaires, avec indication du montant de chacun de ces *bonus* et des raisons pour lesquelles ils ont été accordés.

Le Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et son Aqueduc, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité Général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte sous le titre de Code du Notariat ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour détacher une partie du Canton de *Montminy*, dans le Comté de *Montmagny*, et l'annexer au Canton de *Mailloux*, dans le Comté de *Bellechasse*, pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Piquet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour détacher une certaine partie du Comté de *Montmagny*, et l'annexer au Comté de *Bellechasse*, pour les fins électorales, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel* et *Saint-Frédéric*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clotilde* et au Comté d'*Arthabaska*, pour les fins civiles, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et de représen-

tation parlementaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Cameron fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel*, dans le Comté de *Nicolet*, et de *St-Frédéric*, dans le Comté de *Drummond*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clotilde de Horton*, dans le Comté d'*Arthabaska*, et au dit Comté d'*Arthabaska*, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et autres fins civiles quelconques."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour autoriser la Fabrique de Notre-Dame de *Québec* à hypothéquer ses propriétés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour autoriser le Curé et les Marguilliers de la Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de *Québec* à emprunter une certaine somme d'argent, en affectant à sa sûreté les biens de l'Eglise."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour détacher le Canton de *Doncaster*, situé dans le Comté de *Montcalm*, et l'annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins parlementaires, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour détacher le Canton de *Doncaster*, situé dans le Comté de *Montcalm*, et l'annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un Comité de toute la Chambre, pour Lundi prochain :

Bill pour amender l'Acte 33 *Victoria*, chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Bill pour changer le nom de la Municipalité de la partie Est du Canton de *Tingwick* en celui de la Municipalité de *Saint-Rémi*, de *Tingwick*.

Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour étendre le délai pour l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnés et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi.

Bill concernant les clôtures paraneige.

Bill pour amender l'Acte concernant la fiducie et l'Acte concernant les placements que les administrateurs sont tenus de faire, 42-43 *Victoria*, chap. 29-30.

Et Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, au sujet des Sociétés d'Agriculture."

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill pour détacher les Cantons de *Watford* et *Metgermette* Nord, du Comté de *Dorchester* et les annexer au Comté de *Beauce*, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, d'enregistrement et de la représentation parlementaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour détacher du Comté de *Dorchester* le Canton de *Metgermette* Nord, et l'annexer au Comté de *Beauce*, pour les fins électorales judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour autoriser *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *Saint-Léonard*, dans le comté de *Nicolet*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Bécancourt*, près de l'église de la Paroisse de *Bécancourt*, dans le Comté de *Nicolet*, et à recevoir certains taux de péage sur le dit pont" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Leduc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

Le Bill pour amender le chap. 80 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement à l'administration de la justice dans le District de *Gaspé*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dorais* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour légaliser le dépôt du plan et du livre de renvoi de la Paroisse de *Saint-Louis*, dans le Comté de *Richelieu* ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés-Unis."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*."

Bill intitulé : " Acte pour changer le nom de " *The Orford Nickel and Copper Company*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique en autant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond*."

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes concernant l'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame à *Montréal*."

Bill intitulé : Acte autorisant les Sœurs de la Providence et l'Asile Saint-Patrice des orphelins de *Montréal*, à vendre certaine propriété.

Bill intitulé : " Acte pour confirmer l'acte du Parlement Fédéral [45 *Victoria*, Chap. 101] intitulé : " Acte pour amender et amplifier " l'acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance de *Stadacona* contre le feu et sur la vie à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires"; et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet.

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte incorporant " *The Stanstead Wesleyan College*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés Unis," lesquels sont lues comme suit :

Clause 4, ligne 3, après le mot " autre " ajouter les mots " jusqu'à la somme de un million de piastres.

Clause 8, ligne 8, effacer les mots, " ou de diminuer."

La clause 11 est effacée.

A la fin de la clause 12, ajouter les mots "et pourvu aussi que le montant de ces obligations n'excède pas vingt mille dollars par mille de chemin de fer construit par section de pas moins de dix milles et approuvé par le Gouvernement."

A la fin de la clause 16, ajouter les mots " par lettre enregistrée."

Après la clause 26, ajouter les mots, " mais aucun de ces embranchements ne pourra excéder quinze milles."

Clause 27, ligne 2, effacer le mot " comptoirs."

Ajouter au Bill la clause suivante :

31. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, Lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le préambule, ligne 9, après le nom " *Côté* " ajouter " *Louis Roy, Sen.* "

Clause 6, ligne 3, retrancher les noms " *Pierre Chouinard* " et les remplacer par les noms " *Trefflé Côté* et *Louis Roy, Sen.* "

La clause 10 est effacée.

A la fin de la clause 12, ajouter les mots : "Pourvu toujours que la dite Compagnie ne puisse émettre ces dits bons que jusqu'à concurrence de la somme de vingt mille dollars par mille de chemin construit, par section de pas moins de dix milles, et lorsque telle partie du dit chemin aura été reçue par le Gouvernement.

A la fin de la clause 16, ajouter les mots suivants : " par lettre enregistrée.

A la fin de la clause 18, ajouter les mots " pourvu que la majorité des Directeurs soit des sujets Britanniques."

Retrancher les 3 dernières lignes de la clause 21.

Ajouter ce qui suit comme clause 22.

22. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, aura dans les douze mois de la date de la sanction du présent Acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, Lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour changer le nom de : " *The Orford Nickel and Copper Company*, " lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du Bill les mots suivants qui formeront la clause 2.

2. Cet Acte deviendra en force le jour de sa sanction.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, Lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 12 Mars 1883.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender l'Acte incorporant " *The Stanstead Wesleyan College* " soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour confirmer la propriété et autoriser la vente de certains terrains appartenants à la Fabrique de *St Polycarpe* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Congrégation religieuse appelée " Temple Emmanu-El " soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger une partie du territoire de la municipalité du village d'*Hochelaga* en municipalité séparée, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce Bill a été retiré.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *Rimouski* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Presse Associée de la Province de *Québec*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.



Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser le Synode du diocèse de *Montréal* à vendre certaines propriétés immobilières, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer "*The Quebec City-Mission*," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender le 38ème *Victoria*, chap. 79, et les actes qui l'amendent, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction ; ce Bill ayant rapport à l'Instruction Publique dans la Cité de *Hull*.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender l'Acte incorporant les "Dames Religieuses de Jésus-Marie," soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 5 Mars 1883, demandant toute correspondance entre le Gouvernement ou aucun de ses membres et le Conseil municipal et les électeurs de *Saint-Etienne de Lauzon*, au sujet de la continuation des travaux, sur le Chemin de Colonisation, entre *Saint-Etienne de Lauzon* et *Saint-Lambert*, comté de *Lévis*. (Documents de la Session No 55.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 28 Février 1883, pour un état des dépenses de voyage, pension, etc., des membres des Conseils d'Agriculture et des Arts et Métiers et du Comité Permanent d'Exposition, depuis les cinq dernières années. (Documents de la Session No 56.)

Et aussi, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1881-82. Documents de la Session No 5.)

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé: "Acte pour changer le nom de "*The Orford Nickel and Copper Company*."

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Grande Loterie Nationale de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Nantel* fait, en conséquence, Rapport du Bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme maintenant en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny*;

M. Martel propose, secondé par M. Martin, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Gagnon, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre ne se forme en Comité que dans six mois, vu que la majorité des contribuables n'a pas pétitionné en faveur du dit Bill, et que le Conseil du Village de *Montmagny* a adopté une résolution à l'unanimité, contre l'incorporation du dit Village en Ville."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. D. Brousseau Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Portneuf*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Brousseau, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,

Laberge,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,

Shehyn  
St Hilaire et  
Watts.—13.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Casavant,

Desaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,

Leduc,  
Lynch,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,  
Paradis,

Picard,  
Poulin,  
Richard,  
Robertson,  
Sawyer,  
Spencer,  
Thornton  
Trudel et  
Wärtele.—39.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Archambault fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Bergevin,—la Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Salaberry de Valleyfield*.

Par M. Stephens,—la Pétition de l'Institut Hervey, ci-devant appelé Maison et Ecole d'Industrie, *Montréal*.

Ordonné, Que la Pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Salaberry de Valleyfield*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite Pétition est reçue et lue, demandant des amendements, à l'acte d'incorporation de la dite Ville.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la Fabrique de la Paroisse de *Saint-Polycarpe* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill incorporant le Temple Emmanu-El ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour incorporer la Congrégation appelée " Temple Emmanu-El ".

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—L. A. Billy, Ecuyer, Magistrat de District de *Rimouski*, et Député aux Communes du Canada, s'est-il démis de sa charge de Magistrat de District ; et si, oui, quand le Gouvernement se propose-t-il de nommer son successeur ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—M. L. A. Billy a résigné. Sa résignation a été acceptée, mais le Gouvernement n'a pas encore décidé de lui donner un successeur.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il fait quelques démarches, auprès des autorités fédérales, au sujet d'une augmentation de Subside pour cette Province, telle que mentionnée dans le discours de l'Honorable Trésorier sur le budget, fait le 16 Février dernier ?

Si oui, quelle est la nature de ces démarches et quelles sont les chances de succès, à ce sujet ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Le Gouvernement n'a pas fait telles démarches.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il loué l'ancien hôtel du Gouvernement vis-à-vis l'Esplanade, en cette Cité ? Si, oui, quelles sont les conditions de telles locations, pour quel prix et quel temps cette location est-elle faite ? à la charge de qui sont les taxes et le coût des réparations ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Le Gouvernement s'est engagé à louer, au comte de Premio Réal, l'ancien hôtel du Gouvernement, vis-à-vis l'Esplanade ; mais les conditions du bail ne sont pas encore définitivement arrêtées, sauf que Monsieur le Comte doit faire, à ses frais, toutes les réparations et améliorations dont cette maison a besoin, pour en faire une résidence de première classe, le Gouvernement n'ayant pris à sa charge qu'une partie des réparations ordinairement à la charge des propriétaires.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de présenter, pendant cette Session, une loi concernant les statistiques de la Province de Québec ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Non.

Par M. *Bernatchez*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder cette année, pour les Chemins de Colonisation, dans le Comté de *Montmagny*, un octroi plus considérable que celui de l'année dernière ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—C'est l'intention du Gouvernement de diviser l'octroi de colonisation, selon les besoins de chaque Comté.

Par M. *Martel*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de présenter, pendant cette Session, une loi concernant la santé publique et la statistique vitale ?

Réponse de l'Honorable M. *Mousseau*.—Non.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. A quelle situation officielle M. J. B. *Rouillard* a-t-il été nommé ?

2. Quelle est la date de sa nomination et quelle est son salaire ?

3. En vertu de quelle loi a-t-il été nommé ?

4. M. *Rouillard* a-t-il fait quelques rapports ; et si, oui, le Gouvernement se propose-t-il de les faire imprimer et distribuer durant cette Session ?

Réponse de l'Honorable Commissaire *Lynch*.—Il a été, le 28 octobre dernier, nommé par le Commissaire des Terres de la Couronne, Inspecteur Spécial des mines, pour un ouvrage particulier, avec un salaire de \$6 par jour, à part de ses dépenses de voyage.

Il n'a pas été nommé en vertu d'une loi spéciale, mais pour un service particulier d'une nature temporaire.

Il a fait un rapport qui ne sera pas imprimé maintenant, mais il sera inclus dans le Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, pour la présente année.

Par M. Paradis.—Est-il à la connaissance du Gouvernement que les montants transmis, en Juillet 1882, à E. G. Pelletier, Ecuyer, Coroner pour le District d'Iberville, pour être payés à diverses personnes, dans l'enquête *Martin Moore*, tenue en Février 1881, n'ont pas encore été payés ; et le Gouvernement voudrait-il prendre les moyens de faire remettre ces argents à qui de droit ?

Réponse de l'Honorable M. Mousseau,—A la première partie, oui ; à la seconde le Gouvernement lui a donné l'ordre de payer.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. Le Gouvernement a-t-il payé le montant du compte de *David Garrick*, Huissier de *Montréal*, pour services faits en exécution des Sections 8, 9 et 10 de l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 17 ?

2. Si oui, quand et à qui ce paiement a-t-il été fait ?

3. Quel est le montant ainsi payé, et pour quelles divisions d'enregistrement ces services ont-ils été faits ?

4. En vertu de quelle autorité ce paiement a-t-il été fait ?

Réponse de l'Honorable Trésorier Würtele,—Le Gouvernement a reçu un compte de *David Garrick* au montant de \$235.00 pour services rendus, en Septembre 1881, dans la division d'enregistrement des Comtés d'*Hochelaga* et de *Jacques-Cartier*, pour lire et afficher la Cédule de l'Acte 44-45 *Victoria*, chapitre 17, concernant l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes, et il en a réduit le montant à la somme de \$132.20, dont le paiement fut autorisé par un Ordre en Conseil en date du 29 Juillet dernier ; ce montant devant être pris sur l'item "Divers pour l'Administration de la Justice." Le montant réduit de \$132.20 a été payé le 3 Octobre dernier, au procureur de M. *Garrick*, *Jules Tessier*, Ecuyer, de *Québec*.

Sur motion de M. Watts, secondé par l'Honorable M. Irvine,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des derniers Rapports de l'Inspecteur des Bureaux Publics, concernant le Bureau du Shérif du District d'*Arthabaska*, et de toute correspondance s'y rapportant, par le Shérif ou Député-Shérif.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du Jugement des Lords du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans l'appel de *Charles Russell vs. La Reine*, sur la déclaration de *Woodward*, jugée par la Cour Suprême du *Nouveau-Brunswick*, par une sentence rendue le 23 Juin 1882.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernard,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des instructions données à F. F. Gagnon, Agent des Terres de la Couronne, pour la Division *Granville*, en rapport avec l'Avis Public du 8 Janvier 1883, de E. E. Taché, Assistant-Commissaire des Terres de la Couronne, au sujet du paiement des arrérages et intérêts dûs par les Colons, dans les Paroisses de *Saint-Alexandre*, *Saint-Paschal* et *Sainte-Anne*, dans le Comté de *Kamouraska*.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par l'Honorable M. Pâquet, Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la réponse donnée à M. Faucher de Saint-Maurice, Député de *Bellechasse*, par les Officiers en Loi de la

Couronne, au sujet de la requête des Cultivateurs de *Beaumont*, demandant à ce que le chemin macadamisé conduisant à *Beaumont* soit complété, et constatant que seulement cinq milles de chemin sur onze milles et demi, tel que convenu par la 16e *Victoria*, chap 225, section 8, ont été macadamisés sur le dit chemin de *Beaumont*.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Irvine*,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies des Ordres en conseil, nommant L. A. *Robitaille* à un emploi dans le service public de l'ancienne Province du Canada, et de la Province actuelle de *Québec* ; de sa lettre de résignation et de l'Ordre en Conseil acceptant cette résignation ; des plaintes portées contre lui ; du Rapport et de l'Ordre en Conseil le réintégrant dans le Service Civil ; et sa demande pour être mis à la retraite, et des pièces justificatives accompagnant telle demande ; aussi un état détaillé des salaires et des bonus reçus par lui chaque année, et des montants qu'il a fournis au Fonds de Retraite.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Jacques Picard*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Richmond et Wolfe*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Picard* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copies des Rapports Départementaux et Ordres en Conseil ordonnant l'émission des mandats spéciaux mentionnés dans l'état mis devant cette Chambre, au commencement de cette Session ; avec aussi copies de toutes correspondances et documents quelconques concernant ces mandats.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'honorable Trésorier *Wartle* présente,—la Réponse à un Ordre de la Chambre du 21 Février 1883, pour un état détaillé de la somme de \$410,450.73 dépensée, par mandats spéciaux, conformément à la section 47 du chap. 9 de la 31 *Victoria*, d'après l'état préparé par l'auditeur de la Province et déposé sur le bureau de cette Chambre, le 23 Janvier 1883. (Documents de la Session No 57.)

*Ordonné*, Que la dite réponse soit imprimée.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour incorporer les Dominicains ou Frères prêcheurs de la Province de *Québec*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Stephens*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies de toutes correspondances échangées : 1. Entre le Gouvernement et le Syndicat du Chemin de Fer

du Nord, au sujet du paiement des \$500,000 payées lors de la livraison du Chemin, des intérêts échus le 1er Septembre dernier et le 1er Mars courant, et de l'exécution des travaux que le Syndicat est tenu de faire, le tout au désir du contrat de la vente de la Section Est du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

2. Entre le Gouvernement et le Syndicat du Pacifique, au sujet du paiement des \$100,000 échues le 1er Mars courant, des intérêts échus le 1er Septembre dernier et le 1er Mars courant, et des \$240,000 dues par le dit Syndicat pour travaux à faire, le tout en exécution du contrat de vente de la section Ouest du dit Chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

3. Copie de tous documents généralement quelconques, se rattachant aux payments et déboursés et travaux ci-dessus mentionnés.

Sur motion de M. Frégeau, secondé par M. Trudel,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :— Copie du Rapport de l'Honorable M. Mathieu, concernant les municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, fait au Gouvernement, en l'année 1880.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par l'Honorable M. Piquet,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la liste des documents se rapportant à l'Histoire du Canada, copiés et conservés au Département du Régistrare de la Province de Québec.

Sur motion de M. Martel, secondé par M. Archambault,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies de toutes correspondances, lettres, etc, échangées entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et Monsieur le Procureur de la Corporation du Collège de Chambly.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Stephens,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes les dépenses encourues, depuis 1880 pour la codification et la refonte des Statuts, faisant voir le montant payé à chaque personne, et l'objet de ce paiement.

Sur motion de M. Laberge, secondé par M. Gagnon,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, Copies de toutes correspondances ou lettres échangées, entre le Gouvernement, les particuliers et les personnes chargées de vendre les timbres judiciaires, dans les districts ruraux, ainsi que tous Ordres en Conseil relativement à la vente de ces timbres.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Stephens,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copie de la lettre nommant J. B. Rouillard, Inspecteur des Mines, avec copie des instructions écrites qui lui ont été données, et des rapports qu'il a fait.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copies des Rapports et Ordres en Conseil, No 260, en date du 27 Juillet 1882, No

259 en date du 27 Juillet 1882, No 373 en date du 17 Septembre 1882, No 484 en date du 29 Novembre 1882 et No 481 en date du 25 Novembre 1882, accordant les bonus suivants, \$500 à J. B. LaBelle, \$1000 à J. T. Prince, \$1500 à A. Davis, \$1000 à A. Louthood et \$720 à L. A. Robitaille ; avec copies de tous documents et de toutes correspondances se rattachant à ces divers sujets.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Laberge,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état de toutes les sommes dues ou réclamées pour travaux sur les Chemins de Colonisation, non payées au 31 Décembre 1882, en distinguant ce qui a été payé depuis, de ce qui reste encore dû ou réclamé.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour Chemins de Colonisation, du 1 Juillet au 31 Décembre 1882.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$66,190, entrée à la page 61, des Comptes Publics, pour 1881-82, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale, pour Chemins de Colonisation en général.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Mardi matin.

Mardi, 13 Mars 1883.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité Général sur le Bill pour amender la loi de l'Instruction Publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Bergevin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Bergevin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité Général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender les différents actes concernant le Notariat et les refondre en un seul Acte, sous le titre de Code du Notariat," ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le Comité a examiné le Bill y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Faucher de Saint-Maurice fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.



---

Mardi, 13 Mars 1883.

M. Desjardins, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Quatorzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne de l'éclairage électrique.

Bill incorporant la Compagnie du Chemin de Fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*.

Et Bill amendant l'Acte incorporant la Compagnie du Chemin de Fer Union Jacques-Cartier.

M. Asselin, du Comité Permanent, des Ordres Permanents, présente à la Chambre le Vingt-et-unième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition du Conseil-de-Ville de la Ville de *Salaberry de Valleyfield*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Votre Comité a aussi examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés n'étaient pas suffisants :

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Leeds* et des Cantons de l'*Est*, demandant des amendements à sa charte.

Des Dames Religieuses de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Québec*, demandant la passation d'un Acte leur permettant de faire admettre à l'Asile de *Beauport*, sans autres formalités, les épileptiques devenus aliénés dans le dit Hôpital.

M. Archambault, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-et-Unième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill autorisant la vente de la propriété du "*National School*" de *Québec*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

L'Honorable M. Garneau, du Comité Permanent des Comptes Publics, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport que ce Comité constate, avec regret, les dépenses énormes encourues pour les dépenses contingentes du Bureau du Lieutenant Gouverneur et pour l'entretien de *Spencer Wood* et qu'il recommande à la Chambre d'adopter les mesures nécessaires pour diminuer ces dépenses, que ce Comité regarde comme extravagantes; il recommande aussi qu'aucunes réparations ne soient faites, et qu'aucuns autres édifices ne soient construits, sans un rapport spécial fait par un architecte compétent, qui en établira la nécessité.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que la 49<sup>e</sup> Règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Ville de *Salaberry de Valleyfield*.

*Ordonné*, Que *M. Bergevin* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des Divers Bills Privés.

Sur motion de *M. Picard*, secondé par *M. Frégeau*,

*Ordonné*, Que la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 19 Février 1883, demandant :

1. Copie de toutes correspondances entre les officiers ou gérants de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance, et le Commissaire des Terres de la Couronne depuis le 18 Mars 1882, et aussi copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et les colons du canton de *Whitton*, ou autres personnes pour eux, depuis la même date.

2. Copie de tous documents et rapports faits et transmis par la dite Compagnie, se rapportant aux opérations générales de la Compagnie et spécialement au nombre de familles qu'elle pourrait avoir établies *bonâ fide*, sur ses terres, le ou vers le premier du mois de Juin dernier (1882) ; et aussi copie de tous autres rapports qui auraient pu être faits par ordre du Gouvernement ou autrement.

3. Copie de tous Ordres en Conseil, de tous arrangements ou de toute décision ou Ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne concernant les anciens colons de *Whitton* et les terres qu'ils occupaient, depuis plusieurs années, et aussi les poursuites en déguerpissement faites contre eux, en Août dernier, par la dite Compagnie.

4. De plus, une liste certifiée et assermentée par le secrétaire ou autres officiers de la Compagnie, de tous les actionnaires de cette Compagnie, depuis son organisation, jusqu'à ce jour, ou de toutes les personnes qui se sont inscrites comme actionnaires de cette Compagnie, et le montant pour lequel chacune est inscrite, soit référée au Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Sur motion de l'Honorable *M. Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wartele*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans les paragraphes suivants du rapport du Comité Spécial. nommé pour aider *M. l'Orateur* à reviser les Règles et Règlements et les Ordres Permanents pour la régie de cette Chambre :

Le Comité Spécial nommé pour aider *M. l'Orateur* à reviser les Règles et Règlements et les Ordres permanents pour la régie de cette Chambre, a tenu une séance le 7 Mars 1883, à laquelle assistaient l'Honorable *M. Mousseau*, l'Honorable *M. Taillon*, l'Honorable *M. Paquet*, *M. Gagnon*, *M. Desjardins*, *M. Faucher de Saint-Maurice*, et *M. Archambault*, et a l'honneur de faire le rapport suivant :

1. Conformément à la suggestion faite par le Comité des Bills Privés, dans son rapport du 27 Février 1883, Votre Comité suggère d'ajouter, après la Règle 59, la suivante :

59a. Aucun Bill Privé pour autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'Avocat, Notaire, Médecin, Arpenteur, Pharmacien, Dentiste, ne sera lu une deuxième fois, à moins qu'il n'apparaisse, par le préambule, que tel Bill a obtenu l'assentiment du Bureau ou Conseil d'administration de la profession dans laquelle le pétitionnaire désire entrer.

Le Comité des Bills Privés devra s'enquérir tout particulièrement de la vérité de telle allégation, dans un Bill qui lui aura été référé, et rapporter comme non prouvé, le préambule de tout tel Bill, quand la preuve de tel assentiment n'aura pas été faite.

2. Le paragraphe 2 de la Règle 66 devrait être amendé de manière à se lire comme suit :

Tout Bill Privé autrement rapporté à la Chambre, par tel Comité, sera placé sur les Ordres du Jour conformément à la Règle 22.

3. Votre Comité soumet respectueusement, qu'il serait désirable de confier à une commission spéciale le soin de faire une codification aussi complète que possible des règles de Votre Honorable Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte concernant la Fiducie et l'Acte concernant les Placements que les administrateurs sont tenus de faire, 42-43 *Victoria*, chap. 29-30 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Desjardins* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

Le Bill pour amender l'Acte 45 *Victoria*, chap. 16, intitulé : " Acte concernant les Arpenteurs de la Province de Québec et les arpentages, " est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.*

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny* étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'Honorable M. Joly propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à diviser la ville en deux quartiers : Est et Ouest, avec trois Conseillers chacun et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite Ville."

Et des Débats s'ensuivant ;

Et l'heure fixée par la 19e Règle pour la considération des Bills Privés étant expirée, les autres Ordres du Jour sont appelés.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. Joly propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté et à aider le Gouvernement à accomplir les réformes requises pour diminuer les dépenses publiques, mais que, dans son opinion, la nouvelle Commission du Service Civil n'est pas nécessaire pour arriver à ce résultat, et qu'elle ne fait qu'occasionner un surcroît de dépenses."

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle L. G. Desjardins, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Desjardins, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chap. 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle H. J. Martin, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Bonaventure*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Martin prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 14 Mars 1883.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,*

*Gagnon,  
Irvine,  
Joly,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,  
Stephens et  
Watts.—14.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desautniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,  
Leduc,*

*Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,  
Paradis,  
Picard,*

*Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Thornton,  
Trudel et  
Wurttele.—43.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal d'Agriculture, français et anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3 à \$800 chacune), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses ayant rapport à l'Agriculture, y compris \$100 pour "*The Eastern Townships' dog, poultry and pet stock Association*", pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnement à différents traités et publications sur l'agriculture, la colonisation, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. Garneau informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Mercredi, 14 Mars 1883.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'Honorable M. Robertson,—La Pétition de George Frederick Bowen, Shérif du District de Saint-François—et la Pétition de John Short et autres, du District de Saint-François.

*Ordonné*, Que la Pétition de George Frédéric Bowen, Shérif du District de St-François, et la Pétition de John Short et autres, du District de St-François, présentées aujourd'hui, soient maintenant lues.

Et les dites Pétitions sont lues et reçues ; demandant respectivement des amendements au Code du Notariat.

Conformément à l'Ordre du Jour, la Pétition suivante est lue et reçue :

De l'Institut Hervey, ci-devant appelé maison et école d'industrie, de Montréal ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer "Le Grand Nord."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie Papineau."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac St-Jean*."

Bill intitulé : "Acte pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes, et lui octroyer certains pouvoirs."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et de *Missisquoi*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie appelée "La Compagnie de l'Hôtel Saint-Louis," sans amendement.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union Saint-Joseph, de *Lachine*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes, et lui octroyer certains pouvoirs," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 3, après le mot "option" ajoutez "de la majorité".

Après la clause 2, insérez les mots suivants qui formeront la clause 3 :

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, et ce qui précède, la liquidation des affaires de la Compagnie pourra être décidée sur résolution adoptée par le vote affirmatif de ses actionnaires permanents, agissant par eux-mêmes ou par procureurs et représentant la majorité absolue de toutes les actions composant son capital-social permanent ; et ce vote devra être pris dans une assemblée générale des dits actionnaires, convoquée spécialement à cette fin, par un avis de deux mois, inséré au moins une fois par semaine, dans un journal français et dans un journal anglais, publiés en la Cité de *Montréal*, lequel devra être signé par pas moins de quinze actionnaires et adressé par la poste, le tout aux frais de la dite Compagnie, à chacun des actionnaires permanents, au moins quinze jours avant la date de la dite assemblée, sous le seing du caissier de la dite Compagnie, par lettre chargée. Et si la liquidation est décidée, elle se fera conformément aux dispositions de l'Acte de cette Province, 42-43 *Victoria*, chap. 32.

La clause 3 devient la clause 4.

Dans la 2ème ligne de la clause 4 retranchez le mot "les" et insérez les mots "la moitié des."

La clause 4 devient la clause 5.

Ajouter à la fin du Bill la clause suivante :

6. Cet Acte viendra en force le jour de sa sanction.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer "Le Grand Nord," lesquels sont lus comme suit :

Clause 6, ligne 7, retranchez les mots "deux semaines" et remplacez les par les mots un mois."

Clause 7, ligne 8, retranchez les mots "deux semaines" et insérez les mots "un mois avant le jour de l'élection."

Clause 2, page 4, retranchez tous les mots après le mot "suite" dans la deuxième ligne jusqu'aux mots "par mille" inclusivement de la 4ème ligne, et remplacez par les mots "pourvu que le montant de ces débentures n'excède pas vingt mille piastres par mille, et qu'elle soient émises en proportion de la longueur du Chemin de Fer construit par sections de pas moins de dix milles et reçues par le Gouvernement.

Clause 14, ligne 1, remplacez le mot " propriété " par le mot " priorité. "

Clause 21, après le dernier mot de cette clause, ajoutez les mots " pourvu que la majorité des directeurs soit des sujets britanniques. "

Ajoutez à la fin de ce bill la clause suivante :

28. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac St-Jean*, " lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 6, effacer le mot " partant " et insérer les mots " pour construire un Chemin de Fer. "

Clause 15, ligne 10, après le mot " secrétaire " retrancher le mot " et " et ligne 18 retrancher le mot " cinq, " et le remplacer par le mot " dix. "

Après la clause 15 ajouter les mots suivants : " pourvu aussi que la dite Compagnie ne puisse émettre aucune telle obligation pour une somme excédant vingt mille piastres par mille de Chemin construit par section de dix milles, et lorsque telle partie du dit Chemin aura été reçue par le Gouvernement. "

La clause 24 est effacée.

Clause 25, ligne 3, après le mot " avec " insérer les mots " ou prévu par. "

Ajouter ce qui suit comme clause 26.

26. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises. "

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*, " lesquels sont lus comme suit :

Page 7, retranchez le dernier mot de la première ligne et tous les mots de la ligne 2 et les remplacer par les mots " construit par section de pas moins de dix milles et reçu par le Gouvernement. "

Page 8, ligne 5, retrancher les mots " deux semaines, " et les remplacer par les mots " un mois " et ligne 7 retrancher les mots " deux semaines " et les remplacer par les mots " un mois. "

Clause 23 ligne 5, retrancher les mots " ordinairement. "

Clause 25 ligne 2, retrancher le mot " comptoirs. "

Retrancher la clause 28 et la remplacer par la suivante :

" 28. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises. "

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*, " lequel est lu comme suit :



Effacer tous les mots de la clause 13 et les remplacer par les suivants :

" 13. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises."

*Ordonné*, Que le dit amendement soit lu la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et de *Missisquoi*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 7 ligne 11, après le mot "*d'Iberville*" retrancher le mot " ou " et insérez le mot " et. "

Clause 7 ligne 12 retrancher les mots " dans les deux semaines précédant " et insérez à la place les mots " un mois avant. "

La clause 11 est retranchée.

La clause 12 devient clause 11 et les numéros sont ainsi changés pour les autres clauses jusqu'à la fin du Bill.

Ajouter à la fin de la clause 11 les mots suivants : " et pourvu aussi que ces obligations n'excèdent pas la somme de vingt mille piastres par mille de Chemin de Fer construit par section de pas moins de six milles, et lorsque telle partie de chemin aura été reçue par le Gouvernement. "

A la fin de la clause 15 (amendée) ajouter les mots " par lettre chargée. "

Clause 20 (amendée) ligne 4 retrancher le mot " cinq " et remplacez-le par le mot " deux, " ligne 5 retranchez le mot " dix " et remplacez-le par le mot " cinq. "

A la fin du Bill ajouter la clause suivante :

21. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,—présente la Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 21 Février 1883, demandant, Copie du Factum de l'Honorable *G. O'Kill Stuart*, produit au Bureau des Terres de la Couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la Seigneurie de *Mingan*, connue sous le nom de *Terra firma*. (Documents de la Session No 58.)

Et aussi, la Réponse à un Ordre de la Chambre, du 5 Mars 1883, pour un état indiquant le nombre d'élèves qui ont fréquenté chacune de nos Ecoles d'Agriculture, depuis leur fondation jusqu'à ce jour, les noms de ces élèves, leur résidence et le nombre d'années qu'ils ont résidé à ces écoles ; de plus le nombre de ces élèves qui se sont livrés à l'Agriculture et qui cultivent actuellement comme agronomes dans cette Province, les noms des Paroisses et Comtés ou ces Cultivateurs sont établis. (Documents de la Session No 59.)

*Ordonné*, Que *M. Trudel* ait la la permission de présenter un Bill pour amender l'article 948 du Code Civil du Bas-Canada.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser les Sœurs de l'Asile de la Providence et l'Asile Saint Patrice des Orphelins de *Montréal*, à vendre certaines propriétés soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *St-Jean, Napierville et Huntingdon* soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce Bill a été retiré.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer la Ville de *Saint-Sauveur de Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, le préambule n'ayant pas été prouvé.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsides ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fau-teuil, et M. *Desjardins* fait rapport quele Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité, aujourd'hui.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion,—Que le Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny* soit maintenant lu la troisième fois ; et lequel amendement comporte que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à diviser la ville en deux quartiers : Est et Ouest, avec trois conseillers chacun, et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite Ville. ”

M. *Stephens* propose comme sous amendement, secondé par M. *Laberge*, que la troisième lecture du Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny* ne soit pas maintenant prise en considération, mais que le Bill pour incorporer “ *The Citizens Gas Company of Montreal* ” soit maintenant appelé et que la Chambre se forme maintenant en Comité Général sur ce Bill ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

*Beaubien,  
Bernard,  
Cameron,  
Demers,  
Duckett,*

*Duhamel,  
Gagnon,  
Joly,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Owens,*

*Spencer,  
Stephens  
Thornton et  
Watts.—17.*

CONTRE :

Messieurs.

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Carbray,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Desjardins,  
Frégeau,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,

Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,  
Picard,  
Poulin,

Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
St-Hilaire et  
Trudel.—27

Ainsi, la question est résolue négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et de nouveaux Débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,  
*Ordonné*, Que les Débats soient ajournés.

M. *Brousseau*, du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Second Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant cette Chambre et qu'il recommande l'impression immédiate des documents suivants, pour l'usage des députés :

No 21. Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. *Emile Bonnement*, Chevalier de la Légion d'Honneur, au sujet de la création d'une Compagnie destinée à établir une manufacture d'engrais artificiels, en employant les déchets de poissons.

No 27. Copie de tous Ordres en Conseil et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et le Conseil de l'Instruction Publique, ou aucun de ses Comités, au sujet des lois sur l'Instruction Publique qui pourraient être soumises à l'avenir à la considération de la Législature.

No 33. 1. Copie du jugement, *in extenso*, rendu par la Cour Suprême du *Canada*, concernant le droit de pêche dans la Rivière *Miramichi* et dans les Rivières non navigables des différentes Provinces ;

2. Copie de la Correspondance échangée entre le Commissaire des Terres de la Couronne et l'Honorable Ministre de la Marine et des Pêcheries, à *Ottawa*, sur le même sujet, jusqu'au 30 Juillet dernier et depuis ce jour ;

3. Copie des règlements adoptés par le Commissaire des Terres de la Couronne, avant le 30 Juillet dernier, concernant l'émission des licences et permis de pêche, en attendant le règlement final de cette question, alors pendante, entre les Gouvernements de *Québec* et d'*Ottawa* ;

4. Un état faisant connaître le nombre de permis ou licences accordés ; à qui, pour qu'elles rivières, les sommes d'argent payées, etc, jusqu'au 30 Juillet dernier, et depuis cette date, jusqu'à ce jour ;

5. Une liste des rivières de la Province de *Québec*, indiquant, séparément, autant qu'il peut être déterminé, les rivières navigables et non navigables, et celles sur les bords desquelles les lots n'appartiennent pas à la Couronne ; attendu que ces lots forment parties des Seigneuries ou qu'ils ont été autrement concédés par la Couronne ;

6. Copie de tous Ordres en Conseil, des règlements qui peuvent avoir été adoptés et de la correspondance qui peut avoir été échangée, depuis le 30 Juillet dernier, concernant le règlement de ces droits, la perception du paiement des permis ou licences ou le règlement de ces réclamations.

No 35.—Etat détaillé de tout les octrois de terres faits en vertu de l'Acte de la dernière session, 45 *Victoria*, chap. 28 ; ainsi que copie de la correspondance

échangée avec toute Compagnie de Chemin de Fer, au sujet des octrois autorisés par le dit acte.

No 45. 1. Copie de tous Ordres en Conseil, passés depuis le 30 Juillet dernier, concernant le tarif des droits sur les bois et la vente, et l'administration des bois sur les Terres de la Couronne et tous rapports ayant traités à cette question.

2. Copie de tous Ordres en Conseil, passés depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet.

No 47.—Noms des propriétaires des limites sises et situées sur le parcours de la ligne projetée du Chemin de Fer de Québec au Lac Saint-Jean ; et de plus, les noms des propriétaires des limites sises et situées dans les quinze milles, de chaque côté de la ligne du dit Chemin de Fer (moins la carte.)

No 49.—Copie de tous Ordres en Conseil et Rapports, au sujet du transfert de terrain de l'Ecole Normale, sur lequel doit être construit l'Hotel du Château Saint-Louis (sans le plan.)

No 53.—Copie de toutes Correspondances relatives à l'accomplissement des conditions énoncées dans le contrat de vente, passé entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique.

No 54. 1. Copie de toutes Correspondances entre les Officiers ou Gérants de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance et le Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le 18 Mars 1882, et aussi Copie de toutes Correspondances échangées entre le Gouvernement et les Colons du Canton de *Whitton* ou autres personnes pour eux, depuis la même date.

2. Copie de tous Documents ou Rapports faits et transmis par la dite Compagnie, se rapportant aux opérations générales de la Compagnie et spécialement au nombre de familles qu'elle pourrait avoir établies *bonâ fide*, sur ces Terres, le ou vers le premier du mois de Juin dernier [1882] ; et aussi Copie de tous autres Rapports qui auraient pu être faits par ordre du Gouvernement ou autrement.

3. Copie de tous Ordres en Conseil, de tous arrangements ou de toute décision ou ordre émis par le Commissaire des Terres de la Couronne, concernant les anciens Colons de *Whitton* et les terres qu'ils occupaient, depuis plusieurs années, et aussi les poursuites en déguerpissement, faites contre eux, en Août dernier, par la dite Compagnie.

4. De plus, une liste certifiée et assermentée par le Secrétaire ou autres officiers de la Compagnie, de tous les actionnaires de cette Compagnie, depuis son organisation, jusqu'à ce jour, ou de toutes les personnes qui se sont inscrites comme actionnaires de cette Compagnie, et le montant pour lequel chacune est inscrite.

No 56.—Etat des dépenses de voyage, pension, etc, des Membres du Conseil d'Agriculture et des Arts et Métiers et du Comité Permanent d'Exposition, depuis les cinq dernières années.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsides étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle *L. N. Asselin*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Rimouski*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Asselin* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. Irvine propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " tout en étant disposée, comme elle l'a toujours été à voter les Subsidés nécessaires au maintien du Gouvernement de cette Province, cette Chambre est d'opinion, qu'il soit résolu : qu'elle constate avec alarme, les dépenses énormes encourues pour les contingents du Bureau du Lieutenant-Gouverneur et l'entretien de *Spencer Wood*, et que cette Chambre désire adopter des mesures propres à réduire ce qu'elle considère être des dépenses extravagantes ; et de plus qu'aucune réparation et construction nouvelle ne soient faites à *Spencer Wood* sans que leur nécessité ne soit démontrée d'une manière satisfaisante.

Et des Débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle J. N. P. Marion, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *L'Assomption*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Marion prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Jeudi matin ;

Jeudi, 15 Mars 1883.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR

Messieurs :

Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,  
Laberge,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin,  
Stephens et  
Watts.—14.

#### CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,

Charlebois,  
Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,

LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,  
Paradis,

Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Saint-Hilaire,  
Thornton,  
Trudel et  
Wartele.—43.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Immigration et du Repatriement, y compris \$500.00 pour "*The Ladies Female Protective Immigration Society*," de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'Inspection et Examen des Edifices Publiques, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Nouveaux Edifices du Parlement, la construction devant coûter \$300,000, moins les fondations, payable à même l'emprunt, (déjà voté), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de Voûtes à l'épreuve du Feu, dans les Palais de Justice et Prisons dans les nouveaux Districts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations à l'Ecole Normale *Jacques-Cartier*, nécessitées par l'état de la Tour, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Patrice*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *St-Patrice* pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine, Bon Pasteur, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice des enfants trouvés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Orphelins protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, Asile de *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de l'Ecole d'Industrie Institut *Hervey, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph, de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 20 Juin 1884.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames de l'Asile pour les Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Sainte-Brigitte*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1894.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.



54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour sa maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante et six piastres et soixante et six centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph, Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Jean, Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennas*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie, Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital *Saint-Joseph, Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Ste Anne Lapocatière, Ste Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Ferdinand, St-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Yamachiche, Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital *Saint-Louis, Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de *Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ingénieurs des Mines, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais de voyage et dépenses contingentes du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider le Club de la Province de *Québec*, pour la protection du Poisson et du Gibier et contribuer aux frais de semence de riz sauvage comme nourriture pour les Oiseaux aquatiques, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110 sect. 7, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt dix neuf mille six cent vingt-cinq piastres et cinquante-neuf centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance dûe sur terrains et propriétés du Chemin de Fer de *Q., M., O. et O.*, (déjà voté), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, la Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

Jeudi, 15 Mars 1883.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et de *Missisquoi*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

*Ordonné*, Que M. Archambault ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 31 *Victoria*, chap. 32, concernant les prévôts des incendies, pour les Cités de Montréal et de Québec, ainsi que l'Acte 32 *Victoria*, chap. 29, amendant le dit Acte 31 *Victoria*, chap. 32.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. Mousseau, secondé par l'Honorable Trésorier Warteke,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, Vendredi prochain, elle soit ajournée à Samedi, (le lendemain) à 2 heures P. M., et que les Ordres du Gouvernement aient la priorité ce jour-là, après les affaires de routine.

*Résolu*, Qu'à compter de Lundi prochain, inclusivement, il y ait deux séances distinctes chaque jour; la première commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et la seconde commençant à 7½ heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement.

L'Honorable M. Paquet, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-Deuxième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour incorporer " la Compagnie du Monument National ", et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité des Subsidés; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Sawyer fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St-Joseph de St-Roch, Québec, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du Saint Laurent et de Témiscouata. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie de prêt et d'hypothèque, de Montréal. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre l'Acte incorporant la ville de Fraserville. "

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre Napoléon Théoret à la pratique de la profession de Notaire, " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie de prêt et d'hypothèque, de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

A la fin de la clause 3, ajoutez les mots suivants : "et tel état devra être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, aux frais de la Compagnie."

Retranchez la clause 4.

La clause 5 devient clause 4.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion : "Que le Bill pour incorporer la ville de *Montmagny*, soit maintenant lu la troisième fois," et lequel amendement était : que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à diviser la ville en deux quartiers, Est et Ouest, avec trois conseillers chacun et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite ville."

Et de nouveaux Débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par M. *Watts*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*."

Le dit amendement, est, en conséquence, lu la seconde fois, et adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville d'*Hochéлага*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'Acte Electoral de *Québec*," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville d'*Hochéлага*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, retranchez les huit derniers mots de la ligne 9, la ligne 10, et les cinq premiers mots de la ligne 11.

Clause 31, ligne 5, après le mot "cent" ajoutez "d'indemnité."

Clause 31, ligne 18, retranchez le mot "intérêt" et remplacez-le par les mots "une indemnité."

Clause 35, retranchez le dernier mot de la ligne 8 et les sept premiers mots de la ligne 9.

A la fin de la clause 38, ajoutez les mots suivants :

"Dans le cas de poursuite dirigée contre la Ville d'*Hochéлага*, à cause de telle irrégularité, la dite Ville d'*Hochéлага* aura droit d'exercer tout recours en garantie soit par action directe soit autrement contre les dits Commissaires ou Syndics d'Ecoles, pour recouvrer tous dommages, intérêts, indemnité ou frais que la dite ville serait exposée à payer à raison de telle irrégularité."

Clause 105, retranchez les quatre derniers mots de la ligne 7 et tous les mots de la ligne 8 et remplacez-les par les mots "375, 376 et suivantes de l'acte des clauses générales des Corporations de Ville."

Clause 129, ligne 2, au lieu "de la présente section" insérez "du présent acte."

Clause 136, retranchez les quatre derniers mots de la ligne 20, tous les mots de la ligne 21 et les huit premiers mots de la ligne 22 et remplacez-les par les mots suivants : "faits, préparés et homologués pour la Ville d'*Hochélaga* et actuellement en force ; lesquels dits rôles d'évaluation et de perception sont, par les présentes, déclarés légaux à toutes fins que de droit, et les dites"

Clause 144, ligne 1, retranchez le mot "pourra ;" remplacez le mot "former" par "formera", et à la fin de la ligne ajoutez le mot "nouveaux."

Même clause, retranchez le premier mot de la ligne 12, et tous les mots après "annexé" de la ligne 13 et remplacez-les par les mots : "qui auront la qualification requise par la charte de la dite Cité et dont une liste sera préparée au préalable et avec diligence, par le Secrétaire-Trésorier de la dite Ville d'*Hochélaga*, lequel remettra la dite liste au Greffier de la dite Cité de *Montréal*."

Clause 145, après le mot "annexer" de la ligne 2 ajoutez les mots "aux conditions y mentionnées;" après le mot "devra" de la ligne 3, ajoutez les mots "pour avoir force et effet et à peine de nullité."

Clause 146, retranchez les huit premiers mots de la première ligne et remplacez-les par les mots "après la susdite."

Même clause, après le dernier mot de la ligne 2, ajoutez les mots "et dans les trente jours qui suivront la remise de la liste des électeurs par le dit Secrétaire-Trésorier au dit Greffier de la dite Cité comme susdit."

A la fin de la clause 146, ajoutez les mots suivants : "Ces formalités, une fois accomplies, le dit nouveau quartier sera incorporé à la dite Cité de *Montréal* et sera sujet à tous les règlements passés et futurs de la dite Cité, et jouira de tous les droits et privilèges et immunités conférés à la dite Cité par sa charte et les dits statuts qui l'amendent, et sera sujet à tous les devoirs et obligations prescrits par la dite charte et les dits statuts ; mais aucune des dispositions du présent acte, n'aura l'effet de modifier ou amender la charte de la Cité de *Montréal*, si ce n'est en ce qui est mentionné dans le présent chapitre, relativement à l'annexion, en autant seulement qu'il modifie et amende la clause 4 de la dite Cité de *Montréal*, 37 *Victoria*, chap. 51.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill pour amender la loi de l'Instruction Publique est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Audet*, le Bill est amendé en remplaçant la clause 4 par la suivante :

4. Dans la Ville de *St Germain de Rimouski*, la vente des immeubles pour taxes et cotisations scolaires, se fera de la manière indiquée dans l'acte 40 *Vict.*, chap. 22, sect. 13, paragraphes 20 et 21, et l'état préparé par le secrétaire trésorier des Commissaires tel que prescrit par la loi plus haut citée, sera transmis au Secrétaire Trésorier de la Ville de *Rimouski*, lequel pour les fins de la vente de telles propriétés, aura tous les pouvoirs donnés par la même loi, plus haut citée, au Secrétaire Trésorier du Conseil de Comté.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : Acte pour amender les lois sur l'Instruction Publique en cette Province. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau* ;"

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et de *Témiscouata*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 8, ligne 15, retranchez les mots "francs ou."

Clause 11, ligne 2, retranchez le mot "trois" et remplacez le par le mot "deux."

A la fin du Bill ajoutez la clause suivante :

13. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent Acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la Ville de *Fraserville*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 6, ligne 2, retranchez le mot "sont" et insérez à la place les mots "seront ainsi annexées pour toutes les fins quelconques, mais seront"; même ligne, après le mot "taxes" ajoutez "municipales."

Clause 11, page 5, après le mot "commissaires" ajoutez les mots "pour décision sommaire"; après le mot "des" ajoutez "petites"; retranchez le mot "sommaires."

Clause 24, après le mot "arpenteurs" de la ligne 11, ajoutez les mots "les Protonotaires, les Shérifs et les Greffiers de la Cour de Circuit et les Notaires."

Clause 158, ligne 4, retranchez "*Rivière du Loup*."

Clause 280, ligne 6, retranchez le mot "constateront" et remplacez-le par le mot "motiveront."

Clause 315, ligne 12, après le mot "passibles" ajoutez les mots "d'une amende n'excédant pas cinquante piastres et à défaut de paiement de la dite amende et des frais."

Clause 340, ligne 8, retranchez le mot "l'acheteur" et remplacez-le par le mot "l'adjudicataire"; après le mot "pourra" insérez "aussi."

Même clause, ligne 13, après le mot "vente" insérez "subséquente" 4e et 5e lignes.

Clause 380, retranchez les mots "trente jours" et insérez les mots "deux mois de calendrier."

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. McShane, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le Gouvernement ait dépensé pour le Chemin de Fer *Q., M., O. et O.*, du 1er Juillet au 31 Décembre 1882, la somme de \$549,025.16, (dont \$392,917.95 au moyen de mandats spéciaux) et que le Gouvernement demande encore par le Budget pour l'année 1883-84, une autre somme de \$464,625.59, pour le même chemin de fer, faisant en tout une somme de \$1,013,650.75 dépensé et à dépenser pour une propriété qui n'appartient plus

à la Province, depuis le 1er Juillet dernier (1882) quand, par le Budget pour l'année 1882-83, le Gouvernement ne demandait que la somme de \$519,737.30, pour cet objet, soit un montant en plus, de \$493,913.45, et quand par les actes de vente du dit Chemin, la Province n'est pas tenue à dépenser un aussi fort montant."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Demers,*

*Dorais,  
Gagnon,  
Irvine,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,*

*Shehyn,  
Stephens et  
Watts.—15.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,*

*Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,  
Leduc,*

*Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,  
Pâquet,*

*Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Würtele.—38.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Vendredi matin ;

Vendredi, 16 Mars 1883.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Chemins de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un pont sur la Rivière Ottawa, entre l'Ile Calumet et Bryson, \$4,000.00 payables \$2,000.00 par année pendant deux années, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la reconstruction de la superstructure du Pont Bacon sur la Rivière Sainte-Anne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille quatre cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers,



assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du Nouveau Palais de Justice de Québec, payable par un emprunt spécial (déjà votée), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt trois mille cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations etc., des Palais de Justice et des Prisons, y compris l'Ameublement du Palais de Justice et de la Prison de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---

### Vendredi, 16 Mars 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Archambault,—la Pétition de D. Z. Gauthier, de la Ville de Sorel.

L'Honorable M. Pâquet, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour autoriser Alfred Charles Pinsonneault à vendre certains immeubles grevés de substitution, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Mercier, ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 45 Victoria, Chap. 22, intitulé : "Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier Wurtel présente,—la Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 21 Février 1883, pour un état des sommes d'argent payées à l'Honorable A. Lacoste, et autres Avocats, durant les années 1881 et 1882, pour services professionnels et déterminant pour quel service. (Documents de la Session No 60.)

L'Honorable Secrétaire Provincial Blanchet présente,—la Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 26 Février 1883, demandant :

1. Copie de la Correspondance échangée entre le Gouvernement et *Alexander Denistoun* et autres, au sujet de la propriété de la "Terre ferme de *Mingan*," avec Copie des titres transmis au Gouvernement à l'appui de leur réclamation.

2. Copie du Rapport de l'Ordre en Conseil, accordant à *Alexander Denistoun* et autres, le privilège d'exploiter pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite "Terre ferme de *Mingan*." (Documents de la Session No 58.)

Le Bill pour amender l'Acte concernant la fiducie et l'Acte concernant les placements que les administrateurs sont tenus de faire, (42-43 *Victoria*, Chap. 29-30), est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais elle regrette que, durant l'année fiscale finissant le 30 Juin 1882, il ait été dépensé \$2300 de plus que les crédits votés pour l'inspection des Bureaux Publics, et que le Gouvernement maintienne en charge un cinquième officier, M. *Didace Tassé*, comme inspecteur des Cours des Commissaires et de Circuit de Comtés, sans autorité législative, avec un salaire annuel de \$1600."

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle R. *Trudel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Champlain*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Trudel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier à la motion : "Que le Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny*, soit maintenant lu la troisième fois," et lequel amendement était : que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient

remplacés par les suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à diviser la ville en deux quartiers, Est et Ouest, avec trois Conseillers chacun et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite ville. "

L'Honorable M. *Irvine*, membre pour la division Electoral de *Mégantic*, se lève de son siège et déclare à la Chambre qu'il est informé et tient pour vrai, que, depuis que la pétition sur laquelle est fondée le Bill pour incorporer la ville de *Montmagny* est en la possession de cette Chambre, la dite pétition a été manipulée par quelque personne et qu'une feuille additionnelle, contenant des signatures réputées comme soutenant la dite pétition, y a été ajoutée; l'addition de ces signatures a pour but de tromper la Chambre, et est une atteinte aux privilèges de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wärtele*,

*Résolu*, Que, vu qu'il a été déclaré par l'Honorable député de *Mégantic*, de son siège en cette Chambre, qu'il est informé et qu'il croit, que certains noms ont été ajoutés à une des requêtes présentées à cette Chambre, à l'appui du Bill pour incorporer la ville de *Montmagny* maintenant devant cette Chambre, et ce, depuis sa présentation, en violation des privilèges de cette Chambre, la dite requête soit référée au Comité des Privilèges et Elections, avec instruction de s'enquérir, sans délai, s'il est vrai ou non, que la dite requête a été altérée par quelqu'un, et si elle l'a été depuis sa présentation, par qui; et vu que le député de *Chambly*, M. *Martel*, déclare de son siège en cette Chambre, qu'une requête à l'appui du même Bill pour incorporer la ville de *Montmagny* et contenant vingt quatre noms, qui avait été soumise au Comité des Bills Privés, est disparue, sans que l'on puisse savoir comment, ce même Comité reçoive aussi instruction de s'enquérir des faits mentionnés dans cette déclaration, et fasse rapport sur le tout, sans délai.

La Chambre reprends les débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés); lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais elle regrette que, durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1882, il ait été dépensé \$2,300 de plus que les crédits votés pour l'inspection des Bureaux Publics et que le Gouvernement maintienne en charge un cinquième officier, M. *Didace Tassé*, comme inspecteur des Cours des Commissaires et de Circuit de Comtés, sans autorité législative, avec un salaire annuel de \$1,600."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Demers,*

*Gagnon,*  
*Irvine,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*

*Rinfret dit Malouin*  
*Stephens et*  
*Watts.—12.*

## CONTRE :

## Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,

LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,

Pâquet,  
Paradis,  
Picard,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—42.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'enseignement des Beaux Arts, appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'établissement, à *Montréal*, d'une institution pour la production du vaccin animal, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Samedi matin.

*Samedi, 17 Mars 1883.*

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons à *Montréal* et à *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts contre les incendies, (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'exploration et d'inspection des mines (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du reboisement et de la conservation des forêts, (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons, à *Montréal* et à *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Garneau* informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

*Samedi.*

*Mardi*, 17 Mars 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par M. *Lavallée*.—La Pétition de l'Hospice de la Ville de *Joliette*.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour faciliter la construction d'une Eglise et d'une Sacristie dans la Paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette*, dans le District de *Montréal* soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral, 45 *Victoria*, chapitre 101, intitulé : " Acte pour amender et amplifier " l'Acte pour autoriser la Compagnie d'Assurance de *Stadacona* contre le Feu et sur la Vie à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires, et pour valider les dispositions du dit Acte et leur donner effet " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul acte, sous le titre de " Code du Notariat " est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec plusieurs amendements auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu;

M. *Watts* propose sous forme d'amendement, secondé par M. *Owens*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Bernard* fait rapport du Bill en conséquence.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender de nouveau le Code Municipal."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal étant lu;

Et la Question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour permettre au titulaire et aux Marguilliers de l'Eglise *St-James, Hull*, de disposer de certaines propriétés immobilières et d'en placer les produits, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte 33 *Victoria*, chap. 33 concernant les voitures pour chemins d'hiver; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Frégeau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill concernant les clôtures paraneiges; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Pâquet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour changer le nom de la Municipalité de la partie Est du Canton de *Tingwick*, en celui de la Municipalité de *Saint-Rémi de Tingwick*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Saint-Hilaire* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Saint-Hilaire* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme maintenant en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte 31 *Victoria*, Chap. 32, concernant les prévôts des incendies, dans les Cités de *Montréal* et de *Québec*, aussi l'acte 32 *Victoria*, Chap. 29, amendant le dit acte 31 *Victoria*, Chap. 32;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil;

M. *Stephens* propose comme amendement, secondé par M. *Deschênes*, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Rinfret dit Malouin</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Mousseau,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Watts.—31.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Poulin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Piquet et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Wartelle.—13</i>
<i>Faucher de St-Maurice,</i>			

Ainsi il est résolu affirmativement.

La Question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

*Résolu*, Que cette Chambre se formera en le dit Comité d'aujourd'hui en six mois.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la motion proposée, Lundi, le 26 Février dernier, Que cette Chambre concoure dans le 4ème Rapport du Comité

Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présenté à la Chambre le 10 Mai 1882 ; (Voir pages 230 et 284 du Journal de 1882).

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill pour amender l'Acte 34 *Victoria*, chap. 4, section 10, de manière à ce que cette section s'applique à tous les Districts Judiciaires de la Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, Lundi prochain.

M. le Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—Les Statistiques Municipales des rapports municipaux de la Province de *Québec*, pour l'année 1881. (Documents de la Session No 23.)

*Ordonné*, Que ce rapport soit imprimé dans les deux langues pour l'usage des membres de cette Chambre, plus 1075 copies additionnelles pour distribution.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de la *Providence de St Charles Borromée de Joliette*, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 6.)

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et de *Témiscouata*" ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Fraserville*" ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour pourvoir à l'établissement de bibliothèques publiques et gratuites, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'Acte des Notaires 39 *Vict.*, chap. 33 et 43-44 *Vict.*, chap. 32, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

L'Ordre du Jour pour la deuxième lecture du Bill pour amender la Loi des Licences de *Québec*, de 1878, 41 *Vict.*, chap. 3, en soumettant les licences pour hôtel



de tempérance, aux formalités prescrites par la Section 48 de la dite Loi, pour l'obtention des licences de magasins de liqueurs, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

Le Bill pour amender l'article 2160 du Code Civil est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poulin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Poulin fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de l'Association Homéopathique de Montréal, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde de fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. Mousseau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Würtel, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

M. Archambault propose comme amendement, secondé par M. Stephens, que les mots " et qu'elle reste ajournée jusqu'à Mardi, le 27 courant " soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs.

Archambault,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Dsmers,

Desaulniers,  
Gagnon,  
Leduc,

Marchand,  
Marcotte,  
Mercier,

Pâquet,  
Stephens et  
Watts.—13.

---

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,*

*Charlebois,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Frégeau,  
Gauthier,*

*Laberge,  
Lavallée,  
Leblanc,  
Marion,  
Martel,  
Martin,*

*Mousseau,  
Nantel,  
Poulin,  
Robillard,  
Trudel et  
Wurtele.—24.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix.

*Résolu*, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre, en conséquence, s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

---

Lundi, 19 Mars 1883.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par Ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, Rapport des médecins directeurs-propriétaires de l'Asile des aliénés de *Québec*, pour l'année 1881-82. (Documents de la Session No 9.)

*Ordonné*, Que le dit Rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre, et qu'il en soit imprimé en outre 425 copies en anglais, sur beau papier, et 500 copies en français, aussi sur beau papier, pour la distribution et les échanges ordinaires.

L'Honorable Secrétaire Provincial présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 12 Mars 1883, pour un état donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour chemins de colonisation, du 1 Juillet au 31 Décembre 1882. (Documents de la Session No 61.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre du 12 Mars 1883, pour copie de la liste des documents se rapportant à l'Histoire du *Canada*, copiés et conservés au département du registraire de la Province de *Québec*. (Documents de la Session No 62.)

Et aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant copie du jugement des Lords du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans l'appel de *Charles Russell vs. La Reine*, sur la déclaration de *Woodward*, jugée par la Cour Suprême du *Nouveau-Brunswick*, par une sentence rendue le 23 Juin 1882. (Documents de la Session No 63.)

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des Débats ajournés sur l'amendement proposé, Mardi dernier, à la motion : " Que le Bill pour incorporer la ville de *Montmagny*, soit maintenant lu la troisième fois, " et lequel amendement était : que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à diviser la ville en deux quartiers, Est et Ouest, avec trois conseillers chacun et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite ville. "

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et objection étant faite par M. *Gagnon*, membre pour le District Electoral de *Kameouraska* ;

1. Que la Pétition sur laquelle le Bill est basé, a été arguée de faux et référée au Comité des Privilèges et Elections, sur une question de privilège.

2. Que le Comité auquel cette question a été référée n'a pas encore fait rapport sur icelle.

3. Que si le Comité fait Rapport que la Pétition a été forgée ou manipulée, la base du Bill manquant, le Bill même devra tomber.

4. Qu'en passant le Bill à sa 3ème lecture, la Chambre se trouverait dépouillée du droit de disposer du Bill suivant le Rapport du Comité des Privilèges et Elections.

5. Que ce serait immoral et dangereux de légiférer sur des droits privés, quand la Pétition sur laquelle cette législation est basée, est arguée de faux et référée au Comité des Privilèges et Elections, sur une question de privilège.

Qu'en conséquence, la Chambre ne peut procéder à la 3ème lecture du Bill No 101 ; mais que la procédure sur ce Bill doit être suspendue jusqu'au Rapport du Comité des Privilèges et Elections.

Et des Débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill pour détacher du Comté de *Dorchester*, le Canton de *Metgermette Nord* et l'annexer au Comté de *Beauce*, pour les fins électorales, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement.

Bill pour amender le Chapitre 80 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement à l'Administration de la Justice dans le District de *Gaspé*.

Bill pour détacher une certaine partie du Comté de *Montmagny* et l'annexer au Comté de *Bellechasse*, pour les fins électorales, d'enregistrement, municipales et scolaires.

Bill pour détacher le Canton de *Doncaster*, situé dans le Comté de *Montcalm*, et l'annexer au Comté de *Terrebonne*, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

Bill amendant l'Acte 44-45 *Victoria*, Chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des Douaniers Coutumiers et des Servitudes y mentionnées, et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi.

Bill pour autoriser le Curé et les Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de *Notre-Dame de Québec* à emprunter une certaine somme d'argent, en affectant à sa sûreté les biens de la Fabrique.

M. Cameron propose, secondé par l'Honorable M. Irvine, Que l'entrée faite dans les Journaux de cette Chambre, le 9 du courant, concernant le retrait du Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Saint-Jean, Napierville et Huntingdon, soit maintenant lue; et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

## POUR :

## Messieurs

Beaubien,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Carbray,  
Demers,

Dorais,  
Flynn,  
Gagnon,  
Garneau,  
Irvine,

Joly,  
Laberge,  
Marchand,  
Mercier,  
Paradis,

Picard,  
Rinfret dit Malouin,  
Shehyn,  
Stephens et  
Watts.—13.

## CONTRE :

## Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,

Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Gauthier,  
Lavallée,

LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,

Pâquet,  
Poulin,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—31.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Le Bill pour amender l'Acte 45 Vict., chap. 22, intitulé : "Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines Corporations Commerciales," est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Rinfret dit Malouin, Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soit ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Desjardins fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. Owens propose, secondé par l'Honorable M. Beaubien, que le Bill incorporant *The Citizens Gas Company of Montreal*, ait la préséance sur le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles ; et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Charlebois,

Demers,  
Dorais,  
Dukamel,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gagnon,

Irvine,  
Laberge,  
Marchand,  
Marion,  
Mercier,  
Owens,

Picard,  
Poupore,  
Rinfret dit Malouin  
Stephens  
Trudel et  
Watts.—25.

## CONTRE :

## Messieurs

Asselin,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Casavant,  
Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,

Duckett,  
Faucher de St Maurice,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,

Marcotte,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,

Paradis  
Poulin,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire et  
Wurtele.—26.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur l'objection faite aujourd'hui à la considération ultérieure de l'amendement proposé à la motion, Que le Bill pour incorporer la Ville de *Montmagny*, soit maintenant lu la troisième fois ; lequel amendement était, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender, de manière à diviser la Ville en deux Quartiers, Est et Ouest, avec trois Conseillers chacun et que le Maire soit élu, non par le Conseil, mais par tous les électeurs de la dite Ville ;" et laquelle objection comportait :

1. Que la Pétition sur laquelle le Bill est basé, a été arguée de faux et référée au Comité des Privilèges et Elections, sur une question de privilège.

2. Que le Comité auquel cette question a été référée n'a pas encore fait rapport sur icelle.

3. Que si le Comité fait rapport que la Pétition a été forgée ou manipulée, la base du Bill manquant, le Bill même devra tomber.

4. Qu'en passant le Bill à la 3ème lecture, la Chambre se trouverait dépouillée du droit de disposer du Bill suivant le rapport du Comité des Privilèges et Elections.

5. Que ce serait immoral et dangereux de légiférer sur des droits privés, quand la Pétition sur laquelle cette législation est basée, est arguée de faux et référée au Comité des Privilèges et Elections, sur une question de privilège.

Qu'en conséquence, la Chambre ne peut procéder à la 3ème lecture du Bill No 101 ; mais que la procédure sur le Bill doit être suspendue jusqu'au rapport du Comité des Privilèges et Elections.

La dite objection et le dit amendement sont, du consentement de la Chambre, séparément retirés.

*Ordonné*, Que la Bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un Comité général de la Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Flynn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Flynn* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Mardi matin.

*Mardi, 20 Mars 1883.*

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité sur le Bill pour incorporer la Société Générale de Colonisation et des Exploitations Industrielles;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil; la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

#### POUR

Messieurs :

*Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Desautniers,  
Deschênes,*

*Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Garneau,  
Gauthier,  
Lavallée,*

*LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,*

*Nantel,  
Pâquet,  
Paradis,  
Poulin,  
Richard,  
St Hilaire et  
Wärtele.—29.*

#### CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Cameron,  
Charlebois,*

*Demers,  
Dorais,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gagnon,*

*Laberge,  
Marchand,  
Mercier,  
Owens,  
Picard,*

*Poupore,  
Rinfret dit Malouin,  
Stephens  
Trudel et  
Watts.—21.*

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Objection étant faite par M. *Watts*, député du District Electoral de *Drummond* et *Arthabaska*, que la clause 2 contient des dispositions qui vont au-delà des pouvoirs accordés aux Parlements Provinciaux, par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, surtout dans cette partie de la clause 2, déclarant que la Compagnie pourra acquérir, améliorer ou construire, dans la limite des pouvoirs qui pourraient être exercés par un particulier ou qui pourraient être obtenus des autorités compétentes, des quais, des bassins, des écluses, des bassins de radoub, des bouées et des estacades.

M. le Président déclare, que le Comité peut procéder à la considération de cette clause.

Et appel étant fait de cette décision à la décision de M. l'Orateur.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et la décision de M. le Président du Comité lui ayant été soumise, M. l'Orateur décide qu'il n'appartient pas à l'Orateur de cette Chambre de se prononcer sur des questions de droit constitutionnel.

La Chambre se remet en Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer "*The Citizens Gas Company of Montreal*," étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

Ordonné, Que la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant copie du Jugement des Lords du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans l'appel de *Charles Russell vs. La Reine*, sur la déclaration de *Woodward*, jugée par la Cour Suprême du *Nouveau-Brunswick*, par une sentence rendue le 23 Juin 1882, soit imprimée pour l'usage des Membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Electrique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Lachine* et *Hochélagas* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

---

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de l'Union *Jacques-Cartier*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill autorisant la vente du *National School*, de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant la vente de la propriété du "*National School*, de *Québec*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour autoriser *Alfred Charles Pinsonnault* à vendre certains biens; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill incorporant la compagnie du Monument National; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de fer de *Rimouski* et *Gaspé* ";

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

---



Mardi, 20 Mars 1883.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de fer du lac *Témiscamingue*."

Bill intitulé : " Acte pour détacher certaines parties des paroisses de *Saint Samuel*, dans le Comté de *Nicolet*, et de *Saint Frédéric*, dans le comté de *Drummond*, et les annexer à la paroisse de *Sainte Clothilde de Horton*, dans le comté d'*Arthabaska*, et au dit Comté d'*Arthabaska*, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et autres fins quelconques."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de fer de jonction de *Massawippi* et *Magog*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la rivière *Richelieu*."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte incorporant " *The Trafalgar Institute*."

Bill intitulé : " Acte confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la Fabrique de la Paroisse de *Saint-Polycarpe*."

Et Bill intitulé : " Acte incorporant la Congrégation Religieuse appelée " *Temple Emmanu-El*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction de *Massawippi* et *Magog*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 9, ligne 7, retranchez les mots " dix jours " et remplacez-les par les mots " un mois. "

Même clause, ligne 8, retranchez les mots " une semaine " et remplacez-les par les mots " un mois. "

Même clause, retranchez à la fin de la clause les mots " dans un journal publié dans la Cité de *Sherbrooke*, " et remplacez-les par les mots " dans deux journaux, dont l'un publié en anglais et l'autre en français, dans la Cité de *Sherbrooke*."

Clause 9, à la fin de cette clause ajoutez les mots " la majorité de ces de ces directeurs devra être composée de sujets britanniques."

La 20ème clause est retranchée et est remplacée par la suivante :

20. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent Acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Grffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *Lac Témiscamingue*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 8, ligne 9 et 10, retranchez les mots " deux semaines " et remplacez-les par les mots " un mois."

Clause 9, ligne 10, retranchez les mots "deux semaines" et remplacez-les par les mots "un mois."

Clause 13, ligne 12, retranchez le mot "quinze" et remplacez-le par le mot "vingt."

Même clause, retranchez la ligne 14 et remplacez-la par les mots "construit par section de pas moins de dix milles et reçue par le Gouvernement."

Clause 19, après le mot "déclaration" de la ligne 6, ajoutez les mots "afin qu'ils soient dûment enregistrés, tous les registrateurs seront pourvus par et aux frais de la Compagnie, d'un livre contenant des copies de la formule donnée dans la dite Cédule A, une copie devant être imprimée sur chaque page avec les blancs nécessaires pour chaque cas de transport, et sur la production des dits actes et la preuve de leur exécution, ils entrèrent et enregistreront au long dans le dit livre, et feront une note de cet enregistrement et de cette entrée sur les dits actes, et les registrateurs exigeront et recevront de la dite Compagnie pour tous frais d'enregistrement, sur chaque tel acte, cinquante centins et pas plus."

Après la clause 19, ajoutez les mots suivants qui formeront la clause 20.

20. Les travaux du dit chemin de Fer devront être commencés dans les deux années à compter de la passation du présent acte et terminés dans les huit ans.

La clause 20 deviendra clause 21.

La clause 21 deviendra clause 22.

Ajoutez la clause suivante qui formera la clause 23 :

23. Cette charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel*, dans le Comté de *Nicolet*, et de *Saint-Frédéric*, dans le Comté de *Drummond*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clotilde* de *Horton*, dans le Comté d'*Arthabaska* et au dit Comté d'*Arthabaska*, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et autres fins civiles quelconques;" lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 42, retranchez le mot "demi" et remplacez-le par les mots "milieu du"; même page et même ligne après le mot "19" ajoutez les mots "du troisième rang de *Horton*."

Les mots suivants formeront la Clause 2.

2. Toutes dettes contractées par, ou toutes taxes imposées avant la passation de cet Acte, sur aucune terre, municipalité ou partie de municipalité ci-haut décrites, demeureront à la charge de chacune d'elles respectivement, et seront payables et exigibles en la même manière que si le présent acte n'eût pas été passé; et dans le cas de dettes contractées par les dites municipalités, ou parties de municipalités, townships ou parties de townships, formant parties des Comtés dont ils ont été détachés, le secrétaire-trésorier de chacune des municipalités locales, dans lesquelles peuvent se trouver comprises des parties de municipalités détachées des dits Comtés par le présent Acte, délivrera au secrétaire-trésorier du conseil de tels Comtés, un extrait du rôle d'évaluation de sa municipalité, aussi souvent qu'il en sera requis, lequel extrait contiendra l'évaluation de la propriété affectée au paiement de telles dettes comprises dans la partie des

municipalités ainsi détachées. Le conseil de Comté du Comté dont ces terres ont été détachées, aura le droit de faire entrer les dits extraits pour leur part proportionnelle pour le rôle d'évaluation du dit comté; et dans toutes procédures légales pour le recouvrement de telles dettes, les dites parties de municipalités peuvent assignées devant le même tribunal que la municipalité dont elles ont été détachées.

La clause 2 deviendra clause 3.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la fabrique de la paroisse de *Saint-Polycarpe* ", lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du Bill les mots suivants qui formeront la clause 5.

5. Cet acte deviendra en force le jour de sa sanction.

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant la congrégation religieuse appelée *Temple Emmanuel* ", lequel est lu comme suit :

Clause 1, ligne 2, remplacez le mot "*Kortarski*" par le mot "*Kortorsk*".

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'acte incorporant "*The Trafalgar Institute*" lesquels sont lus comme suit :

Page 3, ligne 10, remplacez le mot "*successions*" par le mot "*successeurs*".

A la fin de la clause 5, ajoutez les mots " et le dit institut pourra procéder de suite à l'administration de tels autres legs et donation qui pourraient avoir été faits ou qui pourront être faits à l'institut, pour l'établissement de la classe pour les femmes ou pour d'autres objets d'éducation en rapport avec les fins du dit institut ".

Retranchez la clause 6, remplacez la par la suivante :

6. Les deux membres laïques *senior* par date de nomination du bureau des syndics du *Queen's College, Kingston*, qui résident à *Montréal*, et leurs successeurs, les membres laïques de ce bureau, qui résideront à *Montréal*, mais ne devant jamais excéder le nombre de deux, sont par le présent acte, créés et constitués membres du dit *Trafalgar institute*.

Retranchez la clause 7, et remplacez la par la suivante :

7. Les membres du dit " Institut " seront et agiront comme gouverneurs de cette institution malgré toute disposition à ce contraire.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que la 49e et la 60 ème règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport au Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de *Québec*.

Ordonné, Que *M. Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter le dit Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills Privés.

Le Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'Acte incorporant la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de la Rivière Richelieu," lequel est lu comme suit :

A la fin de la Section 2, ajoutez les mots : "pourvu que telle lettre de convocation soit dûment chargée."

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Honorable M. *Pâquet*, du Comité Permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour relever *Henri Talbot Walcot* de ses responsabilités comme fidéi-commissaire de Dame *Isabella Abbott Young*, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Sur motion de M. *Archambault*, secondé par M. *Asselin*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un Comité spécial composé de l'Honorable M. *Blanchet*, l'Honorable M. *Joly*, M. *Duhamel*, M. *Watts*, M. *Lavallée*, M. *Archambault* et M. *Asselin*, pour examiner la réclamation de *D. Z. Gauthier*, écr., de *Sorel*, dont la pétition a été mise devant cette Chambre, vendredi le 16 du courant, pour en faire rapport, avec toute la diligence convenable ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'Honorable M. *Flynn* du Comité permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le Deuxième Rapport du Comité lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

*Ordonné*, Que le quorum du dit Comité soit réduit à cinq membres.

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

*Résolu*, Qu'à compter de Jeudi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour, y compris le samedi ; la première commençant à 11 heures A. M., et finissant à 1 heure P. M. ; la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M. ; la troisième commençant à 7½ heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement ; et que les Ordres du Gouvernement aient la priorité à chaque séance, après les Ordres de Routine, jusqu'à la fin de la session.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la Compagnie du Monument National soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chapitre 15, concernant les Sociétés d'Agriculture" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poulin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Sept heures et demie, P. M.*

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender l'Acte incorporant la Compagnie du Pont de *St-François, Montmagny*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce Bill n'est pas devenu loi.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la pratique de la profession de Notaire, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Le Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne d'Eclairage Électrique, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations industrielles ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Archambault,*  
*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Caron,*  
*Casavant,*

*Charlebois,*  
*Desaulniers,*  
*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Frégeau,*

*Garneau,*  
*Gauthier,*  
*Lavallée,*  
*Leduc,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*

*Nantel,*  
*Pâquet,*  
*Paradis,*  
*Poulin,*  
*Richard,*  
*Sawyer,*  
*St-Hilaire, et*  
*Wartele.—32.*

CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Brousseau,*  
*Cameron,*

*Demers,*  
*Dorais,*  
*Gagnon,*  
*Joly,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*Mercier,*  
*Owens,*  
*Picard,*  
*Poupore,*

*Rinfret dit Malouin,*  
*Shehyn,*  
*Stephens*  
*Trudel et*  
*Watts.—20.*

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

M. *Desjardins* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, demain.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Ordonné*, Que la Règle 19 et tous les Ordres de la Session qui l'amendent, soient suspendus, quant à ce qui concerne le Bill pour incorporer "The Citizens Gas Company of Montréal" ; c'est-à-dire, si le concours sur le Rapport du Comité

Général n'a pas eu lieu, quand l'heure allouée pour les Bills Privés sera expirée, que les débats sur ce concours commencent et se continuent jusqu'à l'adoption du dit Rapport.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill, pour incorporer "The Citizens Gas Company of *Montréal*"; M. *Cameron* fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la seconde séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'Acte 32 *Vict.*, chap. 15, au sujet des Sociétés d'Agriculture;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le Rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Joly* propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender, en ajoutant les mots suivants : "et pour empêcher toute fraude de la part d'aucune société, dans le but d'obtenir une part plus considérable de l'octroi que celle à laquelle elle aurait droit, en vertu de souscriptions faites de bonne foi, toute société qui se rendra coupable de telle fraude perdra, pour l'année, sa part d'octroi."

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle F. S. L. *Desaulniers*, Ecr. Membre pour le District Electoral de *St-Maurice*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Desaulniers* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Poulin* fait rapport du Bill, en conséquence.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Sur motion de M. *Brousseau*, secondé par M. *Dorais*,

Résolu, Que cette chambre concoure dans le Second Rapport du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender et refondre les lois relatives aux Jurés et Jurys ;

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *D. Martel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Chambly*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Martel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Asselin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux des forêts est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Mercredi matin.

*Mercredi, 21 Mars 1883.*

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

*M. Duhamel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du Comité de toute la Chambre, Samedi le 10 du courant, concernant la perception des sommes payables pour l'entretien des aliénés, étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wartelle* ait la permission de présenter un Bill concernant la perception des frais d'entretien des aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées d'un Comité général de la Chambre, Samedi le 10 du courant, pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles Élémentaires, étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

---

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles Élémentaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé les amendements de l'Assemblée Législative au Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents Actes concernant le notariat et les refondre en un seul Acte sous le titre de "Code du Notariat," sans amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 21 Mars 1883.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Février 1883, demandant copies des Ordres en Conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentations d'appointements ; aussi copies des rapports des sous-chefs de départements, recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par la Section 21, de l'Acte 40 *Vict.*, chap. 9. (Documents de la Session No 64).

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 24 Mars 1882, demandant un état de tous montants payés pour impressions et papeterie durant les années 1879, 1880 et 1881. (Documents de la Session No 65).

Aussi,—la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant copies des Rapports et Ordres en Conseil, No 260, en date du 27 Juillet 1882, No 259, en date du 27 Juillet 1882, No 373, en date du 17 Septembre 1882, No 484, en date du 29 Novembre 1882 et No 481, en date du 25 Novembre 1882, accordant les bonus suivants, \$500 à *J. B. Labelle*, \$1000 à *J. T. Prince*, \$1500 à *A. Davis*, \$1000 à *A. Louthood* et \$720 à *L. A. Robitaille* ; avec copies de tous documents et de toutes correspondances se rattachants à ces divers sujets. (Documents de la Session No 66).

Aussi,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 12 Mars 1883, pour un état de toutes sommes dues ou réclamées pour travaux sur les chemins de Colonisation, non payées au 31 Décembre 1882, en distinguant ce qui a été payé depuis, de ce qui reste encore dû ou réclamé. (Documents de la Session No 67).

Et aussi,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mars 1883, demandant copies des Rapports départementaux et Ordres en Conseil, ordonnant l'émission des Mandats Spéciaux mentionnés dans l'état mis devant cette Chambre, au commencement de cette Session, avec aussi copies de toutes correspondances et documents quelconques concernant ces mandats. (Documents de la Session No 68).



L'Honorable M: *Piquet*, du Comité Permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le Vingt-cinquième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné le Bill pour amender de nouveau l'acte pour incorporer la Ville de *Salaberry de Valleyfield*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender les Actes concernant la Cité de *Montréal*.

Bill pour amender de nouveau les Actes qui incorporent la Cité de *Québec*.

Votre Comité a l'honneur de faire Rapport que le promoteur du Bill pour amender et refondre les Statuts concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et son aqueduc, a retiré le dit Bill avec le consentement de votre Comité.

Votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre, que le délai pour la réception des Rapports sur les Bills Privés soit prolongé jusqu'à la fin de la présente Session.

Votre Comité désire recommander à votre Honorable Chambre, que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés, pour traduction et correction des épreuves et maintenant entre les mains du Greffier de ce Comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes soit payé au Greffier du Comité des Bills Privés, conformément à la pratique suivie depuis plusieurs années.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'Acte 32 Vict., chap. 15, au sujet des sociétés d'agriculture ", étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux des forêts, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Duhamel* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les Rivières non navigables et les Lacs de la Province de *Québec* et l'exercice des

droits de pêche dans ces rivières et ces lacs, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le dit Rapport soit maintenant reçu.

M. *Gauthier* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Huit heures P. M.*

Le Bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine* et *Hoche-laga*, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de l'Union *Jacques-Cartier*, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et objection étant faite que les règles de la Chambre, en autant qu'elles se rapportent à ce Bill n'ont pas été observées, et que ce Bill n'est pas basé sur une pétition précédée des avis requis demandant les dispositions qui y sont contenues.

Et des Débats s'ensuivant ;

Et l'heure fixée par la 19<sup>e</sup> Règle pour la considération des Bills Privés étant expirée.

M. *Stephens* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,—Que la Règle 19 et tous les Ordres de la Session qui l'amendent, soient suspendus, quant à ce qui concerne le Bill pour incorporer "*The Citizens Gas Company*" ; c'est-à-dire, si la troisième lecture n'a pas eu lieu quand l'heure allouée pour les Bills Privés sera expirée, que les débats sur cette troisième lecture commencent et se continuent jusqu'à la passation du dit Bill.

Et la motion étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Carbray,  
Charlebois,  
Demers,

Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Gagnon,  
Irvine,  
Joly,

Laberge,  
Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Owens,

Poupois,  
Rinfret dit Malouin,  
Shehyn  
Stephens  
Watts.—22.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Desaulniers,

Desjardins,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,

Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,

Pâquet,  
Paradis,  
Poulin,  
Richard,  
St-Hilaire  
Trudel et  
Wurttele.—30.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Stephens propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier que tous les mots après “ que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté ; mais elle “ regrette que le Gouvernement par mandats Spéciaux :

“ 1. Ait payé à J. B. Labelle, Agent Général des Passagers sur le Chemin de “ Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental une gratuité de \$500.00 en sus de “ son salaire annuel de \$1600.00, et ce, en vertu d'un arrêt en Conseil, portant le “ No 260, en date du 27 Juillet 1882.

“ 2. Ait payé à L. A. Robitaille, Payeur sur le même Chemin de Fer, un bonus “ de \$720.00, en sus de son salaire annuel de \$2,000, et ce, en vertu d'un arrêté en “ Conseil portant le No 481, en date du 25 Novembre 1882.

“ 3. Ait payé à A. Davis, Ingénieur en chef sur le même Chemin de Fer, un “ bonus de \$1500.00, en sus de son salaire annuel, et ce, en vertu d'un arrêté en “ Conseil portant le No 484 en date du 22 Novembre 1882.

“ 4. Ait payé à A. Louthwood, Comptable sur le même Chemin de Fer, un “ bonus de \$1000.00, en sus de son salaire annuel, sans même aucun arrêté en “ Conseil pour appuyer ce paiement.”

“ Que dans l'état actuel des finances de la Province, ces bonus etc., au mon- “ tant de \$3,726, ne sont pas justifiables.

“ Que cette Chambre désire, qu'à l'avenir, aucun bonus ou augmentation de “ salaire ne soit accordé ou donné sans un vote spécial préalable de la Chambre. “ Et qu'aucuns deniers ne seront payés au moyen de mandats Spéciaux, si ce “ n'est dans les cas d'urgence imprévus, conformément au Statut en pareil cas “ fait et pourvu.”

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,*  
*Bernatchez,*  
*Demers,*

*Dorais,*  
*Gagnon,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*

*Rinfret dit Malouin*  
*Stephens et*  
*Watts.—21.*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,*  
*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beauchamp,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Caron,*  
*Casavant,*

*Charlebois,*  
*Desaulniers,*  
*Desjardins,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de St Maurice,*  
*Frégeau,*  
*Garneau,*  
*Gauthier,*

*Lavallée,*  
*LeBlanc,*  
*Leduc,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*  
*Nantel,*

*Pâquet,*  
*Paradis*  
*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robillard,*  
*St-Hilaire,*  
*Trudel et*  
*Wartele.—36.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la motion, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, étant proposée de nouveau ;

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*,— Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" La Section 1<sup>ère</sup> de l'Acte 36 *Vict.*, ch. 5, est dans les termes suivants : " Nulle personne acceptant une charge, commission ou emploi d'une nature permanente ou temporaire en vertu d'une nomination de la Couronne ou du Lieutenant-Gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations ou émoluments ou profits de tout genre ou montants que ce soit, venant de la Province, sont attachés, ne pourra être nommé Conseiller Législatif, ni ne sera éligible comme membre de l'Assemblée Législative, ni dans l'un ni l'autre cas, ne siégera ni ne votera en cette qualité, tant qu'elle occupera cette charge, commission ou emploi."

" Que cette Loi a été passée pour protéger et maintenir l'indépendance des membres des deux branches de cette Législature et que toute violation de cette loi est une menace et un danger pour nos institutions parlementaires ;

" Que, malgré cette Loi, des sommes d'argent pour un montant considérable, ont été payées à la société *Lacoste, Globensky et Bisaillon*, avocats, de *Montréal*, dont

L'Honorable M. Lacoste, Conseiller Législatif, fait partie, et ce, depuis que le dit M. Lacoste occupe un siège au Conseil Législatif, les sommes suivantes ayant ainsi été payées durant l'année 1882, savoir :

22 Août,—Services pour Droit de Passage.....	\$ 413 81
29 Sept.—“ pour vente de Chemin de Fer.....	5,000 00
29 Avril.—“ de Re, vs. Isabelle.....	39 12
30 Mai,—“ “ “.....	1,000 00
7 Sept.—Pour rencontrer dépenses dans les causes contre Corporations commerciales .....	1,000 00
18 Sept.—“ “ “.....	1,000 00
4 Déc.—“ “ “.....	2,000 00

Total..... \$10,452 93

“ Que, toute en étant prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement se soit rendu coupable d'une telle violation de l'Acte de l'indépendance du Parlement.”

Et objection étant faite, par l'Honorable M. Mousseau, que lorsqu'une motion est faite en amendement à la proposition pour que la Chambre se Comité des Subsidés, et que cette motion en amendement a été mise aux voix et rejetée, il ne peut être proposé aucun autre amendement.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Jeudi matin ;

Jeudi, 22 Mars 1883.

M. l'Orateur décide que l'objection est fondée et cite *May*, Ed. 1879, page 614 ; et *Bourke*, page 39-40.

La Chambre se forme alors en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Et objection étant faite, par l'Honorable M. Joly, Membre pour le District Electoral de *Lotbinière*, Que, conformément à une résolution adoptée par la Chambre, le 20 Mars courant, ainsi qu'il est constaté par les Journaux de cette Chambre, qu'à compter de Jeudi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour, y compris le Samedi ; la première commençant à 11 heures, A. M., et finissant à 1 heure P. M. ; la seconde commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M. ; la troisième commençant à 7½ heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement ; et que les Ordres du Gouvernement aient la priorité, à chaque séance, après les Ordres de routine, jusqu'à la fin de la session, et que vu qu'il est maintenant onze heures, le Comité doit se lever et rapporter progrès.

M. le Président du Comité décide que la séance commencée à huit heures, P. M., hier, peut être continuée et prolongée indéfiniment.

Et appel étant fait de sa décision à la Chambre.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et décide que la séance commencée à 7½ heures peut être prolongée après onze heures, la résolution adoptée le 15 Mars, portant que la séance du soir se continuera jusqu'à l'ajournement ; conséquemment s'il n'y a pas ajournement de la Chambre, le Comité peut continuer de siéger ; mais il n'appartient pas au Comité de juger cette question, et il cite *May*, Ed. 1879, page 399 : "*The Chairman should be directed to leave the chair, report progress and ask leave to sit again.*"

La Chambre se remet en Comité.

Et objection étant faite, par l'Honorable M. *Irvine*, Membre pour le District Electoral de *Mégantic*, Que la Chambre étant en Comité Général, Jeudi, le 22 Mars 1883, et l'heure "d'une heure" fixée pour la fin de la première séance étant expirée, le Comité ne peut pas continuer de siéger, sans une permission de la Chambre, parce qu'alors, il empêcherait la Chambre d'avoir trois séances ce jour, tel que requis par la résolution du 20 Mars courant.

M. le Président décide que la Chambre pouvant, conformément à la pratique parlementaire, continuer indéfiniment la séance commencée hier soir, sans égard à l'Ordre fixant une séance pour onze heures ce matin, séance qui, n'ayant pas eu de commencement, ne peut pas avoir de fin, le Comité peut continuer à exécuter l'ordre qu'il a reçu de la Chambre et continuer à voter les Subsides.

Et appel étant fait de sa décision à la Chambre.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et décide comme suit :

"*May*, Ed. 1879, page 399, dit : *In the Commons, if any doubt should arise as to a point of order or other proceeding, which the committee cannot agree upon, or which may appear beyond their province to decide, the Chairman should be directed to leave the chair, report progress, and ask leave to sit again.*"

Je suis d'opinion que la question de savoir si la Chambre pouvait continuer sa séance, après une heure P. M., est une question que le Comité ne pouvait pas décider ; et je suggérerai de suivre la règle tracée par *May* ; si, lorsque le président du Comité aura fait rapport, la Chambre décide qu'elle peut continuer la séance, après une heure P. M., le Comité reprendra ses procédés immédiatement ; dans le cas contraire, la Chambre dira quand le Comité pourra siéger de nouveau.

La Chambre se remet en Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

L'Honorable M. *Irvine* propose, secondé par M. *Watts*, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et des Débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *F. L. S. Desaulniers*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *St-Maurice*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Desaulniers*, prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

---

Et les débats se continuant ;

Et objection étant faite, que la motion d'ajournement n'aurait pas dû être proposée, parce que M. l'Orateur n'a repris le Fauteuil que pour juger l'incident survenu en Comité ;

M. l'Orateur, sur l'objection faite en Comité et rapportée par M. le Président du Comité, décide comme suit : Toute la question est de savoir, si la séance de la Chambre peut se prolonger après une heure P. M. Le Comité ne devait pas entreprendre de juger cette question ; il devait suspendre ses procédés pour la référer à la Chambre. Si la question est décidée dans l'affirmative, le Comité pourra reprendre ses procédés immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une permission spéciale de la Chambre. J'aurais préféré laisser à la Chambre le soin d'interpréter les résolutions qu'elle a adoptées le 15 et le 20 de Mars, mais puisqu'on insiste pour que je décide moi-même, je dois dire, que je suis d'opinion que la résolution adoptée par cette Chambre le 20 Mars, à l'effet qu'il y ait trois séances par jour, la première devant commencer à 11 heures A. M., et finir à 1 heure P. M., etc., n'empêche pas la séance commencée, hier soir, de se prolonger aujourd'hui, après une heure P. M. ; la résolution du 15 Mars portant que cette séance devra durer jusqu'à l'ajournement.

M. l'Orateur décide ensuite que vu qu'il n'a repris le Fauteuil que pour juger cet incident, la Chambre ne doit pas s'occuper de la motion d'ajournement, mais le Comité doit reprendre ses procédés immédiatement.

---

La Chambre se forme alors de nouveau en Comité.  
Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé deux Résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Jeudi, 22 Mars 1883.

*Sept heures et demie P. M.*

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée hier contre la troisième lecture du Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles, laquelle objection était, " que les règles de la Chambre, en autant qu'elles se rapportent à ce Bill n'ont pas été observées, et que ce Bill n'est pas basé sur une pétition précédée des avis requis demandant les dispositions qui y sont contenues, ) " décide comme suit :

La règle 56 dit : " Tous les Bills Privés sont introduits sur pétition etc. " *Todd*, Législation Privée, Ed. de 1869, page 32, dit : " que la pétition doit, en termes généraux, énoncer les objets et les privilèges que cherchent à obtenir les intéressés qui demandent la passation du Bill. "

La pétition ne me paraît pas suffisante. On a aussi parlé des avis, pendant la discussion sur cette question d'ordre.

La Chambre a constitué ses Comités juges en cette matière. Règles 53 et 64. Elle pourrait leur référer le Bill de nouveau.

J'avouerai que je suis peu enclin à maintenir des objections à la forme, contre un Bill, lorsqu'il en est rendu à sa troisième lecture. Cette pratique peut entraîner de graves inconvénients, et occasionner des frais inutiles aux intéressés, par exemple, dans le cas où la ré-impression d'un Bill considérable, à cause des amendements qu'il aurait subis, serait ordonnée.

L'Honorable M. *Pâquet* propose, secondé par M. *Faucher de St-Maurice* ;

Que, attendu que la requête de L. A. *Sénécal* et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie Française Canadienne de Colonisation et d'Exploitations Industrielles a été prise en considération par le Comité des Ordres Permanents, le 13 Février 1883, et que le Comité a fait un Rapport favorable sur icelle, et attendu que le Comité des Chemins de Fer, lors de la prise en considération du Bill No 84, basé sur la dite pétition, nonobstant la règle 64 de cette Chambre, n'a pas jugé à propos d'attirer l'attention spéciale de la Chambre sur aucune des dispositions du dit Bill ;

Et attendu que, depuis que le dit Bill a été rapporté du dit Comité, il a été longuement discuté devant cette Chambre ;

La 56<sup>me</sup> règle de cette Chambre et toutes règles et tous usages suivis en cette matière soient suspendus, en autant qu'ils ont rapport au Bill (No 84,) pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles, et qu'il soit procédé au dit Bill, comme si les formalités concernant la dite requête et le dit Bill eussent été remplies.

Et des débats s'en suivant ;

Et l'heure fixée par la 19<sup>me</sup> règle de cette Chambre pour la considération des Bills Privés étant expirée ;

M. *Owens* propose, secondé par M. *Spencer*,—Que la règle 19 et tous Ordres de la Session qui l'amendent, soient suspendus, quant à ce qui concerne le Bill, pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles et le Bill pour incorporer " The Citizens Gas Company of Montréal ", c'est-à-dire, si la troisième lecture n'a pas eu lieu, quand l'heure allouée pour les Bills Privés sera expirée, que les débats sur cette troisième lecture commencent et se continuent jusqu'à la passation des dits Bills ; et la dite motion étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :



POUR :

Messieurs

Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Demers,  
Desaulniers,

Desjardins,  
Dordis,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gagnon,  
Garneau,  
Gauthier,  
Irvine,  
Laberge,  
Lavallée,

LeBlanc,  
Leduc,  
Lynch,  
Marchand,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
McShane,  
Mercier,  
Mousseau,  
Nantel,  
Owens,

Pâquet,  
Paradis,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Rinfret dit Malouin,  
Shehyn,  
Spencer,  
Stephens,  
St Hilaire,  
Trudel,  
Watts et  
Würtele.—53.

CONTRE :

M. Archambault.—1

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles ” ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour incorporer “ The Citizens Gas Company ” est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour incorporer “ The Citizens Gas Company of Montreal ” ;

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender de nouveau les Actes incorporant la Cité de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Shehyn fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Shehyn fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour relever *Henry Talbot Walcot* de ses responsabilités comme Fidéli-Commissaire à Madame *Isabella Abbott Young*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Watts* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour relever *Henry Talbot Walcot* de sa charge de Fidéli-Commissaire à Dame *Isabella Abbott Young*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender les Actes incorporant la Cité de *Montréal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McShane* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *McShane* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender les Actes concernant la Cité de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le Code Municipal."

Bill intitulé : "Acte concernant les Clôtures Paraneiges."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 2160 du Code Civil."

Et Bill intitulé : "Acte pour changer le nom de la Municipalité de la partie Est du Township de *Tingwick*, en celui de la Municipalité de *Saint-Rémi de Tingwick*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender les Lois sur l'Instruction Publique en cette Province" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender les Lois sur l'Instruction Publique en cette Province," lequel est lu comme suit :

Section 1, ligne 6, retranchez le mot "ou" et remplacez-le par le mot "et."

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Laberge propose comme amendement, secondé par M. Rinfret dit Malouin que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" En 1873, L. A. Robitaille, employé dans le département des Terres de la Couronne, depuis plusieurs années, résigna sa charge ;

" Qu'il appert par le Rapport des Commissaires du Service Civil fait en 1867, (page 8 du dit Rapport), que le dit Robitaille était alors âgé de 35 ans ;

" Que le dit Robitaille a laissé le Service Civil le 30 Novembre 1873 en résignant sa charge et ayant été payé durant les dix mois précédents sur le pied de \$1500 par année ;

" Qu'il appert, par un Ordre en Conseil No 240, en date du 15 Juin 1881, que le dit Robitaille a été, depuis sa susdite résignation jusqu'en 1880, au service de l'Hon. M. T. McGreevy, employé durant ce temps-là, à construire la section Est du Chemin de Fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

" Que, par cet Ordre en Conseil, le dit Robitaille a été attaché au département de Chemin de Fer, avec un salaire annuel de \$2000, ce salaire devant courir du 1er Septembre 1880 ;

" Que, par un Ordre en Conseil No 481, en date du 25 Novembre 1882, le salaire du dit Robitaille fut fixé à \$2,720 à courir du 1er Janvier 1880, et que le ou vers la même époque, le dit Robitaille n'étant âgé que de 48 ans, et n'étant ni infirme ni incapable, fut mis à la retraite avec une pension annuelle de \$1,278.40 ;

" Que, par la loi, il n'y a que les employés du Service Civil qui peuvent avoir le bénéfice du fonds de pension, et encore faut-il que l'employé ait servi au moins six ans, qu'il soit âgé de plus de soixante ans, ou infirme ou incapable ;

" Que, par la même loi, la pension, accordée à l'employé, est basée sur les salaires des trois années précédant immédiatement la mise à la retraite ; l'employé recevant comme pension un cinquième de son salaire pour chaque année de son service, n'excédant pas cinq années ;

" Que, par la même loi, l'employé public, qui résigne sa charge, perd tous ses droits à une pension, et ne peut faire compter ses années d'absence, pour les fins de la retraite, s'il reprend le service plus tard ;

" Que, pour toutes ces raisons, le dit Robitaille ne pouvait être mis à la retraite ;

" Que cette Chambre, tout en étant prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, regrette cette étrange violation de la loi et l'injuste favoritisme qui a inspiré le Gouvernement dans cette circonstance, et l'a amené à imposer au pays, sans aucune justification, la charge onéreuse d'une pension annuelle de \$1,278.40, la vie durant du dit L. A. Robitaille.

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Dorais,  
Gagnon,  
Laberge,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin  
Stephens, et  
Watts.—12.

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,*

*Casavant,  
Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Flynn,  
Frégeau,*

*Garneau,  
Gauthier,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,*

*Nantel,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Sawyer,  
Stant-Hilaire,  
Trudel et  
Wärtele.—32*

Ainsi, la question est négative.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-et-dix-huit mille six cent cinquante deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police ; (Bureaux du juge des Sessions de la Paix à Québec et des magistrats de Police à Montréal), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics pour l'année financière finissant le 20 Juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Desjardins* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *Watts* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

Cette Chambre, quoique disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que le Gouvernement ait augmenté les dépenses par les arrêtés en Conseil suivants :

1. Un arrêté en Conseil, No 32, en date du 8 Août 1881, par lequel, les salaires de C. A. *Parent*, G. J. *Audette* et L. H. B. *Garneau* furent augmentés de cinquante piastres chacun, dans le Département des Terres de la Couronne ;

2. No 43, en date du 18 Février 1882,—nommant *Isaïe Verronneau*, en qualité de messenger nouveau, dans le Département des Chemins de Fer, avec un salaire de \$500 ;

3. No 190, en date du 4 Mars 1882,—augmentant de \$100 le salaire de N. A. *Giard*, assistant-Auditeur ;

4. No 191, en date du 4 Mars 1882,—augmentant de \$600, le salaire de *Gaspard Drolet*, Auditeur de la Province ;

5. No 93, en date du 17 Mars 1882,—accordant à *Félix Fortier*, en sus de son salaire, comme Greffier du Conseil Exécutif, une somme de \$400 par année, comme Député Lieutenant-Gouverneur, depuis le 1er Mai 1879 ;

6. No 95, en date du 21 Mars 1882,—augmentant le maximum des salaires des sous-chefs, savoir : *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif ; *Jos. DeFoy*, assistant-Officier en Loi de la Couronne ; *Gaspard Drolet*, Auditeur ; *H. T. Machin*, assistant-Trésorier ; *Eugène E. Taché*, assistant-Commissaire des Terres de la Couronne ; *Siméon Lesage*, assistant-Commissaire d'Agriculture ; *P. J. Jolicœur*, assistant-Secrétaire de la Province, de \$2,000 à \$2,400 chacun, et annulant l'arrêté en Conseil No 233 du 25 Juillet 1878 ;

7. No 125, en date du 29 Avril 1882,—nommant *Paul E. Duval*, comme nouveau Clerc, dans le Département du Trésor, avec un salaire de \$1,100.

8. No 194, en date du 30 Juin 1882,—nommant *Paul Cousin* et *Alfred Trudelle*, employés permanents dans le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, avec un salaire de \$1,000 et \$900 respectivement ;

9. No 211, en date du 20 Juin 1882,—nommant *J. B. C. Hebert*, employé permanent dans le Département des Travaux Publics, avec un salaire de \$850 ;

10. No 215, en date du 30 Juin 1882,—élevant, à la somme de \$1,000, le salaire de *P. L. T. Normandin*, Clerc dans le Département du Conseil Exécutif.

11. No 221, en date du 11 Juillet 1882,—nommant *Joseph Féréol Dubreuil*, Officier Spécial, dans le Département des Officiers en Loi de la Couronne, avec un salaire de \$2,000 par année.

12. No 231, en date du 14 Juillet 1882,—accordant à *Jos. A. DeFoy*, assistant des Officiers en Loi de la Couronne, en sus de son salaire de \$2,400, comme tel officier, \$400 par année comme Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandants d'argent ;

13. No 232, en date du 14 Juillet 1882,—élevant le salaire de *Gustave Grenier*, Député Greffier du Conseil Exécutif, à la somme de \$1,600 ;

14. No 233, en date du 14 Juillet 1882,—nommant, comme nouveau Clerc, *O. J. J. Fortier*, dans le Département du Conseil Exécutif, avec un salaire de \$700 par année.

15. No 237, en date du 14 Juillet 1882,—nommant, employé permanent, *Jean Côté*, dans le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, avec un salaire de \$800.

16. No 247, en date du 25 Juillet 1882,—nommant *John McKay*, Clerc permanent dans le Département du Secrétaire de la Province et du Régistrare, avec un salaire de \$1,150.

17. No 248, en date du 25 Juillet 1882,—nommant *J. A. Bernier*, Clerc permanent dans le département du Secrétaire et du Régistrare, avec un salaire de \$1,150.

18. No 249, en date du 25 Juillet 1882,—élevant le salaire de *Clément Deschamps*, dans le même Département, de \$750 à \$900.

19. No 266, en date du 27 Juillet 1882,—plaçant *H. Turgeon*, dans le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics et élevant son salaire à \$1,200.

20. No 285, en date du 28 Juillet 1882,—accordant un salaire additionnel à *H. T. Machin*, de \$400 par année, en sus de son salaire, comme assistant-Trésorier de la Province.

21. No 286, en date du 29 Juillet 1882,—élevant le salaire de *P. M. Partridge*, et de *F. Deschambault*, dans le Département de l'Agriculture et des Travaux Publics à la somme de \$1,600 et de \$900 respectivement.

22. No 363, en date du 29 Juillet 1882,—augmentant le salaire de *A. C. Guibault*, dans le même Département, de \$1,000 à \$1,200.

23. No 28, en date du 29 Juillet 1882,—concernant les salaires dans le Département des Terres de la Couronne, et allouant \$800 à *Paul Picard*, comme Officier spécial dans ce Département.

24. No 30, en date du 29 Juillet 1882,—nommant *D. C. Morency, A. P.*, et *Henry O'Sullivan, A. P.*, comme Officiers spéciaux dans le Département des Terres de la Couronne, avec un salaire de \$1,000 et de \$1,050 respectivement.

25. No 481, en date du 25 Novembre 1882,—accordant un salaire de \$2,720 par année à *L. A. Robitaille*, comme Payeur sur le Chemin de Fer Q. M. O. et O., depuis le 15 Janvier 1880.

26. No 510, en date du 27 Décembre 1882,—nommant *Jos. G. Drolet*, Clerc, dans le Département du Trésor, avec un salaire de \$600 jusqu'à ce que la situation de *J. Martel* devint vacante, ensuite \$700, et ce, en face d'une demande de *Gaspard Drolet*, Auditeur de la Province, d'employer un clerc à \$1.50 ou \$2.00 par jour.

27. No. 18, en date du 18 Janvier 1883,—élevant le salaire de *Gaspard Devisme*, à \$1,400, dans le Département de l'Instruction Publique.

28. No 41, en date du 30 Janvier 1883,—élevant le salaire de *L. J. Pregen*, dans le même Département, à \$1000.

29. No 44, en date du 30 Janvier 1883,—nommant *Jos. C. Ouimet*, dans le même Département, avec un salaire de \$600.

Que les nominations ci-dessus, ainsi que les augmentations de salaires, ne sont pas justifiables, dans l'état actuel des finances de la Province, et sont une violation manifeste des promesses d'économie qui ont été faites par le Gouvernement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Gagnon,  
Laberge,  
Marchand,*

*McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin*

*Stephens et  
Watts.—11.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Desaulniers,*

*Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,*

*Gauthier,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Pâquet,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Sawyer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Würtele.—34.*

Ainsi, la question est négative.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de Varennes ; octroi, bourses et prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de son Bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des Cadastres, par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une Police Spéciale pour les fins du revenu, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc., y compris les commissions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de déplacement de la ligne de la Rue du Prince-Edouard, prolongement de la ligne en eau profonde, sur la jetée Louise et parachèvement de la Rue Saint-André, payable à même la souscription de la Cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu demain.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit Comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. Marchand propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"La Section 1ère de l'Acte 36 Vict., ch. 5, est dans les termes suivants : "Nulle personne acceptant une charge, commission ou emploi d'une nature permanente ou temporaire en vertu d'une nomination de la Couronne ou du Lieutenant-Gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations ou émoluments ou profits de tout genre ou montants que ce soit, venant de la Province, sont attachés, ne pourra être nommé Conseiller Législatif, ni ne sera éligible comme membre de l'Assemblée Législative, ni dans l'un ni l'autre cas, ne siégera ni ne votera en cette qualité, tant qu'elle occupera cette charge, commission ou emploi."

"Que cette Loi a été passée pour protéger et maintenir l'indépendance des membres des deux branches de cette Législature et que toute violation de cette loi est une menace et un danger pour nos institutions parlementaires ;

"Que, malgré cette Loi, des sommes d'argent, pour un montant considérable, ont été payées à la société *Lacoste, Globensky et Bisaillon*, avocats, de *Montréal*, dont l'Honorable M. *Lacoste*, Conseiller Législatif, fait partie, et ce, depuis que le dit M. *Lacoste* occupe un siège au Conseil Législatif, les sommes suivantes ayant ainsi été payées durant l'année 1882, savoir :

22 Août,—Services pour Droit de Passage.....	\$ 413 81
29 Sept.— " pour vente de Chemin de Fer.....	5,000 00
29 Avril— " de Re, vs. <i>Isabelle</i> .....	39 12
30 Mai,— " " ".....	1,000 00
7 Sept.—Pour rencontrer les dépenses dans les causes contre Corporations commerciales .....	1,000 00
18 Sept.— " " ".....	1,000 00
4 Déc.— " " ".....	2,000 00
Total.....	\$10,452 93

" Que, tout en étant prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement se soit rendu coupable d'une telle violation de l'Acte de l'indépendance du Parlement."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*

*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,*  
*Stephens, et*  
*Watts.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,*  
*Asselin,*  
*Audet,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Caron,*  
*Casavant,*  
*Desaulniers,*

*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*

*Garneau,*  
*Gauthier,*  
*LeBlanc,*  
*Leduc,*  
*Marcotte,*  
*St-Hilaire,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*

*Nantel,*  
*Pâquet,*  
*Poulin,*  
*Richard,*  
*Sawyer,*  
*St-Hilaire,*  
*Trudel et*  
*Wartele.—32.*

Ainsi, la question est négative.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille neuf cent quatre vingt dix-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses



de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'appareil de chauffage et changements faits pour installation du Palais de Justice et Prison à *Fraserville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations, etc., des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, taxes, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, Samedi prochain.

M. *Desjardins* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, à la première séance de la Chambre, Samedi prochain cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M. Samedi prochain.

---

Samedi, 24 Mars 1883.

Onze heures A. M.

L'Honorable M. *Robertson*, du Comité Permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Compagnies Minières et Manufacturières, présente à la Chambre le Quinzième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les Bills Privés, soit prolongé jusqu'à la fin de la présente Session.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. *Mousseau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele* que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à Lundi à 11 heures A. M. ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant l'emploi de Sténographes officiels.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que toutes les causes contestées inscrites pour preuve et audition finale dans la Cour Supérieure, ou dans les causes appelables à la Cour de Circuit, soient inscrites en présence de la Cour et sous sa direction, et que la preuve dans toutes telles causes, soit prise par des Sténographes officiels, qui seront nommés par le Conseil des sections du Barreau, sur le rapport d'un Comité d'examineurs nommés par ce Conseil ;

Que le Conseil de section ait le pouvoir de nommer ces Sténographes et d'en déterminer le nombre et la rémunération ;

Que les Sténographes officiels soient des officiers de la Cour, et soient payés à même un fonds créé au moyen d'honoraires exigés des parties produisant la preuve. Que le montant de ces honoraires soit fixé, par chaque section, de manière à pourvoir au montant strictement nécessaire pour payer ces honoraires et à ne pas dépasser, en aucun cas, dix centins par cent mots de témoignages écrits. Que le fonds ainsi créé soit la propriété de la section qu'il appartiendra ;

Que les Sténographes soient tenus de donner au Protonotaire ou au Greffier de la Cour, au moins dix Copies faites par une machine à copier *Remington*, lesquelles copies seront conservées pour servir en appel ;

Que cette résolution s'applique immédiatement aux districts de *Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-François* et *Richelieu* et s'étende aux autres districts, sur un Ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, selon qu'il le jugera à propos.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Beauchamp* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Beauchamp* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, 1. Que toutes les causes contestées inscrites pour preuve et audition finale dans la Cour Supérieure, ou dans les causes appelables à la Cour de Circuit, soient instruites en présence de la Cour et sous sa direction, et que la preuve dans toutes telles causes, soit prise par des sténographes officiels, qui seront nommés par le Conseil des sections du Barreau, sur le rapport d'un Comité d'examineurs nommé par ce Conseil ;

Que le Conseil de section ait le pouvoir de nommer ces sténographes et d'en déterminer le nombre et la rémunération ;

Que les Sténographes Officiels soient des officiers de la Cour, et soient payés à même un fonds créé au moyen d'honoraires exigés des parties produisant la preuve. Que le montant de ces honoraires soit fixé, par chaque section, de manière à pourvoir au montant strictement nécessaire pour payer ces honoraires et à ne pas dépasser, en aucun cas, dix centins par cent mots de témoignages écrits. Que le fonds ainsi créé soit la propriété de la section qu'il appartiendra ;

Que les sténographes soient tenus de donner au Protonotaire ou au Greffier de la Cour, au moins dix copies faites par une machine à copier *Remington*, lesquelles copies seront conservées pour servir en appel ;

Que cette résolution s'applique immédiatement aux Districts de *Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-François* et *Richelieu* et s'étende aux autres Districts, sur un ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, selon qu'il le jugera à propos.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mousseau* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—léquel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Nantel* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la troisième séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

3 heures P. M.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la Table :

Par l'Honorable M. *Flynn*,—La Pétition de A. T. *Carter* et autres, du Bassin de Gaspé, Comté de Gaspé.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, en date du 2 Février 1883, demandant copie de toutes correspondances, depuis 1876, au sujet du tarif des registrateurs et des instructions données à ce sujet ; ainsi que copies du jugement, *Re No 7*, Cour Supérieure, *Terrebonne, Prévost et Lachaine*, rendu le 24 Juin 1882, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant. (Documents de la Session No 69.)

L'Honorable Trésorier *Wartelle* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les droits de licences imposés pour prélever un revenu pour les besoins de cette Province.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle R. *Trudel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Champlain*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Trudel* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la question étant mise aux voix.

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender et refondre les lois relatives aux Jurés et Jurys ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu, à la troisième séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des Règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender de nouveau l'Acte pour incorporer la Ville de *Salaberry de Valleyfield* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour amender le Code de Procédure Civil ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *LeBlanc* fait rapport du Bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité de toute la Chambre sur le Bill pour amender et refondre les lois relatives aux jurés et jurys ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu : la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. LeBlanc fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois : la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “Acte pour amender et refondre les lois relatives aux jurés et jurys,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité Général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits de licences imposés pour prélever un revenu pour les besoins de la Province ;

L'Honorable Trésorier Wurtelle informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu, 1.* Qu'il soit déclaré que les droits de licences imposés par la section 63 de la loi des licences de Québec de 1878, remplacée par la section 17 du chapitre 11 des Statuts 43-44 Victoria, ont été ainsi imposés dans le but de prélever des revenus pour les besoins de cette Province, en vertu du pouvoir conféré à la Législature de cette Province par le neuvième paragraphe de la section 92 de l'“Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.”

*Résolu, 2.* Que pour pourvoir aux besoins du Service Public de cette Province toute personne qui, dans les limites de la Province :

1. Tient une auberge et un hôtel de tempérance ;
2. Tient un restaurant ou une buvette à bord d'un bateau à vapeur ;
3. Tient un débit de liqueurs en gros ou en détail ;
4. Tient un buffet de Chemin de Fer ou une taverne près des mines d'or ;
5. Vend des liqueurs enivrantes ;
6. Fait le commerce d'encanteur, de prêteur sur gages, de colporteur ou de passeur entre les bords du fleuve Saint-Laurent, de la Cité de Montréal à la ville de Longueuil, de la cité de Montréal au village de Laprairie et de la ville de Lachine à Caughnawaga ;
7. Tient pour gain un billard ;
8. Tient un magasin de poudre ou vend de la poudre ;
9. Donne des représentations équestres et des exhibitions d'animaux sauvages, connues et désignées sous les noms de cirque ou ménagerie ; ou
10. Fait le négoce d'embouteilleur ;

Est passible et tenue de payer chaque année les droits de licences et les honoraires imposés par la loi des licences de Québec de 1878, telle qu'amendée, et les droits ci-après mentionnés, en tant que cela est nécessaire, sont de nouveau imposés par le présent acte sur chaque telle personne.

Le mot “personne” ci-dessus employé comprend les corporations et les clubs.

*Résolu, 3.* Que les taxes annuelles imposées sur et payables par les personnes mentionnées et désignées dans la résolution précédente seront comme suit :

## I

*Licences pour la vente des liqueurs enivrantes*

1. Sur chaque licence d'auberge :
  - a. Dans la cité de *Montréal*, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur locative de l'endroit occupé est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus.
  - b. Dans la cité de *Québec*, cent vingt-cinq piastres, si le loyer ou la valeur locative est moindre de deux cents piastres ; cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de deux cents piastres, et jusqu'à quatre cent piastres ; et deux cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres ; et trois cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus ;
  - c. Dans toute autre cité, cent piastres ;
  - d. Dans toute ville incorporée, quatre-vingt-cinq piastres ;
  - e. Dans tout village régi par les dispositions du Code Municipal, soixante-et-dix piastres ;
  - f. Dans toute section de territoire organisé, hors de toute cité, ville ou village, cinquante-cinq piastres ;
  - g. Dans tout territoire non organisé, trente-cinq piastres.
2. Sur chaque licence pour un club dans lequel des boissons enivrantes sont vendues :
  - a. Dans la Cité de *Montréal*, quatre-vingt piastres ;
  - b. Dans la Cité de *Québec*, cinquante piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, quarante piastres ;
3. Sur chaque licence pour un restaurant ou buffet de chemin de fer :
  - a. Dans la Cité de *Montréal*, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur locative du lieu occupé est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres ; et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus ;
  - b. Dans la Cité de *Québec*, cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est moindre de quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres ou au-dessus ;
  - c. Dans toute autre Cité, quatre-vingt-dix piastres ;
  - d. Dans toute Ville incorporée, soixante et dix piastres ;
  - e. Dans toute autre partie d'un territoire organisé, cinquante-cinq piastres ;
4. Sur chaque licence pour une buvette de bateau à vapeur, cent cinquante piastres.
5. Sur chaque licence pour une taverne située aux mines d'or, ou dans tout District minier ou dans toute division minière, telle somme que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil fixera, pourvu qu'en aucun temps cette somme ne soit moindre de cinquante piastres.
6. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en détail :
  - a. Dans les Cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante pour cent du loyer ou de la valeur locative du lieu occupé ; pourvu qu'en aucun cas ces droits de licence ne soient moindre de soixante et dix piastres, ni plus de cent cinquante piastres ;
  - b. Dans toute autre Cité, soixante et dix piastres ;

- 
- c. Dans toute Ville incorporée, soixante piastres ;
  - d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante piastres ;
  - e. Dans tout territoire non organisé, vingt-cinq piastres.
7. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en gros :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, cinquante pour cent du loyer ou de la valeur locative du lieu occupé ; pourvu qu'en aucun cas ces droits de licences ne soient moindres de cent piastres et n'excèdent pas deux cents piastres ;
  - b. Dans toute autre Cité, quatre-vingt piastres ;
  - c. Dans toute Ville incorporée, soixante et dix piastres ;
  - d. Dans toute autre partie d'un territoire organisé, soixante piastres.
8. Sur chaque licence d'embouteilleur :
- a. Dans les Cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante piastres ;
  - b. Dans toute autre partie de la Province, quarante piastres.
9. Sur chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes pour les fins médicinales ou pour les usages du service divin, dans une municipalité dans laquelle un règlement prohibitif est en force :
- a. Dans toute Cité, vingt piastres ;
  - b. Dans toute Ville incorporée, dix piastres ;
  - c. Dans tout Village, deux piastres ;
  - d. Dans toute partie d'un territoire organisé, en dehors d'une Cité, d'une Ville ou d'un Village, une piastre.

## II

### *Licence d'hôtels de tempérance*

10. Sur chaque licence pour un hôtel de tempérance, cinq piastres.

## III

### *Licences d'Encanteurs.*

11. Sur chaque licence d'Encanteur :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, quatre-vingt-cinq piastres ;
  - b. Dans toutes les autres Cités et Villes, soixante piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, vingt-cinq piastres.
12. Sur chaque licence séparée par l'emploi d'un assistant, d'un agent, d'un serviteur ou d'un associé, comme crieur, par tout encanteur :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, trente-cinq piastres ;
  - b. Dans toutes les autres Cités et Villes, vingt-cinq piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, quinze piastres ;

## IV

### *Licences de Prêteurs sur Gages*

13. Sur chaque licence de prêteur sur gages, cent vingt-cinq piastres.

## V

*Licences de Colporteurs*

14. Sur chaque licence de colporteur, pour un District Judiciaire, vingt piastres, et pour chaque District Judiciaire additionnel, dix piastres.

## VI

*Licences de Passeurs*

15. Sur chaque licence de passeur, telle somme qui pourra être fixée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu des sections 58 et 163 de la loi des licences de Québec de 1877.

## VII

*Licences de Billards*

16. Sur chaque billard, autre que ceux des clubs :

a. Dans les Cités et les Villes incorporées :

1. Lorsque pas plus de deux billards sont tenus par la même personne, et dans la même bâtisse, quarante piastres pour chaque billard ;
2. Lorsqu'il y a plus de deux billards, pour le troisième et le quatrième billard, vingt piastres chacun ;
3. Pour un cinquième et sixième billard, quinze piastres chacun ;
4. Et pour chaque billard au delà de six, dix piastres.

b. Et dans toute autre partie d'un territoire organisé, vingt piastres pour chaque billard.

17. Sur chaque licence pour un billard dans un club :

- a. Dans la Cité de Montréal, vingt piastres ;
- b. Dans la Cité de Québec, quinze piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la Province, dix piastres.

18. Sur chaque licence pour une bagatelle, trou-madame ou un mississipi : Dans toute partie d'un territoire organisé, quinze piastres.

## VIII

*Licences de poudrières*

19. Sur chaque licence de poudrière, cinquante piastres.

20. Sur chaque licence pour la vente de la poudre ou pour la garder en vente :

a. Dans les Cités de Québec et de Montréal :

1. En gros et en détail, vingt piastres ;
2. En détail seulement, huit piastres ;

b. Dans toute autre Cité :

1. En gros et en détail, dix piastres ;
2. En détail seulement, cinq piastres.

c. Dans toute Ville incorporée :

1. En gros et en détail, cinq piastres ;
2. En détail seulement, deux piastres et cinquante centins.



d. Dans toute autre partie organisée de la Province :

1. En gros et en détail, deux piastres et cinquante centins ;
2. En détail seulement, une piastre.

Une quantité de vingt-cinq livres ou une douzaine de canistres d'une livre chacun vendue en une seule fois est censée être une vente en gros, et une moindre quantité que celle ci-haut mentionnée est considérée comme une vente en détail.

## IX

### *Licences de cirques et de ménageries*

21. Sur chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages :

- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces Cités, deux cents piastres pour chaque jour de représentation ou d'exhibition ; et pour tous les spectacles forains vingt piastres pour chaque jour.
- b. Dans les autres parties de la Province, cent piastres pour chaque jour et pour chaque spectacle forain, dix piastres pour chaque jour.

En sus des droits ci-dessus mentionnés, il sera payé sur chaque licence un honoraire d'une piastre au Percepteur du Revenu de la Province.

*Résolu*, 4. Que ces droits de licences seront payables pour le terme d'une année, à compter du premier jour de Mai dans une année de calendrier jusqu'au trentième jour d'Avril de l'année de calendrier suivante, ou pour toute partie de cette année, durant laquelle aucune personne peut faire aucune des choses, ou exercer aucune des professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

*Résolu*, 5. Que ces droits de licences seront payables le premier jour juridique du mois de Mai de chaque année ou aussitôt après qu'une personne responsable du paiement de ces droits aura commencé à faire aucune de ces choses, ou à exercer les professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

*Résolu*, 6. Que ces droits seront payables sans qu'il soit nécessaire de les demander au Bureau du Percepteur du Revenu de la Province du District du Revenu dans lequel la chose a été faite, ou la profession exercée, pour laquelle ces droits sont payables, au Percepteur du Revenu de la Province de ce District de Revenu et sur le paiement d'iceux et de son honoraire, ce Percepteur délivrera les licences voulues.

*Résolu*, 7. Que toute personne négligeant ou refusant de payer le droit de licence payable par elle, sera passible pour cette négligence ou ce refus, d'une amende égale au montant de ce droit, et à la moitié de ce montant y ajoutée.

*Résolu*, 8. Qu'à défaut du paiement de toute amende imposée en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions, la personne condamnée à la payer sera emprisonnée et détenue dans la prison commune durant une période de pas moins de trois mois ni plus de six mois.

*Résolu*, 9. Que chaque jugement ou conviction, en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions, contiendra une condamnation du défendeur à cet emprisonnement, à défaut du paiement de l'amende.

*Résolu*, 10. Que les droits de licences mentionnés dans la troisième de ces résolutions formeront partie du Fonds du Revenu Consolidé de la Province.

*Résolu*, 11. Que toutes les amendes reçues et en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions seront comme suit :

1. Si elles sont imposées dans les Districts de Revenu de *Montréal* ou de *Québec*, une somme égale au droit de licence que le Défendeur aurait dû payer, avec vingt-cinq pour cent y ajouté, sera payée au Trésorier de la Province et formera partie du Fonds Consolidé de Revenu : la balance de l'amende appartiendra au Percepteur du Revenu de la Province, lequel cependant payera la moitié de cette balance au Dénonciateur, s'il y en a un.

2. Si elles sont imposées dans tout autre District de Revenu, une somme égale au droit de licence que le Défendeur aurait dû payer, avec dix pour cent y ajouté, sera payée au Trésorier de la Province, et formera partie du Fonds Consolidé de Revenu ; la balance de l'amende appartiendra au Percepteur du Revenu de la Province, lequel cependant payera la moitié de cette balance au Dénunciator, s'il y en a un.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Sawyer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Qu'il soit déclaré que les droits de licences imposés par la section 63 de la loi des licences de Québec de 1878, remplacée par la section 17 du chapitre 11 du Statut 43-44 *Victoria*, ont été ainsi imposés dans le but de prélever des revenus pour les besoins de cette Province, en vertu du pouvoir conféré à la Législature de cette Province par le neuvième paragraphe de la section 92 de l' "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867."

*Résolu*, 2. Que, pour pourvoir aux besoins du Service Public de cette Province, toute personne qui, dans les limites de la Province :

1. Tient une auberge ou un hôtel de tempérance ;
2. Tient un restaurant ou une buvette à bord d'un bateau à vapeur ;
3. Tient un débit de liqueurs en gros ou en détail ;
4. Tient un buffet de Chemin de Fer ou une taverne près des mines d'or ;
5. Vend des liqueurs enivrantes ;
6. Fait le commerce d'encanteur, de prêteur sur gages, de colporteur ou de passeur entre les bords du fleuve *Saint-Laurent*, de la cité de *Montréal* à la ville de *Longueuil*, de la cité de *Montréal* au village de *Laprairie* et de la ville de *Lachine* à *Cauhgnawaga* ;
7. Tient pour gain un billard ;
8. Tient un magasin de poudre ou vend de la poudre ;
9. Donne des représentations équestres et des exhibitions d'animaux sauvages, connues et désignées sous les noms de cirque ou ménagerie ; ou
10. Fait le négoce d'embouteilleur ;

Est passible et tenue de payer chaque année les droits de licences et les honoraires imposés par la loi des licences de Québec de 1878, telle qu'amendée, et les droits ci-après mentionnés, en tant que cela est nécessaire, sont de nouveau imposés par le présent acte sur chaque telle personne.

Le mot "personne" ci-dessus employé comprend les corporations et les clubs.

*Résolu*, 3. Que les taxes annuelles imposées sur et payables par les personnes mentionnées et désignées dans la résolution précédente seront comme suit :

# I

## *Licences pour la vente des Liqueurs enivrantes*

Sur chaque licence d'auberge :

- a. Dans la Cité de *Montréal*, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur locative de l'endroit occupé est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus

- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, cinquante pour cent du loyer ou de la valeur locative du lieu occupé ; pourvu qu'en aucun cas ces droits de licences ne soient moindres de cent piastres et n'excèdent pas deux cents piastres ;
- b. Dans toute autre cité, quatre-vingts piastres ;

- c. Dans toute ville incorporée, soixante et dix piastres ;
  - d. Dans toute autre partie d'un territoire organisé, soixante piastres.
8. Sur chaque licence d'embouteilleur :
- a. Dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, cinquante piastres ;
  - b. Dans toute autre partie de la Province, quarante piastres.
9. Sur chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes pour les fins médicales ou pour les usages du service divin, dans une municipalité dans laquelle un règlement prohibitif est en force :
- a. Dans toute cité, vingt piastres ;
  - b. Dans toute ville incorporée, dix piastres ;
  - c. Dans tout village, deux piastres ;
  - d. Dans toute partie d'un territoire organisé, en dehors d'une cité, d'une ville ou d'un village, une piastre.

## II

*Licences d'hôtels de tempérance*

10. Sur chaque licence pour un hôtel de tempérance, cinq piastres.

## III

*Licences d'encanteurs*

11. Sur chaque licence d'encanteur :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, quatre-vingt-cinq piastres ;
  - b. Dans toutes autres Cités et Villes, soixante piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, vingt-cinq piastres.
12. Sur chaque licence séparée pour l'emploi d'un assistant, d'un agent, d'un serviteur ou d'un associé, comme crieur, par tout encanteur :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, trente-cinq piastres ;
  - b. Dans toutes les autres Cités et Villes, vingt-cinq piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, quinze piastres.

## IV

*Licences de prêteurs sur gages*

13. Sur chaque licence de prêteur sur gages, cent vingt-cinq piastres.

## V

*Licences de colporteurs*

14. Sur chaque licence de colporteur, pour un District Judiciaire, vingt piastres, et pour chaque District Judiciaire additionnel, dix piastres.

## VI

*Licences de passeurs*

15. Sur toute licence de passeur, telle somme qui pourra être fixée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu des Sections 58 et 163 de la Loi des Licences de *Québec*, 1878.

## VII

*Licences de Billards*

16. Sur chaque billard, autre que ceux des clubs :
- a. Dans les Cités et les Villes incorporées :
    - 1. Lorsque pas plus de deux billards sont tenus par la même personne, et dans la même bâtisse, quarante piastres pour chaque billard ;
    - 2. Lorsqu'il y a plus de deux billards, pour le troisième et le quatrième billard, vingt piastres chacun ;
    - 3. Pour un cinquième et sixième billard, quinze piastres chacun ;
    - 4. Et pour chaque billard au delà de six, dix piastres.
  - b. Et dans toute autre partie d'un territoire organisé, vingt piastres pour chaque billard.
17. Sur chaque licence pour un billard dans un club :
- a. Dans la Cité de *Montréal*, vingt piastres ;
  - b. Dans la Cité de *Québec*, quinze piastres ;
  - c. Dans toute autre partie de la Province, dix piastres.
18. Sur chaque licence pour une bagatelle, trou-madame ou un mississipi : Dans toute partie d'un territoire organisé, quinze piastres.

## VIII

*Licences de poudrières*

19. Sur chaque licence de poudrière, cinquante piastres.
20. Sur chaque licence pour la vente de la poudre ou pour la garder en vente :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal* :
    - 1. En gros et en détail, vingt piastres ;
    - 2. En détail seulement, huit piastres ;
  - b. Dans toute autre Cité :
    - 1. En gros et en détail, dix piastres ;
    - 2. En détail seulement, cinq piastres.
  - c. Dans toute Ville incorporée :
    - 1. En gros et en détail, cinq piastres ;
    - 2. En détail seulement, deux piastres et cinquante centins.
  - d. Dans toute autre partie organisée de la Province :
    - 1. En gros et en détail, deux piastres et cinquante centins ;
    - 2. En détail seulement, une piastre.

Une quantité de vingt-cinq livres ou une douzaine de canistres d'une livre chacun vendue en une seule fois est censée être une vente en gros, et une moindre quantité que celle ci-haut mentionnée est considérée comme une vente en détail.

## IX

*Licences de cirques et de ménageries*

21. Sur chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages :
- a. Dans les Cités de *Québec* et de *Montréal*, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces Cités, deux cents piastres pour chaque jour de représentation ou d'exhibition ; et pour tous les spectacles forains vingt piastres pour chaque jour.

- b. Dans les autres parties de la Province, cent piastres pour chaque jour, et pour chaque spectacle forain, dix piastres pour chaque jour.

En sus des droits ci-dessus mentionnés, il sera payé sur chaque licence un honoraire d'une piastre au Percepteur du Revenu de la Province.

*Résolu*, 4. Que ces droits de licences seront payables pour le terme d'une année, à compter du premier jour de Mai dans une année de calendrier jusqu'au trentième jour d'Avril de l'année de calendrier suivante, ou pour toute partie de cette année, durant laquelle aucune personne peut faire aucune des choses, ou exercer aucune des professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

*Résolu*, 5. Que ces droits de licences seront payables le premier jour juridique du mois de Mai de chaque année ou aussitôt après qu'une personne responsable du paiement de ces droits aura commencé à faire aucune de ces choses, ou à exercer les professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

*Résolu*, 6. Que ces droits seront payables sans qu'il soit nécessaire de les demander au Bureau du Percepteur du Revenu de la Province du District du Revenu dans lequel la chose a été faite, ou la profession exercée, pour laquelle ces droits sont payables, au Percepteur du Revenu de la Province de ce District de Revenu et sur le paiement d'iceux et de son honoraire, ce Percepteur délivrera les licences voulues.

*Résolu*, 7. Que toute personne négligeant ou refusant de payer le droit de licence payable par elle, sera passible pour cette négligence ou ce refus, d'une amende égale au montant de ce droit, et à la moitié de ce montant y ajoutée.

*Résolu*, 8. Qu'à défaut du paiement de toute amende imposée en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions, la personne condamnée à la payer sera emprisonnée et détenue dans la prison commune durant une période de pas moins de trois mois ni plus de six mois.

*Résolu*, 9. Que chaque jugement ou conviction, en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions, contiendra une condamnation du défendeur à cet emprisonnement, à défaut du paiement de l'amende.

*Résolu*, 10. Que les droits de licences mentionnés dans la troisième de ces résolutions formeront partie du Fonds du Revenu Consolidé de la Province.

*Résolu*, 11. Que toutes les amendes reçues en vertu de l'Acte qui sera basé sur ces résolutions seront comme suit :

1. Si elles sont imposées dans les Districts de Revenu de *Montréal* ou de *Québec*, une somme égale au droit de licence que le Défendeur aurait dû payer, avec vingt-cinq pour cent y ajouté, sera payée au Trésorier de la Province et formera partie du Fonds Consolidé de Revenu : la balance de l'amende appartiendra au Percepteur du Revenu de la Province, lequel cependant payera la moitié de cette balance au Dénunciateur, s'il y en a un.

2. Si elles sont imposées dans tout autre District de Revenu, une somme égale au droit de licence que le Défendeur aurait dû payer, avec dix pour cent y ajouté, sera payée au Trésorier de la Province, et formera partie du Fonds Consolidé de Revenu ; la balance de l'amende appartiendra au Percepteur du Revenu de la Province, lequel cependant payera la moitié de cette balance au Dénunciateur, s'il y en a un.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable Trésorier *Wurtele* ait la permission de présenter un Bill concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour Lundi prochain.

Le Bill concernant la perception des frais d'entretien des aliénés, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Trudel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender et refondre les divers Actes concernant l'étude de l'Anatomie ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Laberge* propose comme amendement, secondé par M. *Rinfret dit Malouin* que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ il soit

*Résolu*, Que cette Chambre veut adopter des mesures tendant à empêcher l'enlèvement des cadavres et de fournir d'une manière convenable, des sujets à l'Anatomie, mais qu'elle n'est pas disposée à légaliser, comme le fait ce Bill, le trafic immoral des cadavres.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait, en conséquence, rapport du Bill et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour amender l'Acte refondu des Chemins de Fer de Québec, 1880, (43-44 Vict., chap. 43,) ” est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et inform Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

Le Bill pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles Elémentaires est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Martin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la correspondance échangée entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et le Révérend G. D. *Lesage*, concernant la demande d'un octroi spécial pour le Collège Commercial et Industriel de *Chambly*.

Le Bill pour amender la loi relative à la Constitution de la Cour Supérieure, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu Lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill relatif aux Compagnies d'Assurances, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit Ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit retiré.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Frégeau*.—Dans le Règlement de l'Emprunt Municipal, est-ce l'intention du Gouvernement de prendre en considération la situation financière de certaines Municipalités endettées au Fonds d'Emprunt Municipal, et qui ayant contracté des dettes considérables pour la construction de Chemins de Fer, ont enfreint les dispositions de l'article 978 du Code Municipal ; et dans ce cas, est-ce l'intention du Gouvernement de faire une réduction sur l'Emprunt Municipal, en faveur de ces Municipalités, de manière à ce que leur dette soit en conformité du dit article du Code Municipal ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtels*.—Cette question demande une étude sérieuse et occupe en ce moment l'attention du Gouvernement.

Par M. *Carbray*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire droit, pendant la présente session, aux porteurs de Débentures de la Commission des Chemins à Barrières de la Rive-Nord, *Québec* ; conformément aux conclusions de la pétition présentée à cette Chambre ?



Réponse de l'Honorable M. Mousseau.—Non, ce n'est pas l'intention du Gouvernement de régler, pendant la présente Session, l'affaire des porteurs de débentures de la Commission des Chemins à Barrières de la Rive Nord, *Québec*.

Légalement, le Gouvernement n'est pas responsable des embarras où se trouvent ces porteurs, mais en équité il se croit tenu d'étudier cette question à fond, pendant la vacance, pour voir jusqu'à quel point et comment il pourrait ou devrait intervenir pour rendre justice à ces porteurs de débentures.

Par M. Faucher de St-Maurice.—En procédant au règlement de l'Emprunt Municipal contracté par la Paroisse de *Saint-Michel*, Comté de *Bellechasse*, est-ce que le Gouvernement a l'intention de tenir compte d'un quai, pour la construction duquel cette Paroisse a contracté des dettes ? Ce quai étant d'une utilité générale pour la navigation du *Saint-Laurent*. Le Gouvernement de *Québec* a-t-il, dans ce cas, l'intention de venir au secours de la Paroisse de *Saint-Michel* de *Bellechasse*, et de s'entendre avec le Gouvernement Fédéral, qui se propose de rembourser au Gouvernement de l'Isle du Prince-Edouard, une somme dépensée pour la construction de quais ?

Réponse de l'Honorable Trésorier Wurtelle.—Le Gouvernement n'a pas encore reçu le Rapport du Commissaire nommé pour le règlement du Fonds d'Emprunt Municipal sur la dette de la Paroisse de *Saint-Michel* de *Bellechasse*. Le Gouvernement s'occupera de cette question aussitôt que la production du Rapport aura fait connaître les faits, et, s'il y a lieu, il appuiera la réclamation de la Paroisse de *Saint-Michel* de *Bellechasse*, auprès du Gouvernement Fédéral.

Par M. Rinfret dit Malouin.—Est-ce l'intention du Gouvernement de mettre fin à l'arrangement en vertu duquel il paie à la Corporation de *Québec*, pour six hommes de police, à condition qu'elle lui en fournisse douze, dans les cas de troubles, hors de la Ville, et pour agir comme constables à la Cour Criminelle. Et si, oui, pourquoi le Gouvernement en est-il venu à cette détermination ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet.—Le Gouvernement a décidé, dans un but d'économie, de mettre fin à cet arrangement.

Par M. Charlebois.—En procédant au règlement du Fonds d'Emprunt Municipal, est-ce l'intention du Gouvernement de tenir compte, aux différentes Municipalités, des sommes dépensées par elles, pour des travaux ou des entreprises qui ont plus bénéficié le public en général, que les Municipalités concernées ?

Réponse de l'Honorable Trésorier Wurtelle.—Cette question mérite et recevra la sérieuse attention du Gouvernement.

Par l'Honorable M. Garneau.—Depuis le 2 Février dernier, le Gouvernement a-t-il insisté auprès de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord, pour lui faire exécuter les travaux mentionnés dans la Cédule A et B du contrat de vente du dit chemin, conformément à ses obligations envers la Province et la Cité de *Québec* ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire-Provincial Blanchet.—Oui, le Commissaire des Chemins de Fer a insisté auprès du Président de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, pour l'exécution immédiate des travaux en question, et lui a écrit pour savoir immédiatement quels progrès avaient été faits dans le but de compléter ces ouvrages.

Le Secrétaire de la Compagnie a répondu que les travaux sont sous contrat, les matériaux en préparation et que les ouvrages seront exécutés aussitôt que la saison le permettra, avec toute la célérité possible.

---

Sur motion de M. *St-Hilaire*, secondé par M. *Frégeau*,  
*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le cinquième Rapport du Comité d'Agriculture, Immigration et Colonisation, présenté à cette Chambre le 22 Mai 1882, lequel se lit comme suit :

Votre Comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre qu'il soit acheté, pour l'usage de ses membres, mille exemplaires de la deuxième édition de l'ouvrage de Monsieur le Docteur *Laroque*, intitulé : " Manuel d'Horticulture pratique et d'Arboriculture fruitière," aussitôt que le dit ouvrage sera complété et terminé, à raison de quatre cents piastres.

De plus, votre Comité informe Votre Honorable Chambre, que l'auteur de l'ouvrage susdit s'oblige de fournir mille autres exemplaires, de cette deuxième édition, au prix coûtant, en aucun temps qu'il en sera requis par les membres de votre honorable Chambre, pour distribution parmi leurs constituants."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de l'Association Homéopathique de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la ville de *Montmagny*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte concernant la fiducie et l'acte concernant les placements que les administrateurs sont tenus de faire, (42-43 *Victoria*, chap. 29-30)."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 45 *Victoria*, chap. 22, intitulé : " Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales. "

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M. Lundi prochain.

---

Lundi, 26 Mars 1883.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Flynn*,—La Pétition du Révérend *Josué Paradis* et autres, de *Sainte Adélaïde de Pabos*, Comté de *Gaspé*.

Conformément à l'Ordre du Jour la Pétition suivante est lue et reçue :

De A. T. *Carter* et autres, du Bassin de *Gaspé*, Comté de *Gaspé* ; demandant l'érection d'une prison temporaire au Bassin de *Gaspé*.

Le Bill pour amender l'Acte 44-45 *Victoria*, chap. 27, concernant le Barreau de la Province de *Québec*, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Flynn fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Flynn fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. Pâquet, secondé par M. Faucher de St-Maurice,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre toutes copies de la correspondance entre le Gouvernement ou aucun de ses Membres et les administrateurs de l'Olympian Institute de Boston, au sujet de la grande exposition de produits étrangers qui doit se tenir dans la Capitale de l'Etat du Massachusetts, en Septembre prochain.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Stephens,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie de la Requête de Félix Fortier, en date du 14 Décembre 1881; demandant sa mise à la retraite, en vertu de la 40 Victoria, chap. 10.

2. Copie des Rapports de l'Honorable Premier-Ministre en 1881, avec copies officielles des Ordres en Conseil Nos 93 et 94, du 17 Mars 1882.

3. Copie du Mémoire des Etats de service du dit Félix Fortier, en date du 27 Février 1882, au Premier-Ministre, à l'appui de sa réclamation pour la pension annuelle de \$1620, à lui due en vertu de la 40 Victoria, chap. 10.

4. Copie de la lettre de Janvier 1882, du dit Félix Fortier, au susdit Premier Ministre, au sujet de la perte de \$232 d'arrérages, par certain compromis proposé dans l'intérêt du Gouvernement.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie du compte présenté par Félix Fortier, ex-Greffier du Conseil Exécutif, pour arrérages de son salaire, depuis le 1er Août 1878 jusqu'au 23 Avril 1881, en vertu de la 40 Victoria, chap. 10.

2. Copie des entrées faites sur le dit compte, par l'auditeur, et de l'ordre de renvoi de cette réclamation aux officiers en loi de la Couronne.

3. Copies des lettres du dit Félix Fortier, des 23 et 30 Avril 1881, à l'Auditeur, au sujet du dit compte.

4. Copie du Factum à l'appui du dit compte produit avec ces dernières lettres.

5. Copie d'une lettre de Félix Fortier à l'Auditeur, en date du 2 Mai 1881, appelant d'une décision personnelle de l'Honorable Trésorier, avec l'entrée sur l'original No 2710/81 d'un renvoi aux officiers en loi de la Couronne.

6. Copie d'une lettre de l'Auditeur, à Félix Fortier, du 2 Mai 1881, No 3296, sur 2682-2710, accusant réception des documents transmis à l'appui du dit compte.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Trudel*, secondé par *M. Audet*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des Documents relatifs aux diverses transactions qui ont eu lieu entre le Gouvernement et *Alexis Proteau* au sujet de certains lots de terre accordés par le Gouvernement à *Alexis Proteau* et autres, dans le Comté de *Champlain*.

Sur motion de l'Honorable *M. Flynn*, secondé par l'Honorable *M. Robertson*,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—  
1. Copie de toutes requêtes, correspondances, etc, adressées, depuis un an, par les porteurs de Débentures des Chemins à Barrières de *Québec*, au Gouvernement de cette Province, touchant le paiement, par ce dernier, du montant en capital et intérêt de ces Débentures.  
2. Copie de toute réponse donnée par le Gouvernement à toute telle requête ou demande, et copie de tous rapports et ordres en Conseil qui peuvent avoir été adoptés sur ce sujet.  
3. Copie du rapport fait par la Commission nommée en 1875, par le Gouvernement pour s'enquérir de cette question.

Sur motion de *M. Rinfret dit Malouin*, secondé par *M. Laberge*,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en Conseil, papiers, correspondance et documents, entre le Gouvernement et la Corporation de *Québec*, au sujet de l'entretien, à frais communs, d'un certain nombre d'hommes de police.  
*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Gauthier*, secondé par *M. Picard*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Québec* et *Pontiac*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce Bill a été retiré.

Sur motion de *M. Laberge*, secondé par *M. Rinfret dit Malouin*,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Le rapport du Département des Terres de la Couronne et l'Ordre en Conseil, mettant *P. L. Morin*, Ecr, à sa retraite ; les divers mémoires présentés en faveur et contre l'émission de mandats d'argent pour payer la pension du dit *P. L. Morin*, fixée par l'Auditeur de la Province ; Copie de toutes les correspondances du député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats au sujet de cette pension ; Copie de l'Ordre en Conseil passé en 1855, acceptant la résignation du dit *P. L. Morin*, alors employé du Département des Terres de la Couronne ; Copie de l'Ordre en Conseil nommant le successeur du dit *Morin*, au lieu et place de ce dernier, avec un état du temps que le dit *Morin* a été employé par la Commission de la Tenure Seigneuriale et payé sur un fonds spécial voté par cette Commission, entièrement distincte du Département des Terres de la Couronne ; et copie de tous documents ayant rapport à l'octroi de cette pension.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,  
*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie du rapport et ordres en Conseil recommandant le payement d'une somme de douze cents piastres ou environ, à *Louis Giard*, Ecuyer, ci-devant Secrétaire du

Département de l'Instruction Publique; avec un état des services rendus, de l'époque où ils furent rendus, pendant quel temps, à quel taux; avec copie du rapport et ordres en Conseil, recommandant la mise en retraite du dit *Louis Giard*.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie du Rapport fait au Conseil Exécutif, en 1880-81, et de l'Ordre en Conseil fait sur ce rapport déclarant que l'absence d'un vote de la Chambre n'affecte pas la 40 *Vict.*, chap. 10, qui était une autorité suffisante, d'après l'Acte du Trésor, pour le paiement de tous les salaires des officiers et employés du Service Civil, sans que ce montant ne fût inclus dans le Budget tel Ordre en Conseil affirmant que les salaires de \$2,400 des sous chefs étaient dûs, nonobstant la révocation de l'Ordre en Conseil de 1878.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Bernatchez*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copies des rapports départementaux ou Ordres en Conseil, accordant à *H. H. Miles*, assistant secrétaire du département de l'Instruction Publique, certains arrérages de salaire, augmentation de salaire, indemnité, durant ou avant l'année pendant laquelle le dit *Miles* a été mis à retraite; avec ensemble les différentes lettres du dit *Miles* réclamant un salaire plus élevé; copie des rapports faits par l'Honorable *M. Lynch* sur divers demandes du dit *H. H. Miles*, et copie des divers Ordres en Conseil ou décisions intervenues sur ces demandes et sur la mise à retraite du dit *H. H. Miles*.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de la commission et certificat d'enregistrement d'icelle, appointant, en 1879, *Félix Fortier*, avocat, (alors greffier du Conseil Exécutif) à la charge de député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent; copie de la résignation du dit *Félix Fortier*, de la dite charge de député Lieutenant-Gouverneur, si pareille résignation a été offerte; copie de tout acte ou document par écrit acceptant telle résignation, et copie de tout Ordre en Conseil révoquant l'Ordre en Conseil de 1879, plus haut cité. Etat indiquant le nombre des mandats d'argent signés par le dit *Félix Fortier*, après sa mise à retraite, principalement en Juillet ou Août 1882; et qui avait objecté à ce que ces mandats fussent signés par *G. Grenier*, Ecuyer, alors député Lieutenant-Gouverneur, en l'absence du dit *Félix Fortier*.

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Une vraie copie (officielle) de l'Ordre en Conseil du 3 Janvier 1868, ou autre date du dit mois de Janvier, ordonnant que le greffier du Conseil Exécutif remplirait la charge de député Lieutenant-Gouverneur, pour la signature des mandats d'argent, mentionnés dans la 28e section de la 31 *Victoria*, chap. 9, et ce, sans remunération; aussi vraie copie de l'Ordre en Conseil passé, en 1882, après le 31 Mai, ordonnant qu'un salaire de \$400, soit ou serait payé au titulaire de la dite charge de député Lieutenant-Gouverneur; aussi vraie copie de l'Ordre en Conseil appointant *Jos. A. Defoy*, Ecuyer, greffier en exercice du Conseil Exécutif, ou de tout autre document recommandant ou appointant le dit *Jos. A. Defoy*, député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, en vertu de la dite section 28, 31 *Victoria*, chap. 9; aussi copie des Ordres en Conseil ou de tout autre instrument officiel, antérieur ou postérieur au 31 Mai 1882, appointant

*Gustave Grenier*, Ecuyer, député Greffier du Conseil Exécutif, depuis plusieurs années, à la dite charge de député Lieutenant-Gouverneur, pour la signature desdits mandats d'argent, avec copie des deux commissions émises en sa faveur, pour l'exercice de la dite charge.

Sur motion de l'Honorable *M. Flynn*, secondé par l'Honorable *M. Robertson*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :— Copie de toutes pétitions, mémoires ou lettres adressés par certaines Compagnies de Chemins de Fer au Gouvernement ou à aucun de ses membres, représentant qu'elles ne retirent aucun avantage de la loi 45 *Victoria*, chap. 23, vu les restrictions contenues dans la 3e section du dit acte.

*Résolu*, Qu'une Humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :— Copie de tous les Ordres en Conseil et de toute correspondance au sujet de la résidence des juges de *Gaspé* et de *Bonaventure*, et de la tenue des termes des cours, dans ces Comtés et aux *Iles de la Magdeleine*, depuis 1867.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre :

1. Copie des requêtes, résolutions ou lettres transmises au Gouvernement par les municipalités du Comté de *Gaspé*, touchant la question des contributions au fonds de Bâtisse et des jurés.

2. Copie de la lettre ou du mémoire, en date du 22 Décembre 1882, adressé à l'Honorable Trésorier de la Province, par le député du Comté de *Gaspé* à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, au sujet du paiement des contributions au fonds de Bâtisse et des jurés et de l'interprétation des Statuts qui s'y rapportent.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour incorporer la Compagnie de la Grande Excursion en *France*, par voie de tirage au sort, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce Bill n'est pas devenu loi.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—La réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Février 1883, demandant : 1. Copie des contrats actuellement en vigueur entre le Gouvernement et les propriétaires des Asiles de *Beauport*, de *Saint-Jean de Dieu*, et de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, relativement à la garde, à la pension et à l'entretien des aliénés.

2. De tous Ordres en Conseil, rapports et correspondances au sujet de ces contrats, des modifications à leur faire ou de leur renouvellement.

3. Un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement détenus dans chacun de ces Asiles.

4. La liste des Municipalités qui ont payé pour la garde des aliénés, depuis la mise en force de la 43-44 *Vict.*, chap. 14, et le montant payé, chaque année, depuis cette époque, par les Municipalités et les noms des aliénés pour lesquels ces sommes ont été payées.

5. Le nombre de détenus dans chaque Asile, pour lesquels les parents payent en partie la pension, et le montant payé dans chaque cas, par la famille.

Aussi,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 14 Février 1883, pour un état indiquant, séparément, année par année, depuis le premier Août 1880, jusqu'au premier Février de cette année, le nombre d'aliénés établis dans nos Asiles, le nombre d'aliénés qui payent toute leur pension, soit par eux-mêmes, soit par leur obligé ; le nombre de ceux qui n'en payent qu'une partie ; le nombre de ceux dont la pension est payée, soit par les Municipalités ou par le Gouvernement. Le montant des sommes payées et celui des sommes non payées par les particuliers ou leur obligé et par les Municipalités. Aussi toutes correspondances échangées entre les particuliers, les Municipalités et le Gouvernement, relatives à l'introduction des aliénés dans nos Asiles. (Documents de la Session No 70).

Sur motion de M. Duhamel, secondé par M. Lavallée,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—

1. Copie des Ordres en Conseil nommant *Félix Fortier*, clerc dans le Département des Terres de la Couronne, et quel salaire il devait recevoir ;

2. Copie de la résignation de *Félix Fortier*, comme clerc dans le Département des Terres de la Couronne, pour accepter l'Agence de la Seigneurie de Lauzon et la surintendance des grèves et des lots situés en eau profonde ;

3. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années qu'il a été employé dans le Département des Terres de la Couronne et quel salaire il y a reçu ;

4. Copie de l'Ordre en Conseil nommant *Félix Fortier*, Surintendant des grèves et des lots situés en eau profonde et Agent de la Seigneurie de Lauzon, et aussi, un état détaillé indiquant le montant qui fut payé comme commission, déboursés et autrement, au dit *Fortier*, tandis qu'il avait cet emploi ;

5. Un état détaillé indiquant, année par année, combien il fut payé par année, au dit *Félix Fortier*, pour commission, relativement à cette agence ;

6. Un état détaillé, indiquant le nombre de poursuites intentées par *Félix Fortier*, pour la perception des rentes dues à la dite Seigneurie, et pour quel montant chacune ;

7. Un compte détaillé des sommes reçues par lui, comme témoin, dans les causes où il a comparu en sa dite capacité d'agent ;

8. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Greffier du Conseil Exécutif, en Octobre 1867 ;

9. Un état détaillé indiquant, quel était le montant du salaire payé au dit *Félix Fortier*, du 1er Mars 1868 au 1er Mars 1882 ;

10. Un état détaillé, indiquant quelle somme ou quelles sommes furent payées au dit *Félix Fortier*, depuis le 1er Novembre 1867 au 1er Juillet 1882, pour services surnuméraires, et la nature de ces services, et à même quels fonds ces payments furent faits ;

11. Copie de l'Ordre en Conseil, nommant *Félix Fortier*, Député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, et quelle somme il a reçu ensuite pour services rendus en cette capacité ;

12. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années que *Félix Fortier* a servi dans le Gouvernement du Canada, comme clerc permanent et le nombre d'années qu'il a été employé comme surnuméraire.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte 40 Vict., chap. 9, de manière à rendre le Service Civil moins dispendieux et plus efficace.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Flynn ait la permission de présenter un Bill pour abroger les Sections 2 et 3 de l'Acte 45 *Vict.*, chap. 25, concernant les Fonds de Bâtisses et des Jurés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la Province ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Sawyer fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Sawyer fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Le Treizième Rapport des Inspecteurs des Prisons, Asiles, etc., de la Province de Québec, pour l'année 1882. (Documents de la Session No 15.)

*Ordonné*, Que le dit Rapport soit imprimé.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Sept. heures et demie P. M.*

Le Bill concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la Province, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour expliquer l'Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette Province, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et des Débats s'ensuivant ;



M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. Duhamel*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral d'*Ottawa*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Duhamel* prend, en conséquence le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,*  
*Bernard,*  
*Bernatchez,*

*Demers,*  
*Gagnon,*  
*Laberge,*

*Marchand,*  
*McShane,*  
*Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,*  
*Shehyn et*  
*Trudel.—12.*

CONTRE :

Messieurs.

*Asselin,*  
*Audet,*  
*Beaubien,*  
*Bergevin,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Carbray,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*  
*Desautniers,*

*Deschênes,*  
*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Flynn,*  
*Frégeau,*  
*Garneau,*

*Gauthier,*  
*Lavallée,*  
*LeBlanc,*  
*Leduc,*  
*Marcotte,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*  
*Nantel,*

*Pâquet,*  
*Picard,*  
*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Sawyer,*  
*Spencer,*  
*St-Hilaire et*  
*Wurtele.—37.*

\\ Ainsi il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en Comité Général ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et *M. Asselin* fait rapport que le Comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Et la question étant proposée,—Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Honorable *M. Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par l'Honorable *M. Marchand*, que le mot " demain " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,*

*Demers,  
Gagnon,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin  
Shekyn, et  
Trudel.—12.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,*

*Frégeau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,*

*Pâquet,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Spencer,  
St Hilaire et  
Würtele.—34.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la division précédente, prise inversement.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Honorable Trésorier Würtele remet à M. l'Orateur deux Messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits Messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

THÉODORE ROBITAILLE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, de nouvelles estimations supplémentaires de certaines dépenses requises pour le Service Public de la Province de *Quebec*, pour l'année fiscale finissant le 30 Juin 1883, et des estimations supplémentaires de certaines dépenses requises pour l'exercice de l'année fiscale finissant le 30 Juin 1884.

Et conformément aux exigences de la 54<sup>me</sup> Section de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord* de 1867, il recommande ces estimations supplémentaires à la considération de la Chambre.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Québec*, 26 Mars 1883.

THÉODORE ROBITAILLE,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* autorise l'Honorable Trésorier de la Province à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'addition projetée de \$500,000 à l'emprunt de \$3,000,000, autorisé par le

Statut 45 Vict., chap. 48, pour le paiement de la dette flottante de la Province, des réclamations résultant de la construction du Chemin de Fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, des subventions aux Chemins de Fer, l'achèvement des édifices pour les ministères publics et pour les Chambres, et concernant certains changements dans les obligations à être émises ; et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,  
*Québec*, 26 Mars 1883.

Ordonné, Que le premier Message et les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au Comité des Subsidés.

L'Honorable Trésorier *Wurtel* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Chemins de Fer de la Province de *Québec*, pour l'année 1881-82. (Documents de la Session No 71).

Ordonné, Que le dit Rapport soit imprimé.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Chs. Marcotte*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *l'Islet*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Marcotte* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Le Gouvernement ayant déjà demandé \$44,472 pour estimés supplémentaires de l'année courante, 1882-83, et \$4,080,993.22 pour les estimés de l'année prochaine, 1883-84, cette Chambre trouve ces dépenses déjà trop fortes pour les ressources de la Province et ne croit pas devoir y ajouter les sommes demandées par les estimés supplémentaires, savoir : \$30,500 pour l'année courante et \$51,950 pour l'année prochaine 83-84.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. A. Charlebois*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Laprairie*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Charlebois* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Gagnon,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,*

*Mercier,  
Watts.—9.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,*

*Garneau,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Pâquet,*

*Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Spencer,  
Trudel et  
Würtele.—36.*

Ainsi la question est négative.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Mardi matin.

Mardi, 27 Mars 1883.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St Roch de l'Achigan*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie, *St Barthélemi*, (pour la construction de leur couvent) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de la *Baie du Febvre*, pour sa reconstruction, (\$1000 payables en deux ans, \$500 par an, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de *Richmond*, pour l'achat d'une ferme modèle, pourvu qu'il soit souscrit et payé un égal montant, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Laiterie de *Ste Marie, Beauce*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour une aide à la Ferme-Ecole de *Rougemont*, aux conditions qui pourront être imposées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Agriculture Union de *Danville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 1,000 exemplaires du *Manuel d'horticulture pratique et d'arboriculture fruitière* du Dr *Laroque*, pour distribuer aux Membres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 1,000 exemplaires du *Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux*, par *J. A. Couture*, pour distribuer aux Membres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prolonger les chemins *Taché* et *Bégon*, dans les Comtés de *Témiscouata* et *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction d'un pont à *Louiseville*, \$2,000 payables durant deux ans, \$1,000 par année, aux conditions convenues avec les Municipalités de *Louiseville* et de la *Rivière-du-Loup*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de *Québec*, pour les vieillards et les infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants) *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants) *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une Salle de Manœuvre à *Québec*, devant être employée pour les expositions provinciales et autres, à condition que la Cité de *Québec* fournisse \$15,000 et que le Gouvernement du Canada fournisse \$60,000, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide additionnelle pour la publication par G. A. Desjardins, des Débats de la Législature de Québec, pour 1882, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité réclamée par des acquéreurs de coupes de bois, à raison des dommages résultant de la défectuosité des arpentages (à même l'emprunt), pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Desjardins informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, à la première séance de la Chambre, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Sur motion de l'Honorable Trésorier Würtel, secondé par l'Honorable M. Mercier,

*Ordonné*, Que l'indemnité de MM. Dorais et Gagnon, leur soit payé comme s'ils avaient pris leurs sièges au commencement de la Session, moins la déduction pour les jours pendant lesquels ils n'ont pas assisté aux séances depuis qu'ils ont pris leurs sièges.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mardi, 27 Mars 1883.

L'Honorable Trésorier Würtel propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, —Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération, certaines résolutions proposées concernant l'addition de \$500,000 à l'emprunt autorisé par l'Acte 45 *Vict.*, chap. 18, et certaines modifications aux dispositions de cet Acte.

L'Honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Joly, —Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu : " Que cette Chambre voit avec alarme l'augmentation croissante de la dette provinciale; et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et ruineuse de celui qui l'a précédé, au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée."

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de l'Honorable M. Irvine, secondé par l'Honorable M. Marchand, *Ordonné*, Que les débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne.

3 heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre le Rapport du Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés, et pour agir comme membres du Comité conjoint de la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le Comité de la Bibliothèque a l'honneur de faire le rapport suivant :

Il a décidé, dans sa séance du 6 Février dernier, que les personnes qui fréquentent la Bibliothèque demanderont aux employés les livres dont elles auront besoins, au lieu de les prendre elle-mêmes.

Qu'elles se placeront, pour lire ou écrire, à une table mise à leur disposition.

Que, si elles veulent emporter des livres, elles déposeront entre les mains du bibliothécaire, la somme de quatre dollars chacune, et que cette somme leur sera rendue sur demande, si les livres ont été remis fidèlement et en bon ordre.

Ces résolutions ne concernent point les membres de la Législature.

Les règlements antérieurs demeureront en force.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui, à la motion, Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'addition de \$500,000 à l'emprunt autorisé par l'Acte 45 *Victoria*, chap. 18, et certaines modifications aux dispositions de cet Acte ; lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit résolu : que cette Chambre voit avec alarme l'augmentation constante de la dette provinciale et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et ruineuse de celui qui la précédé, au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée."

Et l'amendement étant de nouveau proposé,

L'Honorable M. *Beaubien* propose comme sous amendement secondé par l'Honorable M. *Robertson* que les mots "que cette Chambre voit avec alarme l'augmentation constante de la dette provinciale et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et ruineuse de celui qui la précédé, au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Que cette Chambre préfère laisser dans la dette flottante ce montant de \$500,000, si telle dette existe, vu que cette Chambre espère que, par les économies à être prochainement réalisées, on pourra graduellement réduire cette dette et empêcher ainsi la Province d'augmenter sa dette consolidée d'un montant de \$500,000."

Et des Débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Vict.*, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *F. Carbray*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Québec-Ouest*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Carbray* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et les Débats se continuant.

Sur motion de l'Honorable M. Mousseau, secondé par l'Honorable Trésorier Wurtelle,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.  
Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

M. Brousseau, du Comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Le Comité conjoint des impressions à l'honneur de présenter le Rapport suivant :

Votre Comité recommande, pour l'usage des Députés, l'impression immédiate des Documents suivants :

Document No 12. Copie de la Commission Royale nommée dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les Départements Publics, avec copies de tous Ordres en Conseil, des Lettres contenant les instructions données aux Commissaires et Secrétaires, et de tous autres Documents se rattachant à l'émanation de cette commission.

Document No 58. Copie du Factum de l'Honorable G. O'Kill Stuart, produit au Bureau des Terres de la Couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la Seigneurie de Mingan, connue sous le nom de *Terra firma*.

Document No 58. Copie de la Correspondance échangée entre le Gouvernement et Alexander Dennistown et autres, au sujet de la propriété de la "Terre ferme de Mingan," avec copie des titres transmis au Gouvernement à l'appui de leur réclamation. Copie du rapport de l'Ordre en Conseil accordant à Alexander Dennistown et autres, le privilège d'exploiter, pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite "Terre ferme de Mingan."

Document No 61. Etat donnant, par comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour Chemins de Colonisation, du 1 Juillet au 30 Décembre 1882.

Document No 62. Copie de la liste des Documents se rapportant à l'histoire du Canada, copiés et conservés au Département du Régistrare de la Province de Québec.

Document No 64. Copies des Ordres en Conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 Juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentations d'appointements ; aussi copies des rapports des sous-chefs de départements recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par la section 21, de l'Acte 40 *Victoria*, chap. 9.

Document No 69. Copie de toutes Correspondances, depuis 1876, au sujet du tarif des régistrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copies du jugement, Re No 7, Cour Supérieure, *Terrebonne, Prévost et Lachaine*, rendu le 24 Juin 1882, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les Lacs de la Province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs."

Bill intitulé : "Acte pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux de forêts."

Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du Monument National."

Bill intitulé : "Acte pour décharger Henri Talbot Walcot de sa charge de fidéicommissaire à Madame Isabella Abbott Young."



Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de la propriété de l'Ecole Nationale, Québec."

Bill intitulé : " Acte incorporant *"The Citizen Gas Company of Montreal."*

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne de l'Eclairage Electrique."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer de l'Union *Jacques-Cartier.*"

Et Bill intitulé : " Acte pour permettre à *Alfred Charles Pinsonnault* de vendre certains biens substitués."

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes incorporant la Cité de *Montréal.*"

Et Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine et Hochelaga.*"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les Actes incorporant la Cité de *Montréal*" lesquels sont lus comme suit :

Les trois dernières lignes de la Clause 22 sont retranchées.

Retranchez la Clause 23.

La Clause 24 devient Clause 23.

Retranchez la Clause 25.

La Clause 26 devient Clause 24, et dans la 1ère ligne de cette Clause après le mot " Acte " insérez les mots " concernant la Cité de *Montréal* ".

La Clause 27 devient Clause 25.

La Clause 28 devient Clause 26.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Lachine et Hochelaga,*" lesquels sont lus comme suit :

Clause 6, ligne 7 retranchez les mots " deux semaines " et remplacez-les par les mots " un mois ".

Clause 7, ligne 7, retranchez les mots " deux semaines " et remplacez-les par les mots " un mois ".

La Clause 24 est retranchée et remplacée par la suivante :

24. Cette Charte ne deviendra en force que par proclamation, laquelle ne sera émise qu'après que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil aura, dans les douze mois de la date de la sanction du présent acte, la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter ses entreprises.

Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copies des réponses de *Félix Fortier*, aux questions à lui soumises par les Commissaires du Service Civil, en 1869 ; et copie de toute correspondance échangée entre le dit *Fortier* et les dits Commissaires, durant leur enquête, et après l'impression de leur Rapport.

2. Copie d'un projet de Bill préparé par M. *Fortier* pour la réorganisation du Service Civil, tel que soumis par lui à l'Honorable M. *Lynch* ou à tout autre Membre du Gouvernement.

3. Etat indiquant le nombre d'années pendant lesquelles le dit *Félix Fortier* a servi comme Greffier de la Couronne ou Chancellerie de la Province du Canada, depuis le 19 Février 1842, date de sa nomination comme tel, jusqu'à la nomination de son successeur.

4. Copie du Rapport du Département des Terres de la Couronne, recommandant que M. *Fortier* ait le choix d'établir son domicile à *Québec* ou à *Lévis*; copies de toutes correspondances à ce sujet, ainsi qu'un état indiquant, année par année, les montants perçus par le dit *Félix Fortier*, en sa qualité susdite, jusqu'en Janvier 1868.

5. Copie de l'Ordre en Conseil, du mois de Janvier 1854, accordant un salaire fixe à M. *Fortier*.

6. Etat indiquant les causes où M. *Fortier* a comparu comme témoin, en sa qualité d'agent de la Seigneurie *Lauzon*, avec indication des noms des Demandeurs et des Défendeurs, et les années dans lesquelles ces actions ont été prises.

7. Copies des divers Ordres en Conseil nommant M. *Fortier* député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent, et passés depuis 1868.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés en Conseil ou règlements quelconques, accordant à l'Auditeur et à l'Assistant-Trésorier de la Province, des traitements additionnels, bonus, rémunérations ou indemnités quelconques (en sus de leurs traitements ordinaires) pour services quelconques, en rapport avec leurs départements respectifs ou autrement; avec copie de toute demande ou représentation faites à l'Honorable Trésorier de la Province, pour augmentations de salaire ou traitements spéciaux, pour tels services extras, depuis le 1er Janvier 1881.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre reprend les débats ajournés sur le sous-amendement proposé aujourd'hui à la motion "Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'addition de \$500,000 à l'emprunt autorisé par l'Acte 45 *Vict.*, chap. 18, et certaines modifications aux dispositions de cet Acte"; lequel amendement était, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il soit résolu que cette Chambre voit avec alarme l'augmentation constante de la dette provinciale et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et ruineuse de celui qui l'a précédé, au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée,"—et lequel sous-amendement était que les mots "Que cette Chambre voit avec alarme l'augmentation constante de la dette provinciale et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et ruineuse de celui qui l'a précédé, au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Que cette Chambre préfère laisser dans la dette flottante ce montant de \$500,000 si telle dette existe, vu que cette Chambre espère que, par les économies à être prochainement réalisées, on pourra graduellement réduire cette dette et empêcher ainsi la Province d'augmenter sa dette consolidée d'un montant de \$500,000."

Et de nouveaux Débats s'ensuivant;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle S. Dumoulin, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Trois-Rivières*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Dumoulin prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, Mercredi matin ;

Mercredi, 28 Mars 1883.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,  
Beauchamp,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Dorais,  
Flynn,  
Gagnon,  
Joly,  
Laberge,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,

Robertson,  
Shehyn,  
Trudel et  
Watts.—18.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Gauthier,

Lavallée,  
LeBlanc,  
Leduc,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,

Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire et  
Wärtele.—40.

Ainsi il est résolu négativement.

L'amendement à la motion originale étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,  
Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Gagnon,  
Joly,  
Laberge,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,  
Rinfret dit Malouin,

Robertson,  
Shehyn et  
Watts.—14.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Faucher de St-Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mousseau,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Wartele.—44.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desaulniers,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Faucher de St-Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Mousseau,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Wartele.—40.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Laberge,</i>		

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu, 1.* Qu'en sus de la somme qui reste actuellement à emprunter et négociable sur l'emprunt autorisé par le Statut 45 *Victoria*, chap. 18, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra autoriser le trésorier de la Province à

prélever, par voie d'emprunt, pour les besoins de la Province, de la manière exposée dans le Statut ci-haut mentionné, une somme additionnelle de cinq cent mille piastres.

*Résolu*, 2. Que cette somme additionnelle sera censée former partie de l'emprunt autorisé par le Statut ci-haut mentionné, et sera prélevée de la même manière, et sujet aux mêmes dispositions que si elle avait originairement formé partie de cet emprunt, et que si cet emprunt avait été autorisé jusqu'à concurrence d'un montant de trois millions cinq cent mille piastres.

*Résolu*, 3. Que les obligations ou débetures pour le montant restant à emprunter, en aucun temps, sur l'emprunt ci-haut mentionné et pour le montant additionnel autorisé par le présent Acte, pourront, nonobstant les dispositions de la section trois du Statut ci-haut mentionné, être émises en cours sterling pour des sommes de cent livres chacune et pourront être enregistrées à n'importe quel endroit dans le Royaume-Uni.

*Résolu*, 4. Que, nonobstant les dispositions de la section trois du Statut ci-haut mentionné, ces obligations ou débetures pourront porter intérêt au taux de quatre pour cent par année, et elles pourront être émises pour tel montant, nominalement additionnel et proportionnel qui sera requis de temps à autre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Résolu*, Que le Rapport soit reçu à la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 28 Mars 1883.

Onze Heures A. M.

M. Gauthier, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Troisième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a nommé un sous-Comité pour s'enquérir et faire rapport du jour qu'il conviendrait de fixer pour la fête des arbres, (Arbor Day).

Que le sous-Comité a fait rapport de son travail à votre Comité, qui l'a adopté et le soumet, avec le présent Rapport, à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre Comité a aussi pris connaissance de la résolution adoptée par votre Honorable Chambre, le cinq Mars courant, lui donnant instruction de s'enquérir des moyens d'harmoniser les intérêts du Colon avec ceux du propriétaire des limites à bois, et de régulariser et promouvoir l'établissement de nos terres publiques.

L'époque avancée de la Session n'a pas permis à votre Comité, de consacrer à cette importante question toute l'étude qu'elle mérite ; il a cependant entendu les suggestions de l'Honorable M. Marchand, le moteur de la dite résolution.

Ce Monsieur a exposé à votre Comité un système pour la vente des Terres de la Couronne aux Colons, dont votre Comité recommande l'étude sérieuse et approfondie.

Ce système, qui consiste à donner au prix de la vente d'un lot, la nature d'une rente constituée au taux de cinq par cent, rachetable à la volonté du Colon, fournirait à celui-ci des conditions faciles d'acquittement, tout en conservant au Gouvernement, d'une manière permanente, la pleine valeur du domaine public,

ainsi graduellement converti en un capital garanti par première hypothèque et produirait annuellement un revenu fixe et durable.

**RAPPORT du sous-Comité chargé de faire rapport sur la question de la Fête des Arbres, (Arbor Day).**

*Au Comité de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.*

Votre sous-Comité a l'honneur de faire rapport comme suit :

Que le climat n'est pas uniforme dans toutes les parties de la Province de *Québec*, et qu'il y a une différence considérable entre l'époque de l'ouverture du printemps.

Qu'il ne serait pas judicieux de fixer un seul et même jour, dans toute la Province, au printemps, pour la Fête des Arbres (Arbor Day), pour la transplantation des arbres forestiers.

Que la Province pourrait être divisée en deux Districts, le District Ouest et le District Est, séparés l'un de l'autre, par une ligne formée par la frontière Est des comtés de *St-Maurice, Yamaska, Drummond, Richmond et Compton*.

Que nous croyons que le Sept Mai, pour le District Ouest, et le Seize Mai, pour le District Est, pourraient être choisis avec avantage pour la Fête des Arbres (Arbor Day).

Que nous sommes heureux de constater que le Conseil de l'Instruction Publique, par une résolution unanime, recommande à toutes les écoles et maisons d'éducation, subventionnées par le Gouvernement, d'accorder un congé le jour qui sera fixé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour la Fête des Arbres ; ce congé devant être employé par les élèves à planter des arbres forestiers sur les terrains appartenant à ces écoles ou maisons d'éducation, ou sur tout autre terrain qui sera jugé favorable.

Que nous espérons, qu'en notifiant d'avance les autorités à la tête des écoles et maisons d'éducation, à cet effet, le Département de l'Instruction Publique voudra bien attirer leur attention sur les précautions à prendre, tant pour choisir d'avance le lieu d'où l'on enlèvera les arbres, et le local où on les replantera, que pour se procurer les outils nécessaires pour cet ouvrage, et envoyer à chacune des écoles et maisons d'éducation, une petite circulaire imprimée contenant des instructions élémentaires, sur la manière de transplanter et replanter les arbres et le choix des espèces, par rapport à la nature du terrain où l'on doit les replanter.

Qu'il nous semble que la somme de six cents piastres, votée comme prix pour les meilleurs traités sur la culture des arbres forestiers, serait plus utilement employée cette année, si elle était partagée entre les sociétés d'agriculture qui feront des efforts pour encourager la culture des arbres forestiers, en se conformant aux instructions qu'elles recevront, à cet effet, du Département de l'Agriculture, qui pourrait être requis de les envoyer immédiatement après la Session.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour la réception du Rapport du Comité général de la Chambre sur certaines résolutions concernant l'addition de \$500,000 à l'emprunt autorisé par l'Acte 45 *Vict.*, chap. 18, et certaines modifications aux dispositions de cet Acte ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le Rapport soit maintenant reçu : la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Qu'en sus de la somme qui reste actuellement à emprunter et négociable sur l'emprunt autorisé par le Statut 45 Victoria, chapitre 18, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra autoriser le Trésorier de la Province à prélever, par voie d'emprunt, pour les besoins de la Province, de la manière exposée dans le Statut ci-haut mentionné, une somme additionnelle de cinq cent mille piastres.

*Résolu*, 2. Que cette somme additionnelle sera censée former partie de l'emprunt autorisé par le Statut ci-haut mentionné, et sera prélevée de la même manière, et sujet aux mêmes dispositions que si elle avait originairement formé partie de cet emprunt, et que si cet emprunt avait été autorisé jusqu'à concurrence d'un montant de trois millions cinq cent mille piastres.

*Résolu*, 3. Que les obligations ou débetures pour le montant restant à emprunter, en aucun temps, sur l'emprunt ci-haut mentionné et pour le montant additionnel autorisé par le présent Acte, pourront, nonobstant les dispositions de la Section trois du Statut ci-haut mentionné, être émises en cours sterling pour des sommes de cent livres chacune et pourront être enregistrées à n'importe quel endroit dans le Royaume-Uni.

*Résolu*, 4. Que, nonobstant les dispositions de la Section trois du Statut ci-haut mentionné, ces obligations ou débetures pourront porter intérêt au taux de quatre pour cent par année, et elles pourront être émises pour tel montant, nominalelement additionnel et proportionnel qui sera requis de temps à autre.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, elles sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. Wente ait la permission de présenter un Bill pour autoriser le prélèvement, par voie d'emprunt, d'une somme additionnelle pour les besoins de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender l'Acte 45 Vict., chap. 16, intitulé : Acte concernant les Arpenteurs de la Province de Québec et les Arpentages ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Saint-Hilaire fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Saint-Hilaire fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par l'Honorable M. Pâquet,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre,—Copie du Rapport fait à l'Honorable Secrétaire Provincial par M. Eudore Evanturel, au sujet des manuscrits français de Boston et de Washington, et tous documents ayant rapport à cette correspondance.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Desjardins.—Est-ce l'intention du Gouvernement, en réglant avec la Paroisse de Saint-Jean, Isle d'Orléans, Comté de Montmorency, pour la dette de cette Paroisse au Fonds d'Emprunt Municipal, de tenir compte d'un quai construit

avec cet emprunt ; ce quai étant d'une utilité générale pour la navigation du *Saint-Laurent* ? Dans ce cas, le Gouvernement a-t-il l'intention de s'entendre avec le Gouvernement Fédéral pour le remboursement de la somme empruntée par la Paroisse de *Saint-Jean*, au fonds d'emprunt municipal ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—Le Gouvernement n'a pas encore reçu le Rapport du Commissaire nommé pour le règlement du fonds d'emprunt municipal, sur la dette de la Paroisse de *Saint-Jean, Ile d'Orléans*. Le Gouvernement s'occupera de cette question aussitôt que la production du rapport aura fait connaître les faits ; et s'il y a lieu, il appuiera la réclamation de la Paroisse de *Saint-Jean, Ile d'Orléans*, auprès du Gouvernement Fédéral.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Pourquoi le Gouvernement ne nomme-t-il pas les Commissaires pour la décision sommaire des petites causes à *Cap Santé*, dans le Comté de Portneuf ?

2. N'a-t-il pas reçu une requête à cet effet recommandant à cette charge des personnes prises indistinctement dans les deux partis politiques ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Des Commissaires des petites causes ont été nommés, au mois de Décembre dernier, pour la Paroisse du *Cap Santé*.

Depuis, le Greffier de la Cour a écrit que plusieurs des Commissaires ne voulaient pas accepter, et a suggéré de nouveaux noms. Aucun des Commissaires n'a informé le Gouvernement de son refus d'accepter cette charge, et les habitants de la Paroisse n'ont pas envoyé de requête à ce sujet.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder, dans les estimés supplémentaires, une aide de \$200 à M. *Joseph Chabot*, fromager de *Saint-Charles*, Comté de *Bellechasse*, pour l'encourager à continuer sa fabrique de fromage ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele*.—Le Gouvernement a sous sa sérieuse considération, l'opportunité d'encourager, au moyen de bonus, l'établissement de beurreries et de fromageries, dans lesquelles un système amélioré sera mis en opération.

Par M. *Watts*.—Pourquoi l'octroi à la Société d'Agriculture du Comté de *Drummond* a-t-il été diminué de \$200, l'année dernière ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—La souscription collective des Membres n'a été que de \$183.00, laquelle multipliée par trois, donne la somme de \$549.00, sur laquelle il a été déduit dix-huit par cent, tel que voulu par la loi.

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de l'Ordre en Conseil, passé en 1881, ou antérieurement, allouant à M. *Christopher Massiah*, un certain salaire journalier ou mensuel, pour certains services, dans le Département de l'Instruction Publique, avec un état indiquant la nature de ces services, s'ils étaient requis tous les jours du bureau, quand ils ont commencé et à quelle date ils ont cessé. Une vraie copie de l'Ordre en Conseil, s'il y en a un, appointant M. *Massiah*, commis de quatrième classe, dans le Département des Terres de la Couronne, au maximum fixé par la 7ème section de la 40ème *Victoria*, chap. 9, avec copie de la recommandation du sous-chef de



ce département, exigée par la 21ème section du même statut ; et s'il n'y a pas d'Ordre en Conseil, en vertu de quelle autorité, écrite ou verbale, et par qui donnée, en vertu de laquelle, dans l'état indiquant les détails de certains services pour l'année financière expirant le 30 Juin 1884, soumis à l'Assemblée Législative, avec le budget, le nom de *M. Massiah* a été entré dans ce document officiel, comme commis de quatrième classe au maximum de cette classe, au lieu de \$800 fixé par le statut pour la première année.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Laberge*, secondé par *M. Gagnon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre un état des services de *M. Christopher Massiah*, dans le Département de l'Instruction Publique, mentionnés à la page 45 des comptes publics, pour l'année fiscale 1881-82, sous le chapitre des contingents de ce département, pour lesquels services, ce Monsieur a reçu \$572, lequel état devra aussi indiquer, quand il a commencé à donner ces services, quand il les a terminés, et quelle était la nature de ces services. Aussi un état indiquant, en vertu de quelle autorité, par écrit ou verbale, sa date, le dit *C. Massiah* est entré comme surnuméraire dans le Département des Officiers en Loi de la Couronne ; qui a donné cette autorité ; si le sous-chef de ce Département a fait aucun rapport, par écrit ou verbal, à quelle date, représentant la nécessité d'employer un surnuméraire pour l'expédition convenable des affaires ; à quelle date est-il entré en fonction et jusqu'à quel jour, le montant de son traitement, par jour ou par mois.

Etat des diverses sommes reçues par *M. Massiah*, pour services dans le département des Officiers en Loi et des Terres de la Couronne, depuis le 30 juin 1880, jusqu'au 20 Octobre 1882, et date du certificat qu'il a obtenu du Bureau du Service Civil, comme aspirant à ce service.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Stephens*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre un état de toutes les sommes dues ou réclamées, pour confection de cadastres, au 31 décembre 1882, payées depuis ou non. Le dit état distinguant, ce qui était dû ou réclamé par chaque géomètre, à cause de la retenue des dix pour cent de ce qui pourrait être dû pour les cadastres mêmes.

Sur motion de *M. Deschênes*, secondé par *M. Duckett*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de la requête des contribuables de l'Arrondissement No 4, de la Municipalité Scolaire des *Trois-Pistoles*, en date du 26 Juillet 1882 ; Copie du Rapport de l'Inspecteur d'Ecole, *M. Bouchard*, en date du 23 Février 1883 ; Copie des jugements de l'Honorable Surintendant de l'Education, en date du 26 Février 1883, et Copie des résolutions des Commissaires d'Ecole de la dite Municipalité Scolaire des *Trois-Pistoles*, réunissant les Arrondissements Nos 4 et 5 en un seul Arrondissement, connu maintenant sous le numéro quatre ; et tous autres documents se rattachant au dit Arrondissement.

Sur motion de *M. Gagnon*, secondé par *M. Stephens*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement de la Puissance et le Gouvernement de la Province, au sujet de la nomination des Magistrats de District par ce dernier ; ainsi que correspondance échangée entre les mêmes

Gouvernements, au sujet de la révocation par le Gouvernement Local, des Juges de Paix, nommés avant le 1er Juillet 1867.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des requêtes des habitants des Paroisses de *St Denis*, de *St Philippe de Néri* et de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, demandant la vente comme terres à bois de chauffage, de certains lots en arrière de la Seigneurie de la *Bouteillerie*.

Sur motion de M. *Watts*, secondé par M. *Gagnon*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copies de toutes correspondances, pétitions et ordres en Conseil, ayant rapport à la nomination de Conseillers pour la Municipalité de *St Eugène de Grantham*.

*Ordonné*, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne.

3 heures P. M.

Sur motion de M. *Brousseau*, secondé par M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le Troisième Rapport du Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité Général sur le Bill pour amender et refondre l'Acte incorporant l'Association des dentistes de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Flynn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Flynn* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Carbray*, secondé par M. *Poupore*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant la Chambre,—un état de la population de la Province de *Québec*, indiquant, dans des colonnes séparées, l'origine et la nationalité, d'après le dernier recensement fait par le Gouvernement Fédéral.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie du rapport de l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, en date du 18 Mars 1846, recommandant la réunion, à son département, des diverses branches extérieures du service public ; et copie de l'Ordre en Conseil arrêté sur ce rapport, en date du 29 Mars 1846, lesquelles copies sont filées de record dans

le département actuel des Terres de la Couronne et entrées dans un registre tenu à cette fin.

Copie de l'Ordre en Conseil du 21 Septembre 1846, en rapport avec le susdit memorandum et l'Ordre en Conseil des 26 et 27 Mars 1846, documents de record dans le département des Terres de la Couronne, tel que susdit.

Copie de l'Ordre en Conseil de 1847, chargeant *Félix Fortier* comme commis temporaire de l'administration d'une nouvelle branche dans le département des Terres de la Couronne, créée, en conformité des susdits Ordres en Conseil.

Copie de lettre à l'Honorable M. *Primrose*, (livre de lettres, page première, Mars ou Février 1847,) lui faisant connaître la consolidation des départements de l'inspection du domaine, etc., avec permission au dit honorable *Primrose* de rester à *Québec*.

Copie de lettre à *Pierre Paradis*, agent local de la Seigneurie de *Lauzon*, entrée au dit livre de lettres, page 162, l'informant qu'il est sous le contrôle du département.

Copie de lettre, page 3, de 1852, acceptant la résignation de *Pierre Paradis*, et copie de l'Ordre en Conseil, de record dans le département des terres, en date du 12 Mars 1852, en rapport avec *Lauzon*.

Copie de lettre, au dit *P. Paradis*, page 7, du dit livre, 1852.

Copie de lettre, page 78, 1853, 21 Février à l'Honorable *Primrose*, relative à la réunion au département des terres, de l'agence des moulins de *Lauzon*; et copie de l'Ordre en Conseil du 12 Février 1853, filée et de record dans le département des terres.

Copie de l'Ordre en Conseil du 20 Septembre 1848, entrée au livre des Ordres en Conseil, page 235, et filée de record.

Copie de lettre du 26 Avril 1850, dans le livre de lettres du domaine et Seigneurie de *Lauzon*, page 385, où le dit *Fortier* signe comme Greffier du domaine, avec note indiquant si la plus grande partie de la correspondance n'était pas, d'après les divers livres d'entrée des lettres, au nom du dit *Fortier* pour le Commissaire depuis le 5 juin 1850 jusqu'en Décembre 1853.

Copie de la lettre, 8 Septembre 1855 et de l'Ordre en Conseil du 5 du même mois, mettant fin aux services de l'Honorable M. *Primrose*.

Copie de l'Ordre en Conseil du 18 Septembre 1855, et du rapport de l'Honorable M. *Cauchon*, du 12 Septembre 1855, servant de base au dit Ordre en Conseil.

Copie de l'Ordre en Conseil du 12 Avril 1858, accordant un salaire fixe de \$1400, avec en sus frais de bureau, etc., à compter du 1er Janvier 1858.

Copie de la lettre de l'Honorable Commissaire des Terres, du 18 Septembre 1855, livre de lettres, page 459, offrant la situation au dit *Fortier*.

Lettre à M. *Trudel*, 19 Septembre 1855, même livre, page 460.

Copie de lettre à *P. Paradis*, du 15 Avril 1852 (livre de *Lauzon*, page 3) l'informant que l'administration de *Lauzon* était réunie au département, sans l'emploi d'un agent spécial.

Etat détaillé des causes, donnant les noms des demandeur et défendeur, en quelle année, le détail de sa taxe comme témoin, et si cette taxe était autorisée par la Cour et si le Département des Terres, après mûre considération, n'a pas décidé que le dit *Fortier* avait droit à un *quantum meruit* pour travail extra.

Copie de l'Ordre en Conseil allouant rénumération, non comme surnuméraire, mais pour avoir remplacé un sous-chef malade, et en même temps remplir son emploi de Greffier du Conseil Exécutif.

Copie de la réclamation d'arrérages de salaire en vertu de la 40 Victoria, chap. 10, et de tous les documents mentionnés dans la cédule accompagnant ce compte, entre autres le factum transmis à l'appui d'icelle réclamation, et copie de toute la correspondance avec le Premier Ministre, l'Honorable M. *Chapleau*, et M. l'Auditeur *Drolet*.

Copie du mémoire des états de service de M. *Fortier* dans le Service Civil des Provinces du Canada et *Québec*, depuis le 9 Février 1842, jusqu'à sa demande pour

retraite du 14 Décembre 1881, en ses qualités de Greffier de la Couronne en Chancellerie, sous-chef de département, et pour la continuation de ses devoirs comme tel, depuis le 19 Août 1858, date de sa résignation de la charge de Greffier de la Couronne en Chancellerie, et du mémoire soumis à l'Honorable ex-Premier, Québec, 27 Février 1882.

Mémoire ou copie du mémoire soumis à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 1er Octobre 1881, avec factum *in re* salaire diminué par Ordre en Conseil en 1878.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable Trésorier Würtele, secondé par l'Honorable M. Mousseau,

Ordonné, Que l'indemnité payable à l'Honorable Député pour la Division Electorale de Compton, lui soit payée sans déduction pour les jours pendant lesquels il n'a pas assisté aux séances de la Chambre, pour cause de maladie grave.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil, Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer "La Compagnie de Chemin de Fer des Comtés Unis," étant lu.

Et le premier amendement jusqu'au 7ème inclusivement, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Le 8ème amendement étant lu une seconde fois, comme suit :

31. Cette charte ne viendra en force qu'en vertu d'une proclamation émanée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, laquelle sera émise dans les douze mois après la sanction du dit Acte, sur la preuve que la dite Compagnie a les moyens d'exécuter son entreprise.

Sur motion de l'Honorable M. Würtele, secondé par l'Honorable M. Mousseau, le dit amendement est amendé en retranchant tous les mots après le mot "laquelle" dans la deuxième ligne et en les remplaçant par les suivants : "sera émise après que la compagnie aura fournie la preuve que \$40,000 du capital ont été souscrites et que dix pour cent ont été payés sur telle souscription."

Le dit amendement, ainsi amendé, est alors adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour autoriser le prélèvement par voie d'emprunt d'une somme additionnelle pour les besoins de la Province ;

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Desjardins fait rapport du Bill, en conséquence.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. *Mousseau* propose, secondé par l'Honorable Trésorier *Wurtele*, —Que cette Chambre se forme maintenant en Comité Général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le soin des aliénés.

L'Honorable M. *Joly* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ il soit résolu que la session est trop avancée pour discuter maintenant la question de faire un nouveau contrat pour le soin des aliénés.”

“ Que la Chambre sera prête, dès le commencement de la prochaine session, à donner à la question, toute l'attention qu'elle mérite, et que, comme le présent contrat avec les propriétaires de l'Asile de *Beauport* expire dans le mois de Mai prochain, cette Chambre autorise le Gouvernement à faire des arrangements provisoires, aussi avantageux que possible, pour l'année prochaine, de Mai 1883 à Mai 1884.

Et des Débats s'en suivant ;

Sur motion de M. *Watts*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Ordonné*, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Huit heures P. M.*

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender et refondre les actes concernant la Corporation de la Cité de *Québec* et son Aqueduc, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce Bill a été retiré.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour amender les Actes concernant la Cité de *Montréal*.”

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion “ Que cette Chambre se forme maintenant en Comité Général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le soin des aliénés, lequel amendement était, Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à “ fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants, il soit résolu : Que la session est trop avancée pour discuter maintenant la question de faire un nouveau contrat pour le soin des aliénés, Que cette “ Chambre sera prête, dès le commencement de la prochaine session à donner à “ la question, toute l'attention qu'elle mérite, et que, comme le présent contrat “ avec les propriétaires de l'Asile de *Beauport* expire dans le mois de Mai prochain, cette Chambre autorise le Gouvernement à faire des arrangements “ provisoires, aussi avantageux que possible, pour l'année prochaine, de Mai 1883 “ à Mai 1884.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Gagnon,  
Joly,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,*

*Mercier et  
Watts.—10.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Carbray,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,*

*Lavallée,  
LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,  
Paradis,*

*Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Sawyer,  
Spencer,  
Saint-Hilaire,  
Trudel et  
Würtele.—44.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la division précédente, prise inversement.

La Chambre se forme en conséquence, en le dit Comité.

## (EN COMITÉ.)

Attendu que le contrat passé entre Sa Majesté et les propriétaires de l'Asile de Beauport, pour l'entretien des aliénés et des idiots, expire le premier jour de Mai de la présente année, il est

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra conclure un contrat pour le soin des aliénés et des idiots, avec toute corporation, toute personne ou personnes qui lui paraîtront qualifiées dans ce but.

*Résolu*, 2. Que les soins que cette corporation, cette personne ou ces personnes devront s'engager à donner à ces aliénés et idiots, consisteront dans le logement, le chauffage, l'habillement, l'entretien, la nourriture et les soins tant en santé qu'en maladie y compris les honoraires d'un médecin.

*Résolu*, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de faire ce contrat pour un terme de dix ou vingt années pourvu toutefois que le prix de chaque interne n'excède pas cent trente deux piastres par année si le terme du contrat est de dix années, et n'excède pas cent trente piastres par année si le terme du contrat est de vingt années.

*Résolu*, 4. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'allouer aux entrepreneurs, trois piastres pour chaque cas de sépulture.

*Résolu*, 5. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer un minimum des internes, qui ne sera pas moins de six cent cinquante.

*Résolu*, 6. Qu'aussitôt que les dites corporations, personne ou personnes auront fourni des bâtisses approuvées par les inspecteurs des prisons, le Gouvernement transférera dans les dites bâtisses les aliénés et idiots, conformément aux dispositions du dit contrat.

*Résolu*, 7. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra permettre la classification des aliénés et des idiots dans différentes bâtisses soit contigues soit isolées mais il devra approuver le choix des sites et des localités.

*Résolu*, 8. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra acheter les bâtisses où se trouveront les aliénés, en tout temps, pendant l'existence du contrat, moyennant un prix, à être fixé par experts, comme dans le contrat passé avec les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, le 25 Octobre 1871.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Et la question étant mise aux voix, — Que le Rapport soit maintenant reçu, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. *Duhamel* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que le contrat passé entre Sa Majesté et les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, pour l'entretien des aliénés et des idiots, expire le premier jour de Mai de la présente année, il est

*Résolu*, 1. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pourra conclure un contrat pour le soin des aliénés et des idiots, avec toute corporation, toute personne ou personnes qui lui paraîtront qualifiées dans ce but.

*Résolu*, 2. Que les soins que cette corporation, cette personne ou ces personnes devront s'engager à donner à ces aliénés et idiots, consisteront dans le logement, le chauffage, l'habillement, l'entretien, la nourriture et les soins tant en santé qu'en maladie y compris les honoraires d'un médecin.

*Résolu*, 3. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de faire ce contrat pour un terme de dix ou vingt années pourvu toutefois que le prix de chaque interne n'excède pas cent trente deux piastres par année si le terme du contrat est de dix années, et n'excède pas cent trente piastres par année si le terme du contrat est de vingt années.

*Résolu*, 4. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'allouer aux entrepreneurs, trois piastres pour chaque cas de sépulture.

*Résolu*, 5. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer un minimum des internes, qui ne sera pas moins de six cent cinquante.

*Résolu*, 6. Qu'aussitôt que les dites corporations, personne ou personnes auront fourni des bâtisses approuvées par les inspecteurs des prisons, le Gouvernement transférera dans les dites bâtisses les aliénés et idiots, conformément aux dispositions du dit contrat.

*Résolu*, 7. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra permettre la classification des aliénés et des idiots dans différentes bâtisses soit contigues soit isolées mais il devra approuver le choix des sites et des localités.

*Résolu*, 8. Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra acheter les bâtisses où se trouveront les aliénés, en tout temps, pendant l'existence du contrat, moyennant un prix, à être fixé par experts, comme dans le contrat passé avec les propriétaires de l'Asile de *Beauport*, le 25 Octobre 1871.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives aux Jurés et Jurys. "

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'Acte pour incorporer la Ville de *Salaberry de Valleyfield*. "

Bill intitulé : " Acte concernant la perception des frais d'entretien des aliénés. "

Bill intitulé : " Acte pourvoyant au règlement définitif du Fonds des Ecoles Élémentaires. "

Bill intitulé : " Acte concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la Province. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'Anatomie. "

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendement l'Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*, 44-45 *Victoria*, chap. 27. "

Et Bill intitulé : " Acte pour amender le Code de Procédure Civile. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant le Barreau de la Province de *Québec*, 44-45 *Victoria*, chap. 27, " lesquels sont lus comme suit :

Les mots suivants formeront la clause 13 :

13. Le Conseil Général du Barreau aura le pouvoir de déterminer le montant des honoraires qui devrait être payés pour le certificat d'admission à l'étude et pour le diplôme d'admission à la pratique, et d'augmenter ou de réduire les dits honoraires, tel que le nécessiteront les dépenses de la dite corporation, pourvu toutefois que les dits honoraires n'excèdent pas la somme de trente piastres. "

La clause 13 devient la clause 14.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender le Code de Procédure Civile " lesquels sont lus comme suit :

Clause 2, ligne 3, retranchez les mots " les causes appelables à " et même ligne après le mot " circuit " insérez le mot " appelable. "

Même clause après le mot " honoraires " dans la 16ème ligne retranchez tous le reste de la phrase.

La clause 5 est retranchée et remplacée par la suivante :

5. Il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de fixer de temps à autre, par proclamation, un ou des termes additionnels de la Cour du Banc de la Reine siégeant en Appel, pour être tenus au lieu et pendant le temps à être fixé par telle proclamation.



*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'Acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *L. G. Desjardins*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

*M. Desjardins* prend, en conséquence le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

L'Honorable Commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité Général pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant certaines associations charitables, de prévoyance et de prévoyance mutuelle, les Compagnies d'Assurance sur la Vie et l'inspection d'icelles.

L'Honorable *M. Joly* propose comme amendement, secondé par l'Honorable *M. Marchand*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants, il soit résolu : "Que le pouvoir que le Gouvernement essaie d'obtenir, par les dites résolutions, sous prétexte de protéger les intérêts privés qui ne sont aucunement menacés, n'est autre que celui de contracter un emprunt forcé, rendu plus odieux encore, par la prétention que veut s'arroger l'emprunteur, de fixer lui-même le taux de l'intérêt."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que toutes les Associations Charitables, de Prévoyance et de Prévoyance Mutuelle, formées en vertu du chapitre 71 des Statuts Refondus du *Canada*, et toutes les Compagnies d'Assurance sur la Vie, qui n'ont pas de permis en vertu des Statuts de la Puissance du *Canada*, et qui transigent des affaires dans la Province de *Québec*, seront sujettes à être inspectées par l'Inspecteur des Assurances, nommé en vertu de l'Acte de cette Province 45 *Victoria*, chap. 49 ; et les dispositions du dit Acte s'appliqueront aux dites Associations et aux Compagnies en autant qu'elles seront applicables, et aussi complètement que si elles étaient spécialement mentionnées dans l'acte qui sera basé sur ces résolutions.

*Résolu*, 2. Que ces Associations devront déposer entre les mains du Trésorier de la Province, en argent ou en obligations, les sommes qu'elles recevront de temps à autre, pour acquitter les polices ou les certificats d'association qui échoient et sont payables durant la vie des assurés, ainsi que tous les autres surplus de fonds que leurs bureaux respectifs de directeurs ne considèrent pas requis, pour payer les pertes par décès, les dettes courantes ou les frais d'administration, de manière à assurer aux porteurs de polices ou aux membres, l'exécution de la part des Compagnies ou Sociétés, des obligations que leur sont imposées par les termes de leurs contrats.

Ces dépôts seront censés avoir été faits sous l'autorité de l'acte relatif aux dépôts judiciaires et autres et seront détenus en fidéicommiss par le Trésorier de la Province, comme garantie en faveur de tous les porteurs de polices ou des Membres de ces Associations ou Compagnies, pourvu que leurs bureaux principaux soient établis dans la Province de *Québec* ; mais si les bureaux principaux de ces Compagnies ou Associations ne sont pas établis dans la Province de *Québec*,

ces dépôts seront alors détenus, en garantie seulement, pour les porteurs de polices ou les Membres qui résident dans cette Province. Les Compagnies d'Assurance faisant des affaires dans cette Province, et qui n'ont pas une licence de la Puissance du *Canada*, devront déposer entre les mains du Trésorier de la Province, la somme de \$20,000.00 et une somme additionnelle de \$5,000.00 pour chaque \$1,000,000 ; sur \$5,000,000 de risques de telles compagnies le 31 Août dans l'avant dernière année, jusqu'à ce que le montant du dépôt s'élève à \$50,000. Ces dépôts se feront en argent, en bons de la Puissance du *Canada*, ou de cette Province.

*Résolu*, 3. Que ces dépôts seront remboursés en divers montant par le Trésorier de la Province, aux hoirs ou ayans cause sur la production d'un certificat du Bureau des Directeurs de toute telle Association ou Compagnie, à l'effet que ces hoirs ou ayans cause ont droit de recevoir ces montants.

Que le bureau sera tenu d'émettre ce certificat lorsque ces hoirs ou ayans cause auront produit la preuve nécessaire de leurs droits à ces montants, dans les délais spécifiés par les règlements de l'Association ou de la Compagnie, ou lorsqu'un jugement final aura été rendu par une cour ayant une juridiction compétente, condamnant l'Association ou la Compagnie à payer ce montant.

*Résolu*, 4. Que le Trésorier de la Province pourra de temps à autre, après y avoir été autorisé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, allouer à ces Associations ou Compagnies, sur les dépôts faits par elles, tel taux d'intérêt qu'il jugera de temps à autre à propos, et ces Associations et ces compagnies seront tenues de contribuer pour leur part, aux dépenses d'inspection, de la manière prescrite par la section 12 du dit Acte 45 *Victoria*, chap. 49.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Spencer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que toutes les Associations Charitables, de Prévoyance et de Prévoyance Mutuelle, formées en vertu du chapitre 71 des Statuts Refondus du *Canada*, et toutes les Compagnies d'Assurance sur la Vie, qui n'ont pas de permis en vertu des Statuts de la Puissance du *Canada*, et qui transigent des affaires dans la Province de *Québec*, seront sujettes à être inspectées par l'Inspecteur des Assurances, nommé en vertu de l'Acte de cette Province 45 *Victoria*, chap. 49 ; et les dispositions du dit Acte s'appliqueront aux dites Associations et aux Compagnies en autant qu'elles seront applicables, et aussi complètement que si elles étaient spécialement mentionnées dans l'Acte qui sera basé sur ces résolutions.

*Résolu*, 2. Que ces Associations devront déposer entre les mains du Trésorier de la Province, en argent ou en obligations, les sommes qu'elles recevront de temps à autre, pour acquitter les polices ou les certificats d'Association qui échoient et sont payables durant la vie des assurés, ainsi que tous les autres surplus de fonds que leurs bureaux respectifs de directeurs ne considèrent pas requis, pour payer les pertes par décès, les dettes courantes ou les frais d'administration de manière à assurer aux porteurs de polices ou aux Membres, l'exécution de la part des Compagnies ou Sociétés, des obligations que leur sont imposées par les termes de leurs contrats.

Ces dépôts seront censés avoir été faits sous l'autorité de l'acte relatif aux dépôts judiciaires et autres et seront détenus en fidéicommis par le Trésorier de la Province, comme garantie en faveur de tous les porteurs de polices ou des Membres de ces Associations ou Compagnies, pourvu que leurs bureaux principaux soient établis dans la Province de *Québec* ; mais si les bureaux principaux de ces Compagnies ou Associations ne sont pas établis dans la Province de *Québec*, ces dépôts seront alors détenus, en garantie seulement, pour les porteurs de

polices ou les Membres qui résident dans cette Province. Les Compagnies d'Assurance faisant des affaires dans cette Province, et qui n'ont pas une licence de la Puissance du *Canada*, devront déposer entre les mains du Trésorier de la Province, la somme de \$20,000.00 et une somme additionnelle de \$5,000.00 pour chaque \$1,000,000 ; sur \$5,000,000 de risques de telles Compagnies le 31 Août dans l'avant dernière année, jusqu'à ce que le montant du dépôt s'élève à \$50,000. Ces dépôts se feront en argent, en bons de la Puissance du *Canada*, ou de cette province.

*Résolu*, 3. Que ces dépôts seront remboursés en divers montants par le Trésorier de la Province, aux hoirs ou ayans cause sur la production d'un certificat du bureau des directeurs de toute telle Association ou Compagnie, à l'effet que ces hoirs ou ayans cause ont droit de recevoir ces montants.

Que le bureau sera tenu d'émettre ce certificat lorsque ces hoirs ou ayans cause auront produit la preuve nécessaire de leurs droits à ces montants, dans les délais spécifiés par les règlements de l'Association ou de la Compagnie, ou lorsqu'un jugement final aura été rendu par une cour ayant une juridiction compétente, condamnant l'Association ou la Compagnie à payer ce montant.

*Résolu*, 4. Que le Trésorier de la Province pourra de temps à autre, après y avoir été autorisé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, allouer à ces Associations ou Compagnies, sur les dépôts faits par elles, tel taux d'intérêt qu'il jugera de temps à autre à propos, et ces Associations et ces Compagnies seront tenues de contribuer pour leur part, aux dépenses d'inspection, de la manière prescrite par la section 12 du dit Acte 45 *Victoria*, chap. 49.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour étendre les dispositions de l'Acte de cette Province, 45 *Victoria*, chap. 49, concernant l'inspection des Compagnies d'Assurance dans la Province, à d'autres Compagnies que celles qui y sont mentionnées et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *McShane* propose comme amendement, secondé par M. *Demers*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"La clause 17 du contrat fait le 4 Mars 1882, entre Sa Majesté agissant pour et au nom de la Province de *Québec*, par l'Honorable J. A. *Chapleau* et le Syndicat du Chemin de Fer du Nord, pour la vente de la Section Est du Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* se lit comme suit :

"17. Le Gouvernement cède et transporte au Syndicat, tous ses droits contre la Corporation de la Cité de *Québec*, relativement au Chemin de Fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, et il s'oblige à lui remettre, lors de la livraison des Chemins, les débetures que la Corporation de la Cité de *Québec* a données à compte de sa souscription au montant de \$400,000 (toute débeture qui ne pourra pas être livrée par le Gouvernement devra être payée au pair.) En outre, le Gouvernement subroge le Syndicat, dans tous les droits qu'il peut avoir de réclamer sur la propriété située à *Québec*, communément appelée "Terrain du Palais," en face de la propriété connue sous le nom de "Parc à bois du Gouvernement." En considération de ce transport, le Syndicat assume toute les obligations du Gouvernement vis-à-vis de la Corporation de la Cité de *Québec*, et s'oblige, en outre à payer au Gouvernement, lors de la livraison des Chemins, une somme de \$500,000."

Que la section 7 de l'Acte 45 *Victoria*, chap. 20, confirmant le dit contrat, se lit comme suit :

“ Nonobstant la clause 17 du contrat, il sera loisible au Gouvernement de faire des arrangements avec la Cité de *Québec*, relativement à sa souscription en faveur du Chemin de Fer de la Rive Nord, et dans ce cas, la Compagnie n'aura ni les obligations ni les avantages mentionnés dans la dite clause 17, et sera aussi déchargée de l'obligation des travaux d'achèvement de la rue *Saint-André*, du prolongement du Chemin jusqu'à l'eau profonde sur le Bassin de la *Princesse Louise* et du déplacement de la voie sur la rue du *Prince-Edouard*. Mais tels arrangements devront être faits dans les trois mois de la passation du présent acte, et à l'expiration de ce délai, s'il n'y a pas eu d'arrangement, la dite clause aura son plein effet.”

Que le dit Acte 45 *Victoria*, chap. 20 fut sanctionné le 27 Mai 1882 et que conséquemment, le délai de trois mois, ci-dessus mentionné, expirait le 27 Août 1882 ;

Que, par acte passé à *Montréal*, le 21 Août 1882, devant Maître *Tourangeau*, Notaire, entre le Gouvernement de cette Province et la Cité de *Québec*, celle-ci fut déchargée de l'obligation de payer les \$600,000 qu'elle devait pour balance du million souscrit par elle, en faveur de la construction du Chemin de Fer de la Rive Nord, et de tout ce qu'elle pouvait devoir au Fonds d'Emprunt Municipal ;

Que, par le même acte, la Cité de *Québec*, renonça aux droits de propriété qu'elle avait alors dans le dit Chemin et qu'elle aurait eu si elle eût acquitté la balance de sa souscription d'un million, et s'engagea en même temps, à remettre au Gouvernement ses débetures au montant de \$257,000 portant intérêt à cinq pour cent pour remplacer celles alors entre les mains du Gouvernement, au même montant, mais portant intérêt à 7 pour cent, la balance de \$400,000, de débetures savoir \$143,000, ayant été antérieurement livrées au contracteur du dit Chemin en à-compte du coût de la construction.

Qu'il fut stipulé au dit acte que le Gouvernement s'obligeait de faire tous les travaux auxquels le Syndicat était tenu, par la susdite clause 17 du dit contrat, \$220,000 de ces débetures de la Cité de *Québec* devant être affectées au paiement de ces travaux et la balance de \$37,000 devant être comptée pour acquitter le montant par elle dû au Fonds d'Emprunt Municipal ;

Que, par un autre acte passé le même jour, au même lieu et devant le même notaire, entre le Gouvernement de la Province de *Québec* et le Syndicat, celui-ci ratifia les arrangements conclus par l'Acte sus-cité, renonça aux droits qu'il pouvait avoir au million de souscription de la Cité de *Québec*, se chargea de compléter les travaux d'achèvement de la rue *Saint-André* et du déplacement de la voie sur la rue du *Prince-Edouard*, à la condition que le Gouvernement lui remit les \$220,000 de débetures de la Cité de *Québec* et qu'il fut déchargé du paiement de la somme de \$500,000 stipulée payable au Gouvernement, lors de la livraison des dits chemins, par la clause 17 du contrat du 4 Mars 1882 ;

Qu'en laissant écouler le délai de trois mois stipulé en la section 7 de la 45 *Victoria*, chap. 20, et en ne passant par les deux actes du 21 Août 1882, le Gouvernement eut reçu les susdites \$500,000 du Syndicat moins les \$143,000 de débetures déjà livrées au contracteur du Chemin, et de la Cité de *Québec* ce qu'elle devait au Fonds d'Emprunt Municipal, soit au capital de \$50,000, en sus des douze années d'intérêt fixées par la section 19 du Statut 43-44 *Victoria*, chap. 13 ; et eut été de plus déchargé de l'obligation des travaux susdits, assumés par le Syndicat en vertu de la dite clause 17 du contrat ;

Que cette transaction a été évidemment faite en vue de favoriser le Syndicat au détriment de la Province qui y perd un montant très-considérable, et dont elle avait tant besoin dans l'état actuel de ses finances ;

Que par cette remise illégale de ce qui était dû par la Cité de *Québec* au Fonds d'Emprunt Municipal, le Gouvernement a gravement compromis les droits de la Province dans les sommes dues à ce fonds par les autres municipalités et diminué considérablement les chances qu'il avait de faire payer celle-ci ;

Que cette remise est en outre injuste à l'égard des municipalités qui ont déjà payé fidèlement ce qu'elles devaient à ce fonds ;

Que dans ces circonstances, c'est le devoir de cette Chambre de déclarer que tout en étant prêt à voter les Subsidés à Sa Majesté, elle condamne cette malheureuse transaction et censure le Gouvernement actuel qui l'a faite."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Gagnon,  
Joly,  
Laberge,*

*Marchand,  
McShane,  
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,  
Watts.—11.*

## CONTRE :

## Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,*

*Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
Garneau,  
Lavallée,*

*LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,*

*Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Richard,  
Robillard,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—36.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix :

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en Comité des Subsidés.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés *Beauport, Saint-Jean de Dieu et Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Garneau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable M. *Garneau* du Comité des Subsidés, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Asiles d'Aliénés *Beauport, Saint-Jean de Dieu et Saint-Jean d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille quatre cent vingt-six piastres et quatre-vingt seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais d'administration de la dette publique, savoir : Commission  $\frac{1}{2}$  par cent sur sept cent quatre-vingt dix-huit mille sept cent vingt-six piastres, la somme de trois mille neuf cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-trois centins ; Assurance, timbres, etc, deux mille quatre cent trente-trois piastres et trente-trois centins pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au crédit de la Bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'Honorable M. Garneau du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille soixante et treize piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et trois mille dix-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc, y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des Débats de la Législature, par G. A. Desjardins, à la condition que 400 exemplaires soient fournis pour distribution officielle pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Lois, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris l'employé surnuméraire, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que la première et la seconde résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Et la troisième résolution et les suivantes ainsi que la septième inclusivement étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Education Supérieure proprement dite, dont \$6000 pour l'école polytechnique ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux High Schools, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines pour l'octroi accordé aux High Schools, dont \$2,000.00 pour la faculté de droit à l'Université Laval à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles Normales ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille six cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles pour les sourds-muets, comprenant \$200.00 pour l'institution de Ste-Marie, Beauce ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Sourds-Muets, au Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication du *Journal de l'Instruction Publique*, en français ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication du *Journal de l'Instruction Publique*, en anglais; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la publication de l'*Enseignement Primaire*, à Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial de *Varennes*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie Commerciale, à *Ste-Geneviève, Jacques-Cartier*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Collège McGill *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté de Médecine, Université-Laval, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Médecine, (Bishop's College), *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Bienveillante des Jeunes Irlandais, de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Littéraire et Historique, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'*Institut Canadien*, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire St-Patrice, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de Navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à Québec; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.



33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions des Tribunaux, à *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour assurer la publication des Décisions de la Cour d'Appel; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de *La Revue Légale*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication de *La Thémis*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication du *Legal News*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la transcription, impression et publication des Archives Canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour sauvegarder d'anciens documents notariés importants et autres archives, et la confection d'index de ces documents, à *Sorel*; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la cinquième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix séparément sur chacune, — Que la sixième et la septième résolutions soient maintenant lues la seconde fois; la Chambre se divise; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Et la huitième résolution et les suivantes jusqu'à la trente-neuvième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Garneau du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal d'Agriculture, français et anglais, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture (3 à \$800 chacune), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Vétérinaires, française et anglaise, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Horticulture, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses ayant rapport à l'Agriculture, y compris \$100 pour "*The Eastern Townships' dog, poultry and pet stock Association*", pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'abonnement à différents traités et publications sur l'agriculture, la colonisation, etc., pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la septième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la huitième résolution soit maintenant lue la seconde fois; la Chambre se divise; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La neuvième résolution et la suivante ainsi que la onzième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après Minuit, Jeudi matin;

Jeudi, 29 Mars 1883.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Immigration et du Repatriement, y compris \$500.00 pour "*The Ladies Female Protective Immigration Society*", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'Inspection et Examen des Edifices Publiques, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Nouveaux Edifices du Parlement, la construction devant coûter \$300,000, moins les fondations, payable à même l'emprunt, (déjà voté), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de Voûtes à l'épreuve du Feu, dans les Palais de Justice et Prisons dans les nouveaux Districts, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations à l'Ecole Normale Jacques-Cartier, nécessitées par l'état de la Tour, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Patrice*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine*, *Bon Pasteur*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice des enfants trouvés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Orphelins protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, Asile de *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de l'Ecole d'Industrie Institut *Hervey, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de St-Joseph, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal*, en rapport avec l'Université Laval ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames de l'Asile pour les Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Sainte-Brigitte*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante et six piastres et soixante et six centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *St-Hyacinthe*, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St-Hyacinthe*, *St-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Jean*, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Lajemmerais*, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie*, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph*, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Ste Anne Lapocatière*, *Ste Anne*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Ferdinand, St-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Yamachiche, Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de *Saint-François du Lac St-François*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital *Saint-Louis, Saint-Denis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital de *Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ingénieurs des Mines, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais de voyage et dépenses contingentes du Commissaire du Fonds d'Emprunt Municipal, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour aider le Club pour la protection du Poisson et du Gibier de la Province de *Québec*, et contribuer aux frais de semence de riz sauvage comme nourriture pour les Oiseaux aquatiques, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Fonds des Municipalités, S. R. B. C., chap. 110 sect. 7, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille neuf cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-neuf mille six cent vingt-cinq piastres et cinquante-neuf centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance dûe sur terrains et propriétés du Chemin de Fer de *Q., M., O. et O.*, (déjà voté), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la question étant proposée,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. McShane,—Que tous les mots après “Que,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les suivants : “il soit résolu, Que cette Chambre regrette, que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l’encouragement de l’immigration européenne, n’aient pas donné de résultats plus satisfaisants ; lesquels résultats n’ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le Gouvernement, par ces moyens, ne parvienne à retenir plus d’immigrants dans la Province, cette Chambre est d’opinion, qu’à l’avenir, un montant aussi considérable ne soit pas continué.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La seconde résolution et les suivantes ainsi que la quatre-vingt douzième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la quatre-vingt treizième résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la quatre-vingt quatorzième et les suivantes ainsi que la quatre-vingt dix-huitième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Chemins de Colonisation, pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d’un pont sur la Rivière Ottawa, entre l’île Calumet et Bryson, \$4,000.00 payables \$2,000.00 par année pendant deux années, pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la reconstruction de la superstructure du Pont Bacon sur la Rivière Sainte-Anne, pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas cinquante et un mille quatre cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc, des édifices publics en général, pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction du Nouveau Palais de Justice de Québec, payable par un emprunt spécial (déjà votée), pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu’une somme n’excédant pas vingt trois mille cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations etc., des Palais de Justice et des Prisons, y compris l’ameublement du Palais de Justice et de la Prison de Kamouraska, pour l’année financière finissant le 30 Juin 1884.

La première résolution, étant lue la seconde fois, et adoptée.

Et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que la seconde et la troisième résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions, sont en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Et la quatrième résolution et la suivante ainsi que la sixième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées. \*



M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'enseignement des Beaux Arts, appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'établissement, à *Montréal*, d'une institution pour la production du vaccin animal, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons à *Montréal* et à *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts contre les incendies, (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin, 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'exploration et d'inspection des mines (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du reboisement et de la conservation des forêts, (Terres de la Couronne), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des institutions de réforme pour les garçons, à *Montréal* et à *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles de Réforme, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Industrielles, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1883.

La première résolution et les suivantes ainsi que la septième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que la huitième et la neuvième résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

Et la dixième résolution et les suivantes jusqu'à la treizième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Service Civil, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la question étant proposée,—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit résolu, Que cette Chambre, en donnant son concours à la dite résolution, déclare que, dans son opinion, il est désirable qu'aucun des salaires des employés du Service Civil, ne soit augmenté d'ici à la prochaine session, au delà du montant fixé, pour l'année 1881-82."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,*  
*Demers,*

*Gagnon,*  
*Marchand,*

*McShane,*  
*Mercier et*

*Watts.*—7.

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,*  
*Asselin,*  
*Audet,*  
*Blanchet,*  
*Brousseau,*  
*Caron,*  
*Casavant,*  
*Charlebois,*  
*Desaulniers,*

*Desjardins,*  
*Dorais,*  
*Duckett,*  
*Duhamel,*  
*Dumoulin,*  
*Faucher de St-Maurice,*  
*Frégeau,*  
*LeBlanc,*

*Lynch,*  
*Marcotte,*  
*Marion,*  
*Martel,*  
*Martin,*  
*Mousseau,*  
*Nantel,*  
*Pâquet,*

*Paradis,*  
*Poulin,*  
*Poupore,*  
*Richard,*  
*Robillard,*  
*St-Hilaire,*  
*Trudel et*  
*Wartele.*—33.

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,

*Ordonné*, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. *Desjardins*, du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit mille six cent cinquante deux piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police ; (Bureaux du Juge des Sessions de la Paix à Québec et des Magistrats de Police à Montréal), pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Inspection des Bureaux Publics pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

Et la première et la seconde résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Bernard propose comme amendement, secondé par M. Demers,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "cette résolution soit amendée en y ajoutant les mots suivants : "mais cette Chambre ne veut pas que le salaire de *Didace Tassé*, Ecuier, soit payé, attendu que sa nomination est illégale et que ses fonctions ne sont pas nécessaires."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Gagnon,  
Marchand,

McShane,  
Mercier,

Poulin et  
Watts.—9.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,

LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,

Pâquet,  
Paradis,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire  
Trudel et  
Wartele.—32.

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Agriculture de *Varennas* ; octroi, bourses et prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en *France*, traitement et allocation pour loyer de son Bureau, etc, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des Cadastres, par

le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'arpentage par le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec le Département des Terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une Police Spéciale pour les fins du revenu, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc., y compris les commissions, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de règlement de comptes non payés, à même l'emprunt, pour le Chemin de Fer de Q. M. O. et O., pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de déplacement de la ligne de la Rue du Prince-Edouard, prolongement de la ligne en eau profonde, sur la jetée Louise et parachèvement de la Rue Saint-André, payable à même la souscription de la Cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la seconde Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Blanchet,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,  
Desaulniers,

Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Frégeau,  
LeBlanc,  
Lynch,

Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,  
Paradis,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
Saint-Hilaire,  
Trudel et  
Würtele.—31.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Brousseau,

Demers,  
Dorais,  
Gagnon,

Marchand,  
McShane,

Mercier et  
Watts.—10.

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La troisième et la quatrième résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée,—Que la cinquième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier,—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “cette Résolution soit amendée en y ajoutant les mots suivants : “Mais cette Chambre ne veut pas que la pension de L. A. Robitaille soit payée, vu qu'elle a été accordée d'une manière illégale.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Dorais,  
Gagnon,

Marchand,  
McShane,

Mercier et  
Watts.—9.

## CONTRE :

## Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,

Desautniers,  
Desjardins,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Frégeau,  
LeBlanc,  
Lynch,

Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,  
Paradis,

Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
St Hilaire et  
Würtele.—31.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que la dite Résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la sixième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

La septième Résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la Question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que la huitième et la neuvième Résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites Résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

M. Desjardins du Comité des Subsidés, fait Rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles Normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

2. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille neuf cent quatre vingt dix-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

3. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'appareil de chauffage et changements faits pour son installation, Palais de Justice et Prison à Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

4. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas six mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations, etc., des Palais de Justice et des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, taxes, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

La première et la seconde Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la troisième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La quatrième et cinquième Résolutions étant lues la seconde fois sont adoptées.

M. Desjardins, du Comité des Subsidés, fait Rapport de plusieurs Résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St Roch de l'Achigan*, pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie, *St Barthélemi*, (pour la construction de leur couvent) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de la *Baie du Fevre*, pour sa reconstruction, (\$1000 payables en deux ans, \$500 par an,) pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de *Richmond*, pour l'achat d'une ferme modèle, pourvu qu'il soit souscrit et payé un égal montant ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1884.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Laiterie de *Ste Marie, Beauce*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Ferme-Ecole de *Rougemont*, aux conditions qui pourront être imposées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Agriculture Union de *Danville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 1,000 exemplaires du *Manuel d'horticulture pratique et d'arboriculture fruitière* du Dr *Laroque*, pour distribuer aux Membres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat de 1,000 exemplaires du *Traité sur l'élevage et les maladies des bétiaux*, par J. A. Couture, pour distribuer aux Membres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prolonger les chemins *Taché* et *Bégon*, dans les Comtés de *Témiscouata* et *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la construction d'un pont à *Louiseville*, \$2,000 payables durant deux ans, \$1,000 par année, aux conditions convenues avec les Municipalités de *Louiseville* et de la *Rivière-du-Loup*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de *Québec*, pour les vieillards et les infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants) *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants) *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une Salle de Manœuvre à *Québec*, devant être employée pour les expositions provinciales et autres, à condition que la Cité de *Québec* fournisse \$15,000 et que le Gouvernement du *Canada* fournisse \$60,000, pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide additionnelle pour la publication par G. A. Desjardins, des Débats de la Législature de *Québec*, pour 1882, pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'indemnité réclamée par des acquéreurs de coupes de bois, à raison des dommages résultant de la défectuosité des arpentages (à même l'emprunt), pour l'année financière finissant le 30 juin 1883.

La première Résolution et les suivantes ainsi que la quatrième Résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix, — Que la cinquième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La sixième Résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix sur chacune séparément, — Que la septième et la huitième Résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

La neuvième Résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dixième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la onzième Résolution et les suivantes jusqu'à la quatorzième inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la quinzième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St Maurice,  
Frégeau,*

*LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Pâquet,  
Paradis  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire  
Trudel et  
Wartele.—33.*

CONTRE :

Messieurs.

*Bernard,  
Bernatchez,*

*Demers,  
Gagnon,*

*Marchand,  
McShane,*

*Mercier et  
Watts.—8.*

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La seizième Résolution et les suivantes jusqu'à la dix neuvième inclusive-ment, étant lues la seconde fois sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la vingtième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Caron,  
Casavant,  
Charlebois,*

*Desaulniers,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Frégeau,  
LeBlanc,*

*Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,  
Pâquet,*

*Paradis,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Robillard,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—33.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Faucher de St-Maurice, Marchand,  
Gagnon, McShane,*

*Mercier et  
Watts.—9.*



Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la vingt et unième Résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

La vingt-deuxième et la vingt-troisième Résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que la vingt-quatrième Résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite Résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Sur motion de l'Honorable Commissaire *Lynch*, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée, concernant la vente et l'administration des Terres Publiques.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'aussitôt que les renseignements nécessaires auront été obtenus, après la mise en force de l'acte qui sera basé sur la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre de côté, comme terres à bois, toutes les terres non concédées de la couronne actuellement sous licence pour la coupe de bois, excepté les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand (pin ou épinette) et qui sont susceptibles de défrichement, et aussi telles autres parties des ~~terres non~~ concédées de la couronne que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du commissaire des terres de la couronne, pourra juger à propos de mettre de côté, pour les fins de colonisation, et qu'aussitôt que l'ordre en conseil ou les ordres en conseil mettant de côté ces terres à bois auront été publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*, et à compter de la date de cette publication, aucun terrain compris dans le territoire ainsi mis à part, ne sera vendu ni approprié, pour les fins du défrichement, jusqu'à l'expiration d'au moins dix ans et alors non plus, tant qu'il ne sera pas établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'une partie ou que la totalité de ce territoire n'est plus propre à la production et la culture des bois, et peut être livrée avec avantage au défrichement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Nantel fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'aussitôt que les renseignements nécessaires auront été obtenus, après la mise en force de l'acte qui sera basé sur la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre de côté, comme terres à bois, toutes les terres non concédées de la couronne actuellement sous licence pour la coupe de bois, excepté les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand (pin ou épinette) et qui sont susceptibles de défrichement, et aussi telles autres parties des terres non concédées de la couronne que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du commissaire des terres de la couronne, pourra juger à propos de mettre de côté pour les fins de coloni-

sation, et qu'aussitôt que l'ordre en conseil ou les ordres en conseil mettant de côté ces terres à bois auront été publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*, et à compter de la date de cette publication, aucun terrain compris dans le territoire ainsi mis à part, ne sera vendu ni approprié, pour les fins du défrichement, jusqu'à l'expiration d'au moins dix ans et alors non plus, tant qu'il ne sera pas établi à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'une partie ou que la totalité de ce territoire n'est plus propre à la production et à la culture des bois, et peut être livrée avec avantage au défrichement.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable commissaire Lynch ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau le chapitre 23 des *Statuts Refondus du Canada* concernant la vente et l'administration des bois croissant sur les terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui

Jeudi, 29 Mars 1883.

Onze heures A. M.

M. Gauthier, du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le Quatrième Rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a pris en considération la résolution adoptée à la dernière réunion du Conseil Exécutif de la société d'industrie laitière de la province de Québec, approuvant la série d'appareils de M. W. H. Lynch, de Danville, canton de l'Est, pour la fabrication domestique du beurre.

Que M. Lynch a aussi comparu devant votre comité et a donné des explications satisfaisantes sur son procédé de fabrication.

Que votre comité est d'opinion que la fabrication du beurre au moyen de la série d'appareils de M. Lynch, est destiné à améliorer considérablement cette fabrication.

Votre comité croit devoir recommander que les mesures nécessaires soient prises par le conseil d'agriculture, pour obliger chaque société d'agriculture, de faire l'acquisition d'au moins un de ces appareils et d'en faire un essai suffisant pour pouvoir juger de son mérite.

L'Ordre du Jour, pour que la Chambre se forme en Comité des Voies et Moyens, étant lu ;

L'Honorable Trésorier Würtel propose, secondé par l'Honorable M. Mousseau, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Gagnon, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les Subsidés à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement ne lui ait soumis jusqu'à ce jour, aucune mesure pratique, tendant à lui fournir les voies et moyens nécessaires pour rencontrer les dépenses ordinaires et extraordinaires qu'il se propose de faire durant l'année fiscale 1883-1884, et qui soit de nature à faire cesser de suite les déficits qui s'accumulent depuis 1875 et jettent tant d'alarmes parmi les hommes d'affaires et les véritables amis du pays."

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,*

*Gagnon,  
Irvine,*

*Joly,  
Marchand,*

*Mercier et  
Watts.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Blanchet,  
Carbray,  
Casavant,  
Desautniers,*

*Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St-Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Gauthier,*

*Lavallée,  
LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,*

*Faradis,  
Picard,  
Poulin,  
Richard,  
Sawyer,  
Spencer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Würtele.—36.*

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu, 1.* Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de soixante et quatorze mille quatre cent soixante et douze piastres, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu, 2.* Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions deux cent soixante quatre mille neuf cent une piastres et cinquante cinq centins, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu, 3.* Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent vingt mille piastres, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre vingt-quatre, soit prise sur le fonds consolidé des chemins de fer de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a passé plusieurs Résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Desjardins fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu, 1.* Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de soixante et quatorze mille quatre cent soixante et douze piastres, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin mil huit quatre-vingt trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu, 2.* Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions deux cent soixante quatre mille neuf cent une piastres et cinquante cinq centins, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt quatre, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu, 3.* Que, dans le but de payer les subsides accordées à Sa Majesté, la somme de deux cent vingt mille piastres, pour les dépenses de l'année financière expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt quatre, soit prise sur le fonds consolidé des chemins de fer de cette province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Desjardins informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu,* Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

*Ordonné,* Que l'Honorable Trésorier *Wärtele* ait la permission d'introduire un Bill intitulé : " Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin, 1883 et le 30 Juin 1884 et pour d'autres fins du service public.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'Honorable M. *Marchand* propose sous forme d'amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly*, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu que cette chambre constate avec regret que le gouvernement de la province a négligé :

" 1. De pourvoir, depuis 1879, au fonds d'amortissement de l'emprunt de \$3,000,000 contracté à cette époque à New-York, par le gouvernement du temps ;

" 2. De pourvoir, en 1880, au fonds d'amortissement de toute la dette consolidée, qui s'élevait alors à \$11,000,000 ; les comptes publics de 1879-80, ne contenant que la mention d'une modique somme de \$1,706 appliquée à cette destination ;

" 3. De pourvoir, en 1882, au fonds d'amortissement des emprunts de 1874, 1876 et 1879 ;

" Que, par ces omissions, le gouvernement a violé la loi, dissimulé la véritable condition financière de cette province et mérité la censure de cette chambre ;

" Que cette chambre regrette que le gouvernement, en violation du privilège incontestable appartenant aux représentants du peuple de contrôler la dépense publique, ait négligé de soumettre à leur approbation, la dépense énorme de \$410,450 qu'il a faite depuis la dernière session sans autorisation législative."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin et  
Watts.—11.

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Archambault,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Faucher de St-Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Desaulniers,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Mousseau,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Würtele.—36.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence lu la seconde fois ; et la troisième lecture en est ordonnée pour la seconde Séance de la Chambre aujourd'hui.

L'Ordre du Jour étant lu pour recevoir le Rapport du Comité général de la Chambre sur le Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure ;

L'Honorable M. Mousseau propose, secondé par l'Honorable Trésorier Würtele, Que le dit ordre soit déchargé et que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender.

Et des Débats s'en suivant ;

Sur la motion de M. Martin, secondé par M. Martel,

Ordonné, Que les Débats soient ajournés.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

La Chambre reprend les Débats ajournés sur la motion proposée aujourd'hui que l'Ordre du Jour pour la réception du Rapport du Comité Général de la Chambre sur le Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure soit rescindé et que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender ;

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolu affirmativement.

Ordonné, Que le dit Ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Archambault fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Archambault fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable commissaire *Lynch* propose, secondé par l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération une certaine Résolution proposée concernant le subside de \$4000, par mille, accordé à la compagnie de chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston*."

L'Honorable Commissaire *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Joly* que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il soit résolu,

" Que les subsides accordés aux différentes compagnies de chemin de fer dans cette province ont été fixés par statut ;

" Que l'adoption de la dite résolution établirait un précédent dangereux et de nature à autoriser d'une manière indéfinie l'augmentation de ces subsides aux dépens du trésor public, déjà trop obéré."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la chambre se divise ; et il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que l'octroi de quatre mille piastres par mille accordé au Chemin de Fer *Montréal, Portland et Boston* par l'Acte 40 *Victoria*, chap. 3, lui soit accordé pour une longueur de chemin n'excédant pas cinquante huit milles au lieu de cinquante six milles.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Martel* fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que l'octroi de quatre mille piastres par mille accordé au Chemin de Fer *Montréal, Portland et Boston* par l'Acte 40 *Victoria*, chap. 3, lui soit accordé pour une longueur de chemin n'excédant pas cinquante huit milles au lieu de cinquante six milles.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'Honorable Commissaire *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains Chemins de Fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender le Code de procédure Civile. "

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill pour étendre les dispositions de l'Acte de cette Province 45 *Victoria*, chap. 49, concernant l'inspection des compagnies d'assurances dans la Province, à d'autres compagnies que celles qui y sont mentionnées et pour d'autres fins, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité Général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Sawyer* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender de nouveau le chapitre 23 des *Statuts Refondus du Canada*, concernant la vente et l'administration des bois croissant sur les terres publiques, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Asselin* fait rapport du Bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1883, et le 30 Juin 1884, et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable Trésorier *Wärtele* propose, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considé-

ration certaines résolutions devant servir de base à une adresse à Son Excellence le Gouverneur Général, pour lui demander de vouloir bien soumettre à l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, pour le Canada, la réclamation de cette Province comportant une augmentation de subsides.

M. Demers propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit résolu,

"Qu'à la veille de la prorogation, cette chambre ne peut pas étudier avec le soin nécessaire, une question aussi importante que celle soumise dans cette résolution."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,  
Bernatchez,  
Demers,

Gagnon,  
Irvine,  
Joly,

Marchand,  
McShane,  
Mercier,

Rinfret dit Malouin,  
Shehyn, et  
Watts.—12.

CONTRE :

Messieurs

Archambault,  
Asselin,  
Audet,  
Beaubien,  
Beauchamp,  
Bergevin,  
Blanchet,  
Brousseau,  
Casavant,  
Desaulniers,

Deschênes,  
Desjardins,  
Dorais,  
Duckett,  
Duhamel,  
Dumoulin,  
Faucher de St Maurice,  
Flynn,  
Frégeau,  
Garneau,

Gauthier,  
Lavallée,  
LeBlanc,  
Lynch,  
Marcotte,  
Marion,  
Martel,  
Martin,  
Mousseau,  
Nantel,

Paradis,  
Picard,  
Poulin,  
Poupore,  
Richard,  
Sawyer,  
St-Hilaire,  
Trudel et  
Wartele.—39.

Ainsi, il est résolu négativement.

La Question principale étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'avant la Confédération, les Provinces avaient le droit de prélever les deniers nécessaires pour subvenir aux services publics, par l'imposition de droits de douane et d'accise, et par tous autres modes ou systèmes de taxation ;

Que, dans les résolutions adoptées par les délégués chargés d'étudier le projet d'unir les provinces sous un même gouvernement sur lesquelles l'Acte d'Union a été basé, le pouvoir de prélever des droits de douane et d'accise a été enlevé aux gouvernements locaux et a été transmis au gouvernement général ;

Que la 64<sup>me</sup> résolution qui accordait aux provinces une subvention annuelle de 80 centins par tête de la population, d'après le recensement de 1861, déclarait que cette subvention était accordée en considération de la transmission faite de ce pouvoir au parlement fédéral ;



Que Sir *Alexander Galt*, alors ministre des finances, expliquant au nom du Gouvernement, la partie financière de l'Acte d'Union, a déclaré que ces 80 centins par tête étaient destinés, avec certains revenus locaux, à faire face aux dépenses des Gouvernements Locaux, et spécialement aux frais de l'administration de la justice, et de l'entretien des hôpitaux et des institutions de charité, et qu'en transférant au Gouvernement général toutes les grandes sources de revenu, il devenait évident qu'une partie des ressources ainsi mises à sa disposition, devait être appliquée, sous une forme ou sous une autre, à combler le vide qui se ferait inévitablement, entre les sources de revenu local et les dépenses locales ;

Qu'il est vrai que par la résolution 64 et aussi par la section 118 de l'Acte d'Union, il est déclaré que les provinces ne pourraient rien réclamer, de plus, à l'avenir du Gouvernement général ; mais cette déclaration a été faite, d'abord, parce que l'on croyait que la subvention était suffisante pour faire face aux dépenses, et ensuite parce que l'on espérait que cette disposition forcerait les Gouvernements Locaux à contrôler leurs dépenses, comme l'indiquent les observations suivantes du ministre des finances d'alors, qui disait : " Cette subvention étant établie en permanence, il est à espérer que les Gouvernements Locaux verront l'importance, on plutôt la nécessité, d'exercer un contrôle vigilant et sévère sur les dépenses " ;

Que, comme fait, parmi les dépenses mises spécialement à la charge des Gouvernements Locaux, il y en a qui ne sont pas contrôlables et qui suivent nécessairement le mouvement de la population, telles que les frais de l'administration de la justice et le coût de l'entretien des asiles des aliénés ;

Que la justice et les asiles d'aliénés ont coûté dans la Province de Québec pour les exercices de 1868, 1871 et 1881, les sommes suivantes :

Années.	Justice.	Asiles.	Totaux.
1868.....	\$322,236 24	\$ 97,946 53	\$420,182 77
1871.....	\$349,024 89	\$132,223 09	\$481,247 98
1881.....	\$437,490 56	\$213,828 20	\$651,318 76

constatant une augmentation de dépenses en 1871, de \$61,065 21, et en 1881, de \$231,135 99 ;

Que si la subvention était calculée sur le chiffre de chaque recensement, la subvention de la Province de Québec pour les trois décades de 1861, 1871 et 1881, serait comme suit :

Années.	Population.	Subvention.
1861.....	1,111,566	\$ 889,252 80
1871.....	1,191,516	953,212 80
1881.....	1,359,027	1,087,221 60

ce qui aurait donné une augmentation, pour la décade de 1871, de \$63,960 00, et pour celle de 1881, \$197,968 80 ;

Qu'en comparant cette augmentation décennale de la subvention avec l'augmentation de la dépense pour la justice et les asiles, on voit que cette dépense a suivi le mouvement de la population, de la manière suivante :

Années.	Augmentation de la subvention.	Augmentation de la dépense.
1871.....	\$ 63,960 00	\$ 61,065 21
1881.....	197,968 80	231,135 99

Que la subvention a été spécialement accordée pour faire face, entre autres dépenses, à celles de la justice et des asiles d'aliénés, mais que ces chiffres constatent qu'en fixant cette subvention d'après le chiffre du recensement de 1861, on a manqué le but que l'on avait en vue., puisque ces dépenses augmentent à peu près proportionnellement à la population ; et que pour y faire face, il faut

draît que la subvention augmentât dans la même proportion, et que, tandis que le Gouvernement Local ne peut, par aucune surveillance, contrôler cette dépense, le Gouvernement Fédéral, par sa législation criminelle et par les grands travaux publics qu'il entreprend, contribue à l'augmenter.

Que pour donner suite aux intentions des fondateurs de la confédération, il faudrait par conséquent que la subvention annuelle au lieu d'être limitée par le recensement de 1861, fut calculée à chaque décade sur le chiffre du dernier recensement.

Que si la subvention était calculée de cette manière il n'y aurait pas d'augmentation il y aurait même une diminution de la part accordée aux Provinces des revenus transférés au Gouvernement Fédéral.

Qu'en 1868, le revenu provenant des droits de douane et d'accise s'est monté à \$11,580,968.25, donnant \$3.75 par tête de la population de la Puissance; en 1871, à \$16,137,049.28, donnant \$4.63 par tête; et en 1881, à \$23,749,114.22 donnant \$5.49 par tête. Si donc le Gouvernement Fédéral versait aux Gouvernements Locaux, 80 cents par tête d'après le recensement de 1881, il ne donnerait que 14½ pour cent des recettes provenant de ces sources de revenu, tandis qu'en 1868 il payait 21½ pour cent comme l'indique le tableau suivant :

Années.	Revenu.	Population.	Montant par tête	Pourcentage
1868.				
Douane.....	\$8,578,380.09			
Accise.....	3,002,588.16			
	<u>\$11,580,968.25</u>	3,090,561	\$3.58	21½
1871				
Douane.....	\$11,841,104.56			
Accise.....	4,295,944.72			
	<u>\$16,137,049.28</u>	3,485,761	\$4.63	17½
1881				
Douane.....	\$18,406,092.13			
Accise.....	5,343,022.09			
	<u>\$23,749,114.22</u>	4,324,810	\$5.49	14½

*Résolu*, Que, pour les raisons ci-dessus mentionnées cette Chambre croit devoir demander que la subvention annuelle de cette Province soit calculée, à toute décade, d'après le nouveau recensement, et prie le Gouvernement de la Puissance de reconnaître que cette Province peut, en toute justice et d'après l'esprit des conventions sur lesquelles la confédération a été basée, presser cette demande.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Garneau fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le Rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Garneau fait, en conséquence, rapport de la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Attendu qu'avant la Confédération, les Provinces avaient le droit de prélever les deniers nécessaires pour subvenir aux services publics, par l'imposition de droits de douane et d'accise, et par tous autres modes ou systèmes de taxation ;

Que dans les résolutions adoptées par les délégués chargés d'étudier le projet d'unir les provinces sous un même gouvernement sur lesquelles l'Acte d'Union a été basé, le pouvoir de prélever des droits de douane et d'accise a été enlevé aux gouvernements locaux et a été transmis au gouvernement général ;

Que la 64<sup>me</sup> résolution qui accordait aux provinces une subvention annuelle de 80 centins par tête de la population, d'après le recensement de 1861, déclarait que cette subvention était accordée en considération de la transmission faite de ce pouvoir au parlement fédéral ;

Que Sir *Alexander Galt*, alors ministre des finances, expliquant au nom du Gouvernement, la partie financière de l'Acte d'Union, a déclaré que ces 80 centins par tête étaient destinés, avec certains revenus locaux, à faire face aux dépenses des Gouvernements locaux, et spécialement aux frais de l'administration de la justice, et de l'entretien des hôpitaux et des institutions de charité, et qu'en transférant au Gouvernement général toutes les grandes sources de revenu, il devenait évident qu'une partie des ressources ainsi mises à sa disposition, devait être appliquée sous une forme ou sous une autre, à combler le vide, qui se ferait inévitablement, entre les sources de revenu local et les dépenses locales ;

Qu'il est vrai que par la résolution 64 et aussi par la section 118 de l'Acte d'Union, il est déclaré que les provinces ne pourraient rien réclamer de plus à l'avenir du Gouvernement général ; mais cette déclaration a été faite d'abord parce que l'on croyait que la subvention était suffisante pour faire face aux dépenses, et ensuite parce que l'on espérait que cette disposition forcerait les Gouvernements locaux à contrôler leurs dépenses, comme l'indiquent les observations suivantes du ministre des finances d'alors, qui disait : " Cette subvention étant établie en permanence, il est à espérer que les Gouvernements locaux verront l'importance, ou plutôt la nécessité, d'exercer un contrôle vigilant et sévère sur les dépenses " ;

Que, comme fait, parmi les dépenses mises spécialement à la charge des Gouvernements locaux, il y en a qui ne sont pas contrôlables et qui suivent nécessairement le mouvement de la population, telles que les frais de l'administration de la justice et le coût de l'entretien des asiles des aliénés ;

Que la justice et les asiles d'aliénés ont coûté dans la Province de *Québec* pour les exercices de 1868, 1871 et 1881, les sommes suivantes :

Années.	Justice.	Asiles.	Totaux.
1868.....	\$322,236 24	\$ 97,946 53	\$420,182 77
1871.....	\$349,024 89	\$132,223 09	\$481,247 98
1881.....	\$437,490 56	\$213,828 20	\$651,318 76

constatant une augmentation de dépenses en 1871, de \$61,065 21, et en 1881, de \$231,135 99 ;

Que si la subvention était calculée sur le chiffre de chaque recensement, la subvention de la Province de *Québec* pour les trois décades de 1861, 1871 et 1881, serait comme suit :

Années.	Population.	Subvention.
1861.....	1,111,566	\$ 889,252 80
1871.....	1,191,516	953,212 80
1881.....	1,359,027	1,087,221 60

ce qui aurait donné une augmentation, pour la décade de 1871, de \$63,960.00, et pour celle de 1881, \$197,968.80 ;

Qu'en comparant cette augmentation décennale de la subvention avec l'augmentation de la dépense pour la Justice et les Asiles, on voit que cette dépense a suivi le mouvement de la population, de la manière suivante :

Années.	Augmentation de la subvention.	Augmentation de la dépense.
1871.....	\$ 63,960 00	\$ 61,065 21
1881.....	197,968 80	231,135 99

Que la subvention a été spécialement accordée pour faire face, entre autres dépenses, à celles de la justice et des asiles d'aliénés, mais que ces chiffres constatent qu'en fixant cette subvention d'après le chiffre du recensement de 1861, on a manqué le but que l'on avait en vue, puisque ces dépenses augmentent à peu près proportionnellement à la population ; et que pour y faire face, il faudrait que la subvention augmentât dans la même proportion, et que, tandis que le Gouvernement Local ne peut, par aucune surveillance, contrôler cette dépense, le Gouvernement Fédéral, par sa législation criminelle et par les grands travaux publics qu'il entreprend, contribue à l'augmenter.

Que pour donner suite aux intentions des fondateurs de la confédération, il faudrait par conséquent que la subvention annuelle au lieu d'être limitée par le recensement de 1861, fut calculée à chaque décade sur le chiffre du dernier recensement.

Que si la subvention était calculée de cette manière il n'y aurait pas d'augmentation il y aurait même une diminution de la part accordée aux Provinces des revenus transférés au Gouvernement Fédéral.

Qu'en 1868, le revenu provenant des droits de douane et d'accise s'est monté à \$11,580,968.25, donnant \$3.75 par tête de la population de la Puissance ; en 1871, à \$16,137,049.28, donnant \$4.63 par tête ; en 1881, à \$23,749,114.22 donnant \$5.49 par tête. Si donc le Gouvernement Fédéral versait aux Gouvernements Locaux, 80 cents par tête d'après le recensement de 1881, il ne donnerait que 14½ pour cent des recettes provenant de ces sources de revenu, tandis qu'en 1868 il payait 21½ pour cent comme l'indique le tableau suivant :

Années.	Revenu	Population.	Montant par tête	Percentage
1868.				
Douane.....	\$3,578,380.09			
Accise.....	3,002,588.16			
	\$11,580,968.25	3,090,561	\$3.75	21½
1871				
Douane.....	\$11,841,104.56			
Accise.....	4,295,944.72			
	\$16,137,049.26	3,485,761	\$4.63	17½
1881				
Douane.....	\$18,406,092.13			
Accise.....	5,343,022.09			
	\$23,749,114.22	3,324,810	\$5.49	14½

*Résolu*, Que, pour les raisons ci-dessus mentionnées cette Chambre croit devoir demander que la subvention annuelle de cette Province soit calculée, à toute décade, d'après le nouveau recensement, et prie le Gouvernement de la Puissance de reconnaître que cette Province peut, en toute justice et d'après l'esprit des conventions sur lesquelles la confédération a été basée, presser cette demande.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wurtel*, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance du Canada, basée sur la résolution qui vient d'être adoptée, réclamant une modification, à l'effet de faire calculer la subvention de cette Province, d'après chaque dernier recensement, et que cette Adresse soit ainsi conçue :

A Son Excellence le Très-Honorable Sir John Douglass Sutherland Campbell (communément appelé le Marquis de Lorne), chevalier du Très-Ancien et Très-Noble Ordre du Chardon, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre Très-Distingué de Saint-Michel et Saint-George, Gouverneur-Général du Canada et Vice-Amiral d'icelui.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Les loyaux sujets de Sa Majesté, siégeant en Assemblée Législative, pour la Province de Québec, croient qu'il est de leur devoir d'exposer humblement :

Qu'avant la confédération, les Provinces avaient le droit de prélever les deniers nécessaires pour subvenir aux services publics, par l'imposition de droits de douane et d'accise, et par tous autres modes ou systèmes de taxation ;

Que dans les résolutions adoptées par les délégués chargés d'étudier le projet d'unir les Provinces sous un même gouvernement et sur lesquelles l'Acte d'Union a été basé, le pouvoir de prélever des droits de douane et d'accise a été enlevé aux gouvernements locaux et a été transmis au gouvernement général ;

Que la 64<sup>me</sup> résolution qui accordait aux provinces une subvention annuelle de 80 centins par tête de la population, d'après le recensement de 1861, déclarait que cette subvention était accordée, en considération de la transmission faite de ce pouvoir au parlement fédéral ;

Sir Alexander Galt, alors ministre des finances, expliquant, au nom du gouvernement, la partie financière de l'Acte d'Union, a déclaré que ces 80 centins par tête étaient destinés, avec certains revenus locaux, à faire face aux dépenses des gouvernements locaux, et spécialement aux frais de l'administration de la justice, et de l'entretien des hôpitaux et des institutions de charité, et qu'en transférant au gouvernement général toutes les grandes sources de revenu, il devenait évident, qu'une partie des ressources ainsi mises à sa disposition, devait être appliquée, sous une forme ou sous une autre, à combler le vide qui se ferait inévitablement, entre les sources de revenu local et les dépenses locales ;

Qu'il est vrai que par la résolution 64 et aussi par la section 118 de l'Acte d'Union, il est déclaré que les provinces ne pourraient rien réclamer de plus à l'avenir du gouvernement général ; mais que cette déclaration a été faite, d'abord, parce que l'on croyait que la subvention était suffisante pour faire face aux dépenses, et ensuite parce que l'on espérait que cette disposition forcerait les gouvernements locaux à contrôler leurs dépenses, comme l'indiquent les observations suivantes du ministre des finances d'alors, qui disait : " Cette subvention étant établie en permanence, il est à espérer que les gouvernements locaux verront l'importance, ou plutôt la nécessité, d'exercer un contrôle vigilant et sévère sur les dépenses ; "

Que, comme fait, parmi les dépenses mises spécialement à la charge des gouvernements locaux, il y en a qui ne sont pas contrôlables et qui suivent nécessairement le mouvement de la population, telles que les frais de l'administration de la justice et le coût de l'entretien des asiles des aliénés ;

Que la justice et les asiles d'aliénés ont coûté dans la Province de Québec, pour les exercices de 1868, 1871 et 1881, les sommes suivantes :

Années.	Justice.	Asiles.	Totaux.
1868.....	\$322,236 24	\$ 97,946 53	\$420,182 77
1871.....	\$349,024 89	\$132,223 09	\$481,247 98
1881.....	\$437,490 56	\$213,828 20	\$651,318 76

constatant une augmentation de dépenses en 1871, de \$61,065 21, et en 1881, de \$231, 135.99 ;

Que, si la subvention était calculée sur le chiffre de chaque recensement, la subvention de la Province de *Québec* pour les trois décades de 1861, 1871 et 1881 serait comme suit :

Années.	Population.	Subvention.
1861.....	1,111,566	\$ 889,252 80
1871.....	1,191,516	953,212 80
1881.....	1,359,027	1,087,221 60

ce qui aurait donné une augmentation, pour la décade de 1871, de \$63,960,00, et pour celle de 1881, de \$197,968,80 ;

Qu'en comparant cette augmentation décennale de la subvention avec l'augmentation de la dépense pour la justice et les asiles, on voit que cette dépense a suivi le mouvement de la population, de la manière suivante :

Années.	Augmentation de la subvention.	Augmentation de la dépense
1871.....	\$ 63,960 00	\$ 61,065 21
1881.....	197,968 80	231,135 99 ;

Que la subvention a été spécialement accordée pour faire face, entre autres dépenses, à celles de la justice et des asiles d'aliénés, mais que ces chiffres constatent qu'en fixant cette subvention d'après le chiffre du recensement de 1861, on a manqué le but que l'on avait en vue, puisque ces dépenses augmentent à peu près proportionnellement à la population ; et que pour y faire face, il faudrait que la subvention augmentât dans la même proportion, et que tandis que le gouvernement local ne peut, par une surveillance, contrôler cette dépense, le gouvernement fédéral, par sa législation criminelle et par les grands travaux publics qu'il entreprend, contribue à l'augmenter.

Que, pour donner suite aux intentions des fondateurs de la confédération, il faudrait, par conséquent, que la subvention annuelle, au lieu d'être limitée par le recensement de 1861, fut calculée à chaque décade sur le chiffre du dernier recensement.

Que, si la subvention était calculée de cette manière, il n'y aurait pas d'augmentation, il y aurait même une diminution de la part accordée aux provinces des revenus transférés au gouvernement fédéral.

Qu'en 1868, le revenu provenant des droits de douane et d'accise s'est monté à \$11,580,968.25, donnant \$3.75 par tête de la population de la Puissance ; en 1871, à \$16,137,049.28, donnant \$4.63 par tête ; et en 1881, à \$23,749,114.22 donnant \$5.49 par tête. Si donc le gouvernement fédéral versait aux gouvernements locaux, 80 cents par tête d'après le recensement de 1881, il ne donnerait que 14½ pour cent des recettes provenant de ces sources de revenu, tandis qu'en 1868 il payait 21½ pour cent comme l'indique le tableau suivant :

Années.	Revenu.	Population.	Montant par tête.	Percentage.
1868				
Douane.....	\$8,578,380 09			
Accise.....	3,002,588 16			
	\$11,580,998 25	3,090,561	\$3.75	21½
1871				
Douane.....	\$11,841,104 56			
Accise.....	4,295,944 92			
	\$16,137,049 28	3,485,761	4.63	17½
1881				
Douane.....	\$18,406,092 13			
Accise.....	5,343,022 09			
	\$23,749,114 22	4,324,810	\$4.49	14½

Qu'en conséquence l'Assemblée Législative de *Québec* ôse s'approcher de Votre Excellence, pour la prier de vouloir bien soumettre au Conseil Privé de Sa Majesté, pour le *Canada*, l'humble demande suivante, savoir :

Que cet Honorable Conseil Privé veuille bien recommander, que les dispositions de " l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867 ", soient amendées de manière à ce que la subvention annuelle payée à cette Province par le gouvernement de la Puissance, soit calculée à toute décade, sur le nouveau recensement.

Et la Question étant mise aux voix,—Que la dite adresse soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

La dite adresse est en conséquence lue la seconde fois et doptée.  
*Ordonné*, que la dite adresse soit grossoyée.

Sur motion de l'Honorable Trésorier *Wartle*, secondé par l'Honorable M. *Mousseau*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur, que cette Chambre a voté une humble Adresse à Son Excellence le Gouverneur Général, relativement à la demande de l'Assemblée Législative, à l'effet que la subvention annuelle payée à cette Province, par le Gouvernement Fédéral, soit calculée, à toute décade, sur le nouveau recensement ; et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre l'adresse ci-dessus mentionnée, à Son Excellence le Gouverneur Général.

Et la Question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le prélèvement, par voie d'emprunt, d'une somme additionnelle pour les besoins de la province."

Bill intitulé : " Acte pour amender le statut 45 *Victoria*, chap. 16, intitulé : " Acte concernant les arpenteurs de la Province de *Québec* et les arpentages."

Le Conseil Législatif a aussi passé le Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre l'Acte incorporant l'association des dentistes de la Province de *Québec*." avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi incorporant l'association des dentistes de la Province de *Québec*", lesquelles sont lus comme suit :

Clause 16 ligne 1 retranchez le mot " loyé " remplacez par le mot " produit."

Clause 17, ligne 3 retranchez les mots " sera ou."

Clause 19, après le dernier mot de la ligne 21, insérez les mots " de toute Cour compétente."

Clause 17, retranchez la 22eme ligne.

Clause 21, ligne 5, après le mot " Province " insérez les mots : " ni affecter les dentistes pratiquant actuellement en vertu d'un diplôme octroyé par un collège dentaire du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou d'autres pays, et ils jouiront des mêmes droits et privilèges que les porteurs de certificats de licencié en Chirurgie Dentaire suivant les dispositions de cet acte :

A la fin de la Clause 24 ajoutez les mots " et n'aura aucun effet rétroactif."  
Les dits amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.  
*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe  
Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Combien de lisses, boulons, éclisses et carvelles ont été fournis par le Gouvernement, pour la construction de l'embranchement de *Saint-Eustache* ?

20. Combien le Gouvernement a-t-il reçu pour le paiement de ces lisses, etc., sur le prix d'achat de ce chemin par le Syndicat du Pacifique ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*.—Il n'appert pas par les livres de la ci-devant administration du chemin de fer de Q. M. O. et O. que les rails aient été prêtés au dit chemin de fer.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Y a-t-il eu un contrat entre le Gouvernement et C. T. *Côté* de *Québec*, pour la confection de *Dump-Cars* et *Trucks* ?

20. Si, oui, combien a-t-il été payé à compte de ce contrat et combien de ces *Dump-Cars* etc. ont été livrées en exécution de ce contrat ?

30. Si, non, pour quel objet une somme d'au moins de \$20,000 a été payée au dit C. T. *Côté* ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*.—Il n'existe pas tel contrat, et il n'a pas été payé \$20,000 à C. T. *Côté*.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1e. Combien de lisses, boulons, éclisses et carvelles ont été fournis par le Gouvernement à la compagnie de chemin de fer de Joliette, pour la réparation de ce chemin, en 1880 ?

20. Quelle somme a été déduite pour ces lisses et sur la somme de \$65,000 payée par le Gouvernement pour le prix d'achat de ce chemin ?

Réponse de l'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*.—Des rails, boulons etc., pour une valeur de \$7,800, ont été prêtés au dit Chemin de Fer, et ce montant a été retenu par le gouvernement sur le prix d'achat du chemin de fer en question.

Par M. *Faucher* de *Saint-Maurice*.—Le Gouvernement de la Province de *Québec* est-il informé que, sur la demande de A. *Vermont*, Député de *Seine* et *Oise*, Avocat de la Cour d'Appel à *Paris*, et à l'instigation de Monsieur L. A. *Sénécal*, le Gouvernement Français vient d'accorder à la Province de *Québec*, et par extension au *Dominion Canadien*, le droit à une exposition permanente dans un de ses palais de l'Industrie, pour tous les produits commerciaux ou industriels de tous les sujets de Sa Majesté sans distinction d'origine ?

Réponse de l'Honorable Trésorier *Wurtele* :

Le Gouvernement Français, a en effet, mis à la disposition de la Province de *Québec*, des salles dans le "Trocadero", où il nous sera permis de tenir une exposition permanente des produits canadiens, à côté de l'exposition tenue dans ce palais industriel, par la plupart des nations. Nous sommes redevables de cette faveur à l'intervention active de M. *Auguste Vermont*, Député de *Seine* et *Oise*. Ce monsieur a pris possession des appartements en question, au nom de *Québec*, le 24 Mars courant. Aucune dépense n'incombe à notre Gouvernement, les frais



d'installation et autres étant supportés par le promoteur de cette idée, M. L. A. *Sénécal*. En attendant que cette Chambre voie, plus tard, s'il y a lieu d'organiser un grand musée, les industriels peuvent, dès maintenant, expédier les produits qu'ils désirent faire connaître à l'Europe. Les représentants de la Province de *Québec*, à *Paris*, ont reçu instruction de faire tout leur possible pour favoriser ce projet d'une exposition permanente, et de faire en sorte que les salles du "Trocadéro" soient un centre pour tous ceux qui s'occupent du Canada, et pour tous les visiteurs Canadiens à *Paris*.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendement l'acte concernant le barreau de la Province de *Québec*, 44-45 Vict., chap. 27";

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *Gagnon*, que la Clause 13 ajoutée par le Conseil Législatif, soit amendée en biffant le mot "trente" dans la dernière ligne et en le remplaçant par le mot "deux";

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Faucher de St-Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Paradis</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St Hilaire et</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Dumoulin,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Trudel.—29.</i>
<i>Caron,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Desautniers,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Mousseau et</i>
<i>Irvine,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore.—8.</i>

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, le dit Bill est, du consentement de la Chambre, retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif n'a pas agréé l'amendement fait par cette Chambre aux amendements du Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer des Comtés Unis," parce que le Conseil Législatif ne croit pas devoir déroger, par le présent Bill, aux amendements semblables, qu'il a jugé important de faire aux autres bills de même nature, introduits durant la présente session.

---

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

*Résolu*, Que cette Chambre n'insiste pas sur son amendement aux amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés Unis" et agrée les dits amendements.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un Message au Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit Message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'honorable M. *Mousseau*, secondé par l'Honorable Commissaire *Lynch*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajourne aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à demain à midi.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Vendredi, 30 Mars 1883.

*Midi.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1883, et le 30 Juin 1884, et pour d'autres fins du service public."

Bill intitulé : "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de cette Province 45 *Victoria*, chap. 49, concernant les compagnies d'assurance dans la Province, à d'autres compagnies que celles qui y sont mentionnées et pour d'autres fins."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le chapitre 23 des Statuts Refondus du Canada, concernant la vente et l'administration des bois croissant sur les terres publiques."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer."

Sur motion de M. *Gauthier*, secondé par M. *Frégeau*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le Quatrième Rapport du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant la grande Loterie Nationale de *Québec*, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce Bill a été retiré dans l'autre Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

3 heures P. M.

L'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 12 Mars 1883, pour copie des instructions données à *F. F. Gagnon*, agent des Terres de la Couronne, pour la division *Granville*, en rapport avec l'avis public du 8 Janvier 1883, de *E. E. Taché*, assistant commissaire des Terres de la Couronne, au sujet du paiement des arrérages et intérêts dûs par les colons, dans les Paroisses de *St-Alexandre*, *St-Paschal* et *Ste-Anne*, dans le Comté de *Kamouraska*. (Documents de la Session de 72.)

Aussi, la réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 21 Février 1883, demandant copie de la correspondance échangée, entre le Gouvernement et la Compagnie de Sucre de *Betteraves* de la Province de *Québec*, au sujet de l'avance de bonus, permise par la 45 *Victoria*, chap. 24; avec copie de tous les arrêtés en conseil à ce sujet. (Documents de la Session No 73.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, du 12 Mars 1883, pour copie de toutes correspondances échangées :

1. Entre le Gouvernement et le Syndicat du Chemin de Fer du Nord, au sujet du paiement des \$500,000 payées lors de la livraison du Chemin, des intérêts échus le 1er Septembre dernier et le 1er Mars courant, et de l'exécution des travaux que le Syndicat est tenu de faire, le tout au désir du contrat de la vente de la Section Est du Chemin de Fer *Q. M. O.* et *O.*

2. Entre le Gouvernement et le Syndicat du Pacifique, au sujet du paiement des \$100,000 échues le 1er Mars courant, des intérêts échus le 1er Septembre dernier et le 1er Mars courant, et des \$240,000 dues par le dit Syndicat pour travaux à faire, le tout en exécution du contrat de vente de la section Ouest du dit Chemin de *Q. M. O.* et *O.*

3. Copie de tous documents généralement quelconques, se rattachant aux paiements et déboursés et travaux ci-dessus mentionnés. (Documents de la Session No 74.)

Et aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, du 25 Janvier 1883, demandant la production de toutes réclamations, requêtes, demandes d'indemnité, correspondances et documents quelconques, relativement aux pertes et dommages soufferts par les moyens de transport sur le Chemin de Fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, pendant la durée de l'administration de ce Chemin de Fer par le Gouvernement. Aussi un état indiquant les noms des personnes indemnisées et le montant à elles payé pour indemnité. (Documents de la Session No 75.)

Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les Membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Honneur qui a donné, au nom de Sa Majesté, la Sanction Royal aux Bills Publics et Privés qui suivent :

Acte pour amender les différents Actes concernant le Notariat et les refondre en un seul Acte sous le titre de "Code du Notariat."

Acte pour incorporer "Les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de Québec."

Acte pour autoriser *Léon Montplaisir*, de la Paroisse de *Saint-Léonard*, dans le Comté de *Nicolet*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Bécancourt*, près de l'Eglise de la Paroisse de *Bécancourt*, dans le Comté de *Nicolet*, et à recevoir certains taux de péage sur le dit pont.

Acte pour amender l'Acte 32 *Victoria*, chap. 15, au sujet des Sociétés d'Agriculture.

Acte pour amender l'Acte refondu des Chemins de Fer de Québec, 1880, (43-44 *Victoria*, chap. 43.)

Acte concernant l'Auditeur de la Province, le Bureau de la Trésorerie et les Comptes Publics.

Acte pour amender et refondre les Lois relatives aux Jurés et Jurys.

Acte pour changer le titre de l'Officier du Revenu appelé "Inspecteur des Licences."

Acte concernant la Pétition de Droit.

Acte concernant le Département du Procureur-Général.

Acte pour autoriser le Synode du Diocèse de *Montréal* à vendre certains biens-fonds.

Acte pour autoriser *Onésime Latulippe*, de la Paroisse de *Saint-François*, dans le Comté de *Beauce*, à construire un pont de péage sur la Rivière *Chaudière*.

Acte pour autoriser *Laurent Gagnon*, de la Paroisse de *Sainte-Hénédiène*, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la Rivière *Etchemin*, dans la Paroisse et près de l'Eglise de *Sainte-Claire*, dans le Comté de *Dorchester*, et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer la Ville des *Laurentides*.

Acte pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Napoléon Théoret* à la pratique de la profession de notaire.

Acte pour amender et refondre l'Acte incorporant la Ville de *Fraserville*.

Acte accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de *Lainages*, du *Canada*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer "Le Grand Nord."

Acte pour incorporer la "Mission de la Cité de Québec."

Acte pour amender et refondre les différents Actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Québec et du *Lac Saint-Jean*.

Acte pour amender les lois concernant l'Instruction Publique, en tant qu'elles se rapportent à la Ville de *Richmond*.

Acte pour amender l'Acte incorporant la Cité de *Hull*, 38 *Victoria*, chap. 79, et l'Acte 39 *Victoria*, chap. 49, amendant cet acte.

Acte pour amender l'Acte incorporant la Compagnie de Prêt et d'Hypothèque de *Montréal*.

Acte pour incorporer la Ville d'*Hochelaga*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de la Seigneurie *Papineau*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés-Unis.

Acte amendant les Actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction du *Saint-Laurent* et du *Lac Champlain* et prolongeant le délai accordé pour l'achèvement de ce Chemin de Fer.

Acte incorporant "La Presse associée de la Province de Québec."

Acte pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la *Baie Saint-Antoine* ou *Baie du Febvre*.

Acte pour faciliter la construction d'une église et d'une sacristie dans la Paroisse de *Saint-Charles Borromée de Joliette* dans le diocèse de *Montréal*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saint-Laurent* et de *Témiscouata*.

Acte pour ériger civilement la Paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, dans le Comté de *Bellechasse*.

- Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer du *Lac Témiscamingue*.  
Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Saguenay* et du *Lac Saint-Jean*.  
Acte pour incorporer le Chapitre de la Cathédrale de *St-Germain de Rimouski*.  
Acte incorporant la Compagnie Minière *Pinacle*, (limitée.)  
Acte pour permettre à la Compagnie de Prêt et Crédit Foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes et lui octroyer certains pouvoirs.  
Acte incorporant la Compagnie des Usines à Papier *Richelieu*.  
Acte pour permettre au Titulaire et aux Marguilliers de l'Eglise *Saint-James*, à *Hull*, de disposer de certaines propriétés immobilières, et d'en placer les produits.  
Acte pour lever tout doute sur l'existence légale de la Municipalité de la Paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*, dans le Comté d'*Ottawa*, dans le District d'*Ottawa*.  
Acte incorporant la Compagnie du Monument National.  
Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*.  
Acte pour amender les Lois sur l'Instruction Publique en cette Province.  
Acte pour détacher du Comté de *Dorchester* le Canton de *Metgermette Nord* et l'annexer au Comté de *Beauce* pour les fins électorales, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement.  
Acte concernant la perception des frais d'entretien des Aliénés.  
Acte pour amender le Statut 45 *Victoria*, chap. 16, intitulé : "Acte concernant les arpenteurs de la Province de *Québec* et les arpentages."  
Acte pour amender l'Acte Electoral de *Québec*.  
Acte pour étendre les dispositions de l'Acte 32 *Victoria*, chap. 73, aux vicariats et préfectures apostoliques.  
Acte pour amender de nouveau le Code Municipal.  
Acte concernant les clôtures paraneiges.  
Acte pour amender le Chapitre 80 des Statuts Refondus pour le *Bas Canada*, relativement à l'administration de la Justice dans le District de *Gaspé*.  
Acte pour aider à l'entretien des Prisons Communes.  
Acte concernant la perception des contributions municipales au Fonds de Bâtisse et des Jurés.  
Acte pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux de forêts.  
Acte pour détacher certaines parties des Paroisses de *Saint-Samuel*, dans le Comté de *Nicolet*, et de *Saint-Frédéric*, dans le Comté de *Drummond*, et les annexer à la Paroisse de *Sainte-Clothilde de Horton*, dans le Comté d'*Arthabaska*, et au dit Comté d'*Arthabaska*, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires, municipales, d'enregistrement et autres fins civiles quelconques.  
Acte concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de *Québec* et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.  
Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Rimouski* et *Gaspé*.  
Acte pour amender de nouveau le statut incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo* et *Magog*.  
Acte pour changer le nom de "The *Orford Nickel and Copper Company*."  
Acte pour relever *Henry Talbot Walcot* de sa charge de fidéicommissaire à *Dame Isabella Abbott Young*.  
Acte pour incorporer la Société Générale de la Colonisation et des Exploitations Industrielles.  
Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer des Comtés d'*Iberville* et *Missisquoi*.  
Acte amendant les actes concernant l'incorporation de l'Hôpital *Notre-Dame* à *Montréal*.

Acte incorporant la Compagnie de l'Hôtel Château Saint-Louis.

Acte autorisant la vente de la propriété du "National School de Québec."

Acte autorisant les Sœurs de la Providence et l'Asile Saint-Patrice des Orphelins de Montréal, à vendre certaine propriété.

Acte pour confirmer l'Acte du Parlement Fédéral (45 Vict., chap. 101) intitulé : "Acte pour amender et pour amplifier l'acte autorisant la Compagnie d'Assurance de Stadacona contre le feu et sur la vie à renoncer à sa charte et établir un mode de liquider ses affaires ;" et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet."

Acte amendant l'acte incorporant l'Association Homéopathique de Montréal.

Acte amendant l'acte 44-45 Vict., chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi.

Acte pour amender les actes concernant la Cité de Montréal.

Acte amendant l'acte incorporant "The Stanstead Wesleyan College."

Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de Massawippi et de la jonction de Magog.

Acte pour incorporer la ville de Montmagny.

Acte incorporant, "The Citizen Gas Company of Montréal."

Acte pour amender l'article 2160 du Code Civil.

Acte pour amender l'acte concernant la fiducie, et l'acte pour définir les placements que les administrateurs sont tenus de faire. (42-43 Vict., chap. 29 et 30.)

Acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la Compagnie Hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Acte amendant l'acte incorporant "The Trafalgar Institute."

Acte pour autoriser le curé et les marguilliers de la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Québec à emprunter une somme d'argent en affectant à sa sûreté les biens de la fabrique.

Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie Canadienne de de l'Eclairage Electrique.

Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer de Lachine et d'Hochelaga.

Acte amendant l'Acte incorporant la Compagnie de Chemin de Fer "Union Jacques-Cartier."

Acte autorisant Alfred Charles Pinsonneault à vendre certaines propriétés.

Acte confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la fabrique de la paroisse de Saint-Polycarpe.

Acte pour incorporer la congrégation religieuse appelée "Temple Emmanuel-El."

Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie.

Acte pour détacher une certaine partie du comté de Montmagny et l'annexer au comté de Bellechasse pour les fins électorales, d'enregistrements, municipales et scolaires.

Acte pour amender et refondre l'acte incorporant l'association des dentistes de la province de Québec.

Acte pour détacher le canton de Doncaster, situé dans le Comté de Montcalm, et l'annexer au Comté de Terrebonne, pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

Acte pour changer le nom de la "Municipalité de la partie Est du Township de Tingwick" en celui de : la "Municipalité de Saint-Rémi de Tingwick."

Acte pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires.

Acte pour étendre les dispositions de l'Acte de cette Province, 45 Victoria, chap. 49, concernant l'inspection des compagnies d'assurances dans la Province, à d'autres Compagnies que celles qui y sont mentionnées, et pour d'autres fins.

Acte concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la Province.

Acte pour amender de nouveau l'acte pour incorporer la Ville de *Salaberry de Valleyfield*.

Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Acte pour amender le Code de Procédure Civile.

Acte pour amender l'acte 45 *Vict.*, chap. 22, intitulé : " Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales."

Acte pour autoriser le prélèvement par voie d'emprunt d'une somme additionnelle pour les besoins de la Province.

Acte pour amender de nouveau le chapitre 23 des Statuts Refondus du Canada concernant la vente et l'administration des bois croissant sur les terres publiques.

Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative, s'est adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement pour les années fiscales, expirant le 30 Juin 1883, et le 30 Juin 1884, et pour d'autres fins du Service Public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce Bill la Sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Au nom de Notre Gracieuse Souveraine, je suis heureux de vous féliciter cordialement sur les longs et importants travaux de la session qui finit.

Je vois que vous avez porté votre plus sérieuse attention vers le développement efficace des nombreuses sources de richesse que la Province de *Québec* renferme, et en faisant marcher l'agriculture et la colonisation de pair avec les grandes entreprises industrielles qui changent, peu à peu, la face de notre pays, vous donnez une base impérissable à la prospérité dont nous jouissons et que vos sages délibérations ne pourront que multiplier.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je vous remercie, au nom de Sa Majesté, de l'empressement avec lequel vous avez affecté les sommes nécessaires à la bonne administration des affaires et de la sage distribution que vous avez faite des deniers publics.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je dois vous remercier spécialement de l'harmonie qui a présidé à vos conseils ; cette entente est la preuve éclatante que vous avez rempli vos devoirs

---

législatifs avec autant d'intelligence que de patriotisme. Je fais des vœux pour que ces vues larges animent tous les bons citoyens, comme j'espère qu'elles ont mérité, pour vous et vos familles, un contentement parfait et des succès constants.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à Mardi, le Quinzième jour de Mai prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à Mardi, le Quinzième jour de Mai prochain.



# INDEX

## DU

# DIX-SEPTIEME VOLUME.

46, VICTORIA, 1883.

**A**BBOTT YOUNG DAME, son Fidéli-Commissaire, déchargé—. Voir *Walcot, H.T.*

ACCIDENTS AUX OUVRIERS :—Voir *Ouvriers.*

ACTE ELECTORAL : Bill pour amender l'Acte Electoral de Québec, (M. Gauthier), 60. Renvoyé à un Comité général, 82. Considéré ; Amendé, 144. Renvoyé de nouveau à un Comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 170. Par le Conseil, 225. S. R., 361. (46 Vict., c. 2.)

ADMINISTRATEURS :—Placements que les,—sont tenus de faire. Voir *Fiducie.*

## Adresses :

A SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL : Relative à—

Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur Résolution devant servir de base à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, pour lui demander de vouloir bien soumettre à l'Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, pour le Canada, la réclamation de cette Province comportant une augmentation de subsides ; Amendement proposé et négatif ; La Chambre en Comité, 348. Résolution rapportée, 350. Adoptée, 352. Adresse ordonnée, 353. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre l'adresse ci-dessus, 355.

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—

1. *Discours du Trône* :—Motion pour une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 17. Débats ajournés, 20. Débats repris, 21. Motion adoptée ; Comité chargé de rédiger l'Adresse, 24 ; Rapportée, adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les Membres du Conseil Exécutif, 27 ; Réponse, 100.

## ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

2. Motion,—Que le 22 janvier dernier une Adresse a été votée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au Discours du Trône ; qu'elle a du lui être présentée ; et que la Réponse ne nous a pas encore été transmise ; Amendement,—Que cette Chambre, satisfaite des explications de l'Honorable Premier-Ministre, passe à l'Ordre du Jour, 91 ; Sous amendement proposé et négativé ; Amendement adopté, 92.
3. Lui demandant de présenter une Adresse au Gouverneur-Général au sujet d'une demande d'augmentation de subsides à la Province, 355.
4. Motion, pour une Adresse au sujet d'une Bâtisse pour exposition et Drill Shed, retirée, 141.

*Voir Documents de la Session au sujet des Adresses en général.*

ADSFIELD, (Canton de) :—Pétition ; demandant à être détachés du Comté de Pontiac et annexés au Comté d'Ottawa, 49.

AGRICULTURE, Sociétés d'—. Voir *Sociétés*, etc.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION : 1. Comité Permanent nommé, 21, 41. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* réduit à sept membres, 64. Recommande qu'un rapport de la dernière session soit imprimé, 64. Membres ajoutés à ce Comité, 81. Instruction donnée à ce Comité, 161. Second rapport de la session de 1882, adopté sur division, 236. Second rapport, 107. Troisième rapport, 305. Adopté, 306. Quatrième rapport, 342. Adopté, 358.

2. Quatrième Rapport de la session de 1882 lu, 131 ; Motion pour qu'il soit adopté ; Débats ajournés, 133. Débats repris ; Rapport adopté, 235. Deuxième rapport de la présente session lu ; Motion qu'il soit adopté, 133. Débats ajournés, 133, 145.

3. Adoption du Cinquième Rapport de la session de 1882, (recommandant l'achat du Manuel d'horticulture du Dr LaRocque), 286.

## ALIÉNÉS :

1. Motion.—Que cette Chambre espère, que le Gouvernement la consultera durant la présente session, sur ce qui doit être fait après le 1er Mai prochain (1883), quant à la garde et à l'entretien des aliénés, détenus à l'Asile de Beauport ; Amendement,—“ Que cette Chambre a confiance, qu'en faisant un nouveau contrat le Gouvernement sera guidé par une juste et sage appréciation des intérêts de la Province ;” Débats, 104 ; Sous amendement proposé ; Motion pour ajourner les débats, négativée ; Sous amendement rejeté, 105. Amendement, et motion principale amendée, adoptés sur division, 106.
2. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la perception des sommes payables pour l'entretien des aliénés : Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur, 189. La Chambre en Comité ; Résolutions rapportées, 189. Adoptées, 251. Bill basé sur ces résolutions (Voir *infra*, 3).

**ALIÉNÉS :—*Suite.***

3. Bill concernant la perception des frais d'entretien des aliénés, (l'Honorable M. Wurtele), 251. Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 283. Par le Conseil, 316. S. R., 361. (46 Vic., c. 18).
4. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant le soin des aliénés; Amendement proposé; débats; ajournés; débats repris, 313. Amendement négatif, 314; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le Comité délibère, 314. Résolutions rapportées, 315. Adoptées, 316.

Voir 2, 6 et 7 des Documents.

**ANATOMIE :—**

1. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions concernant l'étude de l'anatomie; Le Comité délibère; 181. Série de résolutions à rapporter, 182. Motion pour la réception du rapport; Amendement proposé et négatif, 183. Résolutions. Adoptées 183.
2. Bill pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie (l'Honorable M. Mousseau), 183. Motion pour seconde lecture; Amendement proposé et négatif; Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 283. Par le Conseil, 316. S. R., 362. (46 Vic., ch. 30).
3. Bill pour amender la section 7 de l'Acte concernant l'Anatomie, (M. Archambault,) 139. Ordre pour seconde lecture déchargé; Bill retiré, 181.

ARBOR DAY.—Voir *Fêtes des Arbres.*

ARBRES FORESTIERS :—Voir 3 des Documents.

ARCHAMBAULT, F. X. :—Paroles prononcées par M.—entrées dans les journaux de la Chambre, 164.

ARCHIVES CANADIENNES :—Voir 4 des Documents.

**ARPENTEURS :—**

Bill pour amender le statut 45 Victoria, chapitre 16, intitulé : "Acte concernant les arpenteurs de la Province de Québec et les arpentages," (l'Honorable Lynch), 67. Avis, 70. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté progrès, 207. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 307. Par le Conseil, 355. S. R., 361. (45 Vict., c. 35).

ARTHABASKA; Bureau du Shérif :—Voir 5 des Documents.

ASILES DES ALIÉNÉS :—Voir 2, 6 et 7 des Documents.

ASILES DES ALIÉNÉS DE QUÉBEC :—Voir 7 des Documents.

**Assemblée Législative :**

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur; A la barre du Conseil; à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction des Bills, 359. A la clôture de la session, 359.

---

**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.***

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 15.

3. Message du Lieutenant-Gouverneur, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, 61.

*Réunions et ajournements de la Chambre :*

4. Continue à siéger après minuit, 114, 161, 176, 208, 217, 242. En Comité, 186, 228, 251, 303.

5. Siègle le samedi, 177, 224.

6. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 223. Trois séances, 248.

7. Ajourne au lundi à 11 h. A. M., 269.

8. Motion pour ajourner la Chambre, négative, 105. Déclarée hors d'ordre, 259.

9. Motion pour ajourner la Chambre du 17 au 27 Mars, négative ; 237.

10. Bill pour expliquer l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature, (l'Hon. M. Mousseau), 179. Seconde lecture ; motion pour renvoyer le comité général à six mois, négative ; Considéré ; rapporté progrès, 292.

ASSOCIATION HOMÉOPATHIQUE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 51. Voir *Montréal*.

**ASSURANCE :—**

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant l'inspection des Compagnies d'Assurance &c. Amendement proposé et négative ; 307. La Chambre en Comité, 307. Résolutions rapportées, 318. Adoptées, 319. Bill basé sur ces résolutions, 319 (Voir *infra*, 3.)

2. Bill relatif aux Compagnies d'Assurance, (l'Honorable M. Mousseau), 81. Ordre pour 2e lecture déchargé ; Bill retiré, 284.

3. Bill pour étendre les dispositions de l'acte de cette province, 45 Vic., ch. 49, concernant l'inspection des compagnies d'Assurance dans la Province, à d'autres compagnies que celles qui y sont mentionnées ; (l'Honorable Lynch), 319. Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 347. Par le Conseil, 358. S. R., 362. (46 Vic., C. 19).

ASSURANCE STADACONA : Voir *Stadacona*.

**AUDITEUR DE LA PROVINCE :**

4. Bill concernant l'Auditeur de la Province, le bureau de la Trésorerie et les Comptes Publics ; (l'Honorable M. Wurtele), 32. Renvoyé à un Comité Général, 50. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 57. Par le Conseil, 91. S. R., 360. (46 Vic., C. 4).

AUDITEUR ET ASSISTANT TRÉSORIER DE LA PROVINCE : Voir 8 *des Documents*.

## BAIE DU FEBVRE :—

1. Pétition demandant un Acte pour faire certaines dispositions concernant la Commune de la Baie Saint-Antoine ou Baie du Febvre, 51. Avis, 60. Bill (L'Honorable Wurtelle), 60. Renvoyé au Comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 110. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 128. Par le Conseil, 173. S. R., 360. (46 Vic., ch. 54.)

BARREAU :—Bill pour amender l'Acte 44-45 Vict., chap. 47, concernant le Barreau de la Province de Québec, (l'Honorable M. Irvine), 179. Renvoyé à un Comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 286. Par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 316. Amendement amendé, 357. Bill retiré, 357.

## BEAUHARNOIS :—

1. Pétition demandant de l'aide en faveur de l'Hopital de St-Joseph de—, 32.
2. Sommes payées par le Shérif, etc. Voir 9 *des Documents*.

## BEAUMONT :—

Pétition demandant que le chemin macadamisé conduisant à,—soit complété, 139.

BELLECHASSE :—Annexion de partie du Comté de Montmagny, au Comté de—, Voir *Montminy*.

BEURRERIES ET FROMAGERIES. Voir 44 *des Documents*.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 16. Voir 10 *des Documents*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA—, Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 28. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 53. Rapport, 299.

## BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES :—

Bill pour pourvoir à l'établissement des Bibliothèques Publiques et gratuites, (l'Honorable M. Mercier), 33. Ordre pour seconde lecture déchargé; Bill retiré, 236.

## Bills :

1. Préambule non prouvé, 74, 94, 162, 173.
2. Bills retirés, 48, 69, 121, 177, 181, 184, 194, 234, 236, 284, 357.
3. Renvoyés à des comités spéciaux, 48.
4. Renvoyés à un comité spécial sur un autre Bill, 67.

---

**BILLS :—*Suite.***

5. Motions pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un Bill, négativées, 83, 292.

6. Motions pour le renvoi d'un Rapport du Comité général à six mois, négativées, 175, 198, 240. Comité Général renvoyé à six mois, 236.

7. Lus la 2ème fois et renvoyés à un Comité général ; Considérés, Rapportés ; Passés, 82, 194, 237, 346.

8. Lus la 2ème fois ; Renvoyés à un Comité général ; Considérés ; Amendés ; Rapportés et Passés à la même séance, 237, 254, 283, 286, 347.

9. Renvoyés de nouveau à un Comité général ; Amendés ; Considérés ; Rapportés et Passés, 170, 253, 272.

10. Considérés ; Rapport de progrès, 114, 118, 125, 170, 192, 207.

11. Considérés ; Rapport à recevoir, 113.

12. Considérés ; Rapportés ; Passés, 87, 117, 118, 127, 128, 129, 142, 183.

13. Considérés ; Amendés ; 65, 113, 124, 272.

14. Considérés ; Amendés ; Rapportés, 73, 207.

15. Considérés ; Amendés ; Rapportés ; Passés, 65, 72, 76, 102, 129, 142, 193.

16. Rapportés ; Passés, 117, 127.

17. Rapportés sur division et Passés sur division, 197, 273.

18. Lus la 3ème fois sur division et Passés, 117.

19. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 270, 346.

20. Honoraires sur Bills remboursés, 162, 196, 213, 248, 249, 313.

21. Rapport concernant la traduction, etc, des Bills, 233.

22. Bills ré-imprimés, 171.

23. Bills du Conseil Législatif, 95, 122, 157, 172.

24. Bills du Conseil amendés en Comité général, 204.

25. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 252. Non adoptés, 357. La Chambre n'insiste pas, 358.

26. Amendements du Conseil amendés, 312.

27. Passés par le Conseil, 85, 91, 95, 110, 115, 122, 136, 152, 172, 173, 178, 195, 210, 224, 245, 262, 286, 300, 316, 365.

---

**BILLS :—*Suite.***

28. Amendés par le Conseil, 110, 115, 122, 152, 172, 178, 195, 245, 262, 301, 316, 555.

29. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 111, 122, 172, 179, 212, 225, 245, 262, 301, 355.

30. Amendements considérés, 115, 152, 172, 195, 197, 211, 301, 316.

31. Amendements adoptés, 161, 177, 223, 236, 244, 313.

32. Sanctionnés, 359, 360, 361, 362, 363.

**Bills Privés :**

1. Comité Permanent des Divers Bills Privés nommé, 21, 40. Premier rapport demandant une réduction du *quorum*, 46. *Quorum* réduit à sept membres, 46. Membres ajoutés à ce Comité, 81. Autres rapports sur Divers Bills, 51, 59, 70, 74, 80, 85, 94, 99, 107, 110, 122, 135, 139, 159, 178, 205, 228.

2. Bills renvoyés à ce Comité, 44, 48, 62, 69, 88, 115, 121, 123, 130, 184, 192.

3. Rapports recommandant que le délai pour la réception des Bills Privés et des Rapports sur iceux soit prolongé, 51, 85, 253, 279.

4. Rapport concernant la traduction des Bills Privés, 233.

5. Rapport concernant la présentation de certains Bills Privés, 135, 136, 206.

**BILLY L. A :—**Voir 11 *des documents*.

**BOIS ET FORÊTS :—**Pétition demandant des amendements à l'article 523 du Code Municipal, de manière à protéger efficacement nos bois et forêts, 59.

**Bois, vente etc., des :—**

1. La Chambre se forme en Comité sur une résolution concernant la vente et l'administration des terres publiques; Le Comité délibère, 341. Résolution rapportée, 341. Adoptée, 342. Bill basé sur cette résolution, 342. Voir *infra*, 2.

2. Bill pour amender de nouveau le chapitre 23 des statuts refondus du Canada concernant la vente et l'administration des bois croissant sur les terres publiques, [l'Honorable M. Lynch], 342. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 347. Par le Conseil, 358. S. R., 363, [46 Vict., c. 9.]

**BONNEMENT, EMILE :—**Voir 12 *des Documents*.

**BONUS :—**Voir 8, 13 et 115 *des Documents*.

**BOSTON, Exposition de :—**Voir 90 *des Documents*.

BUCKLAND, Notre-Dame Auxiliatrice de :—Pétition demandant un Acte pour ériger civilement la paroisse Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, dans le comté de Bellechasse, 39. Bill [M. Faucher de Saint Maurice], 47. Renvoyé à un Comité général, 57. Ordre déchargé ; Bill retiré, 69. Pétition renvoyée au Comité des Ordres Permanents, 69. 51ème règle suspendue, Autre Bill présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des Bills Privés, 70. Rapporté, 80. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 88. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 214. S. R., 360. [46 Vict., c. 40.]

**CADASTRES**, sommes payées ou dues pour le—. Voir *14 des Documents*.

CADAVRES, dissection des—. Voir *Anatomie*.

CAP ROUGE ET ST LAURENT, Cie de chemin de fer du—. Voir *Chemins de fer*, 7.

CHAMBLY :—

1. Bureau d'enregistrement de—. Voir *15 des Documents*.

2. *Hôpital St Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *73 des Documents*.

3. Pétition demandant de l'aide pour l'asile des enfants de St Joseph de—. 32.

4. Demande d'un octroi spécial pour le collège. Voir *17 des Documents*.

CHATEAU ST LOUIS, Hôtel du :—Voir *18 des Documents*.

CHASSE :—

1. Bill pour amender les lois de la Chasse en cette Province (M. Desjardins), 101.

2. Pétitions demandant des amendements aux lois de la chasse, 99, 110, 156

CHEMINS :—Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :—Frampton, 40.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Voir *19 des Documents*.

CHEMINS A BARRIÈRES DE QUÉBEC :—Pétition demandant que la Législature vienne en aide aux porteurs de débentures des—, 99.

CHEMINS DE COLONISATION :— Voir 20, 21, 22 et 23 *des Documents*.

CHEMINS D'HIVER :—Bill pour amender l'Acte 33 Victoria, chap. 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver, (M. Picard), 75. Renvoyé à un Comité général, 193. Considéré ; Rapporté ; Passé, 234.

CHEMIN MACADAMISÉ :—Pétition demandant que le—, conduisant à Beaumont soit complété, 139.

CHEMINS MACADAMISÉS :—Voir *24 des Documents*.

CHEMIN MARITIME (Sud) :—Voir *25 des Documents*.



## CHEMINS DE FER :—

1. Nomination du Comité des Chemins de Fer, 21, 40. Membres ajoutés, 81. Premier rapport; quorum réduit à sept membres, 52. Autres rapports sur divers Bills, 66, 70, 90, 95, 99, 110, 122, 126, 135, 139, 162, 178, 205, 269. Bills renvoyés à ce Comité, 53, 58, 72, 88, 93, 96, 121, 130, 158, 162.
2. La Chambre décide de se former en Comité pour considérer une résolution accordant certains subsides à la Compagnie de chemin de fer de Montréal, Portland et Boston; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Amendement proposé et négativé, 346. La Chambre en Comité; Résolution rapportée et adoptée, 346.
3. Bill pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer, [l'Honorable M. Lynch]; Lu les 3 fois et passé, 346. Par le Conseil, 383. S. R., 363. [46 Vict., c. 85].
4. Octrois de terre aux Chemins de Fer :— Voir 100 *des Documents*.
5. Bill pour amender l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880. [43-44 Vict., chapitre 43], [Du Conseil Législatif], 172. Lu la 1ère fois, 173. Lu les 2ème et 3ème fois et passé, 283. S. R., 360. [46 Vict., c. 86].
6. Pour adresses et ordres de la Chambre ayant rapport aux chemins de fer Voir 26, 27, 28 et 29 *des documents*.
7. *Cap-Rouge et Saint-Laurent* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, 74. Avis 99. Bill [l'Honorable M. Garneau], 106. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 121. Rapporté amendé, 135. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 148. Par le Conseil avec un amendement, 211. Considéré, 211. Adopté, 225. S. R., 361. [46 Vict., c. 95].
8. *Chicoutimi* :—Pétition demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de—au Lac St. Jean, 59.
9. *Comtés-Unis* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer des Comtés-unis, 38. Avis, 63. Bill [l'Honorable M. Mercier], 64. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 69. Rapporté amendé, 95. Considéré en Comité; Rapporté; Passé, 102. Par le Conseil avec amendements, 195. Considérés, 195. Adoptés avec un amendement, 312. Amendement non agréé par le Conseil, 357. La Chambre n'insiste pas sur l'amendement, 358.  
Pétitions en faveur du bill, 90, 99.  
Pétition contre le bill, 71.
10. *Fraserville* :—Pétition demandant l'incorporation d'un chemin de fer de Fraserville à Ste. Rose du Degel, 49. Avis, 63.  
Voir *St Laurent et Temiscouata*.
11. *Grand Nord* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer le Grand Nord, 59. Avis, 80. Bill [M. Martel], 81. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 88. Rapporté amendé, 126. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 142. Par le Conseil avec amendements, 210. Considérés, 211. Adoptés, 212. S. R., 360, [46 Vict., c. 87].

---

**CHEMINS DE FER :—*Suite.***

12. *Iberville et Missisquoi* :—Pétition demandant l'autorisation de construire un chemin de fer dans les comtés d'—94. Avis; Suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 99. Bill [M. Demers], 100. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 121. Rapporté amendé, 126. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil avec amendements 211. Considérés, 213. Adoptés, 223. S. R., 361. [46 Vict., c. 98].
13. *Lachine et Hochelaga* :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie de chemin de fer de Lachine et Hochelaga, 74. Avis, 110. Bill [M. Archambault], 124. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 158. Rapporté amendé, 205. Considéré en Comité général; Rapporté, 243. Passé; Par le Conseil avec amendements; Considérés; Adoptés, 301. S. R., 362, [46 Vict., c. 100].
14. *Lac Champlain et St-Laurent, Cie. de* :—Voir *infra* 24.
15. *Lac Témiscamingue* :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie de chemin de fer de Témiscamingue. 35 Avis, 47, Bill (M. Poupore), 64. Renvoyé au Comité des Chemins de fer, 69. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général; Rapporté, Passé, 129. Par le Conseil avec amendements, 245. Considérés, 215. Adoptés, 246, S. R., 361 (46 Vict., c. 93.)
16. *Leeds et Cantons de l'Est, Cie de chemin de fer de* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 109. Rapport que les avis ne sont pas suffisants, 205.
17. *Longueuil, Cie des quais et Élévateur de* :—Pétition demandant l'autorisation de construire un chemin de fer, 94, Avis, 110.
18. *Massawippi et Magog* :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie de chemin de fer de Massawippi et de la jonction de Magog, 66. Avis, 74. Bill (l'Honorable M. Robertson), 100. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 121. Rapporté amendé, 162. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 183. Par le Conseil avec amendements, 245 Considérés; Adoptés, S. R., 362, (46 Vict., c. 99.)
19. *Missisquoi* :—Pétition demandant l'autorisation de construire, un Chemin de fer dans le Comté de—. 194.
20. *Montréal, Portland et Boston* :—Motion que la Chambre se forme en Comité sur une résolution concernant certain Subside à être accordé à la Compagnie de chemin de fer de—; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Amendement proposé et négativé; Le Comité délibéré; Résolution rapportée et adoptée, 346. Voir *supra* 2 et 3.
21. *Nord* :—Compagnie du Chemin de Fer du,—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 94. Avis, 110.
22. *Québec et Lac St-Jean* :—Pétition demandant un acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie de Chemin de Fer de Québec et du Lac St-Jean, 38. Avis, 49. Bill (l'Honorable M. Garneau), 50. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 53. Rapporté amendé, 99.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

Motion pour Comité général ; Débats ajournés, 109. Débats repris, motion adoptée ; Bill considéré ; Rapporté progrès, 114. Considéré de nouveau ; Amendé, 124. Rapporté ; Passé, 127. Par le Conseil avec amendements, 178. Considérés ; Adoptés, 180. S. R., 360. (46 Vict., ch. 88.)

23. *Québec et Pontiac* :—Pétition demandant l'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer de Québec et Pontiac, 49. Avis, 63. Bill (M. Gauthier), 64. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 69. Honoraire remis, 288.

24. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Motion pour la nomination d'un Comité spécial chargé de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant au règlement final et à l'audition des Comptes de l'administration du Chemin de Fer de—, 160. Motion négative, 161.

Voir 111, 112, 113, 114 et 115 *des Documents.*

25. *Rimouski et Gaspé* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de Rimouski et Gaspé, 74. Avis, 80. Bill (M. Asselin), 81. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 93. Rapporté amendé, 110. Considéré en Comité général ; Rapporté, 128. Passé, 141. Par le Conseil avec amendements, 195. Considérés, 195. Adoptés, 244. S. R., 361. (46 Vict., chap. 96.)

26. *St-Jean, Napierville et Huntingdon* :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de Chemin de Fer—, 38. Avis, 40. Bill (M. Paradis, 41. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 58. Rapport amendé, 95. Considéré en Comité général ; Amendé, 113. Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil avec amendements ; Considérés, 172. Ordre pour seconde lecture des amendements, déchargé : Bill retiré, 184. Honoraire remis, 214. Motion pour que l'entrée dans les journaux de cette Chambre concernant le retrait du Bill soit lue, négative, 240. Pétition demandant des amendements à ce Bill, 94.

27. *St-Laurent et Lac Champlain* :—Pétition demandant un acte amendant les actes concernant la compagnie de chemin de fer de jonction du Saint-Laurent et du lac Champlain, etc., 35. Avis, 47. Bill [M. Watts], 47. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 53. Rapporté amendé, 67. Considéré en Comité général ; Amendé ; Passé, 72. Par le conseil avec amendements, 110. Considérés et adoptés, 111. S. R., 360. [46 Vict., c. 91].

28. *St-Laurent et Témiscouata* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer du Saint-Laurent et de Témiscouata, [M. Deschênes], 64. Renvoyé au Comité des Chemins de fer, 69. Rapporté amendé, 110. Considéré en Comité général, 127. Motion pour la réception du rapport ; amendement ; Objection ; M. l'Orateur décide contre certaine partie de l'amendement, débats, 138. Débats repris ; amendement négative ; Bill lu la 3e fois sur division et passé, 142. Par le Conseil avec amendements, 224. Considérés, 227. Adoptés, 236. S. R., 360. (4 Vict., c. 92).

Voir *Fraserville et Ste Rose du Dégélé.*

29. *St-Maurice et Lac St-Jean* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 94.

## CHEMINS DE FER :—*Suite.*

30. *Saguenay et Lac St-Jean* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer du Saguenay et du Lac Saint-Jean, 59. Avis, 64. Bill [M. Saint-Hilaire], 64. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 69. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général; Rapporté Passé, 129. Par le Conseil avec amendements, 211. Considérés; 212. S. R., 361. [46 Vict., c. 94].

31. *Seigneurie Papineau* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer de la seigneurie Papineau, 38. Comité recommande la Suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 66. Bill (M. Martel), 67. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 72. Rapporté amendé, 99. Considéré; Rapporté; Passé, 117. Par le Conseil avec amendements, 210. Considérés, 212. Adoptés, 226. S. R., 360. (46 Vict., c. 89.)

32. *Union Jacques-Cartier* :—Pétition demandant un acte amendant la compagnie de chemin de fer Union Jacques-Cartier, 74. Avis, 80. Bill (M. Archambault), 124. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 158. Rapporté amendé, 205. Considéré en Comité général; Rapporté, 244. Passé, 254. Par le Conseil, 301. S. R., 362. (46 Vict., c. 101.)

33. *Waterloo et Magog* :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau le statut incorporant la compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog, 66. Avis, 74. Bill (M. Thornton), 85. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 96. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 129. Par le Conseil avec un amendement, 178. Considéré et Adopté, 179. S. R., (47 Vict., c. 97.)

CHICOUTIMI :—Pétition demandant un acte d'incorporation pour construire un Chemin de Fer de—, au Lac St-Jean, 59.

CITIZENS GAS COMPANY OF MONTRÉAL :—Voir *Montréal*.

CLOTURES A NEIGE :—Bill concernant les clôtures paraneiges (M. LeBlanc), 111. Renvoyé à un Comité général, 193. Considéré; Rapporté; Passé, 234. Par le Conseil, 262. S. R., 361. (46 Vict., ch. 29.)

COATICOOK, Cie de Sucre de Betteraves de—. Voir 106 *des Documents*.

## CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender l'article 229 du Code Civil, et l'article 925 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), 75.

2. Bill pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du Code Civil. (M. Gagnon), 75.

3. Bill pour amender les articles 298 et 698 du Code Civil, (M. Gagnon), 198.

4. Bill pour amender l'article 948 du Code Civil du Bas Canada, (M. Trudel), 213. Voir *Mineurs et Héritiers*.

5. Bill pour amender l'article 460 du Code Civil, (M. Gagnon), 95. Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 237. Par le Conseil, 262. S. R., 362. (46 Vic., c. 23.)

6. Bill pour amender l'article 427 du Code Civil, (M. Gagnon), 95.

**CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—**Bill pour amender le Code de Procédure Civile, (L'Honorable M. Mousseau) ; Présenté ; Lu la seconde fois ; Renvoyé à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 270. Ordre pour 3<sup>ème</sup> lecture rescindé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 272. Par le Conseil avec amendements ; Considérés, 316. Adoptés, 347. S. R., 362. (46 Vic., C. 26.)

**CODE MUNICIPAL :—**

1. Pétition demandant des amendements à l'article 523 du Code municipal, 59.
2. Bill pour amender le Code Municipal, en ce qui a rapport à la vente des terrains affectés aux taxes Municipales, à défaut de paiement, (L'Honorable M. Joly), 123.
3. Bill pour amender les articles 739, 746 et 746a du Code Municipal, (L'Honorable M. Mercier) ; Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un Comité Spécial, 67. Rapport, 171. Bill Ré-imprimé, 171. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 234. Par le Conseil, 262. S. R., 361. (46 Vic., C. 28.)
4. Bill pour amender l'article 1048 du Code Municipal, (M. Trudel,) 38. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé à un Comité Spécial, 48. Premier rapport ; *quorum* réduit, 52. Bill renvoyé à ce Comité, 67. Membres ajoutés au Comité, 81. Rapport, 171. Ordre pour Comité Général déchargé ; Bill retiré, 234.

**CODIFICATION :—**Voir 30 *des Documents*.

## Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 21. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer : Adoptée, 28. Premier Rapport, 32. Second Rapport, 40. Troisième Rapport, 135. Voir *Privileges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc., Bills Privés, Législation, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.
2. *Quorums* réduits, 35, 46, 51, 52, 64, 80, 108, 146.
3. Membres ajoutés à des Comités, 81.
4. Comités spéciaux, 48, 248.
5. Motion pour la nomination d'un Comité spécial chargé de s'enquérir du règlement des comptes de l'administration du Q. M. O. & O., négative, 160.
6. Comités généraux, 54, 56, 174, 181, 185, 189, 190, 269.
7. Instructions données à un Comité, 161.

**COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—**Voir 31 *des Documents*.

**COMMISSION ROYALE :—**Voir 32 *des documents*.

COMPAGNIE Canadienne de l'Eclairage Electrique, Acte d'incorporation, amendé.  
Voir *Eclairage Electrique*.

COMPAGNIES D'ASSURANCE, inspection des,— Voir *Assurance*.

COMPAGNIE DE COLONISATION ET DES TERRES DE LA PUISSANCE :—Voir 33 des *Documents*.

COMPAGNIE DE LAINAGES :—Pétition demandant un Acte accordant des pouvoirs additionnels à la Compagnie de lainages du Canada, 32. Avis, 40. Bill (l'Honorable M. Garneau), 41. Renvoyé au Comité des bills privés, 44. Rapport recommandant que le sujet est du ressort du Comité des Chemins de Fer ; Renvoyé à ce Comité, 60. Rapporté, 70. Considéré en Comité ; Rapporté ; Passé, 76. Par le Conseil avec un amendement, 115. Considéré, 115. Adopté, 118. S. R., 360. (Vict., ch. 57.)

COMPAGNIE DE L'HÔTEL CHATEAU SAINT-LOUIS :—Pétition demandant un Acte d'incorporation ; Reçue et lue, 84. Avis ; 51<sup>ème</sup> règle suspendue, 90. Bill (l'Honorable M. Robertson), 91. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapporté amendé, 126. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 143. Par le Conseil, 211. S. R., 361. 46 Vict., c. 74.)

COMPAGNIE DE PRÊT ET CRÉDIT FONCIER :—Pétition demandant un Acte pour permettre à la Compagnie de prêt et crédit foncier de réduire le nombre de ses actions permanentes et lui octroyer certains pouvoirs, 59. Avis, 80. Bill (M. LeBlanc), 82. Renvoyé au Comité des bills privés, 88. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé ; 129. Par le Conseil avec Amendements ; Considérés et adoptés, 211. S. R., 361. (46 Vict., c. 56.)

COMPAGNIE DE PRÊT ET D'HYPOTHÈQUE :—Pétition demandant un Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal, 21. Avis, 50. Bill (M. Stephens), 64. Renvoyé au Comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 99. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil avec amendements, 224. Considérés et adoptés, 225. S. R., 360. (46 Vict., c. 72.)

COMPAGNIE DES USINES A PAPIER RICHELIEU :—Pétition demandant un Acte incorporant la compagnie des usines à papier Richelieu, 66. Avis, 70. Bill (M. Spencer), 71. Renvoyé au Comité des Chemins de fer, 88. Rapporté amendé, 110. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 128. Par le Conseil avec un amendement 172. Considéré et Adopté, 172. S. R., 361. (46 Vict., c. 73.)

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Jonction du St-Laurent et du Lac Champlain, actes amendés. Voir *Chemins de Fer*, 27.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Lachine et d'Hochelaga, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 13.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de la Seigneurie Papineau, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 31.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Massawippi et de la Jonction de Magog, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 18.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Québec et du Lac St-Jean, actes amendés. Voir *Chemins de Fer*, 22.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Rimouski et Gaspé, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 25.

COMPAGNIE de Chemin de Fer des Comtés d'Iberville et de Missisquoi, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 12.

COMPAGNIE de Chemin de Fer des Comtés-Unis, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 9.

COMPAGNIE de Chemin de Fer de Waterloo et Magog, acte d'incorporation, amendé. Voir *Chemins de Fer*, 33.

COMPAGNIE de Chemin de Fer du Cap Rouge et du St-Laurent, incorporation de la—. Voir *Chemins de Fer*, 7.

COMPAGNIE de Chemin de Fer du Lac Témiscamingue, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 15.

COMPAGNIE de Chemin de Fer du Saguenay et du Lac St-Jean, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 30.

COMPAGNIE de Chemin de Fer du St-Laurent et de Témiscouata, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 28.

COMPAGNIE de Chemin de Fer Union Jacques-Cartier, acte d'incorporation, amendé. Voir *Chemins de Fer*, 32.

COMPAGNIE de Chemin de Fer le Grand Nord, incorporée. Voir *Chemins de Fer*, 11.

COMPAGNIE de Chemin de Fer du Nord. Voir *Chemins de Fer*, 21.

COMPAGNIE DU MONUMENT NATIONAL :—Pétition demandant un Acte incorporant la Compagnie du Monument National, 66. Avis, 99. Bill (l'Honorable M. Beaubien), 100. Renvoyé au Comité des bills Privés, 121. Rapporté, 224. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 244. Honoraire remis, 248. Passé par le Conseil, 300. S. R., 361. (46 Vict. c. 69.)

COMPAGNIE Française Canadienne de Colonisation et d'exploitation Minérale et Forestière. Voir *Société générale de Colonisation*.

COMPAGNIE Hydraulique et Manufacturière de la Rivière Richelieu. Voir *Rivière Richelieu*.

COMPAGNIES INCORPORÉES, Taxe imposée sur les :—. Voir 34 des documents.

COMPAGNIE Minière Pinacle, incorporation de la :—. Voir *Pinacle*.

COMPANY, Orford, Nickle and Copper, (nom changé). Voir *Orford*.

## COMPTES PUBLICS :

1. Comité Permanent nommé, 21, 41. Premier rapport; *Quorum* réduit à sept membres, 51. Membres ajoutés à ce comité, 81. Second rapport [administration du Q. M. O. & O], 162. Troisième rapport [entretien et dépenses de Spencer Wood], 205.
2. Voir 35 *des Documents*.

COMTÉS UNIS.—Voir *Chemins de Fer*, 9

CONGRÈS FORESTIER AMÉRICAIN.— Voir 36 *des Documents*.

CONSEIL D'AGRICULTURE.— Voir 37 *des Documents*.

## Conseil Législatif :

*Messages envoyés au Conseil :*

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la Bibliothèque, 28. Au sujet des impressions, 44.

*Messages du Conseil :*

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif de la bibliothèque, 53.
3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif des impressions, 53.
4. Communiquant leurs Bills, et demandant le concours de la Chambre, 95, 122, 157, 172.
5. Adoptant les Bills de la Chambre, 85, 91, 95, 110, 115, 122, 136, 152, 172, 173, 178, 195, 224, 239, 245, 262, 286, 300, 316, 355, 358, etc.
6. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 252.
7. Insistant sur leurs amendements, 357.

## CORONERS :—

Bill pour amender l'acte concernant les enquêtes des—, 100.

COUTU, RÉGIS :—Voir 38 *des Documents*.

COURS D'EAU NON NAVIGABLES ET LACS :—Voir *Droit de pêche*.

## COUR SUPÉRIEURE :—

Bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure, (L'Hon. M. Mousseau), 205. Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé, 284. Motion, Que le Rapport soit reçu; débats sur icelle ajournés, 345. Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 345. Par le Conseil, 358. S. R., 362. (46 Vic., C. 13.)



**D**ÉFOY, J. A.— Voir 39 *des Documents*.

DÉLAI pour enregistrer certaines servitudes, prolongé :— Voir *Douaires Coutumiers*.

DÉLAI pour enregistrer certains Douaires Coutumiers, prolongé. Voir *Douaires Coutumiers*.

DENTISTES :—Bill pour amender et refondre la loi incorporant l'association des dentistes de la Province de Québec, (M. Archambault,) 152. Renvoyé à un Comité Général, 306. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 310. Par le Conseil avec amendements, 355. Considérés, 355. Adoptés, 356. S. R., 362. (46 Vic., C. 34).

DÉPARTEMENT DES OFFICIERS EN LOI de la Couronne (nom changé) en celui de département du Procureur-Général. Voir *Procureur-Général*.

## Députés :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 9, 58, 79.

2. Prêtent serment et prennent leur siège, 12, 70, 80.

3. Résolutions relatives : 1. à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2. à la corruption et aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3. à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 15.

4. Indemnité payé à certains membres comme s'ils eussent pris leur siège au commencement de la Session, 298.

5. Indemnité payée, à un membre sans déduction pour jours d'absence causés par maladie, 312.

6. Un député [l'Honorable M. Irvine] se lève de son siège et déclare qu'il est informé qu'une feuille additionnelle a été ajoutée à la pétition sur laquelle est basée le bill pour incorporer la ville de Montmagny ; Pétition renvoyée au Comité des Privilèges et Elections, 231.

7. Paroles prononcées par un député entrées dans les journaux de la Chambre, 164.

DÉPUTÉ LIEUTENANT-GOUVERNEUR, pour signer les mandats d'argent :—Voir 39 *des Documents*.

DISTRICTS JUDICIAIRES :—Bill pour amender l'acte 34 Vict., ch. 4, S. 10, de manière à ce que cette section s'applique à tous les districts judiciaires de cette province ; (M. Dumoulin), 52. Renvoyé à un Comité Général ; Considéré, Rapporté progrès, 236.

## Documents :

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
1. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport Général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année financière expirée le 30 Juin, 1882. ( <i>Document No 2</i> ). ....	Par ordre du Lieut. Gov.	31
2. <i>Aliénés</i> :—Etat indiquant, le nombre d'aliénés établis dans nos asiles, le nombre de ceux qui payent toute leur pension, et de ceux qui n'en payent qu'une partie, etc. ( <i>Document No 70</i> ). ....	Par ordre 89	291
3. <i>Arbres Forestiers</i> :—Copie de tous ordres en Conseil et de toutes proclamations touchant la mise en force de "l'Acte pour encourager la culture des arbres forestiers." ...	Adresse 113	
4. <i>Archives Canadiennes</i> :—Copie de la liste des documents se rapportant à l'Histoire du Canada, copiés et conservés au Département du Régistrare de la Province de Québec. ( <i>Document No 62, impression ordonnée, 300</i> ). ....	Par ordre 203	238
5. <i>Arthabaska; Bureau du Sherif</i> :—Copie des derniers Rapports de l'Inspecteur des Bureaux Publics, concernant le Bureau du Shérif du District d'Arthabaska, et de toute correspondance s'y rapportant, par le Shérif ou Député-Shérif. ....	Adresse 201	
6. <i>Asiles</i> :—Copie des contrats actuellement en vigueur entre le Gouvernement et les propriétaires des Asiles de Beauport, de Saint-Jean de Dieu et de Saint-Ferdinand d'Halifax, relativement à la garde, à la pension et à l'entretien des aliénés, etc., etc. ( <i>Document No 70</i> ). ....	77	290
7. <i>Asile des Aliénés de Québec</i> :—Rapport des Médecins directeurs-propriétaires de l'—, pour 1881-82. ( <i>Document No 9; Impression ordonnée, 238</i> ). ....	Par ordre du Lieut. Gov.	238
8. <i>Auditeur et Assistant-Trésorier de la Province</i> :—Copie de tous arrêtés en Conseil ou règlements quelconques, accordant à l'Auditeur et à l'Assistant-Trésorier de la Province, des traitements additionnels, bonus, rénumération ou indemnités quelconques (en sus de leurs traitements ordinaires) pour services quelconques, en rapport avec leurs départements. ....	Adresse 302	
9. <i>Beauharnois</i> :—Etat détaillé des sommes payées par le Greffier de la Couronne et de la Paix, ou par le Shérif du District de Beauharnois, durant les six dernières années, etc. ( <i>Document No 28</i> ). ....	Par ordre 78	101

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
10. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport du Bibliothécaire.....	111 Règle.	16
11. <i>Billy, L. A.</i> :—Correspondance entre le Procureur Général pour la Province de Québec, et L. A. Billy, Ecuier, Magistrat de District, pour Rimouski, au sujet de sa démission, avant et depuis son élection, comme membre de la Chambre des Communes du Canada, etc.....	Adresse 103	
12. <i>Bonnement, Emile</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement et M. Emile Bonnement, Chevalier de la Légion d'Honneur, au sujet de la création d'une compagnie destinée à établir une manufacture d'engrais artificiels, en employant les déchets de poisson. ( <i>Document No 21; Impression ordonnée, 215.</i> ).....	Par ordre 68	81
13. <i>Bonus</i> :—Copies des Rapports et Ordres en Conseil accordant des bonus à J. B. LaBelle, J. T. Prince, A. Davis, A. Louthood et L. A. Robitaille, avec copies de tous documents et de toutes correspondances se rattachant à ces divers sujets. ( <i>Document No 66</i> ).....	Adresse 203	252
14. <i>Cadastre</i> :—Un état de toutes les sommes dues ou réclamées, pour confection de cadastres, au 31 décembre 1882, payées depuis ou non.....	Par ordre 309	
15. <i>Chambly</i> :—Tableau des sommes payées ou à être payées au Comté de Chambly, pour l'érection de son bureau d'enregistrement, en vertu de la 23 Victoria, Chap. 59, Sect. 25.....	48	
16. <i>Chambly, Collège de</i> :—Correspondances, lettres, etc, échangées entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et Monsieur le Procureur de la Corporation du Collège de Chambly.....	Par ordre 203	
17. <i>Chambly</i> :—Correspondance échangée entre l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique et le révérend G. D. Lesage, concernant la demande d'un octroi spécial pour le Collège commercial et industriel de Chambly.....	Par ordre 284	
18. <i>Chateau St-Louis</i> :—Copies de tous Ordres en Conseil, correspondances et rapports, au sujet du transfert du terrain de l'Ecole Normale, sur lequel doit être construit l'Hôtel du Château St-Louis. ( <i>Document No 49; impression ordonnée, 216.</i> ).....	Adresse 134	166
19. <i>Chemins à barrières</i> :—Copie de toute requête, correspondance, etc, adressées, depuis un an, par les porteurs de Débentures des Chemins à Barrières de		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Québec, au Gouvernement de cette Province, touchant le paiement, par ce dernier, du montant en capital et intérêt de ces Débentures. Copie du rapport fait par la Commission nommée en 1875, par le Gouvernement pour s'enquérir de cette question.....	Adresse 288	
20. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Correspondance au sujet de la continuation des travaux sur le chemin de colonisation entre Saint-Etienne de Lauzon et Saint-Lambert, comté de Lévis. ( <i>Document No 56.</i> ).....	Adresse 160	197
21. Etat de toutes les sommes dues ou réclamées pour travaux sur les Chemins de Colonisation, non payées au 31 Décembre 1882, en distinguant ce qui a été payé depuis, de ce qui reste encore dû ou réclamé. ( <i>Document No 67.</i> ).....	Par ordre 204	252
22. Etat donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$66,190, entrée à la page 61, des Comptes Publics, pour 1881-82, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale, pour Chemins de Colonisation en général.....	Par ordre 204	
23. Etat donnant, par Comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour Chemins de Colonisation, du 1 Juillet au 31 Décembre 1882. ( <i>Document No 61.</i> ) ( <i>Impression ordonnée 300</i> ).....	Par ordre 204	238
24. <i>Chemin Macadamisé</i> :—Copie de la réponse donnée par les Officiers en Loi de la Couronne, au sujet de la requête des Cultivateurs de Beaumont, demandant à ce que le chemin macadamisé conduisant à Beaumont soit complété.....	Par ordre 201	
25. <i>Chemin Maritime (Rive Sud)</i> :—Copie de tous Ordres en Conseil passés pendant les trois dernières années, au sujet du Chemin Maritime de la Rive Sud. ( <i>Document No 17.</i> ) .....	Adresse 62	76
26. <i>Chemins de Fer</i> :—Correspondance entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, touchant les travaux à être faits par la dite Compagnie, conformément au contrat de vente du dit chemin. ( <i>Document No 25 ; impression ordonnée, 191.</i> ).....	Adresse 69	101
27. Correspondance concernant le paiement de certaines sommes par le Syndicat du Chemin de Fer du Nord, et de l'exécution des travaux que le Syndicat est tenu de faire, le tout au désir du contrat de la vente de la Section Est du Chemin de Fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. ( <i>Document No 74.</i> )	Par ordre 202	359

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
28. Copie de toutes pétitions, mémoires ou lettres adressés par certaines Compagnies de Chemins de Fer au Gouvernement ou à aucun de ses membres, représentant qu'elles ne retirent aucun avantage de la loi 45 Victoria, chap. 23, vu les restrictions contenues dans la 3e section du dit acte.....	Adresse 290	
29. Rapport du Commissaire des Chemins de Fer de la Province de Québec, pour 1881-82. ( <i>Document No 71 ; Impression Ordonnée, 295</i> ).....	Par ordre du Lieut. Gov.	295
30. <i>Codification</i> :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues, depuis 1880, pour la codification et la refonte des Statuts, faisant voir le montant payé à chaque personne, et l'objet de ce paiement.....	Par ordre 203	
31. <i>Commission de l'Assemblée Législative</i> :—Copie d'un ordre en Conseil daté du six Septembre mil huit cent quatre-vingt-deux, nommant les Commissaires pour la régie interne de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'Acte trente-neuf Victoria, chapitre douze.....	Par Message	61
32. <i>Commission Royale</i> :—Copies de la Commission Royale nommée dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les départements publics, avec copies de tous ordres en Conseil, des lettres contenant les instructions données aux commissaires et secrétaires, et de tous autres documents, se rattachant à l'émanation de cette commission. ( <i>Document No 12 ; Impression ordonnée, 300.</i> ) .....	Adresse 31	61
33. <i>Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance</i> :—Motion pour une Adresse demandant Copie de toute correspondance entre les officiers ou gérants de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance et le Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le 18 Mars 1882, et aussi copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et les Colons du Canton de Whitton ou autres personnes pour eux, depuis la même date, etc., etc., débats ; motion adoptée, 103. <i>Renvoyée au Comité des Impressions, 206. Impression ordonnée, 216. (Document No 54)</i> .....	Adresse 103	181
34. <i>Compagnies incorporées</i> :—Rapport faisant connaître le montant perçu jusqu'au 25 janvier 1883, en vertu de la loi imposant une taxe sur les compagnies incorporées, et le nombre des poursuites intentées pour le recouvrement de cette taxe. ( <i>Document No 32</i> ). .....	Par ordre 36	114
35. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes Publics de la Province de Québec pour l'année financière finissant le 30 Juin 1882. ( <i>Document No 3 ; Imprimé, 28</i> ).....	Par ordre du Lieut. Gov.	28

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
36. <i>Congrès Forestier Américain</i> :—Copie des résolutions du Congrès Forestier Américain, et de tous rapports faits par les représentants du Gouvernement de la Province de Québec, à ce Congrès. ( <i>Document No 48</i> ).	Adresse 87	158
37. <i>Conseil d'Agriculture</i> :—Etat des dépenses de voyage, pension, etc., des membres des Conseils d'Agriculture et des Arts et Métiers et du Comité Permanent d'Exposition, depuis les cinq dernières années. ( <i>Document No 56</i> ) ( <i>Impression ordonnée, 46</i> ).....	Par ordre 141	197
38. <i>Coutu, Régis</i> :—Correspondance, documents, etc., concernant la promesse d'un octroi de certains lots de terre faite à Régis Coutu, de Saint-Donat, comté de Montcalm. ( <i>Document No 41</i> ) .....	Adresse 92	127
<i>Defoy, Jos. A.</i> —Voir, <i>Infra</i> 39.		
39. <i>Député Lieutenant-Gouverneur</i> :—Copie officielle de l'Ordre en Conseil du 3 janvier 1868, ordonnant que le greffier du Conseil Exécutif remplirait la charge de député Lieutenant-Gouverneur, pour la signature des mandats d'argent ; aussi copie de l'Ordre en Conseil appointant Jos. A. Defoy, Ecuier, député Lieutenant-Gouverneur pour signer les mandats d'argent, etc., etc.....	Adresse 289	
40. <i>Doran, M.</i> :— Correspondance échangée entre le Gouvernement, M. le Surintendant de l'Instruction Publique et M. Doran, ancien membre du bureau des examinateurs des instituteurs des écoles catholiques, à Montréal, au sujet de sa démission, en avril dernier. ( <i>Document No 11</i> ).....	Adresse 45	61
41. <i>Douaires Coutumiers</i> :—Correspondance au sujet de l'Acte 44-45 Victoria, chap. 16, ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers et servitudes, dans certains cas non prévus par la loi.....	Adresse 78	
42. <i>Droit de Pêche</i> :—Copie du jugement, <i>in extenso</i> , rendu par la Cour Suprême du Canada, concernant le droit de pêche dans la Rivière Miramichi et dans les rivières non navigables des différentes Provinces, etc., etc. ( <i>Document No 33</i> ; <i>Impression ordonnée, 215</i> .)	Adresse 42	114
43. <i>Ecoles d'Agriculture</i> :—Etat indiquant le nombre d'élèves qui ont fréquenté chacune de nos écoles d'Agriculture, les noms de ces élèves, leur résidence et le nombre d'années qu'ils ont résidé à ces écoles, le nombre de ces élèves qui se sont livrés à l'agriculture et qui cultivent actuellement. ( <i>Document No 59</i> .).....	Par ordre 161	213

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
44. <i>Ecoles de Beurrerie et de Fromagerie</i> :—Motion pour une adresse demandant copie de tous les Ordres en Conseil, s'il y en a, relatifs aux écoles de Beurrerie et de Fromagerie de Sainte-Marie, Comté de Beauce, et de Saint-Denis, Comté de Kamouraska, etc., etc. Débats, 87. Débats repris, 88. Motion adoptée, 89. ( <i>Document No 37.</i> ).....	Adresse 87, 88, 89	115
45. <i>Edifices Parlementaires</i> :—Liste des entrepreneurs, montant des soumissions, avec copie des annonces et liste des journaux dans lesquels les soumissions ont été annoncées, et à qui les contrats ont été accordés pour le parachèvement des édifices parlementaires ; ainsi qu'une copie de l'estimation du coût de ces édifices. ( <i>Document No 22.</i> ).....	Adresse 43	81
<i>Employés du Service Civil.</i> Voir <i>infra</i> 125, 126 et 127.		
46. <i>Employés Publics</i> :—Copies des Ordres en Conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 Juin 1881, etc. ( <i>Document No 64</i> ;) <i>Impression ordonnée</i> , 300.).....	134	252
47. <i>Employés surnuméraires</i> :—Rapport indiquant les noms des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis le 30 octobre 1879 &c.....	Adresse 134	
48. <i>Emprunt</i> :—Etat détaillé indiquant quel montant de l'emprunt de 3 millions de débentures autorisées par l'acte 45 Vict., chap. 18, a été émis ; en faveur de qui ces débentures ont été émises, le montant pris par chaque acheteur, et le prix de la vente. ( <i>Document No 23.</i> ).....	Adresse 34	84
49. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1884. Renvoyés au Comité des subsides, 97. (Voir <i>Subsides. Document No 1.</i> ).....	Message	94, 97
50. Autres estimés supplémentaires pour 1883, et estimés supplémentaires pour 1884. Renvoyés, 295. (Voir <i>Subsides.</i> ).....	Message	294
51. <i>Evanturel, Eudore</i> :—Copie du Rapport fait à l'Honorable Secrétaire Provincial par M. Eudore Evanturel, au sujet des manuscrits français de Boston et de Washington, et tous documents ayant rapport à cette correspondance.....	Par ordre 307	
52. <i>Expositions</i> :—Correspondance au sujet : 1. de la Grande Exposition des Pêcheries qui s'ouvrira à Londres, au mois de mai prochain ; 2. de la Grande		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Exposition Nationale de Mines, Minéraux, etc., qui se tiendra à Madrid, (Espagne) du 1er avril au 30 juin 1883.....	Adresse 78	
<i>Exposition de Boston : voir infra, 90.</i>		
53. <i>Fonds d'Emprunt Municipal</i> :—Copie des actes passés et de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement et la Cité de Montréal, relativement au règlement du montant dû au Fonds d'Emprunt Municipal, et de la souscription de la dite Cité pour aider à la construction du Chemin de Fer de Colonisation du Nord et du Q., M., O. et O.....	Par ordre 31	
54. Copie des actes passés et de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et la Cité de Québec, relativement au règlement du montant dû au fonds d'emprunt municipal, et de la souscription de la dite Cité pour aider à la construction du chemin de fer de la rive Nord, et du Q., M., O. et O. ( <i>Document No 44</i> ).....	Par ordre 31	146
55. Rapport supplémentaire. ( <i>Document No 44</i> ).....	do	153
56. Etat détaillé de toutes les sommes d'argent payées au Gouvernement sur le Fonds d'Emprunt Municipal, depuis le premier Juillet 1880, avec la date de ces payments ; &c ; aussi un état détaillé de toutes les sommes payées au Commissaire actuel, soit comme dépenses de voyages, honoraires ou autrement.....	Par ordre 37	
57. Copie du rapport de E. Racicot, Ecr, concernant les emprunts faits au fonds d'emprunt municipal par les Municipalités de Longueuil et Chambly. ( <i>Document No 42</i> ).....	Adresse 42	136
58. Copie du Rapport de l'Honorable M. Mathieu, concernant les municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, fait au Gouvernement en l'année 1880.....	Adresse 203	
59. <i>Fonds de Bâtisse et des jurés</i> :—Copie des requêtes, résolutions ou lettres transmises au Gouvernement par les municipalités du Comté de Gaspé, touchant la question des contributions au fonds de Bâtisse et des jurés.....	Par ordre 290	
60. <i>Fonds de Pension</i> :—Liste des noms de toutes les personnes inscrites sur la liste du Fonds de Pension, en vertu des dispositions du chapitre 10 de la 40ème Victoria et ses amendements ; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes. ( <i>Document No 43 ; Impression Ordonnée, 192</i> ).....	Adresse 89	136



DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
61. <i>Fortier, Félix</i> :—Copie de la Requête de Félix Fortier, demandant sa mise à la retraite, copie des Rapports de l'Honorable Premier-Ministre en 1881, Copie du Mémoire des Etats de service et copie de la lettre en Janvier 1882, du dit Félix Fortier, au Premier-Ministre.....	Adresse 287	
62. Copie du compte présenté par Félix Fortier, ex-Greffier du Conseil Executif, pour arrérages de son salaire, depuis le 1er Août 1878 jusqu'au 23 Avril 1881, des lettres du dit Félix Fortier, à l'Auditeur, au sujet du dit compte, &c.....	Adresse 287	
63. Copie de la commission et certificat d'enregistrement d'icelle, appointant, en 1879, Félix Fortier, avocat, (alors greffier du Conseil Exécutif) à la charge de député Lieutenant-Gouverneur, pour signer les mandats d'argent, &c, &c.....	289	
64. Copie des Ordres en Conseil nommant Félix Fortier, clerc dans le Département des Terres de la Couronne, et quel salaire il devait recevoir ; Copie de la résignation du dit Félix Fortier, comme clerc dans le Département des Terres de la Couronne, pour accepter l'Agence de la Seigneurie de Lauzon et autres documents concernant le dit Félix Fortier.	291	
65. Copies des réponses de Félix Fortier, aux questions à lui soumises par les Commissaires du Service Civil, en 1869 ; et copie de toute correspondance échangée entre le dit Fortier et les dits Commissaires, durant leur enquête, et après l'impression de leur Rapport, &c, &c.....	301	
66. Copie du Rapport de l'Honorable Commissaires des Terres de la Couronne, en date du 18 Mars 1846, recommandant la réunion, à son département, des diverses branches extérieures du service public ; et copie de l'Ordre de 1847, chargeant Félix Fortier comme commis temporaire de l'administration d'une nouvelle branche dans le département des Terres de la Couronne, &c.....	Adresse 310	
Voir <i>infra</i> : 120.		
67. <i>Gagnon, F. F.</i> :—Copie des instructions données à F. F. Gagnon, Agent des Terres pour la Division Granville, au sujet du paiement des arrérages et intérêts dus par les Colons, dans les Paroisses de Saint-Alexandre, Saint-Paschal et Sainte-Anne, dans le Comté de Kamouraska. ( <i>Document No 72</i> ).....	Par ordre 201	359
68. <i>Gaspé et Bonaventure</i> :—Copie de tous les Ordres en Conseil et de toute correspondance, au sujet de la		

DOCUMENTS :—*Suite.*

		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
résidence des juges de Gaspé et de Bonaventure, et de la tenue des termes des cours, dans ces Comtés et aux Iles de la Madeleine, depuis 1867.....		Adresse 290	
69. <i>Giard, Louis</i> :—Copie du Rapport et Ordres en Conseil recommandant le payement d'une somme de douze cents piastres ou environ, à Louis Giard, Ecuyer, ci-devant Secrétaire du Département de l'Instruction Publique; avec copie du rapport recommandant la mise en retraite du dit Louis Giard.....		Adresse 289	
70. <i>Grèves, Lévis</i> :—Copie de la correspondance au sujet de la cession des grèves situées à Lévis, le long du parcours de la nouvelle voie de l'Intercolonial, depuis un certain point dans la Paroisse de St-Charles jusqu'à Lévis.....		Adresse 103	
<i>Histoire du Canada. Voir Supra: Archives Canadiennes, 4.</i>			
71. <i>Impressions et Papeteries</i> :—Etat de tous les montants payés pour—durant les années 1879, 1880 et 1881. ( <i>Document No 65</i> ).....		Par ordre de la dernière Session	252
72. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, le nombre de ceux qui lui restent en mains, avec le compte détaillé des frais encourus pour l'impression et distribution des dits Statuts. [ <i>Document No 9½</i> ].....		Par Message	47
73. <i>Institutions Littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des Institutions Littéraires, de charité, et des hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :		Par acte.	
Hôpital St-Joseph,	Chambly	Par acte	16
Children's Distributing Home	Knowlton	.....	147
Société St-Jean Baptiste de	Lachine	.....	53
Union St-Joseph,	do	.....	39,211
Union St-Joseph,	Lévis	.....	58
Couvent de Ste-Ursule,	Maskinongé	.....	16
Asile de St-Patrice pour les orphelins	Montréal	.....	16
Asile Ste-Brigitte	do	.....	16
Asile de St-Joseph du B. P. rue Fullum	do	.....	16
Assoc. Littér. et de Bienf. des jeunes irlandais,	do	.....	66
Dispensaire	do	.....	152
Ecole de Médecine et de Chirurgie,	do	.....	80
Institut Ophthalmique,	do	.....	16
Hôpital Notre-Dame,	do	.....	74
Hôpital St-Patrice,	do	.....	16
Monastère de N.-D. de Charité, du Bon Pasteur,	do	.....	16
Protestant Home for Friendless Women,	do	.....	173

DOCUMENTS :—*Suite.*

		ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Salle d'Asile de St-Vincent de Paul,	Montréal	.....	86
The Church Home,	do	.....	46
Thistle Curling Club	do	.....	39
Asile des Dames Protestantes,	Québec	.....	74
Asile des Orphelines,	do	.....	152
Asile du Bon Pasteur,	do	.....	136
Asile Finlay,	do	.....	16
Club de la Garnison,	do	.....	39
Ecole de Réforme, Hospice St-Charles,	do	.....	136
Hospice de la Miséricorde,	do	.....	136
Société Littéraire et Historique,	do	.....	27
Women's Christian Association,	do	.....	16
Union St-Joseph de St-Roch,	do	.....	224
Congrégation des Sœurs des Petites Ecoles,	Rimouski	.....	174
Hospice des Sœurs de la Charité,	do	.....	16
Hospice du Sacré-Cœur,	Sherbrooke	.....	74
Hôpital,	Sorel	.....	58
Hospice de la Providence St-Charles Borrommée, Joliette		.....	236
Asile de la Providence,	Ste Elizabeth	.....	16
Hôpital,	St François du Lac.	.....	16
Couvent de	St Vincent de Paul	.....	152
La Providence St-Joseph.	Trois Rivières	.....	16
Hôpital des Ursulines,	do	.....	16
Hôpital Ste-Anne,	Yamachiche	.....	16
[Documents No 6.]			
74. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique pour l'année 1881-82. ( <i>Document No 5 ; Impression ordonnée, 197</i> ).....	Par ordre du Lieut. Gov.		197
75. Ordre en Conseil et Correspondances etc., au sujet des lois sur l'Instruction Publique qui pourraient être soumises à l'avenir à la considération de la Législature. ( <i>Document No 27 ; Impression ordonnée, 215.</i> ).....	Par ordre 37		101
76. Copie de tout Bill relativement à l'Instruction Publique ou au Fonds de retraite des Instituteurs, soumis par le Gouvernement au Conseil de l'Instruction Publique, depuis le 1er Janvier dernier. ( <i>Document No 24.</i> ).....	Adresse 78		101
77. <i>Iles de la Madeleine</i> :—Copie d'un rapport ou d'une lettre de l'Honorable Surintendant de l'Instruction Publique à l'Honorable Secrétaire de la Province, au sujet de la formation du bureau des Examineurs pour l'admission des aspirants à la charge d'instituteurs dans et pour les <i>Iles de la Madeleine</i> ; ( <i>Document No 16.</i> ).....	Adresse 62		75
78. <i>Juges de Paix</i> :—Etat indiquant les noms et la résidence des Juges de Paix dont la commission a été annulée. Tableau indiquant le nom des Juges			

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
de Paix qui ont été nommés pour les remplacer. ( <i>Document No 20.</i> ).....	Adresse 34	76
79. Motion pour une adresse demandant toutes correspondances, recommandations, ordres en Conseil et documents quelconques relativement au renouvellement de la commission de la paix, dans les différents Districts de la Province ; Débats ; ajournés, 34 Débats repris ; Motion adoptée, 37.....	Adresse 37	
80. <i>Kamouraska, Terres à bois</i> :—Copie des requêtes des habitants des Paroisses de St Denis, de St Philippe de Néri et de Notre-Dame du Mont-Carmel, demandant la vente, comme terres à bois de chauffage, de certains lots en arrière de la Seigneurie de la Bouteillerie.....	Par ordre 310	
81. <i>Lacoste, Hon. A.</i> :—Etat des sommes d'argent payées à l'Honorable A. Lacoste et autres avocats, durant les années 1881 et 1882, pour service professionnels et déterminant pour quel service. [ <i>Document No 60</i> ]....	Par ordre 114	229
82. <i>Lac St-Jean</i> :—Noms des propriétaires des limites, sises et situées sur le parcours de la ligne projetée du Chemin de Fer Québec au Lac St Jean, et de plus, les noms des propriétaires des limites sises et situées dans les quinze milles de chaque côté de la ligne du dit Chemin de Fer. [ <i>Document No 47 ; Impression ordonnée, 216</i> ].....	Par ordre 134	158
83. <i>Laprairie</i> :—Etat général des affaires de la Compagnie du Chemin Macadamisé de Laprairie. [ <i>Document No 30</i> ].....	Par acte	109
84. <i>Laurentides, Chemin de fer des</i> :—Liste des actionnaires de la Cie du Chemin de fer des Laurentides, communément appelée Branche de St Lin. [ <i>Document No 50</i> ] .....	Par Ordre de la dernière session	166
85. <i>Livres, Achat de</i> :—Copie [de l'Ordre en Conseil autorisant l'achat, à New-York, de livres concernant l'Histoire de l'Amérique et du Canada, vendus à l'enchère de la bibliothèque de feu M. le Dr. O'Callaghan. ( <i>Document No. 51.</i> )].....	Adresse 159	167
86. <i>Magistrats de Districts</i> :—Copie de la correspondance, au sujet de la nomination des Magistrats de District ainsi que de la révocation par le Gouvernement Local, des Juges de Paix, nommés avant le 1er Juillet 1867.....	Adresse 309	
87. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etat détaillé de la somme de \$410,450.73 dépensée, par mandats spéciaux. ( <i>Document No. 57 ; Impression ordonnée, 202</i> ).....	Par ordre 114	202

DOCUMENTS:—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
88. Copies des rapports Départementaux et Ordres en Conseil ordonnant l'émission des mandats spéciaux mentionnés dans l'état mis devant cette Chambre, au commencement de cette Session ; [Document No. 68].....	Adresse 202	252
Voir <i>infra</i> 102.		
89. <i>Maria, Carleton et Nouvelle</i> :—Motion pour qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous les rapports et de toutes les correspondances du secrétaire de la Société d'Agriculture des trois Paroisses de Maria, Carleton et Nouvelle, dans le comté de Bonaventure, avec le Conseil d'Agriculture de la Province de Québec, pendant les années 1881 et 1882 ; débats, 113. Débats repris ; Motion adoptée, 113.....	Par ordre 113	
90. <i>Massachusetts, Exposition de</i> :—Copie de la correspondance au sujet de la grande exposition de produits étrangers qui doit se tenir dans la Capitale de l'Etat du Massachusetts, en Septembre prochain.....	Par ordre 287	
91. <i>Massiah Christopher</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil, passé en 1881, ou antérieurement, accordant à M. Christopher Massiah, un certain salaire journalier ou mensuel, pour certains services, dans le Département de l'Instruction Publique, avec un état indiquant la nature de ces services.....	Adresse 308	
92. Etat des services de M. Christopher Massiah, dans le Département de l'Instruction Publique, mentionnés à la page 45 des comptes publics, pour l'année fiscale 1881-82, sous le chapitre des contingents de ce département .....	Par ordre 309	
93. <i>Miles, H. H.</i> :—Copie des rapports départementaux ou Ordres en Conseil, accordant à H. H. Miles, assistant secrétaire du département de l'Instruction Publique, certains arrérages de salaire, augmentation de salaire, indemnité ; et copie des divers Ordres en Conseil ou décision intervenues sur ces demandes et sur la mise en retraite du dit H. H. Miles.....	Adresse 289	
94. <i>Mingan</i> :—Copie du factum de l'Honorable G. O'Kill Stuart, produit au Bureau des Terres de la Couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la Seigneurie de Mingan, connue sous le nom de <i>Terra firma</i> . (Document No 58 ; Imprimé, 300).....	Par ordre 114	213
95. Correspondance échangée entre le gouvernement et Alexander Denistoun et autres, au sujet de la propriété de "La Terre Ferme de Mingan," avec copie des titres transmis au gouvernement à l'appui de		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
leur réclamation. 2. Copie du Rapport de l'ordre en conseil accordant à Alexander Denistoun et autres, le privilège d'exploiter, pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite "Terre Ferme de Mingan." ( <i>Document No 58, Impression ordonnée, 300.</i> )...	Adresse 134	230
96. <i>Montmagny</i> :—Correspondances, ordres en conseil, rapports et documents quelconques, ayant rapport à la nomination de conseillers du village de Montmagny, pour la présente année. ( <i>Document No 26</i> ).	Adresse 68	101
97. <i>Montréal, District de</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du district de Montréal pour l'année 1882. ( <i>Document No 7</i> ).....	Par acte	16
98. <i>Morin, P. L.</i> :—Rapport du département des Terres de la Couronne et ordre en conseil, mettant P. L. Morin, écr, à sa retraite ; et copie de tous documents ayant rapport à l'octroi de cette pension.....	Adresse 288	
99. <i>Notariat</i> :—Copie du mémoire soumis à l'honorable Premier Ministre, en décembre dernier, par le Comité de Législation de la Chambre des Notaires, à la suite d'une entrevue avec lui, au sujet des amendements et changements aux lois intéressant la profession de Notaire. ( <i>Document No 18 ; Impression ordonnée, 76.</i> ).....	Par ordre 50.	76
100. <i>Octrois de Terres</i> :—Etat détaillé de tous les octrois de terres faits en vertu de l'acte de la dernière session (45 Victoria, chap. 23) ; ainsi que copie de la correspondance échangée avec toute compagnie de chemin de fer au sujet des octrois autorisés par le dit acte. ( <i>Document No 35 ; Impression ordonnée, 215</i> ).	Adresse 87	115
101. <i>Officiers Publics</i> :—Cautionnements donnés par les Officiers Publics, du 11 Mars 1882, au 18 Janvier 1883. [ <i>Document No. 7½</i> ].....	Par ordre du Lieut. Gov.	31
102. <i>Opinions légales, etc</i> :—Etat des opinions légales, rapports de Conseil et Mandats Spéciaux préparés en vertu de la clause 47, chap. 9, 31 Vict., [ <i>Impression ordonnée, 94</i> ].....	Par ordre de S. H.	28
103. <i>Ordres en Conseil</i> :—Copies des Ordres en Conseil No. 140, en date du 14 Juin, 1870 et No. 260, en date du 3 Août 1877, passés en vertu de la section 10 de la 32 Victoria, chapitre 25, et de toutes correspondances, instructions et autres documents s'y rattachant. [ <i>Document No. 38 ; Renvoyé au Comité des impressions, 141</i> ].....	Adresse 58	124
104. <i>Pacifique, Cie., du chemin de fer du</i> :—Copie de toutes correspondances relatives à l'accomplissement des		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
conditions énoncées dans le contrat de vente passé entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique. [ <i>Document No 53 ; Impression ordonnée, 215</i> ].....	Par ordre 91	174
105. <i>Pilon, A.</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil destituant A. Pilon, Ecr., comme inspecteur d'école ; et de l'ordre en Conseil nommant son successeur, N. Nantel. [ <i>Document No 46</i> ].....	Adresse 141	158
106. <i>Pioneer Beet Root Sugar Co.</i> :—Etat des sommes payées ou à être payées à la Compagnie de Sucre de Bette-raves de Coaticook, appelée : " <i>The Pioneer Beet Root Sugar Company.</i> " [ <i>Document No 13</i> ].....	Adresse 39	61
107. <i>Police.</i> :—Copie de tous ordres en Conseil, papiers, correspondance et documents, entre le Gouverne-ment et la Corporation de Québec au sujet de l'en-tretien, à frais communs, d'un certain nombre d'hommes de police.....	Adresse 288	
108. <i>Pont Dorchester.</i> :—Etat indiquant, année par année, les sommes payées ou dues jusqu'à ce jour, au Gou-vernement, par la Compagnie des Chemins à bar-rières de Québec, relativement au prêt de \$15,000 ait par le Gouvernement à la dite Compagnie, pour réparer ou reconstruire le Pont Dorchester. [ <i>Docu-ment No 31</i> ].....	Par ordre 58	112
109. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Treizième Rapport des Inspec-teurs de Prisons. Asiles, etc., de la Province de Québec, pour l'année 1882. [ <i>Document No 15 ; im-primé, 292</i> ].....	Par ordre du Lieut. Gov.	292
110. <i>Proteau, Alexis.</i> :—Copie des Documents relatifs aux diverses transactions qui ont eu lieu entre le Gou-vernement et Alexis Proteau au sujet de certains lots de terre accordés par le Gouvernement à Alexis Proteau et autres, dans le Comté de Champlain.....	Par ordre 288	
111. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.</i> :—Etat de toutes sommes d'argent payées à Messieurs McGreevy et Macdonald, entrepreneurs, pour certains ouvrages sur le Chemin de fer de Q., M., O. et O., en à compte et en sus du montant adjugé par les arbitres. [ <i>Do-cument No 14 ; Impression ordonnée, 191</i> ].....	Par ordre 42	61
112. Copie de toutes réclamations et documents quelcon-ques relativement aux pertes et dommages soufferts par les commerçants de foin et d'autres produits agricoles, par suite de l'insuffisance des moyens de transport sur le Chemin de Fer de Q., M., O. et O. [ <i>Document No 75</i> ].....	Par ordre 37	359

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
113. Rapport constatant les montants encore dûs, pour acquitter complètement les obligations contractées par la Province, pour le Chemin de fer de Q., M., O. et O.....	Par ordre 68	
114. Compte détaillé, item Chemin de Fer de Q., M., O. et O., dépenses de construction et d'équipement \$837,391.73 pages 11 et 109 des comptes publics, pour 1882.....	Par ordre 68	
115. Rapport donnant, avec ordre de dates, les noms des employés du Chemin de Fer de Q., M., O. et O., qui ont été gratifiés de <i>bonus</i> , en sus de leurs traitements réguliers. [ <i>Document No 52 ; Impression ordonnée, 192.</i> ]	Par ordre 69	174
<i>Rapports du Conseil :—Voir Opinions légales.</i>		
116. <i>Rapports municipaux :—</i> De la Province de Québec, pour l'année 1882. [ <i>Document No 23 ; Impression ordonnée, 236.</i> ]	Par acte	100,236
117. <i>Recensement :—</i> Etat de la population de la Province de Québec, indiquant dans des colonnes séparées, l'origine et la nationalité, d'après le dernier recensement fait par le Gouvernement Fédéral.....	Par ordre 310	
118. <i>Recettes et dépenses :—</i> Etat détaillé des recettes et des dépenses de la Province du 1er Juin au 31 Décembre dernier. [ <i>Document No 8 ; Imprimé, 31.</i> ]	Par ordre 27	31
119. <i>Régistrateurs :—</i> Correspondance depuis 1876, au sujet du tarif des Registrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copies du jugement <i>re No. 7</i> , Cour Supérieure, Terrebonne, Prévost et Lachaine, rendu le 24 Juin 1882, et copies de toutes correspondances et instructions s'y rattachant. [ <i>Document No 69 ; Impression ordonnée, 300.</i> ]	Adresse 57	271
120. Correspondance échangée entre le Gouvernement et Félix Fortier, écuyer, ci-devant Greffier du Conseil Exécutif, au sujet des charges illégales faites par les registrateurs sur les avis de renouvellement d'hypothèques, et ce, depuis 1876 jusqu'à ce jour. [ <i>Document No 34 ; Renvoyé au Comité des impressions, 144.</i> ]	Par ordre 79	115
121. <i>Remises d'Amendes :—</i> Etat détaillé des remises d'amendes, confiscations, taxes etc., du 8 Mars 1882 au 18 Janvier 1883. [ <i>Document No 8½.</i> ]	Par acte	31
122. <i>Robitaille L. A. :—</i> Copies des Ordres en Conseil nommant L. A. Robitaille à un emploi dans le service public de l'Ancienne Province du Canada, et de la		



DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
Province actuelle de Québec ; de sa lettre de résignation et de l'Ordre en Conseil acceptant cette résignation ; des plaintes portées contre lui ; du Rapport et de l'Ordre en Conseil le réintégrant dans le Service Civil, etc.....	Adresse 202	
123. <i>Rouillard J. B.</i> :—Copie de la lettre nommant J. B. Rouillard, Inspecteur des Mines, avec copies des instructions écrites qui lui ont été données, et des rapports qu'il a faits.....	Adresse 203	
124. <i>Russell Charles. vs. La Reine</i> :—Copie du Jugement des Lords du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans l'appel de Charles Russell vs. La Reine, sur la déclaration de Woodward, jugée par la Cour Suprême du Nouveau-Brunswick, par une sentence rendue le 23 Juin 1882. [ <i>Document No 63 ; Impression ordonnée, 243</i> ].....	Adresse 201	238
125. <i>Service Civil</i> :—Etat des nominations et promotions faites dans le Service Civil depuis la dernière Session. [40 Vict., c. 9]. [ <i>Document No 10 ; Impression ordonnée, 191</i> ].....	Par acte	37
126. Rapport indiquant les noms de tous les employés du Service Civil qui ont été nommés depuis le 1er Juin 1881 ; les noms des employés du Service Civil dont le salaire a été augmenté, depuis le 1er Juin 1881 etc. [ <i>Document No 29 ; Impression ordonnée</i> ], 192.	Par ordre 68	102
127. Copie du Rapport fait au Conseil Exécutif, en 1880-81, et de l'Ordre en Conseil fait sur ce rapport, déclarant que l'absence d'un vote de la Chambre n'affecte pas la 40 Victoria, chap. 10, qui était une autorité suffisante, d'après l'Acte du Trésor, pour le paiement de tous les salaires des officiers et employés du Service Civil, sans que ce montant ne fût inclus dans le Budget, tel Ordre en Conseil affirmant que les salaires de \$2,400 des sous chefs étaient dûs, nonobstant la révocation de l'Ordre en Conseil de 1878.....	Adresse 289	
128. <i>Société d'industrie Laitière</i> :—Correspondance entre l'Honorable Premier Ministre et l'Honorable B. de la Bruyère, au sujet de la Société d'industrie Laitière de la Province de Québec. ( <i>Document No 39</i> )......	Adresse 78	127
129. <i>St-Eugène de Grantham</i> :—Copies de toutes correspondances, pétitions et ordres en Conseil, ayant rapport à la nomination de Conseillers pour la Municipalité de St-Eugène de Grantham.....	Adresse 310	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
130. <i>Sucre de Betteraves, Cie de</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement et la Compagnie de Sucre de Betteraves de la Province de Québec, au sujet de l'avance de bonus, permise par la 44 Victoria, chap. 24. ( <i>Document No 73.</i> ).....	Adresse 113	359
131. <i>Taxe pour fonds de bâtisse et des jurés</i> :—Liste, par comté, des municipalités qui ont acquitté la taxe directe de \$12 imposée par la sect. 1. du chap. 25, 45 Victoria.....	Par ordre 113	
132. <i>Tanguay, M</i> :—Correspondance au sujet de la mise à la retraite de M. Tanguay, Inspecteur d'Ecole, et de la nomination de M. Célestin Bouchard, son remplaçant. [ <i>Document No 40</i> ].....	Adresse 113	127
133. <i>Tassé et Desaulniers</i> :—Copie de l'ordre en Conseil nommant D. Tassé et L. L. Desaulniers, Ecuyers, Inspecteurs des Bureaux Publics ou à toute autre charge, passé durant les deux dernières années ; de toutes correspondances échangées, de toutes requêtes ou applications à ce sujet et aussi copies des instructions écrites données aux dits Tassé et Desaulniers. [ <i>Document No 36</i> ].....	Adresse 57	115
134. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 Juin, 1882: [ <i>Document No 4</i> ].....	Par ordre du Lieut. Gov.	67
135. 1. Copies de tous Ordres en Conseil, passés depuis le 30 juillet, concernant le tarif des droits sur les bois, et la vente et l'administration des bois sur les Terres de la Couronne et tous rapports ayant trait à cette question. 2. Copie de tous Ordres en Conseil, passés, depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet. [ <i>Document No 45 ; Impression Ordonnée, 216</i> ].....	Adresse 113	147
<i>Terres à bois dans Kamouraska. Voir Supra, 80.</i>		
136. <i>Timbres Judiciaires</i> :—Copies des correspondances, lettres, et ordres en Conseil concernant la vente des timbres judiciaires, dans les districts ruraux.....	Adresse 203	
137. <i>Trois Pistoles</i> :—Copie de la requête de la Municipalité Scolaire des Trois-Pistoles, en 1882; Copie du Rapport de l'Inspecteur d'Ecole, M. Bouchard, en Février 1883; Copie des jugements de l'Honorable Surintendant de l'Education, en Février 1883, etc., etc.....	Adresse 309	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
	Adresse	
138. <i>Warwick</i> :—Copie de toute correspondance <i>in re</i> la Reine, contre le Canton de Warwick, montrant si l'exécution du jugement a été arrêtée par ordre du Gouvernement, et la raison pourquoi l'on est intervenu dans ces procédures. [ <i>Document No. 19</i> ]... ..	33	76

DOMINICAÏNS :—Pétition demandant un acte pour incorporer "Les Dominicains ou Frères Prêcheurs de la Province de Québec", 35. Avis, 49, Bill, [Du Conseil]; Lu les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>me</sup> fois et Renvoyé au Comité des Bills Privés, 123. Rapporté, 153. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 158. Honoraire remis, 202. S. R., 360. [46 Vic., C. 62.]

DONCASTER :—Bill pour détacher le canton de Doncaster, situé dans le comté de Montcalm, et l'annexer au comté de Terrebonne, [M. Nantel], 157. Renvoyé à un Comité Général, 177. Considéré; Rapporté; Passé, 193. Par le Conseil, 239. S. R., 362. [46 Vic., C. 36.]

DORAN, M :— Voir 40 des Documents.

DOUAIRES :—Pétition demandant la prolongation des délais pour l'enregistrement des douaires, 126.

DOUAIRES COUTUMIERS :—Bill amendant l'acte 44-45 Vict., chap. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées et pour pourvoir à une publication plus efficace de cette loi, (l'honorable M. Blanchet), 91. Renvoyé à un comité général, 192. Considéré; Rapporté; Passé, 207. Par le Conseil, 239. S. R., 362. [46 Vict., chap. 25.]

Voir 41 des Documents.

DROIT DE PÊCHE :—Voir *Terres Publiques*.—Voir 42 des Documents.

DROITS DE LICENCES :—Voir *Licences*.

DROIT DE VOTE :—Bill pour donner droit de vote aux fils de cultivateurs dans certains cas, (M. Thornton), 101.

DROIT, pétition de,—Voir *Pétition de Droit*.

DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Bill pour diviser le district électoral de,—en deux districts électoraux, (M. Watts), 91.

Pétition en faveur, 98.

ECLAIRAGE ELECTRIQUE :—Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie canadienne de l'éclairage électrique, 74. Avis, 110. Bill (M. Faucher de Saint Mauricel, Présenté; Lu la 2<sup>me</sup> fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 123. Rapporté amendé, 205. Considéré en Comité Général; Rapporté, 243. Passé, 249. Par le Conseil, 300. S. R., 362. [46 Vic., ch. 77.]

ECOLES D'AGRICULTURE :—Voir 43 des Documents.

ECOLES DE BEURRERIE & C :—Voir 44 des Documents.

### ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES :—

1. Bill pourvoyant au règlement définitif du fonds des Ecoles élémentaires [l'Honorable Wurtele], 33. Motion pour 2ème lecture; Objection; M. l'Orateur devant donner sa décision à une séance ultérieure, 45. Sa décision; Suggère que le bill soit retiré, 119. Ordre pour seconde lecture déchargé, bill retiré, 121.
2. Motion pour que la Chambre se forme en comité sur certaines résolutions concernant le règlement définitif du fonds des—, 190. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 190. Le comité délibère; Série de résolutions rapportées, 191. Adoptées, 251. Bill basé sur ces résolutions. [Voir *infra* 3.]
3. Bill pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires, [l'Honorable M. Wurtele], 252. Renvoyé à un Comité Général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 284. Par le Conseil, 316. S. R., 362. [46 Vic., ch. 22.]

ÉCOLE NATIONALE, propriété de l'—Québec.—Voir *Québec*.

ÉCOLE NORMALE [Laval]—propriété de l'—Voir 18 *des Documents*.

ÉDIFICES PARLEMENTAIRES :—Voir 45 *des Documents*.

ÉGLISE ET SACRISTIE à St. Charles Borromée de Joliette.—Voir *St-Charles*.

ÉGLISE ST-JAMES à Hull.—Voir *Hull*.

### ÉLECTIONS :—

1. Jugements concernant l'élection des districts électoraux suivants :—Deux Montagnes; St-Maurice; Montmagny; Kamouraska; Nicolet, 1. Inscrits dans les journaux de la Chambre,—Deux-Montagnes, 2. St-Maurice, 3; Montmagny, 4; Kamouraska, 6; Nicolet, 7.
2. Mandats émis par M. l'Orateur pour les districts électoraux suivants : Terrebonne, Beauce, Deux Montagnes, Jacques-Cartier, Laval, Vaudreuil, Bonaventure, 1. Nicolet, 9.
3. Certificats des membres élus pour les divisions électorales suivantes :

Pages du Journal	Divisions électorales	Membres
9	Jacques-Cartier.....	Hon. J. A. Mousseau.
10	Beauce.....	Hon. Jean Blanchet
10	Terrebonne.....	G. Alp. Nantel, Ecr.
11	Laval.....	P. E. LeBlanc, Ecr.
11	Deux Montagnes.....	Benj. Beauchamp, Ecr.
12	Vaudreuil.....	F. X. Archambault, Ecr.
12	Bonaventure.....	Henri Josué Martin, Ecr.
58	Kamouraska.....	C. A. E. Gagnon, Ecr.
79	Nicolet.....	Louis Tréflé Dorais, Ecr.

---

**ÉLECTIONS :—*Suite.***

4. Bill pour donner droit de vote aux fils de cultivateurs dans certains cas, (M. Thornton), 101.

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL :—Voir 125, 126 et 127 *des Documents*.

EMPLOYÉS PUBLICS :—Voir 46 *des Documents*.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Voir 47 *des Documents*.

**EMPRUNT :—**

1. Le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines résolutions pour autoriser le prélèvement, par voie d'emprunt, d'une somme additionnelle pour les besoins de la province. Motion pour que la Chambre se forme en Comité; Amendement proposé, 298. Sous amendement proposé, 299. Ces amendements négatifs, 303. La Chambre en comité, 304. Résolutions à rapporter 305. Rapportées et adoptées, 306. Bill basé sur ces résolutions, 307. (Voir *infra*, 2.)
2. Bill basé sur les résolutions ci-dessus (Voir *supra* 1), (l'Hon. M. Wurtele), 307. Renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 312. Par le Conseil, 355. S. R., 363. (46 Vict., c. 11).

EMPRUNT :— Voir 48 *des Documents*.

ENQUÊTES :—Bill pour amender l'acte concernant les enquêtes des coroners, (M. Desjardins), 100.

**ENRÉGISTREMENTS :—**

1. Bill pour valider certains—, etc. (M. Gagnon), 75.
2. Pétition demandant que le délai soit étendu pour l'enregistrement des douaires, 126.

ENTRETIEN DES PRISONS COMMUNES.— Voir *Prisons Communes*.

EPILEPTIQUES DEVENUS ALIÉNÉS dans l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, Québec.  
Voir *Hopital du Sacré Cœur*.

EVANTUREL, EUDORE :—Voir 51 *des Documents*.

EXCURSION EN FRANCE :—Pétition demandant la passation d'un acte incorporant la Compagnie de la grande Excursion en France, par voie de tirage au sort, 49. Avis, 52. Bill (M. Faucher de Saint-Maurice), 52. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé au Comité des Bills Privés, 83. Rapporté amendé, 139. Considéré en Comité Général sur division; Rapporté; Lu la 3<sup>me</sup> fois sur division et Passé, 149.

EXHIBITION ET DRILL SHED :—Motion pour une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral, relativement à la construction de bâtisses convenables pouvant servir pour les Exhibitions Provinciales et pour Drill Shed, à Québec; débats; motion retirée, 141.

EXPOSITIONS :—Voir 52 des *Documents*.

EXPOSITION DE BOSTON :—Voir 90 des *Documents*.

EXPOSITION PERMANENTE A PARIS, 356. Voir *Interpellations*.

FETE DES ARBRES :—Rapport du Sous-Comité de l'Agriculture, etc., 306.

FEUX DE FORÊTS, prévention des— : Voir *Incendies des Forêts*.

FIDUCIE :—Bill pour amender l'acte concernant la fiducie, et l'acte pour définir les placements que les administrateurs sont tenus de faire, (L'Honorable M. Wurtele), 108. Renvoyé à un Comité Général, 194. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 207. Passé, 230. Par le Conseil, 286. S. R., 362. (46 Vic., C. 24.)

FILS DE CULTIVATEURS :—Voir *Elections*, 4.

FONDS DE BATISSE ET DES JURÉS :—

1. Bill concernant la perception des contributions municipales aux fonds de bâtisse et des jurés, (L'Honorable M. Wurtele), 32. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill retiré, 48.
2. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer certaines Résolutions concernant la perception des contributions municipales aux fonds de Bâtisse et des Jurés ; Adoptée sur division ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; 56 Résolutions rapportées et adoptées, 66. Bill basé sur ces résolutions, 56. (Voir *infra*, 3).
3. Bill concernant la perception des contributions municipales au fonds de bâtisse et des jurés, (L'Honorable M. Wurtele), 56. Renvoyé à un Comité Général, 63. Considéré ; Rapporté ; Passé, 73. Par le Conseil, 95. S. R., 361. (46 Vic., ch. 17.)
4. Bill pour abroger les sections 2 et 3 de l'acte 45 Vict., ch. 25, concernant le fonds de bâtisse et des jurés. (L'Hon. M. Flynn), 292.

Voir 59 des *Documents*.

FONDS DE PENSION :—Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer certaines résolutions pourvoyant à la retraite et à la pension de certains officiers de Justice et autres officiers publics du service extérieur ; Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur ; débats ; ajournés, 43. Ordre pour Comité, déchargé ; Résolutions retirées, 48.

Voir 60 des *Documents*.

FONDS DES ECOLES ELEMENTAIRES :—Bill pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires. Voir *Ecoles Élémentaires*.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir 53, 54, 55, 56 et 57 des *Documents*.

FORÊTS, PREVENTION DES FEUX DE :—Voir *Incendies des Forêts*.

FORTIER, FÉLIX :—Voir 61, 62, 63, 64, 65, 66 et 120 *des Documents*.

FRASER, JOHN :—Pétition demandant que les premier, deuxième et neuvième articles de l'Edit du Roi de France, Louis XV (1743) soient déclarés comme formant partie de la loi en force dans cette Province, lors du décès de feu Hugh Fraser, 51.

FRASERVILLE :—

1. Pétition demandant de l'aide pour la construction du Palais de Justice, 49.
2. Pétition demandant un acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de Fraserville, 49. Avis 52. Bill (M. Deschênes), 52. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 62. Rapporté amendé, 127. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté sur division et Passé, 149. Par le Conseil avec amendements, 224. Considérés, 227. Adoptés, 236. S. R., 360. (46 Vic., ch. 80.)
3. Pétition contre le Bill, 90.

FRASERVILLE A STE ROSE DU DÉGELÉ :—Pétition demandant l'incorporation d'un Chemin de fer de Fraserville à Ste Rose du Dégelé, 49. Avis, 63. Voir *Chemins de fer*, 28, *St Laurent et Témiscouata*.

GAGNON F. F. :—Voir 67 *des Documents*.

GAGNON, LAURENT :—Pétition demandant un acte l'autorisant à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Etchemin, 35. Avis, 40. Bill (M. Desjardins), 41. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 70. Considéré en Comité ; Rapporté ; Passé, 77. Par le Conseil avec un amendement, 122. Considéré et adopté, 123. S. R. 360. (46 Vict., ch. 58.)

Pétition contre le Bill, 51.

GAS COMPANY OF MONTREAL :—Voir *Montreal Citizens Gas Company*.

GASPÉ, AGENCE DE :—Section Ouest ; Pétition demandant que le gouvernement leur vienne en aide, 64. Section Ouest : Pétition demandant la remise des intérêts dues au gouvernement par les colons sur leurs lots de terre, 177.

GASPÉ, BASSIN DE :—Pétition demandant l'érection d'une prison temporaire, 286.

GASPÉ ET BONAVENTURE, TERMES DE LA COUR DANS :—Voir 68 *des Documents*.

GASPÉ :—Pétition demandant la passation d'un acte donnant juridiction concurrente en matières civiles, aux tribunaux du district de Gaspé, avec ceux du district du Saguenay, 59. Voir *justice, administration de la*—

GAUTHIER, D. Z. :—Comité Spécial nommé pour examiner les réclamations de—, 248.

GIARD, LOUIS :—Voir 69 *des Documents*.

GRAND NORD :—Voir *Chemins de fer*, 11.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Transmet les certificats d'élection des membres, 9, 58, 79.

GRÈVES, LOTS DE GRÈVES DANS LEVIS :—Voir 70 *des Documents*.

**HÉRITIERS ET MINEURS** :—Pétition demandant un acte afin de protéger les intérêts des—, 74. Voir *Mineurs*.

HISTOIRE DU CANADA :—Voir 4 *des Documents*.

HOCHELAGA :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la ville d'Hochelaga, 32. Avis, 38. Bill (l'Honorable M. Beaubien), 38. Renvoyé au Comité des bills privés, 48. Rapporté amendé, 107. Motion pour Comité général; Débats; Motion adoptée; Bill considéré; Rapporté progrès, 118, 125. Amendé, 127. Rapporté sur division et passé, 137. Par le Conseil avec amendements; Considérés, 225. Adoptés, 227. S. R., 360. (46 Vict., c. 82).

Pétition contre le bill, 59.

2. Pétition demandant à être détachés de la Municipalité du Village d'Hochelaga et à être érigés en municipalité séparée, 49. Avis, 60. (Bill (M. Marion), 60. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 69. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 94. Honoraire remis, 196.

Pétition contre le Bill, 84.

HOPITAL DU SACRÉ CŒUR DE JÉSUS, Dames Religieuses de l'—Pétition demandant la passation d'un acte leur permettant de faire admettre à l'asile de Beauport, sans autres formalités, les épileptiques devenus aliénés dans le dit Hopital, 40. Avis insuffisants, 205.

HOPITAL NOTRE-DAME, MONTRÉAL :—Voir *Montréal*,

HOTEL CHATEAU ST LOUIS :—Voir *Compagnie de l'—*.

HULL :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte pour incorporer la cité de Hull, 20. Rapport recommandant la Suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 40. Bill (M. Duhamel), 41. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté Amendé, 85. Considéré; Rapporté; Passé, 93. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 197. S. R., 360. (46 Vic., ch. 79.)

HULL, EGLISE ST JAMES :—Pétition demandant un acte pour permettre au titulaire et aux marguilliers de l'église St James, à Hull, de disposer de certaines propriétés immobilières et d'en placer les produits, 66. Avis, 90. Bill (M. Poupore); Présenté; Lu la 2<sup>me</sup> fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 91. Rapporté, 110. Considéré en Comité Général; Rapporté; Passé, 128. Par le Conseil, 173. Honoraire remis, 234. S. R., 361. (46 Vic., ch. 46)

**IBERVILLE ET MISSISQUOI** :—Voir *Chemins de fer*, 12.



## IMPRESSIONS :—

1. Comité Permanent nommé 21. Comité collectif des— ; Membres nommés par l'Assemblée, 44. Message envoyé au Conseil, 44. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 53. Premier rapport ; Quorum réduit, 108. Second rapport, 215. Adopté, 250. Troisième Rapport, 300. Adopté, 310.
2. Documents renvoyés à ce Comité, 206.
3. Documents dont l'impression est ordonnée [sans renvoi au Comité des impressions], 28, 31, 52, 76, 94, 191, 197, 236.
4. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 215, 300.
5. Bills dont la ré-impression est ordonnée, 171.
6. Liste des documents dont l'impression est ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.

IMPRESSIONS ET PAPETERIES DEPUIS 1879 :—Voir 71 *des Documents*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport, p. 47. Voir 72 *des Documents*.

## INCENDIES DES FORÊTS :—

1. La Chambre décide de se former en Comité sur certaines résolutions concernant les moyens à adopter pour prévenir d'une manière plus efficace les incendies de forêts ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère, 174 ; Résolution rapportée ; Adoptée, 175. Bill basé sur cette résolution, 175. (Voir *infra*. 2.)
2. Bill pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux de forêts, (L'Honorable M. Lynch), 175. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté, 251. Ordre pour 3e lecture déchargé, bill renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 253. Par le Conseil, 300. S. R., 361. (46 Vict., ch. 10.)

INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE :—Voir *Assemblée Législative*, 10.

INDUSTRIES :—Comité Permanent nommé, 2141. Premier rapport ; Quorum réduit à sept membres, 80. Adopté, 81.

INSPECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE :—Voir *Assurance*.

INSPECTEUR DES LICENCES :—Bill pour changer le titre de l'officier du revenu appelé : " inspecteur des licences, " (L'Honorable M. Würtele), 33. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; 39. Considéré ; Rapporté ; Passé, 44. Par le Conseil, 91. S. R., 360. (46 Vict. c. 6.)

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, HOPITAUX, etc : RAPPORT ANNUELS DES :—Voir 73 *des Documents*.

INSTITUT TRAFALGAR :—Voir *Montréal*, 29.

## INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. Bill pour amender les lois sur l'Instruction Publique en cette Province, (L'Honorable M. Beaubien), 52. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté, 204. Lu la 3eme fois ; Amendé, Passé, 226. Par le Conseil avec un amendement ; Considéré ; Adopté, 262. S. R., 361. (46 Vict., c. 20.)
2. Bill pour amender les lois concernant l'Instruction publique, en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond, (M. Picard), 35. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 144. Par le Conseil, 195. S. R., 360. (46 Vict., c. 21.)
3. Bill pour amender le Chapitre 15 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, relativement à l'Instruction Publique, en cette Province, (L'Honorable M. Flynn), 75.
4. Voir 74, 75 et 76 *des Documents*.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Asselin, 112.  
 Archambault, 140.  
 Bergevin, 158.  
 Bernatchez, 200.  
 Cameron, 130.  
 Carbray, 285.  
 Charlebois, 285.  
 Demers, 31, 33.  
 Desjardins, 307.  
 Faucher de St. Maurice, 130, 140, 200, 285, 308, 356.  
 Frégeau, 284.  
 Gagnon, 86, 140, 158, 199.  
 Garneau, 33, 57, 285.  
 LeBlanc, 102, 158.  
 Marchand, 83, 86.  
 Martel, 200.  
 Martin, 112.  
 Mercier, 158, 200, 308, 356.  
 Paquet, 86.  
 Picard, 35.  
 Richard, 112.  
 Rinfret, 285.  
 Sawyer, 140.  
 Stephens, 33.  
 St-Hilaire, 39.  
 Watts, 308.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Agriculture, Imm. et Col., 4ème Rapport du Comité, 39.  
 Asile de Beauport, 140, 168, 169.  
 Assurance, Cies d'—, 170.  
 Beauport, contrat de l'Asile, 140.  
 Billy, L. A.  
 Boston, Exposition à—, 86.

---

**INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE:—*Suite.***

Cap Santé, commissaires des petites causes, 308  
Chabot, Joseph, aide à—, 308.  
Charlebois, M., 169.  
Chaudière, pont sur la rivière—, 86.  
Chemins à barrières de la Rive Nord, 285.  
Chemins à barrières de la Rive Sud, 130.  
Chemins de fer, ayant cessé de circuler, 140.  
Chemin maritime, 112.  
Chemin Taché, 112.  
Chertsey, octroi à—, 112  
Cie du chemin du Nord, travaux dans Québec, 57, 285.  
Cies, Ch. fer, subventions aux—, 159.  
Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance, 35.  
Commission du Service Civil, 159.  
Comptes Publics entrée, [entretien des prisonniers,] 167.  
Conseil d'Agriculture, 39.  
Contrat pour l'asile de Beauport, 138.  
Côté, C. T., 356.

Drummond, société d'Agriculture de—, 308.

Ecole de Réforme, 170.  
Edifices du Parlement, 167, 169.  
Embranchement de Saint-Eustache, 356.  
Exposition à Boston, 86.  
“ à Madrid, 77.  
“ à Londres, 77.  
“ Permanente à Paris, 356.

Faillite, loi de—, 86.  
Fonds d'Emprunt municipal, 284, 285, 307, 308.

Iberville, Juges de Paix, 23.  
Indemnité des Membres, 158.  
Inspection des Bureaux des Notaires, 33.  
Isle Jesus, Cie., Chemins de péage de—, 102.

Joliette, chemin de fer de—, 356.

Kirouac, Léon, 31.

Loi de Faillite, 86.  
Loi de l'Education, version anglaise, 140.  
Londres, Exposition à—, 77.

Madrid, Exposition à—, 77.  
Maguire, G. F., 159.  
Montréal et Champlain, Cie ch. de fer de—, 130.  
Moyens de sauvetage, 77

Notaires, Greffes des—, 33.

Palais de Justice à Québec, 33.  
Petit Cascapédia, 112.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Placement des argents provenant de la vente de la Section Est du Chemin de fer de Q. M. O. et O., 169.

Police de Québec, 285.

Pont dans St-Etienne, 86.

Pont sur la rivière Chaudière, 86.

Pont sur la rivière Petit Cascapédia, 112.

Prevost et Lachine, 170.

Prison de Montréal, 140.

Québec, travaux dans, par la Cie du Ch. fer du Nord, 57.

“ Police de—, 285..

Q. M. O. et O., audition des comptes d'administration, 83.

Q. M. O. et O., bonus aux employés du—, 86

Q. M. O. et O., branche d'évitement à Hochelaga, 158.

Q. M. O. et O., le syndicat du Pacifique a-t-il payé le versement et les intérêts échus sur la Section Ouest ? 168.

Q. M. O. et O., le syndicat du chemin de fer du Nord a-t-il payé la balance des intérêts dûs sur le—, 168.

Q. M. O. et O., placement des argent provenant de la vente de la Section-Est, 169.

Quai à St Michel de Bellechasse, 285.

Rawdon, octroi à—, 112.

Reformes judiciaires, 169.

Régistrateurs tarif des—, 36.

Saint-Etienne et St. Lambert, Travaux de colonisation dans—, 86.

Saint-Eustache, Embranchement de—, 356.

Saint-Jean, Isle d'Orléans, 307.

Saint-Michel de Bellechasse, 285.

Sauvetage, moyens de—, en cas d'incendie, 77.

Sénécal, L. A., 356

Subsides à certains chemins de fer, 140.

Subventions en terres aux Cies., de chemin de fer, 159.

Tanguay, M., 167.

Tarif des Régistrateurs, 36,

Terrebonne, Cie., Chemins à barrières de—, 102.

Terres de la Couronne, Relevé des—, 159.

Timbres d'enregistrement, 140.

Trocadéro, Exposition permanente dans le—, 356.

Vermont, A., 356.

Wexford, Octroi à—, 112.

Whitton, Colons du canton de—, 36.

ISLES DE LA MADELEINE :—Voir 77 des Documents.

JÉSUS MARIE, DAMES RELIGIEUSES DE :—Pétition demandant un amendement à leur acte d'incorporation, 20. Avis, 38. Bill (l'Honorable M. Garneau), 38. Renvoyé à un Comité général, 42. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 74. Honoraire remis, 197.

Pétition contre le Bill, 51.

JOLIETTE :—Hospice de la Paroisse de Ste-Elizabeth ; Pétition ; demande d'aide, 31.

JOURNAUX :—

1. Entrée dans les journaux de cette session rescindée, 63.
2. Entrée dans les journaux de la Session précédente lue, 131.
3. " " la présente session lue, 133.
4. Certaines paroles prononcées par un membre entrées dans les journaux, 164.
5. Motion pour qu'une entrée dans les journaux soit lue ; négative, 240.

JUGES DE PAIX :—Voir 78 et 79 *des Documents*.

JURÉS ET JURYS :—Bill pour amender et refondre les lois relatives aux jurés et jurys, (l'Honorable Blanchet), 75. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 250. Considéré de nouveau ; Amendé, 272. Rapporté sur division ; Passé sur division, 273. Par le Conseil, 316. S. R., 360. (46 Vict, c. 16).

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA—dans Gaspé :—Bill pour amender le chapitre 80 des statuts refondus pour le Bas Canada, relativement à l'administration de la justice dans le district de Gaspé, [l'Honorable Flynn], 74. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 194. Par le Conseil 239. S. R., 361. [46 Vict., c. 14].

KAMOURASKA, TERRES A BOIS DANS :—Voir 80 *des Documents*.

KNOWLTON :—Children's Distributing Home ; Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

LAC CHAMPLAIN ET ST LAURENT :—Voir *Chemins de fer*, 14 et 27.

LACHINE :—

1. Société St Jean Baptiste—. Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.
2. Union St Joseph de—. Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

LACHINE ET HOCHELAGA :—Voir *Chemins de fer*, 13.

LACOSTE, HON. A :—Voir 81 *des Documents*.

LAC ST JEAN :—Voir 80 *des Documents et Chemins de fer*, 22 et 30.

LAC TÉMISCAMINGUE :—Voir *Chemins de fer*, 15.

LAPRAIRIE, Cie du Chemin Macadamisé de—. Voir 83 *des Documents*.

LAROCQUE, GÉDÉON : Manuel d'Horticulture, &c, du Dr—, 286.

**LATULIPPE, ONÉZIME** :—Pétition demandant un acte pour autoriser Onésime Latulippe, de la paroisse de Saint-François, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière, 21. Avis, 40. Bill (L'Honorable M. Blanchet), 41. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 70. Considéré en Comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 102. Par le Conseil avec amendements ; Considérés, 152. Adoptés, 177. S. R., 360. (46 Vic., ch. 59.)

**LAURENTIDES, Cie du Chemin de fer des**— Voir 84 *des Documents*.

**LAURENTIDES** :—Pétition demandant un acte pour incorporer la ville des Laurentides, 46. Avis, 49. Bill (M. Marion), 50. Renvoyé au Comité des bills Privés, 54. Rapporté amendé, 107. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 118. Par le Conseil avec amendements, 178. Considérés et Adoptés, 180. S. R., 360. (46 Vic., ch. 81.)

Pétition contre le Bill, 46.

Pétition contre certaines parties du Bill, 46.

**LEEDS et CANTONS DE L'EST**. Voir *Chemins de fer*, 16.

**LÉGISLATION** :—Comité permanant nommé, 21. Ordonné que ce Comité soit aboli et que le Comité des lois expirantes lui soit substitué, 117.

**LÉGISLATURE, Indépendance de la**— Voir *Assemblée Législative*, 10.

**LÉVIS** :—

1. *Lots de grèves dans*— Voir 70 *des Documents*.

2. *Union St Joseph de* :—Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

**LICENCES** :—

1. La Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant certains droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la province ; Rapporté progrès, 271. Signification de la recommandation du lieutenant-gouverneur, 273. La Chambre de nouveau en Comité, 273. Résolutions rapportées, 278. Adoptées, 282. Bill basé sur ces résolutions, 282. [Voir *infra* 2].

2. Bill concernant certains droits de licences etc., [L'Honorable M. Wurtele], 282. Renvoyé à un Comité général ; Considéré amendé ; Rapporté, 292. Passé, 292. Par le Conseil, 316. S. R., 362. [46 Vict., c. 5].

3. Pétitions demandant des amendements à la loi des licences, 51, 59, 66, 74.

4. Bill pour amender la loi des Licences de Québec, 1877, 41 Vict., c. 3, en soumettant les licences pour hotels de tempérance, aux formalités prescrites par la section 47, de la dite loi, pour l'obtention de licences de magasins de liqueurs, [M. Demers], 75. Ordre pour seconde lecture déchargé ; Bill retiré, 236.

## Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 13. Jour fixé pour la prise en considération, 15. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc., 17, 21. Voir *Adresses*.

---

**LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.***

2. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 43, 53, 56, 184, 189, 190, 273, 346.
3. Son discours à la clôture de la session, 363.
4. Il proroge le Parlement, 363.
5. Sanctionne les Bills, 360.

***Messages de Son Honneur :***

6. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle du Conseil, à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 359.
7. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 100.
8. Transmettant les estimés, 95. Les estimés supplémentaires, 97, 294.
9. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 47. Voir 72 *des Documents*.
10. Transmettant la nomination des commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 61. Voir 31 *des Documents*.

**LIVRES, ACHAT DE—**de la bibliothèque du Dr. O'Callaghan :—Voir 85 *des Documents*.

**LOIS EXPIRANTES :—**Rapport recommandant que le Comité de Législation soit aboli et que le Comité des lois expirantes lui soit substitué, 117. Membres nommés, 135. Premier Rapport, quorum réduit, 146.

**LONGUEUIL, CIE DES QUAIS ETC DE :—**Voir *Chemins de fer*, 17.

**LOTTERIE NATIONALE :—**Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de Grande Loterie Nationale de Québec, 73. Avis, 107. Bill (M. Archambault), 102. Renvoyé au Comité des bills privés, 121. Rapporté amendé, 153. Considéré en Comité général ; Rapporté sur division ; Passé, 197. Honoraire remis, 358.

**MAGISTRATS DE DISTRICTS :—**Bill pour amender la 32 Vict., ch. 523 concernant les—en cette Province. (M. Saint-Hilaire), 67. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill retiré, 177.

Voir 86 *des Documents*.

**MANDATS SPÉCIAUX :—**Voir 87, 88 et 102 *des Documents*.

**MARIA, CARLETON ET NOUVELLE :—**Voir 89 *des Documents*.

**MASSACHUSETTS, EXPOSITION DE :—**Voir 90 *des Documents*.

**MASSAWIPPI ET MAGOG :—**Voir *Chemins de fer*, 18.

**MASSIAH, CHRISTOPHER. Voir 91 et 92 *des Documents*.**

**METGERMETTE NORD** :—Bill pour détacher du comté de Dorchester, le canton de Metgermette Nord et l'annexer au comté de Beauce, (L'Honorable M. Blanchet), 115. Renvoyé à un Comité Général, 177. Considéré ; Rapporté ; Passé, 194. Par le Conseil, 239. S. R., 361. (46 Vic., ch. 39.)

**MILES H. H.** :—Voir 93 *des Documents*.

**MINES D'OR** :—Bill pour amender l'acte général des mines d'or de Québec, de 1880, [L'Hon. M. Irvine], 180.

**MINEURS** :—Pétition demandant un acte afin de protéger les intérêts des héritiers et des mineurs, 74.

**MINEURS ET HÉRITIERS** :—Bill pour protéger plus efficacement les Mineurs et les Héritiers, en amendant les articles 291, 309, 319 et 910 du Code Civil, [M. Stephens], 85.

**MINGAN, Terre Ferme de** :—Voir 94 et 95 *des Documents*.

**MISSION, de la Cité de Québec, incorporée.** Voir *Québec*, 11.

**MISSISQUOI** :—Pétition demandant l'autorisation de construire un chemin de fer dans le Comté de— 94.

**MONTMAGNY** :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la ville de Montmagny, 59. Avis, 107. Bill [M. Martel], 108. Lu la 2<sup>me</sup> fois sur division et renvoyé au Comité des Bills Privés, 130. Rapporté amendé, 167. Motion pour le renvoi du Comité Général à six mois ; négative, 198. Considéré et Rapporté, 199. Motion pour le renvoi de nouveau à un Comité Général, 208. Débats repris ; Motion pour qu'un autre ordre du jour soit appelé, négative, 214. Débats ajournés, 215, 225. Question de privilège soulevée : Référée au Comité des Privilèges et Elections, 231. Débats repris, 238. Objection soulevée, 239. Débats ajournés, 239. Objection et amendements retirés, 241. Bill renvoyé de nouveau à un Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé 242. Par le Conseil, 286. S. R., 362. (46 Vic., ch. 84.)

Pétition contre le Bill, 139.

2. Nomination des Conseillers du village de : Voir 96 *des Documents*.

**MONTMINY** :—

1. Pétition du Canton de—, demandant à être annexés au Canton Mailloux, 126.
2. Bill pour détacher une certaine partie du comté de Montmagny et l'annexer au comté de Bellechasse pour les fins électorales, d'enregistrement, municipales et scolaires, (M. Faucher de St Maurice), 157. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 192. Par le Conseil, 239. S. R., 362. [46 Vic., ch. 37.]

**MONTPLAISIR, LÉON** :—Pétition demandant un acte pour autoriser Léon Montplaisir, de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt, 59. Avis, 80. Bill [du Conseil



MONTPLAISIR, LÉON :—*Suite.*

Législatif] ; Lu la 1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 157. Rapporté 178. Considéré en Comité Général. Raporté ; Passé, 194. S. R., 360. [46 Vic., ch. 60.]

## Montréal :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition ; Demande d'aide, 46.
2. *Etat d'affaires.* Voir 73 des Documents.
3. Pétition demandant un acte autorisant les Sœurs de la Providence et l'Asile Saint-Patrice des orphelins de Montréal à vendre certaine propriété, 59. Bill (M. LeBlanc) ; Présenté ; Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 122. Rapporté, 135. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil, 195. Honoraire remis, 213. S. R., 362. (46 Vict., c. 47.)
2. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :—Pétition ; demande d'aide, 32.
3. *Asile des Orphelins de St-Patrice* :—Etat d'affaires.—Voir 73 des Documents.
4. *Asile Ste-Brigitte* :—Etat d'affaires.—Voir 73 des Documents.
5. *Asile Ste-Daric du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Pétition ; demande d'aide, 21.
6. *Asile St-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Etat d'affaires.—Voir 73 des Documents.
7. *Asile St. Patrice des Orphelins* :—Voir *Supra*, Montréal, *Asile de la Providence*, 3.
8. *Association homéopathique* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant l'association homéopathique de Montréal, 151. Bill (M. Stephens), 85. Renvoyé à un Comité général ; Considéré, Rapporté ; Passé, 237. Par le Conseil, 286. S. R., 362. (46 Vict., c. 31.)
9. *Association Littéraire et de Bienfaisance des jeunes Irlandais* :—Etat d'affaires : —Voir 73 des Documents.
10. *Cité de* :—1. Pétition demandant un acte pour amender les actes concernant la cité de Montréal, 98. Avis, 107. Bill (M. Stephens), 111. Renvoyé au Comité des Bills privés, 130. Rapporté amendé, 253. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 262. Par le Conseil avec amendements, 301. Considérés, 301. Adoptés, 313. S. R., 362. (46 Vict., c. 78.)
2. Pétition demandant des amendements au bill ci-dessus, 135.
3. Pétition de B. Normandin et autres demandant le droit de vendre, sur les marchés de Montréal, la viande des animaux abattus en dehors des limites de la dite Cité, 51. Impression ordonnée, 52. Ordre rescindé, 53.
11. *Citizens Gas Company of Montreal* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 90. Avis, 115. Bill, (M. Stephens), Présenté ; Lu la 2<sup>ème</sup> fois et

---

**MONTREAL:—Suite.**

renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 115. Rapporté amendé, 178. Motion,—Que ce Bill ait la priorité sur un autre Bill; négative, 241. Considéré en Comité général; Amendé, 248. Règles suspendues, 247. Rapporté, 250. Motion pour la suspension des règles, négative, 254. Règles suspendues; Bill passé, 261. Par le Conseil, 301. S. R., 362. (46 Vict., ch. 76.)

Pétition en faveur de ce Bill, 162.

12. *Compagnie de Prêt et d'Hypothèque* :—Voir *Compagnie, etc.*

13. *Dispensaire* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

14. *Ecole de médecine et de chirurgie* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

15. *Hôpital de la maternité de l'Université* :—Etat d'affaires.— Voir 73 des Documents.

16. *Hôpital Notre-Dame* :—Pétition demandant un acte amendant les actes concernant l'incorporation de l'Hôpital Notre-Dame à Montréal, 198. Avis, 110. Bill (M. Martell), 111. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapporté 126. Considéré en Comité Général; Amendé; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil, 195. S. R., 361. (48 Vic., ch. 64.)

17. *Hôpital Notre-Dame* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

18. *Hôpital St Patrice* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

19. *Hospice St Charles* :—Pétition; demande d'aide, 40.

20. *Institut Hervey* :—Pétition; demande d'aide, 210.

21. *Institut Ophthalmique* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

22. *Monastère de N. D. de Charité du Bon Pasteur* :—

1. Pétition; demande d'aide, 21.

2. Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

23. *Protestant Home for Friendless Women* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

24. *Salle d'Asile de St-Vincent de Paul* :—

1. Pétition; demande d'aide, 46.

2. Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

25. *Synode du diocèse de Montréal* :—Pétition demandant un acte pour autoriser le "Synode du diocèse de Montréal" à vendre certains biens-fonds, 32. Avis, 38. Bill (M. Stephens, 38). Renvoyé à un Comité général, 42. Rapporté amendé, 51. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 72. Par le Conseil avec un amendement, 110. Considéré et adopté 111. Honoraire remis, 197. S. R., 360. (46 Vict., c. 40.)

---

**MONTRÉAL :—Suite.**

26. *Temple Emmanu-El* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la congrégation religieuse appelée "Temple Emmanu-El", 98. Avis, 107. 51e et 56e règles suspendues ; Bill (M. Archambault), 147. Renvoyé au Comité des bills privés, 161. Rapporté, 179. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 199. Par le Conseil avec un amendement, 245. Considéré ; Adopté, 227. Honoraire remis, 196. S. R., 362. (46 Vict., c. 67.)
27. *The Church Home* :—Etat d'affaires : Voir 73 des Documents.
28. *Thistle Curling Club* :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.
29. *Trafalgar Institute* :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant "The Trafalgar Institute", 98. Avis, 110. Bill (M. Stephens) ; Présenté ; Lu la 2e fois et renvoyé au Comité des bills privés, 115. Rapporté, 157. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 183. Par le Conseil avec amendements, 245. Considérés ; Adoptés, 247. S. R., 362. (46 Vict., c. 66.)
30. *Women's Hospital* :—Pétition ; demande d'aide, 46.

MONTRÉAL, DISTRICT DE—Baptêmes, Mariages etc., du—. Voir 97 des Documents.

MONUMENT NATIONAL :—Voir *Compagnie du*—

MORIN, L. P.—Voir 98 des Documents.

MORISSETTE, HENRIETTE :—Voir *Douaières*.

## N OTARIAT :—

1. Bill pour amender les différents actes concernant le notariat et les refondre en un seul acte, sous le titre de "Code du notariat" (Du Conseil Législatif) ; Lu la 1re fois, 95. Renvoyé à un Comité Général, 133. Motion pour Comité Général : Amendement pour renvoyer le Bill à un Comité Spécial ; Objecté qu'avis n'a pas été donné ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 144. M. l'Orateur maintient l'objection, 145. Autre amendement proposé et retiré, 145 ; Bill Considéré ; Rapporté progrès, 145, 192. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté, 204. Passé, 233. Amendements adoptés par le Conseil, 252. S. R., 359. (46 Vic., c. 32.)
2. Pétition contre certaines parties du Bill, 98.
3. Pétition contre le Bill, 210.
4. Bill pour amender l'Acte des Notaires, 39 Vict., ch. 33. 43 et 44 Vict., ch. 32. (M. Stephens), 85. Ordre pour 2e lecture déchargé ; Bill retiré, 236.
5. Voir 99 des Documents.

NATIONAL SCHOOL, Québec. Voir *Québec*, 12.

NORMANDIN, B. ET AL :—Petition demandant le droit de vendre, sur les marchés de Montréal, la viande des animaux abattus en dehors des limites de la cité, 51. Impression ordonnée, 52. Ordre rescindé, 53.

NOTIFICATIONS :—Bill relatif aux notifications, protêts et significations, (M. Trudel), 100.

NOTRE-DAME AUXILIATRICE DE BUCKLAND, érection civile.—Voir *Buckland*.

NOTRE-DAME DE BONSECOURS :—Pétition demandant un acte pour lever tout doute sur l'existence légale de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, dans le Comté d'Ottawa, dans le district d'Ottawa, 21. Avis, 47. Bill (l'honorable M. Mercier), 60. Renvoyé au Comité des bills privés 69. Rapporté amendé, 122. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 129. Par le Conseil, 173. S. R., 361. [46 Vict., c. 41.]

NOTRE-DAME DE MONTRÉAL, Hôpital de, acte d'inc., amendé. Voir *Montréal*, 16.

O'CALLAGHAN, Dr :—Achat de la Bibliothèque du Dr—. Voir 85 des *Documents*.

OCTROIS A CERTAINS CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de Fer*, 2 et 3.

OCTROIS DE TERRES AUX CHEMINS DE FER :—Voir 100 des *Documents*.

OFFICIER DE REVENU :—Voir *Inspecteur des Licences*.

OFFICIERS PUBLICS :—Voir 101 des *Documents*.

OPINIONS LÉGALES ETC :—Voir 102 des *Documents*.

ORATEUR :—

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur dans la Salle des Séances du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1. A la cloture de la Session, 359.
2. Il informe la Chambre qu'il a émané son mandat pour de nouveaux brefs d'élection, 1, 9. Voir *Greffier de la Couronne en Chancellerie*.
3. Il informe la Chambre qu'il a reçu les jugements concernant l'élection pour les districts électoraux des Deux Montagnes, St-Maurice, Montmagny, Kamouraska et Nicolet, 1.
4. Fait rapport du discours du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 13.
5. Informe la Chambre que le Greffier a reçu des certificats d'élection de députés, 9.
6. Communique le rapport du bibliothécaire, 16.
7. Met devant la Chambre divers états et rapports, 16, 21, 28, 39, 46, 53, 58, 66, 74, 80, 86, 109, 124, 136, 147, 152, 224, 236.
8. Charge un député de le remplacer temporairement au Fauteuil, 34, 42, 43, 53, 54, 62, 63, 68, 71, 88, 89, 92, 96, 97, 103, 104, 105, 117, 118, 119, 124, 125, 132, 133, 138, 145, 147, 150, 151, 153, 154, 164, 174, 175, 184, 198, 208, 230, 250, 251, 256, 271, 303.

---

**ORATEUR :—*Suite.***

9. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 45, 48, 82, 93, 97, 106, 138, 145, 164, 243, 257, 258, 259. Voir *Questions* de 12 à 26.
10. Remet sa décision à plus tard, 45, 144.
11. Donne sa voix prépondérante, 84.

**ORDRES DU JOUR :—**

1. Ordres rescindés, 48, 53, 69, 117, 121, 177, 181, 184, 194, 234, 253, 272, 284.
2. Ordres relatifs aux Bills Privés appelés à certaine heure en vertu de la 19<sup>ème</sup> règle, 44, 53, 71, 87, 96, 103, 113, 117, 124, 137, 141, 148, 153, 164, 183, 214, 224.
3. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 93, 163, 177, 224. Pour le reste de la Session, 248.
4. Certain item devant être le premier sur l'Ordre du Jour, après les mesures du Gouvernement, 177.
5. Entrée dans les journaux de la session précédente lue, 131.
6. Entrée dans les journaux de la présente session lue, 133.

**ORDRES PERMANENTS :—**

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 21, 32.
2. Premier Rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de cinq membres, 35.
3. Rapport sur différentes pétitions, 38, 40, 47, 49, 51, 60, 63, 66, 70, 74, 90, 99, 107, 110, 115, 122, 135, 205.
4. Que les avis sont suffisants, 38, 40, 47, 52, 60, 63, 66, 70, 74, 90, 99, 107, 110, 115, 135.
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 122, 205.
6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 40, 66, 70, 90, 99, 122.
7. Recommande la suspension de la 5<sup>ème</sup> règle, 40, 66, 70, 90, 99, 122.

**ORDRES SESSIONNELS :—**

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 15.
2. Relatifs à l'élection des députés en certains cas, 15.
3. Prolongation du temps fixé pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés, 51, 85, 90. Pour la réception des Bills Privés, 51, 85, 90. Pour la réception des rapports sur iceux, 51.

ORDRES SESSIONNELS :—*Suite.*

4. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 224. Trois séances, 248.
5. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre ; Voir *Documents*, 2, 4, 9, 12, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24, 27, 30, 34, 37, 43, 51, 53, 54, 55, 56, 59, 67, 71, 75, 80, 81, 82, 84, 87, 99, 104, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 120, 126, 131.

ORDRES EN CONSEIL :—Voir 103 *des Documents*.

ORFORD NICKEL & COPPER COMPANY :—Pétition demandant un acte pour changer le nom de "The Orford Nickel and Copper Company" ; Reçue et lue, 84. Avis, 90. Bill (l'Honorable M. Robertson), 91. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 96. Rapporté amendé, 135. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil avec un amendement, 195. Considéré, 196. Adopté, 197. S. R., 361. (46 Vic., c. 53).

OUVRIERS :—Bill pour étendre et régulariser l'obligation des patrons d'indemniser les ouvriers pour les dommages à eux causés, par des accidents arrivés pendant qu'ils sont à leur service, (l'Honorable M. Joly), 75.

PACIFIQUE, CIE., DU CHEMIN DE FER DU— Voir 104 *des Documents*.

PAPIER RICHELIEU, compagnie des usines à— incorporée. Voir *Compagnie des Usines à—*

PAPINEAU, Compagnie du chemin de fer de la seigneurie—, incorporée. Voir *Chemin de Fer*, 31.

PARANEIGES, clôtures. Voir *Clôtures à Neige*.

PATRONS :—Bill pour les rendre responsables des accidents arrivés à leurs employés, 75. Voir *Ouvriers*.

## PÉTITIONS :—

1. Lues et reçues de suite, 84, 128, 135, 162, 199.
2. Renvoyée à un Comité, 231.
3. Pétition imprimée, 52.
4. Rapport recommandant qu'une Pétition aurait du être renvoyée au Comité des Chemins de fer, 60.

PÉTITION DE DROIT :—Bill concernant la pétition de droit, (l'Honorable M. Mousseau), 38. Renvoyé à un Comité général, 63. Considéré ; Amendé, 65. Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le Bill à un Comité général ; Débats, 71. Débats repris, 71. Amendement négatif ; bill rapporté, 72. Motion pour 3ème lecture, amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un Comité général, Objecté que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'il est dans l'ordre ; Amendement négatif ; Bill lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 82. Par le Conseil, 111. S. R., 360. (46 Vict., ch. 27.)

PILON, A :—Voir 105 *des Documents*.

PINACLE :—Pétition demandant un acte incorporant " La Compagnie minière Pinacle " (Limitée), 59. Avis, 66. Bill (M. Spencer), 67. Renvoyé au Comité des Chemins de fer, 72. Rapporté amendé, 110. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 127. Par le Conseil avec un amendement, 177. Considéré et adopté, 180. S. R., 361. (46 Vict., ch. 71.)

PINSONNAULT, ALFRED CHARLES :—Pétition demandant un acte autorisant Alfred Charles Pinsonnault à vendre certaines propriétés, 85. Bill, (L'Honorable M. Beaubien), 136. Renvoyé au Comité des Bills privés, 184. Rapporté amendé, 229. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 244. Par le Conseil, 301. S. R., 362. (46 Vict., ch. 52.)

PIONEER BEET ROOT SUGAR COMPANY :—Voir 106 *des Documents*.

PLACEMENTS PAR LES ADMINISTRATEURS :—Bill pour amender l'acte concernant la fiducie, et l'acte pour définir les placements que les administrateurs sont tenus de faire, (42-43 Vict., chaps. 29 et 30), 108. Voir *Fiducie*.

POLICE :—Voir 107 *des Documents*.

PONTS DE PÉAGE :—

Voir *Gagnon, L.*

Voir *Latulippe, O.*

Voir *Montplaisir, L.*

PONT DORCHESTER :—Voir 108 *des Documents*.

PONTIAC :—Pétition demandant à être détachés du Comté de Pontiac et à être annexés au Comté d'Ottawa, 49.

PRESSE ASSOCIÉE :—Pétition demandant un Acte incorporant " La presse associée de la Province de Québec," 20. Rapport recommandant la suspension de la 51e règle, 40. Bill, (M. Faucher de Saint Maurice), 41. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 44. Rapporté amendé, 59. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 72. Par le Conseil avec un amendement, 110. Considéré et adopté, 111. Honoraire remis, 196. S. R., 360. (46 Vic., ch. 68).

PREVOTS DES INCENDIES :—Bill pour amender l'acte 31 Vict., ch. 32, concernant les—, pour les Cités de Montréal et de Québec. (M. Archambault). Présenté ; Lu la 1ère, et la 2ème fois, et Renvoyé, à un Comité Général, 224. Comité Général renvoyé à six mois, 235.

PRISONS, ASILES &C :—Voir 109 *des Documents*.

PRISONS COMMUNES :—

1. Bill pour aider à l'entretien des prisons communes, (l'Honorable M. Wurtele), 35. Ordre pour 2e lecture déchargé ; bill retiré, 48.
2. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer certaines Résolutions proposées concernant l'entretien des prisons Communes ; Débats ; ajournés, 44. Débats repris ; Objecté que ces résolutions ne sont

---



---

**PRISONS COMMUNES :—*Suite.***

pas dans l'ordre, et que cet item doit être déchargé des ordres du jour ; M. l'Orateur décide que l'objection est fondée, 48.

3. Autre Série de résolutions sur le même sujet ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Couveneur ; Débats, 53. Débats repris ; La Chambre en Comité ; Série de résolutions rapportées, 55. Adoptées, 55. Bill basé sur ces résolutions, 55. (Voir *infra*, 4).

4. Bill pour pourvoir au maintien des prisons communes, (l'Honorable M. Wurtele), Présenté sur division, 55. Renvoyé à un Comité général, 63. Considéré ; Rapporté progrès, 65. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté, 73. Objecté à la 3e lecture ; M. l'Orateur renvoie l'objection ; Bill lu la 3e fois et Passé, 93. Par le Conseil, 123. S. R., 361. (46 Vict., ch. 15).

**PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—**Comité Permanent nommé, 21, 46. Premier rapport, 66. Question de privilège concernant la Pétition pour l'incorporation de la ville de Montmagny, référée à ce comité, 231. Second rapport ; Quorum réduit à cinq membres, 248.

**PROCLAMATIONS :—**Prorogeant et convoquant le Parlement, p. V à VIII.

**PROCUREUR-GÉNÉRAL :—**Bill concernant le département du procureur-général (l'Honorable M. Mousseau,) 47. Renvoyé à un Comité général, 63. (Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 65. Par le Conseil, 85. S. R., 360. (46 Vict., c. 3.)

**PROPRIÉTÉ DE Ville :—**Bill pour amender la loi concernant la vente des Propriétés de Ville, de manière à les assimiler aux Propriétés de Campagne et les rendre rachetables comme celles-ci, (M. Archambault).

**PROTEAU ALEXIS :—**Voir 110 *des Documents*.

**PROTÈTS :—**Voir *Notifications*.

## QUÉBEC :—

1. *Asile des Dames Protestantes :—*Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

2. *Asile des Orphelines :—*Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

3. *Asile des Orphelines Protestantes :—*Pétition ; demande d'aide, 35.

4. *Asile du Bon Pasteur :—*Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

5. *Asile Finlay :—*Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

6. *Ecole de Reforme, Hospice St-Charles :—*Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

7. *Fabrique de Notre-Dame :—*Pétition demandant un acte pour autoriser le curé et les marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Québec à emprunter une certaine somme d'argent en affectant à sa sureté les biens de la fabrique ; Reçue et lue, 129. Bill (l'Honorable M. Garneau), 136. Renvoyé au Comité des Bills privés, 158. Rapporté,



---



---

**QUEBEC :—Suite.**

179. Considéré ; Rapporté ; Passé, 193. Par le Conseil, 239. S. R., 362. (46 Vict., c. 45.)
8. *Cité de* :—1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la— : 146. Rapport recommandant la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 146. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 146. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 192. Bill retiré, 253. Honoraire remis, 313.
2. Bill pour amender de nouveau les actes qui incorporent la cité de Québec, (M. Rinfret dit Malouin) ; Règles Suspendues, 247. Renvoyé au Comité des Bills Privés 248. Rapporté amendé, 253. Considéré en Comité Général ; Amendé ; Rapporté ; Passé. 261.
9. *Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus* :—Pétition demandant la passation d'un Acte concernant les épileptiques devenus aliénés dans le dit Hôpital, 40. Avis insuffisants, 205.
10. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.
11. *Mission de Québec* :—Pétition demandant un acte pour incorporer la " Mission de la cité de Québec," 51. Avis, 60. Bill (L'Honorable M. Garneau), 60. Renvoyé au Comité des Bills privés, 69. Rapporté amendé, 74. Considéré ; Rapporté ; Passé, 87. Par le Conseil avec un amendement ; 152. Considéré, 153. Adopté, 161. Honoraire remis, 197. S. R., 360. (46 Vic., ch. 65.)
12. *National School* :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de la propriété du " *National School* de Québec", 66. Avis, 81. Bill (L'Honorable M. Irvine), 100. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapporté, 205. Considéré en Comité Général ; Rapporté ; Passé, 244. Par le Conseil, 300. S. R., 361. (46 Vic. ch. 50.)
13. *Quebec Garrison Club* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.
14. *Société Littéraire et Historique* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.
15. *Union St-Joseph de St-Roch* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.
16. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires :—Voir 73 des Documents.

QUÉBEC ET LAC ST-JEAN :—Voir *Chemins de fer*, 22.

QUÉBEC ET PONTIAC :—Voir *Chemins de fer*, 23.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir *Chemins de fer*, 24.

Voir 111, 112, 113, 114 et 115 des Documents.

Voir aussi *Interpellations*.

**QUESTIONS :—**

1. Débats sur Question ajournés, 20, 34, 43, 44, 71, 109, 125, 132, 133, 137, 139, 145, 208, 215, 225, 239, etc. Par la levée de la séance à six heures, 44, 71, 87, 96, 108, 113, 117, 147, 153, etc.

---

**QUESTIONS :—*Suite.***

2. Débats repris, 21, 37, 48, 72, 114, 124, 125, 139, 145, 149, 225, 230, 235, 239, 241, etc.
3. Sous-amendements, 92, 105, 299, 303.
4. Motions amendées, 93, 106.
5. Motions retirées, 141, 145, 241.
6. Motion pour ajourner le débat, négative, 105.
7. Motion pour ajourner la Chambre, négative, 105.
8. Motion pour ajourner la Chambre du 17 au 27 Mars, négative, 237.
9. Question posée séparément sur chacun des paragraphes d'une motion, 24.
10. Division sur des questions, 83, 105, 142, 149, 150, 151, 160, 163, 198, 209, 217, 228, 231, 237, 240, 241, 254, 261, 263, 293, 294, 296, etc.
11. Motions en amendement à la Question,—Que la Chambre se forme en Comité des Subsidés, 109, 117, 124, 125, 137, 139, 147, 149, 150, 154, 165, 208, 214, 217, 227, 231, 255, 256, 263, 264, 267, 295, 319.
12. Objection est faite (à la 2e lecture du Bill pourvoyant au règlement définitif du fonds des Ecoles élémentaires), que ce Bill n'est pas basé sur des résolutions adoptées en Comité général de la Chambre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 45. Sa décision, 121.
13. A la motion pour que la Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant l'entretien des Prisons Communes, Objection est faite que ces résolutions ne sont pas dans l'ordre, vu qu'il y a devant la Chambre un Bill attendant sa seconde lecture et se rapportant au même sujet ; M. l'Orateur décide que cet item ne peut être pris en considération, 48.
14. Objection est faite à une motion (pour renvoyer de nouveau à un Comité général le bill concernant la Pétition de droit), qu'aucun avis n'a été donné de cette motion ; M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, 82.
15. A la troisième lecture du Bill pour aider à l'entretien des Prisons Communes, Objection est faite que ce Bill aurait dû être présenté par Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; M. l'Orateur décide,—Que les résolutions sur lesquelles ce Bill est basé, ont eu l'assentiment de Son Honneur et que la Chambre peut prendre la troisième lecture de ce Bill en considération, 93.
16. A la motion,—Que la Chambre se forme en Comité des Subsidés, Objection est faite que le Budget, n'étant pas accompagné d'un message signé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ne peut être pris en considération, 96. M. l'Orateur maintient l'objection, 97.

---

**QUESTIONS :—Suite.**

17. Objection est faite que les noms de certains Membres devraient être inscrits avec les Non, vu que ces Honorables Députés ont demandé l'enregistrement des voix, lorsque M. l'Orateur s'était prononcé sur la division, en déclarant que les Oui l'emportaient ; M. l'Orateur décide que cette objection ne peut être maintenue, 106.
18. A un amendement proposé à la 3e lecture du bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du Saint-Laurent et Témiscouata, Objection est faite qu'une partie du dit amendement n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'elle est hors d'ordre, 138.
19. Motion pour renvoyer le bill concernant le notariat à un Comité Spécial ; Objecté que la motion en amendement ne se borne pas à demander un Comité Spécial, mais indique les noms des membres qui devront le composer, sans qu'avis d'un jour ait été donné du nom des membres proposés ; M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une autre période de cette séance, 144. Décide contre l'objection, 145.
20. Certaines paroles, prononcées par un membre, sont entrées dans les journaux de la Chambre ; et demande étant faite à M. l'Orateur, si l'expression "lâchement" est parlementaire ou non ;—M. l'Orateur décide que l'expression est un peu vive ; mais depuis le commencement de cette Session, elle a déjà été employée plusieurs fois ici, sans protestation, 164.
21. Objection faite (à la troisième lecture du Bill pour incorporer la ville de Montmagny), que la pétition sur laquelle le Bill est basé, est arguée de faux et référée au Comité des Privilèges et Elections, 239. Objection retirée, 242.
22. Objection faite [à la 2ème Clause du Bill pour incorporer la Société Générale de la Colonisation &c] que cette Clause contient des dispositions qui vont au-delà des pouvoirs accordés aux Parlements Provinciaux, par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord ; M. le Président déclare que le Comité peut procéder à la considération de cette clause ; Et appel étant fait de sa décision, M. l'Orateur décide qu'il n'appartient pas à l'Orateur de cette Chambre de se prononcer sur des questions de droit constitutionnel, 243.
23. Objection faite (à la 3ème lecture du même Bill.—Voir *supra* 22.—Que ce Bill n'est pas basé sur une pétition précédée des avis requis, 254. M. l'Orateur décide que la pétition ne paraît pas suffisante, 260.
24. Objection étant faite que, lorsqu'une motion est faite en amendement à la proposition pour que la Chambre se Comité des Subsidés, et que cette motion en amendement a été mise aux voix et rejetée, il ne peut être proposé aucun autre amendement ; M. l'Orateur décide que l'objection est fondée, 257.
25. Diverses objections prises en Comité Général de la Chambre, rapportées à la Chambre et décidées par M. l'Orateur, 257, 258, 259.
26. Objection est faite à une motion pour ajourner la Chambre ; M. l'Orateur décide que cette motion ne peut être prise en considération, 259.

**QUESTIONS RÉSOLUES DANS LA NÉGATIVE :—**

27. Motion concernant le contrat pour la garde et l'entretien des aliénés à l'Asile de Beauport, 104.

---



---

QUESTIONS RÉSOLUES DANS LA NÉGATIVE :—*Suite.*

28. Pour renvoyer de nouveau à un Comité Général de la Chambre le Bill pour incorporer la Cie du Chemin de fer du St Laurent et de Témiscouata, 141. Le Bill pour incorporer la ville de Hochelaga, 137. Le Bill pour incorporer la ville de Montmagny, 208, 214, 241. Le Bill pour amender l'acte concernant les Sociétés d'Agriculture, 250.
29. Pour la nomination d'un Comité Spécial chargé de s'enquérir de l'audition des comptes du Chemin de fer de Q. M. O. et O., 160.
30. Pour qu'une entrée dans les journaux de la Chambre soit lue, 240.
31. Pour qu'une mesure ait la priorité sur une autre mesure, 241.
32. Pour que certaines règles de la Chambre soient suspendues, 254.
33. Pour renvoyer à six mois la seconde lecture d'un Bill, 83, 292.
34. Pour le renvoi d'un Comité Général à six mois, 293.
35. Pour le renvoi à six mois du rapport d'un Comité Général, 175, 198, 240.

**R**APPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir 116 *des Documents*.

RECENSEMENT :—Voir 117 *des Documents*.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 118 *des Documents*.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Comité Spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les—, 136. Certaine copie du 14<sup>e</sup> rapport des bills privés renvoyée à ce Comité, 136. Rapport, 177. Partie du rapport adoptée, 206.
2. 19<sup>ème</sup> Règle. Heure fixée par la— expirée, 171, 208, 260.
3. 19<sup>ème</sup> Règle suspendue, 249, 260.
4. 49<sup>ème</sup> “ “ 206, 247.
5. 51<sup>ème</sup> “ “ 66, 91, 122, 126, 146.
6. 56<sup>ème</sup> “ “ 126, 146.
7. 60<sup>ème</sup> “ “ 247.

REGISTRATEURS :—Voir 119 et 120 *des Documents*.

REMISES D'AMENDES, ETC :—Voir 121 *des Documents*.

RICHELIEU ET LONGUEUIL :—Compagnie des quais et élévateurs de Richelieu et Longueuil :—Pétition demandant l'autorisation de construire un chemin de fer, 94. Avis, 110.

RICHELIEU, papier :—Voir *Compagnie des Usines à—*

RICHMOND :—Bill pour amender les lois concernant l'instruction publique, en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond. Voir *Instruction Publique*, 2.

RIMOUSKI :

1. Pétition demandant un acte pour incorporer le Chapitre de la cathédrale de Saint-Germain-de-Rimouski, 30. Avis, 60. Bill (M. Asselin), 60. Renvoyé au Comité des bills privés, 69. Rapporté, 80. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 88. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 196. S. R., 361. (46 Vict., c. 61.)

2. Congrégation des Sœurs des Petites Ecoles :—Etat d'affaires.—Voir 73 *des Documents*.

3. Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires.—Voir 73 *des Documents*.

RIMOUSKI ET GASPÉ :—Voir *Chemins de fer*, 25.

RIVIÈRES NON NAVIGABLES :—Voir *Terres Publiques*.

RIVIÈRE RICHELIEU :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu, 89. Avis; Suspension de la 51<sup>e</sup> règle, 122. Bill (M. Martel), 123. Renvoyé au Comité des chemins de fer, 130. Rapporté amendé, 162. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 183. Par le Conseil avec un amendement, 245. Considéré; Adopté, 248. S. R., 362. (46 Vict., c. 75).

ROBITAILLE, L. A. :—Voir 122 *des Documents*.

ROUILLARD, J. B. :—Voir 123 *des Documents*.

RUSSELL, CHS. VS. LA REINE :—Voir 124 *des Documents*.

SAGUENAY & LAC ST JEAN :—Voir *Chemins de fer*, 30.

SAINT-CHARLES BORROMÉE :—

1. Pétition demandant un acte pour faciliter la construction d'une église et d'une sacristie dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette, dans le diocèse de Montréal, 59. Avis, 63. Bill (M. Lavallée), 64. Renvoyé au Comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 80. Considéré; Rapporté; Passé, 87. Par le Conseil, 136. Honoraire remis, 233. S. R., 360. (46 Vict., c. 43.)

2. Hospice de la Providence :—Etat d'affaires.—Voir 73 *des Documents*.

STE CUNÉGONDE :—Pétition du Conseil de Ville demandant des amendements au Bill pour amender les actes concernant la Cité de Montréal; Reçue et lue, 135.

ST-ETIENNE DE LAUZON ET ST. LAMBERT :—Voir 20 *des Documents*.

ST EUGÈNE DE GRANTHAM :—Voir 129 *des Documents*.

ST-FRANÇOIS DU LAC, COMTÉ D'YAMASKA :—Pétition des Sœurs de la Charité de— ; demande d'aide, 21.

ST-FRANÇOIS DU LAC :—Hopital de—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

ST-FRANÇOIS, MONTMAGNY :—Pétition de la Cie du Pont de—, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 74. Avis, 80. Bill (M. Bernatchez), 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 121. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 162. Honoraire remis, 249.

Pétitions contre, 126, 146.

ST-ELIZABETH :

1. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

2. *Hospice de la Paroisse de—* : Pétition ; demande d'aide, 21.

ST-GERMAIN DE RIMOUSKI :—Voir *Rimouski*.

ST-IGNACE DU COTEAU DU LAC :—Pétition des Sœurs de l'asile de— : Demande d'aide, 49.

ST-JEAN :—

1. *Hôpital* :—Pétition ; demande d'aide, 32.

2. *Salle d'Asile* :—Pétition ; demande d'aide, 32

ST-JEAN, NAPIERVILLE ET HUNTINGDON :—Voir *Chemins de Fer*, 26.

SAINT-LOUIS :—Bill pour légaliser le dépôt du plan et du livre de renvoi de la paroisse de—dans le comté de Richelieu, (l'Honorable Mousseau), 47. Ordre pour seconde lecture déchargé ; Bill retiré, 194.

ST-LAURENT ET LAC CHAMPLAIN :—Voir *Chemins de fer*, 27.

ST-LAURENT ET TÉMISCOUATA :—Voir *Chemins de Fer*, 28.

ST-MAURICE ET LAC ST. JEAN :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 94. Voir *Chemins de Fer*, 29.

ST-PAULIN :—Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge de—, Demande d'aide, 38.

SAINT-POLYCARPE :—Pétition demandant un acte confirmant la propriété et autorisant la vente de certains terrains appartenant à la fabrique de la paroisse de Saint-Polycarpe, 98. Avis, 107. 51e et 56e règles suspendues ; Bill (M. Archambault), 147. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 161. Rapporté, 179. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 199. Par le Conseil avec un amendement, 245. Considéré ; Adopté, 247. Honoraire remis, 196. S. R., 362. (46 Vict., c. 48.)

ST-RÉMI DE TINGWICK :—Bill pour changer le nom de la Municipalité de la partie Est du Township de Tingwick, (M. Picard), 157. Renvoyé à un Comité général, 193. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 235. Par le Conseil, 262. S. R., 362. (46 Vict., c. 42.)

ST-SAMUEL ET ST-FRÉDÉRIC :—Bill pour détacher certaines parties des paroisses de Saint-Samuel, dans le comté de Nicolet, et de Saint-Frédéric, dans le comté de Drummond, et les annexer à la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, dans le comté d'Arthabaska, et au dit comté d'Arthabaska, (M. Watts), 75. Renvoyé à un Comité général, 177. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 192. Par le Conseil avec amendements, 245. Considérés ; Adoptés, 246. S. R., 361. (46 Vict., c. 38.)

ST-SAUVEUR DE QUÉBEC :—Pétition de la Municipalité de—demandant un acte d'incorporation, 98. Avis, 107. Bill (M. Shehyn), 108. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 130. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 173. Honoraire remis, 214.

Pétition contre ce bill, 126.

STE-URSULE :—Couvent de—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

ST-VINCENT DE PAUL :—Couvent de :—Etat d'affaires :—Voir 73 *des Documents*.

SALABERRY DE VALLEYFIELD :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte pour incorporer la ville de Salaberry de Valleyfield ; Reçue et lue, 199. Avis, 205. Bill (M. Bergevin) ; Lu la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 206. Rapporté, 253. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 272. Par le Conseil, 316. S. R., 362. (46 Vict., c. 83.)

SEIGNEURIE PAPINEAU :—Voir *Chemins de fer*, 31.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (L'Honorable M. Mousseau), 13.

SERVICE CIVIL :—Bill pour amender l'acte 40 Vict., c. 9, de manière à rendre le—moins dispendieux et plus efficace, (L'Honorable M. Mercier), 292.

SERVICE CIVIL :—Voir 125, 126 et 127 *des Documents*.

SHERBROOKE :—Hospice du Sacré-Cœur :—Etat d'affaires, Voir 73 *des Documents*.

SIGNIFICATIONS :—Voir *Notifications*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 15, au sujet des sociétés d'agriculture, (Du Conseil Législatif), 172. Présenté 173. Renvoyé à un Comité général, 194. Considéré ; Rapporté progrès, 248. Considéré de nouveau ; Motion pour le renvoi à un Comité général négative ; Bill rapporté, 250. Passé, 253. S. R., 360. (46 Vict., c. 12.)

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Pétition demandant des amendements à l'acte concernant les—173.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir 128 *des Documents*.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE COLONISATION** :—Pétition demandant un acte pour incorporer la Société générale de la colonisation et des exploitations industrielles, 73. Avis, 80. Bill (l'Honorable M. Paquet), 91. Renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 96. Rapporté amendé, 139. Motion pour Comité général; débats ajournés, 153. Débats repris; Motion pour renvoyer le Comité général à 6 mois; Débats ajournés, 164. Repris et ajournés, 172. Amendement négatif, 175. Considéré en Comité; Rapporté progress, 176. Considération ultérieure ajournée, 183. Objection prise en Comité général que la section 2 contient des dispositions qui vont au-delà des pouvoirs accordés aux Parlements Provinciaux par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 243. M. le Président décide que la clause peut être prise en considération; Appel de sa décision; M. l'Orateur décide qu'il n'est pas du ressort de l'Orateur de décider des questions de Droit Constitutionnelle, 243. Bill considéré de nouveau; Amendé 243. Rapporté, 249; Objection—que le Bill n'est pas basé sur une pétition, 254. Décision de M. l'Orateur; Motion pour que les règles soient suspendues, 260. Règles suspendues, 260. Bill passé, 261. Honoraire remis, 290. Passé par le Conseil, 316. S. R., 361. (46 Vict., c. 70).

**SOREL** :—Hôpital de :—Etat d'affaires. Voir 73 des Documents.

**SPENCER WOOD** :—Entretien et dépenses de—205, 217. Voir *Comptes Publics*. 3ème Rapport, p 205.

**STADACONA** :—Bill pour confirmer l'acte du parlement fédéral (45 Vict., c. 101) intitulé : "Acte pour amender et simplifier l'acte pour autoriser la Compagnie d'assurance de Stadacona contre le feu et sur la vie à renoncer à sa charte, établir un mode de liquider ses affaires;" et pour valider les dispositions du dit acte et leur donner effet, (M. Gagnon), 85. Renvoyé au Comité des bills privés, 121. Rapporté amendé et 51e et 58e règles suspendues, 126. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 144. Par le Conseil, 195. Honoraire remis, 233. S. R., 362. (46 Vict., c. 55).

**STANSTEAD WESLEYAN COLLEGE** :—Pétition demandant un acte amendant l'acte incorporant "The Stanstead Wesleyan College," 94. Avis, 99. Bill (M. Thornton), 101. Renvoyé au Comité des bills privés, 121. Rapporté, 126. Passé, 143. Par le Conseil, 195. Honoraire remis, 196. S. R., 362. (46 Vict., c. 63.)

**STÉNOGRAPHES OFFICIELS** :—La Chambre se forme en Comité sur certaines résolutions concernant l'emploi de—; Le Comité délibère, 269. Résolution rapportée et adoptée, 270.

**SUBSIDES** :—

1. Estimés pour l'année courante, supplémentaires, et l'année financière finissant le 30 juin 1884, 95, 97. Renvoyés au Comité, 97. Estimés supplémentaires; Renvoyés à ce Comité, 294.

Voir 49 et 50 des Documents.

2. La Chambre devant se former en Comité des Subsidés, 27.

3. Le Trésorier transmet les estimés, accompagnés d'un télégramme autorisant le dit message, 96. Motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidés; Objection; Débats, 97. M. l'Orateur décide que ce message ne peut être reçu, 97. Motion de censure contre le dit message proposée et rejetée, 154.



SUBSIDES :—*Suite.*

4. Autre message (transmettant les estimés) mis devant la Chambre ; Renvoyé au Comité des Subsidés, 97.
5. La Chambre en Comité, 97, 15, 151, 156, 165, 186, 209, 217, 223, 232, 257, 261, 266, 268, 296, 321.
6. Résolutions rapportées et adoptées, 321, 322, 323, 325, 326, 332, 333, 334, 335, 337, 338.
7. Divers amendements proposés à la seconde lecture des résolutions sur les Subsidés, négativées, 332, 334, 335, 337.
8. Motion pour que la Chambre se forme en Comité ; Objection que les Estimés n'ont pas été transmis par message ; Débats ajournés, 97. M. l'Orateur décide en faveur de l'objection, 97.
9. Motion pour que la Chambre se forme en Comité ; Débats ajournés à 6 h., 108, 153, 164.
10. Rapport de progrès, 172, 224, 258, 314.
11. Divers amendements proposés et négativés (à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsidés), 149, 150, 154, 165, 208, 216, 227, 230, 231, 255, 256, 263, 267, 295, 319, 342. Débats ajournés, 109, 117, 119, 124, 137, 139, 147.
12. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des Voies et Moyens, 27.
13. Motion pour Comité ; 342. Amendement proposé et négativé, 243. La Chambre en Comité, 843. Rapport de trois Résolutions ; Adopté, 344.
15. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1883, et le 30 Juin 1884 et pour d'autres fins du service public, (L'honorable M. Würtele,) 344. Lu la 2ème fois, 345. Lu la 3ème fois et Passé, 347. Par le Conseil, 358. S. R., 363. (46 Vict., c. 1.)

SUBSIDE à la Compagnie de sucre de betteraves. Voir 130 *des Documents*.

SUBSIDÉS aux Chemins de Fer. Voir *Chemins de Fer*, 2 et 3, et 100 *des Documents*.

SUBSIDÉS à Sa Majesté. Voir *Subsidés*, 14.

SUCRE DE BETTERAVES, CIE DE—DE LA PROVINCE : Voir 130 *des Documents*.

TANGUAY, M. Voir 132 *des Documents*.

TASSÉ ET DESAULNIERS :—Voir 133 *des Documents*.

TAXES DIRECTES :—Bill pour amender l'acte 45 Vict., c. 22, intitulé : " Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales " (l'Honorable M. Mercier), 229. Renvoyé à un Comité général ; Considéré ;

# TAXES DIRECTES :—*Suite.*

Amendé ; Motion pour renvoyer la réception du rapport à 6 mois, négative, 240. Rapporté et Passé, 240. Par le Conseil, 286. S. R., 363. (46 Vict., c. 7).

TAXE POUR FONDS DE BATISSE ET DES JURÉS :—Voir 131 *des Documents*.

TEMPLE EMMANUEL : Voir *Montréal*, 26.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir 134 et 135 *des Documents*.

# TERRES PUBLIQUES :—

1. La Chambre décide de se former en Comité sur certaines résolutions concernant l'administration des Terres Publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la Province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 184. Le Comité délibère, 185. Résolutions rapportées et adoptées, 186. Bill basé sur ces résolutions 186 (Voir *Infra* 2).

2. Bill concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs, (l'Honorable M. Lynch) ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 254. Par le Conseil, 300. S. R., 361. (46 Vict., c. 8).

3. La Chambre se forme en Comité général sur une résolution concernant la vente et l'administration des terres publiques ; Le Comité délibère, 341. Résolution rapportée, 341. Adoptée, 342. Bill basé sur cette résolution, 342. Voir *Bois, vente etc., des*

4. Bill pour amender l'acte 32 Vict. c. 11, concernant la vente et l'administration des terres Publiques, (l'Honorable M. Irvine), 179.

THÉORET, NAPOLEON :—Pétition demandant un acte pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre Napoléon Théoret à la pratique de la profession de Notaire, 51. Avis, 52. Bill (M. Martel), 67. Motion pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois, négative par le vote de M. l'Orateur, 84. En la 2e fois et renvoyé au Comité des bills privés, 84. Rapporté amendé, 135. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 153. Par le Conseil, 224. Honoraire remis, 249. S. R., 360. (46 Vict., c. 33).

TIMBRES : Voir 136 *des Documents*.

TINGWICK : Voir *St. Remi de—*

TRAFALGAR INSTITUTE : Voir *Montréal*, 29.

TROIS PISTOLES : Voir 137 *des Documents*.

# TROIS-RIVIÈRES :

1. *Hôpital des Ursulines* :—Etat d'affaires.—Voir 73 *des Documents*.

2. *Providence de St-Joseph* :—Etat d'affaires.—Voir 73 *des Documents*.

**U** NION JACQUES-CARTIER, chemin de fer—acte d'incorporation amendé. Voir *Chemins de fer*, 32.

USINES A PAPIER RICHELIEU, COMPAGNIE DES —, incorporée. Voir *Compagnie* etc.

**V** ALLEYFIELD, VILLE DE SALABERRY DE—, acte d'incorporation, amendé. Voir *Salaberry*.

VENTE DE PROPRIÉTÉS DE A. C. Pinsonneault. Voir *Pinsonneault*.

VENTE DE PROPRIÉTÉ DU National School à Québec. Voir *Québec*.

VENTE ET ADMINISTRATION DES bois sur les terres publiques, S. R. C., chap. 23, amendé. Voir *Bois*.

VICARIATS ET PRÉFECTURES APOSTOLIQUES :—Bill pour étendre les dispositions de l'acte 32 Victoria, chap. 73, aux vicariats et préfectures apostoliques, (L'Honorable M. Mousseau), 64. Lu la 2<sup>me</sup> fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 82. Par le Conseil, 111. S. R., 362. (46 Vict., c. 44.)

VICTORIA, 34. c. 4. S. 10 :—Bill pour amender l'Acte 34 Victoria, chapitre 4, section 40 ; de manière à ce que cette section s'applique à tous les Districts Judiciaires de cette Province, 52. Lu la 2<sup>e</sup> fois et Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 236.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 12 et 13.

VOITURES POUR CHEMINS D'HIVER :—Voir *Chemins d'hiver*.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS de la Chambre devant être imprimés chaque jour, 15.

**W** ALCOT, HENRY TALBOT :—Pétition demandant un acte pour relever—de sa charge de fidéi-commissaire à Dame Isabella Abbott Young, 16. Avis, 80. Bill (L'Honorable M. Irvine), 81. Renvoyé au Comité des Bills Privés, 130. Rapporté amendé, 248. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 262. Par le Conseil, 300. S. R., 361. (46 Vict., c. 51.)

WARWICK :—Voir 138 *des Documents*.

WATFORD ET METGERMETTE NORD :—Voir *Metgermette*.

WATERLOO ET MAGOG :—Voir *Chemins de fer*, 33.

WESLEYAN COLLEGE STANSTEAD, acte d'incorporation, amendé. Voir *Stanstead*.

**Y** AMACHICHE, HOSPICE STE-ANNE :—

1. Etat d'affaires. Voir 73 *des Documents*.

2. Pétition ; demande d'aide, 35.

YOUNG, DAME ISABELLA ABBOTT :—Voir *Walcot*, H. T.



# DOCUMENTS DE LA SESSION

## LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION A ÉTÉ ORDONNÉE.

	PAGE.
No 3.—Comptes Publics de la Province pour l'année financière expirant le 30 Juin 1882.....	28
No 5.—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de Québec, pour l'année 1881-82.....	197
No 8.—Recettes et dépenses de la Province du 1er Juillet au 31 Décembre 1882.....	31
No 9.—Rapport des Médecins Directeurs-Propriétaires de l'Asile des Aliénés de Québec pour l'année 1881-82.....	238
No 10.—Etat des nominations et promotions faites dans le Service Civil, depuis la dernière Session (40 Victoria, chapitre 9) .....	191
No 12.—Copie de la Commission Royale-nommée dans le but de faire une enquête générale sur l'organisation de tous les Départements Publics.....	300
No 14.—Etat de toutes sommes d'argent payées à MM. McGreevy et Macdonald, entrepreneurs pour certains ouvrages, sur le Chemin de Fer Q., M., O. et O., en à-compte et en sus du montant adjudgé par les arbitres à Ottawa. Aussi, le montant adjudgé aux dits entrepreneurs.....	191
No 15.—Treizième Rapport des Inspecteurs de Prisons, Asiles, etc, de la Province de Québec pour l'année 1882.....	292
No 18.—Copie du mémoire soumis à l'Honorable Premier-Ministre, en Décembre dernier, par le Comité de Législation de la Chambre des Notaires, à la suite d'une entrevue avec lui, au sujet des amendements et changements aux lois intéressant la profession de Notaire.	76

- 
- No 21.—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. Emile Bonnement, Chevalier de la Légion d'Honneur, au sujet de la création d'une Compagnie destinée à établir une manufacture d'engrais artificiels, en employant les déchets de poissons..... 215
- No 23.—Statistiques Municipales des Rapports Municipaux de la Province de Québec pour 1881..... 236
- No 25.—Correspondance entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, touchant les travaux à être faits, par la dite Compagnie, conformément au contrat de vente du dit Chemin..... 191
- No 27.—Copie des Ordres en Conseil au sujet des lois sur l'Instruction Publique qui pourraient être soumises à l'avenir à la considération de la Législature..... 215
- No 29.—Rapport indiquant les noms de tous les employés du Service Civil qui ont été nommés, les noms des employés dont le salaire a été augmenté, depuis le 1er Juin 1881..... 192
- No 33.—Copie du jugement, *in extenso*, rendu par la Cour Suprême du Canada, concernant le droit de pêche dans la Rivière Miramichi et dans les Rivières non navigables des différentes Provinces, etc..... 215
- No 35.—Etat détaillé de tous les octrois de terres faits en vertu de l'Acte de la dernière session, 45 Victoria, chap. 28; ainsi que copie de la correspondance échangée avec toute Compagnie de Chemin de Fer, au sujet des octrois autorisés par le dit acte..... 215
- No 36.—Copie de l'Ordre en Conseil nommant D. Tassé et L. L. L. Desaulniers, Ecuyers, inspecteurs des Bureaux Publics, et aussi copies des instructions écrites données aux dits Tassé et Desaulniers..... 192
- No 42.—Liste des noms de toutes les personnes inscrites sur la Liste du fonds de pension, en vertu des dispositions du chap. 10 de la 40ème Victoria et ses amendements; avec un état des montants payés à chacune de ces personnes..... 192
- No 46.—Copie de tous Ordres en Conseil, passés depuis le 30 Juillet dernier, concernant le tarif des droits sur les bois, et la vente et l'administration des bois sur les Terres de la Couronne et tous rapports ayant traités à cette question; Copies de tous Ordres en Conseil, passés depuis la même date, modifiant les prix déjà établis pour les terrains miniers, ou qui ont rapport à ce sujet..... 216
- No 47.—Noms des propriétaires des limites sises et situées sur le parcours de la ligne projetée du Chemin de Fer de Québec au Lac St-Jean; et de plus, les noms des propriétaires des limites sises et situées dans les quinze milles, de chaque côté de la ligne du dit Chemin de Fer (moins la carte.)..... 216
- No 49.—Copie de tous Ordres en Conseil et Rapports, au sujet du transfert de terrain de l'Ecole Normale, sur lequel doit être construit l'Hôtel du Château Saint-Louis (sans le plan.)..... 216

- 
- No 52.—Rapport donnant, avec ordre de dates, les noms des employés de l'administration du Chemin de Fer de Q. M. O. et O., qui ont été gratifiés de *bonus*, en sus de leurs traitements réguliers, soit avant, soit après la vente du dit Chemin de Fer..... 192
- No 53.—Copie de toutes correspondances relatives à l'accomplissement des conditions énoncées dans le contrat de vente, passé entre le Gouvernement et la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique... 216
- No. 54.—Copie de toutes Correspondances entre les Officiers ou Gérants de la Compagnie de Colonisation et des Terres de la Puissance et le Commissaire des Terres de la Couronne, depuis le 18 Mars 1882, et aussi Copie de toutes Correspondances échangées entre le Gouvernement et les Colons du Canton de Whitton ou autres personnes pour eux, depuis la même date, etc..... 216
- No 56.—Etat des dépenses de voyage, pension, etc, des Membres du Conseil d'Agriculture et des Arts et Métiers et du Comité Permanent d'Exposition, depuis les cinq dernières années..... 216
- No 58.—Copie du Factum de l'Honorable G. O'Kill Stuart, produit au Bureau des Terres de la Couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la Seigneurie de Mingan, connue sous le nom de *Terra firma*..... 300
- No 58.—Copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et Alexander Dennistoun et autres, au sujet de la propriété de la "Terre ferme de Mingan," avec copie des titres transmis au Gouvernement à l'appui de leur réclamation. Copie du rapport de l'Ordre en Conseil accordant à Alexander Dennistoun et autres, le privilège d'exploiter, pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite "Terre ferme de Mingan."..... 300
- No 61.—Etat donnant, par comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour Chemins de Colonisation, du 1 Juillet au 30 Décembre 1882. 300
- No 62.—Copie de la liste des Documents se rapportant à l'histoire du Canada, copiés et conservés au Département du Régistrare de la Province de Québec..... 300
- No 63.—Copie du jugement des Lords du Comité Judiciaire du Conseil Privé, dans l'appel de Charles Russell vs La Reine, sur la déclaration de Woodward, jugée par la Cour Suprême du Nouveau-Brunswick, par une sentence rendue le 23 Juin 1882..... 243
- No. 64.—Copies des Ordres en Conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous employés publics, depuis le 30 Juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentations d'appointements; aussi copies des rapports des sous-chefs de départements recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par la section 21, de l'Acte 40 Victoria, chap. 9..... 300

- 
- No. 69—Copie de toutes Correspondances, depuis 1876, au sujet du tarif des  
régistrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que  
copies du jugement, Re No 7, Cour Supérieure, Terrebonne, Pré-  
vost et Lachaine, rendu le 24 Juin 1882, et copies de toutes corres-  
pondances et instructions s'y rattachant ..... 300
- No 71—Rapport du Commissaire des Chemins de Fer de la Province de  
Québec, pour 1881-82..... 295



## ERRATA

---

Page 130, après la 13eme ligne, insérez les mots : " Bill pour amender les  
actes incorporant la Cité de Montréal. "